

CA1
EA10
-T67

186

Gouvernement
Parlementaire



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1996 NO.1 TREATY SERIES

INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

1996

Section 1. Traités bilatéraux

Section 2. Traités multilatéraux

INDEX

CANADA TREATY SERIES

1996

Section 1. Bilateral Treaties

Section 2. Multilateral Treaties





Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1996 NO.1 TREATY SERIES

INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

1996

Section 1. Traités bilatéraux

Section 2. Traités multilatéraux

INDEX

CANADA TREATY SERIES

1996

Section 1. Bilateral Treaties

Section 2. Multilateral Treaties

TRAITÉS BILATÉRAUX - 1996

ARGENTINE

NUCLÉAIRE

Accord de Coopération entre le gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Argentine concernant les utilisations pacifiques de l'énergie

Ottawa, le **21 juin 1994**

En vigueur le 24 juillet 1996

RTC 1996/19

AUSTRALIE

DÉFENSE

Entente entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Australie relative à l'échange et à la protection de l'information en matière de défense

Canberra, le **31 octobre 1996**

En vigueur le 31 octobre 1996

RTC 1996/31

AUTRICHE

SÉCURITÉ SOCIALE

Accord supplémentaire à l'Accord sur la **sécurité sociale** entre le Canada et la République d'Autriche Vienne, le **12 septembre 1995**

En vigueur le 1er décembre 1996

RTC 1996/25

BARBADE

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Barbade pour la promotion et la protection réciproque des investissements (avec annexe)

Bridgetown, le 29 mai, 1996

BELGIQUE

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du royaume de Belgique
Bruxelles, le **11 janvier 1996**

SÉCURITÉ SOCIALE

Protocole portant amendement à l'Accord de sécurité sociale entre le Canada et la Belgique
Bruxelles, le **11 mars 1996**

BRÉSIL

NUCLÉAIRE

Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (avec annexes)
Brasilia, le **22 mai 1996**

CHILI

COMMERCE

Accord de libre-échange entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Chili
Santiago, le **4 décembre 1996**

SÉCURITÉ SOCIALE

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Chili
Ottawa, le **18 novembre 1996**

IMPÔTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Chili tendant à éviter la double imposition sur les revenus provenant de l'exploitation des transport maritime et aérien
Santiago, le **30 juillet 1992**
En vigueur le 1^{er} janvier 1996
RTC 1996/5

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COMMERCE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et les Communautés européennes constituant un Accord comportant les termes du règlement du différent en instance devant l'Organisation mondiale du commerce "CE-Dénomination de vente des Pectinidés (WT/DS7)"
Genève, le **25 juin 1996**
En vigueur le 25 juin 1996

COMMERCE

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et la Communauté Européenne constituant un Accord concernant la conclusion des négociations dans le cadre de l'article XXIV:6
Bruxelles, le **30 décembre 1995 et le 25 juillet 1996**
En vigueur le 25 juillet 1996
RTC 1996/34

COMMERCE

Accord concernant la conclusion des négociations entre le Gouvernement du Canada et la Communauté Européenne dans le cadre de l'article XXIV:6
Bruxelles, le **25 juillet 1996**
En vigueur le 25 juillet 1996
RTC 1996/43

ÉDUCATION

Accord entre le Canada et la Communauté Européenne établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation (avec annexe)
Bruxelles, le **19 décembre 1995**
En vigueur le 1er janvier 1996
RTC 1996/4

SCIENCE

Accord de coopération scientifique et technologique entre le Canada et la Communauté Européenne (avec annexe et appendice)
Halifax, le **17 juin 1995**
En vigueur le 27 février 1996
RTC 1996/24

ÉQUATEUR

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de l'Équateur pour la promotion et la protection réciproques des investissements (avec annexes)
Quito, le **29 avril 1996**

ÉGYPTE

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte pour l'encouragement et la protection des investissements (avec annexe)
Le Caire, le **13 novembre 1996**

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

COMMERCE

Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique
Washington, le **29 mai 1996**
En vigueur le 29 mai 1996
RTC 1996/16

DEFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord concernant l'organisation et le Commandement de la Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD)
Washington, le **11 mars 1981**
Terminé le 28 mars 1996
RTC 1981/31

DEFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord prolongeant l'Accord du Commandement de la Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) pour une période de cinq ans
Washington, le **19 mars 1986**
Terminé le 28 mars 1996
RTC 1986/34

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

DEFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unies d'Amérique constituant un Accord prolongeant l'Accord du Commandement de la Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) pour une période de cinq ans

Washington, le **30 avril 1991**

Terminé le 28 mars 1996

RTC 1991/19

DÉFENCE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unies d'Amérique constituant un Accord prolongeant l'Accord du Commandement de la Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) pour une autre période de cinq ans

Washington, le 28 mars 1996

En vigueur le 28 mars 1996 avec effet du 12 mai 1996

RTC 1996/36

ENVIRONNEMENT

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unies d'Amérique constituant un Accord concernant les questions environnementales (avec Appendice)

Washington, les **7 et 9 octobre 1996**

En vigueur le 9 octobre 1996

RTC 1996/35

ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Échange de Notes constituant un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unies d'Amérique sur l'entraînement des spécialistes de mission du Canada

Ottawa, le **31 août 1995 et le 17 mai 1996**

En vigueur le 17 mai 1996

RTC 1996/26

ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Échange de Notes constituant un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unies d'Amérique sur l'expérience de rotation du torse (avec Mémoire d'entente)

Ottawa, le **19 juin 1996**

En vigueur le 19 juin 1996

RTC 1996/41

ÉTATS-UNIES D'AMÉRIQUE

PLANIFICATION CIVILE D'URGENCE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unies d'Amérique constituant un Accord modifiant l'Accord de coopération concernant la planification et la gestion civile d'urgence sur une base globale, signé à Ottawa le 28 avril 1986 (avec annexe)
Ottawa et Washington, le **12 août 1996**

SÉCURITÉ SOCIALE

Deuxième Accord supplémentaire modifiant l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unies d'Amérique en matière de sécurité sociale
Ottawa, le **28 mai 1996**

FRANCE

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Convention le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière civile ou commerciale ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière de pensions alimentaires
Ottawa, le **10 juin 1996**

HONG KONG

AIR

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Hong Kong constituant un Accord modifiant leur Accord sur les services aériens signé à Hong Kong le 24 juin 1988
Hong Kong, **les 23 mai et 19 décembre 1996**
En vigueur le 20 décembre 1996
RTC 1996/38

STUPÉFIANTS

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Hong Kong constituant un Accord prorogeant l'Accord Canada- Hong Kong concernant les enquêtes sur le trafic des drogues et la confiscation du produit du trafic des drogues, fait à Hong Kong le 14 novembre 1990
Hong Kong, **les 9 et 11 janvier 1996**
En vigueur le 11 janvier 1996

HONGRIE

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Traite d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Canada et la République de Hongrie
 Budapest, le **7 décembre 1995**
 En vigueur le 1er septembre 1996
 RTC 1996/18

IMPÔTS

Protocole à la convention fiscale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de la Hongrie, signée le 15 avril 1992
 Budapest, le **3 mai 1994**
 En vigueur le 26 avril 1996
 RTC 1996/10

INDE

IMPÔTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec Protocole)
 Delhi, le **11 janvier 1996**

INDONÉSIE

AIR

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République d'Indonésie sur le transport aérien (avec annexe et Protocole)
 Jakarta, le **17 janvier 1996**

ISRAËL

COMMERCE

Accord de libre-échange entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'État d'Israël (avec annexes)
 Toronto, le **31 juillet 1996**

KAZAKSTAN

IMPÔTS

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Kazakhstan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec Protocole)

Altamy, le **25 septembre 1996**

LE FOND INTERNATIONAL POUR L'IRLANDE

CONTRIBUTION

Protocole à l'Accord intervenu entre le Gouvernement du Canada et le Fonds international pour l'Irlande

Ottawa, le **25 mars** et Belfast, le **27 mars 1996**

En vigueur le 27 mars 1996

RTC 1996/11

LITUANIE

IMPÔTS

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de la Lituanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Vilnius, le **29 août 1996**

LUXEMBOURG

CULTURE

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Grand-Duché de Luxembourg concernant la coproduction audiovisuelle (avec annexe)

Luxembourg, le **4 mars 1996**

En vigueur le 4 mars 1996

RTC 1996/13

MALAISIE

AIR

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Malaisie sur le transport aérien
Kuala Lumpur, **le 18 janvier 1996**
En vigueur le 18 janvier 1996
CTS 1996/6

MEXIQUE

AIR

Échange de notes modifiant l'Accord relatif aux transport aériens entre le Gouvernement du Canada
et le Gouvernement des États Unis du Mexique, fait à Mexico le 21 décembre 1961 (avec annexe)
Mexico, **le 20 décembre 1996**

SÉCURITÉ SOCIALE

Accord sur la sécurité sociale entre le Canada et les États-Unis du Mexique
Ottawa, **le 27 avril 1995**
En vigueur le 1er mai 1996
RTC 1996/17

MAROC

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Amendement à l'Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du royaume
du Maroc constituant un Accord modifiant leur Accord concernant la coopération économique et
technique (avec annexe)
Rabat, **le 16 décembre 1996**
En vigueur le 16 décembre 1996
RTC 1996/39

TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES

Accord de coopération relatif au transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement du
Canada et le Gouvernement du Royaume du Maroc
Rabat, **le 4 mai 1987**
En vigueur le 1er décembre 1996
RTC 1996/32

NATIONS UNIES

SIÈGE SOCIAL

Accord entre le Gouvernement du Canada et l'Université des Nations Unies concernant le réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'Université des Nations Unies
Hamilton, **le 20 septembre 1996**
En vigueur le 20 septembre 1996
CTS 1996/27

SIÈGE SOCIAL

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique concernant le siège du Secrétariat
New York, **le 25 octobre 1996**
En vigueur le 25 octobre 1996
RTC 1996/28

NOUVELLE-ZÉLANDE

SÉCURITÉ SOCIALE

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande
Ottawa, **le 9 avril 1996**

PAKISTAN

AIR

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan (avec annexe)
Islamabad, **le 15 janvier 1996**
En vigueur le 15 janvier 1996
RTC 1996/3

PANAMA

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Traité entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Panama pour l'encouragement et la protection des investissements (avec annexe)
Guatemala City, **le 12 septembre 1996**

PAYS-BAS

DÉFENSE

Échange de Notes constituant un Accord remplaçant l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas concernant l'utilisation par le Canada d'installations néerlandaise comme base d'étape

Ottawa, **les 17 et 20 janvier 1995**

En vigueur le 3 septembre 1996

CTS 1996/21

DÉFENSE

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour l'entraînement au Canada d'unités des Forces Armées des Pays-Bas, fait à La Haie les 4 et 5 décembre 1986

Ottawa, **le 24 décembre 1996**

PHILIPPINES

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République des Philippines pour l'encouragement et la protection réciproque des investissements (avec annexe)

Manille, **le 9 novembre 1995**

En vigueur le 13 novembre 1996

RTC 1996/46

POLOGNE

CULTURE

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Pologne sur la coproduction cinématographique et télévisuelle (avec annexe)

Ottawa, **le 27 mai 1996**

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

NUCLÉAIRE

Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Slovaque concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (avec annexe)

Bratislava, **le 22 octobre 1996**

En vigueur le 22 octobre 1996

RTC 1996/30

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

AIR

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Tchèque sur le transport aérien (avec annexe)

Prague, le **13 mars 1996**

En vigueur le 13 mars 1996

RTC 1996/12

ROUMANIE

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Roumanie pour l'encouragement et la protection des investissements (avec annexe)

Bucharest, le **17 avril 1996**

SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Saint-Vincent-et-Grenadines sur la coopération au développement (avec annexes)

Saint-Vincent, le **26 février 1987**

En vigueur le 17 avril 1996

RCT 1996/53

SAINTE-LUCIE

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Sainte-Lucie sur la coopération au développement (avec annexes)

Sainte-Lucie, le **4 mars 1987**

En vigueur le 19 juillet 1996

RCT 1996/54

SLOVÉNIE

NUCLÉAIRE

Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Slovénie concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (avec annexes)

Ljubljana, le **31 mai 1995**

En vigueur le 23 avril 1996

RCT 1996/52

SUÈDE

IMPÔTS

Convention entre le Canada et la Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Stockholm, le **27 août 1996**

SUISSE

EXTRADITION

Traité d'extradition entre le Canada et la Confédération Suisse

Berne, le **7 octobre 1993**

En vigueur le 19 mars, 1996

RTC 1996/15

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Confédération Suisse au sujet du transfert de fonds confisqués (cas Kalenski et Mauro)

Ottawa, le **17 décembre 1996**

En vigueur le 17 décembre 1996

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Confédération Suisse au sujet du transfert de fonds confisqués (cas Khan)

Ottawa, le **17 décembre 1996**

En vigueur le 17 décembre 1996

TRINITÉ-ET-TOBAGO

IMPÔTS

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux

Washington, le **28 septembre 1966**

En vigueur le 1er mars 1967

RTC 1967/5

Terminé le 8 février 1996

IMPÔTS

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux

Toronto, le **11 septembre 1995**

En vigueur le 8 février 1996

RTC 1996/7

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Trinité et Tobago pour la promotion et la protection réciproque des investissements (avec annexe)

Toronto, le **11 septembre 1996**

En vigueur le 8 juillet 1996

RTC 1996/22

UKRAINE

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Canada et l'Ukraine

Ottawa, le **23 septembre 1996**

IMPÔTS

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Kiev, le **4 mars 1996**

URUGUAY

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Canada et la République orientale de l'Uruguay
Ottawa, le **10 juillet 1996**

VENEZUELA

CULTURE

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Venezuela sur la coproduction audiovisuelle
Caracas, le **15 février 1996**
En vigueur le 21 octobre 1996
RTC 1996/33

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Venezuela pour la promotion et la protection des investissements (avec annexe)
Caracas, le **1er juillet 1996**

TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES

Traité entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Venezuela sur l'exécution des sentences pénales
Caracas, le **24 janvier 1994**
En vigueur le 1er janvier 1996
RTC 1996/2

VIÊT-NAM

COMMERCE

Accord de commerce entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam
Hanoï, le **13 novembre 1995**
En vigueur le 25 janvier 1996
RTC 1996/9

VIÊT-NAM

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Accord de coopération économique entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam

Ottawa, le **21 juin 1994**

En vigueur le 20 mars 1996

RTC 1996/45

TRAITÉS MULTILATÉRAUX - 1996

ADOPTION

Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale
La Haye, **le 29 mai 1993**

Signé par le Canada le 12 avril 1994

Ratification du Canada le 19 décembre 1996

AVIATION

Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection

Montréal, **le 1er mars 1991**

Signé par le Canada le 1er mars 1991

Ratifié par le Canada le 29 novembre 1996

AVIATION

Protocole additionnel No. 1 portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929

Montréal, **le 25 septembre 1975**

Signé par le Canada le 17 novembre 1995

Ratifié par le Canada le 17 novembre 1995

En vigueur pour le Canada le 15 février 1996

AVIATION

Protocole additionnel No. 2 portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955

Montréal, **le 25 septembre 1995**

Signé par le Canada le 17 novembre 1995

Ratifié par le Canada le 17 novembre 1995

En vigueur pour le Canada le 15 février 1996

BOIS

Accord international de 1994 sur les bois tropicaux (avec annexes)

Genève, **le 26 janvier 1994**

Signé par le Canada le 3 mai 1995

Ratifié par le Canada le 23 mai 1996

BREVETS

Arrangements de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets,
Strasbourg, **le 24 mars 1971**
Adhésion du Canada le 11 janvier 1995
En vigueur pour le Canada le 11 janvier 1996

BREVETS

Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la
procédure en matière de brevets, fait le 28 avril 1977, tel que modifié
Budapest, **le 28 avril 1977**
Adhésion du Canada le 21 juin 1996
En vigueur pour le Canada le 21 septembre 1996

COMMERCE

Échange de Lettres entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unies mexicains modifiant
l'annexe 401.1, l'annexe 403.1 et le tableau 308.1.1 de l'annexe 308.1 de l'Accord de libre-échange
de l'Amérique du Nord
Ottawa, Washington, Mexico, **le 6 novembre 1995**
En vigueur pour le Canada le 1er janvier 1996
RTC 1996/42

COMMERCE - GATT

Accord sur les marchés publics
Marrakesh, **le 15 avril 1994**
Signé par le Canada le 15 avril 1994
Ratifié par le Canada le 22 décembre 1995
En vigueur pour le Canada le 1er janvier 1996

DÉFENSE

Échange de Notes constituant un Accord modifiant, à compter du 1er janvier 1995, l'Accord constitué
par l'Échange de Notes du 25 septembre 1990 relatif à la Convention du 19 juin 1951 entre les États
parties au Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur le statut de leurs forces et à l'Accord supplémentaire
du 3 août 1959 complétant ladite Convention, y compris les Accords qui s'y rapportent (avec
protocole)
Bonn, **le 12 septembre 1994**
Signé par le Canada le 12 septembre 1994
Ratifié par le Canada le 7 mars 1995
En vigueur pour le Canada le 18 septembre 1996
RTC 1996/47

DÉFENSE

Accord sur le statut des missions et des représentants d'États tiers auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Bruxelles, le 14 septembre 1994

Ratifié par le Canada le 28 mai 1996

DÉFENSE

Convention entre les États parties au Traité de l'Atlantique Nord et les autres États participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces

Bruxelles, le 19 juin 1995

Signée par le Canada le 13 octobre 1995

Ratifié par le Canada le 1er juin 1996

DROIT D'AUTEUR (PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE)

Adhésion par le Canada aux articles 1 à 12 (les dispositions de fond) de l'Acte de Stockholm (1967) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, faite à Paris le 20 mars 1883 et révisée à Stockholm le 14 juillet 1967

Adhésion du Canada le 23 février 1996

En vigueur pour le Canada le 26 mai 1996

ENTRAIDE EN MATIÈRE PÉNALE

Convention interaméricaine sur l'entraide en matière pénale

Nassau, le 23 mai 1992

Signée par le Canada le 3 juin 1996

Ratifiée par le Canada le 3 juin 1996

En vigueur pour le Canada le 3 juillet 1996

ENVIRONNEMENT

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Paris, le 17 juin 1994

Signée par le Canada le 14 octobre 1994

Ratifiée par le Canada le 1er décembre 1995

En vigueur pour le Canada le 26 décembre 1996

RTC 1996/51

NAVIGATION - SAUVETAGE

Convention sur le sauvetage

Londres, **le 28 avril 1989**

Ratification par le Canada le 14 novembre 1994

En vigueur pour le Canada le 14 juillet 1996

NUCLÉAIRE (AIÉA)

Convention sur la sûreté nucléaire

Vienne, **le 20 septembre 1994**

Signée par le Canada le 20 septembre 1994

Ratifiée par le Canada le 12 décembre 1995

En vigueur pour le Canada le 24 octobre 1996

RTC 1996/44

NUCLÉAIRE

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

New York, **le 10 septembre 1996**

Signée par le Canada le 24 septembre 1996

QUESTIONS POSTALES

Actes du XVI^e congrès de l'Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal
Mexico, **le 15 septembre 1995**

Signés par le Canada le 15 septembre 1995

En vigueur pour le Canada le 1^{er} janvier 1996

STUPÉFIANTS

Convention sur le dopage (avec annexe)

Strasbourg, **le 18 novembre 1989**

Signé par le Canada le 6 mars 1996

En vigueur pour le Canada le 1^{er} mai 1996

RTC 1996/14

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Instrument d'amendement à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) (Amendements adoptés par la Conférence de plénipotentiaire (Kyoto, 1994))

Kyoto, le **14 octobre 1994**

Signée par le Canada le 14 octobre 1994

Acceptation par le Canada le 9 octobre 1996

En vigueur pour le Canada le 9 octobre 1996

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Actes finals de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-95) de l'Union internationale des télécommunications

Genève, le **17 novembre 1995**

Signée par le Canada le 17 novembre 1995

Acceptation par le Canada le 9 octobre 1996

En vigueur pour le Canada le 9 octobre 1996

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Amendement à l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation internationale des télécommunications par satellites "INTELSAT" pour mettre en oeuvre le régime à signataires multiples

Washington, le **16 avril 1996**

Acceptation par le Canada le 24 janvier 1996

En vigueur pour le Canada le 11 septembre 1996

CTS 1996/49

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Amendement à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites "INTELSAT"

Venezuela, le **26 octobre 1994**

Acceptance du Canada le 24 janvier 1996

En vigueur pour le Canada le 16 octobre 1996

CTS 1996/48

TÉLÉCOMMUNICATIONS - RADIO

Convention interaméricaine relative à un permis international de radioamateur (avec annexe)

Montrouis, le **6 juin 1995**

Adhésion du Canada le 27 septembre 1995

En vigueur pour le Canada le 23 février 1996

RTC 1996/40

TRANSFÈREMENT DES DÉLINQUANTS

Convention interaméricaine sur l'exécution des décisions pénales à l'étranger
Managua, **le 9 juin 1993**

Signée par le Canada le 8 juillet 1994

Ratifiée par le Canada le 4 juin 1995

En vigueur pour le Canada le 13 avril 1996

RTC 1996/23

TRAVAIL

Convention concernant les statistiques du Travail (OIT No 160)

Genève, **le 25 juin 1985**

Ratifiée par le Canada le 22 novembre 1995

En vigueur pour le Canada le 22 novembre 1996

RTC 1996/8

© Minister of Public Works and Government Services

Canada – 1998

Available in Canada through your local bookseller or
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No.: E3-1996/1

ISBN 0-660-61005-1

© Ministre des Travaux publics et Services

gouvernementaux Canada – 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la
poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada

- TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue : E3-1996/1

ISBN 0-660-61005-1

© Minister of Public Works and Government Services

Canada – 1998

Available in Canada through your local bookseller or

by mail from Canadian Government Publishing -

PWGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No.: E3-1996/1

ISBN: 0-660-61005-1

© Ministère des Travaux publics et Services

gouvernementaux Canada – 1998

En vente au Canada chez votre librairie local ou par la

poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada

- TPSCG

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue : E3-1996/1

ISBN: 0-660-61005-1

TRADE - GATT

Agreement on Government Procurement
Marrakesh, April 15, 1994
Signed by Canada on April 15, 1994
Ratified by Canada on December 22, 1995
In force for Canada January 1, 1996

TRANSFER OF OFFENDERS

Inter-American Convention on Serving Criminal Sentences Abroad
Managua, June 9, 1993
Signed by Canada July 8, 1993
Ratified by Canada on June 4, 1995
In force for Canada April 13, 1996
CTS 1996/23

TELECOMMUNICATIONS

Amendment to the Operating Agreement Relating to the International Telecommunications Satellite Organization "INTELSAT" to implement Multiple Signatory Arrangements
 Washington, April 16, 1996
 Acceptance by Canada on January 24, 1996
 In force for Canada September 11, 1996
 CTS 1996/49

TELECOMMUNICATIONS

Amendment to the Agreement Relating to the International Telecommunications Satellite Organization "INTELSAT"
 Venezuela, October 26, 1994
 Acceptance by Canada, January 24, 1996
 In force for Canada October 16, 1996
 CTS 1996/48

TELECOMMUNICATIONS- RADIO

Inter-American Convention on an International Amateur Radio Permit (with Annex)
 Montrouis, June 6, 1995
 Accession by Canada, September 27, 1995
 In force for Canada February 23, 1996
 CTS 1996/40

TIMBER

International Tropical Timber Agreement, 1994 (with Annexes)
 Geneva, January 26, 1994
 Signed by Canada May 3, 1995
 Ratified by Canada May 23, 1996

TRADE

Exchange of Notes between Canada, the United States of America and Mexico amending Annex 401, Annex 403.1 and Table 308.1.1 of the North America Free Trade Agreement
 Ottawa, Washington and Mexico City, November 6, 1995
 In force for Canada January 1, 1996
 CTS 1996/42

POSTAL MATTERS

Acts of the XVth Congress of the Postal Union of the Americas, Spain and Portugal
Mexico City, **September 15, 1995**
Signed by Canada on September 15, 1995
In force for Canada January 1, 1996

PATENTS

Strasbourg Agreement Concerning the International Patent Classification
Strasbourg, **March, 24, 1971**
Acceded to by Canada on January 11, 1995
In force for Canada January 11, 1996

PATENTS

Budapest Treaty on the International Recognition of the Deposit of Micro-organisms for the Purpose
of Patent Procedure, done on April 28, 1977, as amended
Budapest, **April 28, 1977**
Acceded to by Canada June 21, 1996
In force for Canada September 21, 1996

TELECOMMUNICATIONS

Instrument Amending the Constitution of the International Telecommunications Union (Geneva, 1992)
(Amendment adopted by the Plenipotentiary Conference (Kyoto, 1994))
Kyoto, **October 14, 1994**
Signed by Canada October 14, 1994
Acceptance by Canada on October 9, 1996
In force for Canada October 9, 1996

TELECOMMUNICATIONS

Final Acts of the World Radiocommunication Conference (WRC-95) of the International
Telecommunication Union
Geneva, **November 17, 1995**
Signed by Canada November 17, 1995
Acceptance by Canada on October 9, 1996
In force for Canada October 9, 1996

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Inter-American Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters
Nassau, May 23, 1992
Signed by Canada on June 3, 1996
Ratified by Canada on June 3, 1996
In force for Canada July 3, 1996

NARCOTICS

Anti-Doping Convention (with Appendix)
Strasbourg, November 18, 1989
Signed by Canada March 6, 1996
In force for Canada May 1, 1996
CTS 1996/14

NAVIGATION - SAFETY

International Convention on Salvage
London, April 28, 1989
Ratified by Canada on November 14, 1994
In force for Canada July 14, 1996

NUCLEAR (IAEA)

Convention on Nuclear Safety
Vienna, September 20, 1994
Signed by Canada September 20, 1994
Ratified by Canada December 12, 1995
In force for Canada on October 24, 1996
CTS 1996/44

NUCLEAR

Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty
New York, September 10, 1996
Signed by Canada September 24, 1996

DEFENCE

Exchange of Notes constituting an Agreement amending, with effect from January 1, 1995, the Agreement by Exchange of Notes of September 25, 1990, concerning the Agreement of June 19, 1951 between the parties to the North Atlantic Treaty (NATO) regarding the Status of their Forces, the Supplementary Agreement of August 3, 1959 and the Agreements related thereto (with Protocol) Bonn, **September 12, 1994**
 Signed by Canada September 12, 1994
 Ratified by Canada March 7, 1995
 In force for Canada September 18, 1996
 CTS 1996/47

DEFENCE

Agreement on the Status of Missions and Representatives of the Third States to the North Atlantic Treaty Organization
 Brussels, **September 14, 1994**
 Ratified by Canada May 28, 1996

DEFENCE

Agreement Among the States Parties to the North Atlantic Treaty and other States Participating in the Partnership for Peace Regarding the Status of Their Forces
 Brussels, **June 19, 1995**
 Signed by Canada October 13, 1995
 In force for Canada June 1, 1996

ENVIRONMENT

United Nations Convention to Combat Desertification in Those Countries Experiencing Serious Drought and/or Desertification, particularly in Africa
 Paris, **June 17, 1994**
 Signed by Canada on October 14, 1994
 Ratified by Canada on December 1, 1995
 In force for Canada on December 26, 1996
 CTS 1996/51

LABOUR

Convention concerning Labour Statistics (ILO No. 160)
 Geneva, **June 25, 1985**
 Ratified by Canada November 22, 1995
 In force for Canada November 22, 1996
 CTS 1996/8

MULTILATERAL TREATIES - 1996

ADOPTION

Convention on Protection of Children and Cooperation in Respect of Intercountry Adoption
The Hague, **May 29, 1993**
Signed by Canada April 12, 1994
Ratified by Canada December 19, 1996

AVIATION

Additional Protocol No. 1 to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air signed at Warsaw on 12 October, 1929
Montreal, **September 25, 1975**
Signed by Canada November 17, 1995
Ratified by Canada November 17, 1995
In force for Canada February 15, 1996

AVIATION

Additional Protocol No. 2 to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air signed at Warsaw on 12 October, 1929 as amended by the Protocol done at the Hague on 28 September, 1955
Montreal, **September 25, 1995**
Signed by Canada November 17, 1995
Ratified by Canada November 17, 1995
In force for Canada February 15, 1996

AVIATION

Convention on the Marking of Plastic Explosives for the Purpose of Detection
Montreal, **March 1, 1991**
Signed by Canada March 1, 1991
Ratified by Canada November 29, 1996

COPYRIGHT, INDUSTRIAL PROPERTY

Accession by Canada to Articles 1 to 12 (the "substantive" provisions) of the Stockholm Act (1967) of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property, done at Paris on March 20, 1883 and revised at Stockholm on **July 14, 1967**
Acceded to by Canada February 23, 1996
In force for Canada May 26, 1996

VIETNAM

ECONOMIC COOPERATION

Agreement on Economic Cooperation between the Government of Canada and the Government of
the Socialist Republic of Vietnam
Ottawa, June 21, 1994
Entered into force March 20, 1996
CTS 1996/45

URUGUAY

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Agreement between Canada and the Oriental Republic of Uruguay on Mutual Assistance in Criminal Matters
Ottawa, July 10, 1996

VENEZUELA

CULTURE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela on Audio-Visual Co-Production
Caracas, February 15, 1996
Entered into force October 21, 1996
CTS 1996/33

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela for the Promotion and Protection of Investments (with Annex)
Caracas, July 1, 1996

TRANSFER OF OFFENDERS

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela for the Serving of Penal Sentences
Caracas, January 24, 1994
Entered into force January 1, 1996
CTS 1996/2

VIETNAM

COMMERCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Socialist Republic of Vietnam on Trade and Commerce
Hanoi, November 13, 1995
Entered into force January 25, 1996
CTS 1996/9

UNITED STATES OF AMERICA

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to Extend the North American Aerospace Defence Command (NORAD) Agreement for a further five-year period
Washington, **March 28, 1996**
CTS 1996/36
Entered into force March 28, 1996 with effect from May 12, 1996

ENVIRONMENT

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement with respect to Environmental Issues
Washington, **October 7 and 9, 1996**
Entered into force October 9, 1996
CTS 1996/35

OUTER SPACE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement on the Training of Mission Specialists
Ottawa, **August 31, 1995 and May 17, 1996**
Entered into force May 17, 1996
CTS 1996/26

OUTER SPACE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement concerning the Torso Rotation Experiment (with Memorandum of Understanding)
Ottawa, **June 19, 1996**
Entered into force June 19, 1996
CTS 1996/41

SOCIAL SECURITY

Second Supplementary Agreement amending the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America with respect to Social Security
Ottawa, **May 28, 1996**

UNITED STATES OF AMERICA

CIVIL EMERGENCY PLANNING

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Cooperation in Comprehensive Civil Emergency Planning and Management, signed in Ottawa on April 28, 1986 (with Annex)
Ottawa and Washington, August 12, 1996

COMMERCE

Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America
Washington, May 29, 1996
Entered into force May 29, 1996
CTS 1996/16

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement concerning the North American Aerospace Defence Command (NORAD)
Washington, March 11, 1981
Terminated March 28, 1996
CTS 1981/31

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to Extend the North American Aerospace Defence Command (NORAD) Agreement for a five-year period
Washington, March 19, 1986
CTS 1986/34
Terminated March 28, 1996

DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement to extend the North American Aerospace Defence Command (NORAD) Agreement for a five-year period
Washington, April 30, 1991
CTS 1991/19
Terminated March 28, 1996

TRINIDAD AND TOBAGO

TAXATION

Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of Trinidad and Tobago for the Avoidance of Double Taxation, the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and the Encouragement of International Trade and Investment
 Toronto, **September 11, 1995**
 Entered into force February 8, 1996
 CTS 1996/7

UKRAINE

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Agreement between Canada and Ukraine on Mutual Assistance in Criminal Matters
 Ottawa, **September 23, 1996**

TAXATION

Convention between the Government of Canada and the Government of Ukraine for the Avoidance of Double Taxation, and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital
 Kiev, **March 4, 1996**

UNITED NATIONS

HEADQUARTERS

Agreement between the Government of Canada and the United Nations University concerning the United Nations University International Network on Water, Environment and Health
 Hamilton, **September 20, 1996**
 Entered into force September 20, 1996
 CTS 1996/27

HEADQUARTERS

Agreement between the Government of Canada and the Secretariat of the Convention on Biological Diversity concerning the Headquarters of the Convention Secretariat
 New York, **October 25, 1996**
 Entered into force October 25, 1996
 CTS 1996/28

SWITZERLAND

EXTRADITION

Treaty between Canada and the Swiss Confederation on Extradition
Berne, October 7, 1993
Entered into force March 19, 1996
CTS 1996/15

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of The Swiss Confederation regarding the transfer of Forfeited Assets (Kalenski and Mauro cases)
Ottawa, December 17, 1996
Entered into force December 17, 1996

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of The Swiss Confederation regarding the transfer of Forfeited Assets (Khan case)
Ottawa, December 17, 1996
Entered into force December 17, 1996

TRINIDAD AND TOBAGO

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Trinidad and Tobago for the Reciprocal Promotion and Protection of Investments (with Annex)
Toronto, September 11, 1995
Entered into force July 8, 1996
CTS 1996/22

TAXATION

Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of Trinidad and Tobago for the Avoidance of Double Taxation, the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and the Encouragement of International Trade and Investment
Washington, September 28, 1966
Entered into force March 1, 1967
CTS 1967/5
Terminated February 8, 1996

SLOVENIA

NUCLEAR

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Slovenia for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy (with Annexes)
Ljubljana, **May 31, 1995**
Entered into force April 23, 1996
CTS 1996/52

SAINT LUCIA

DEVELOPMENT COOPERATION

General Agreement between the Government of Canada and the Government of Saint Lucia on Development Cooperation (with Annexes)
Saint Lucia, **March 4, 1987**
Entered into force July 19, 1996
CTS 1996/54

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

DEVELOPMENT COOPERATION

General Agreement between the Government of Canada and the Government of St. Vincent and the Grenadines on Development Cooperation (with Annexes)
St. Vincent, **February 26, 1987**
Entered into force April 17, 1996
CTS 1996/53

SWEDEN

TAXATION

Convention between Canada and Sweden for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income
Stockholm, **August 27, 1996**

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of Panama for the Promotion and Protection of Investments

Guatemala City, September 12, 1996

PANAMA

PHILIPPINES

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of the Philippines for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments (with Annex)

Manila, November 9, 1995

Entered into force November 13, 1996

CTS 1996/46

POLAND

CULTURE

Agreement between the Government of Canada and the Government of Poland on Film and Television Co-Production (with Annex)

Ottawa, May 27, 1996

ROMANIA

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of Romania for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments (with Annex)

Bucharest, April 17, 1996

SLOVAKIA

NUCLEAR ENERGY

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Slovak Republic for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy (with Annexes)

Bratislava, October 22, 1996

Entered into force October 22, 1996

CTS 1996/30

MOROCCO**TRANSFER OF OFFENDERS**

Agreement of Co-operation regarding the Transfer of Persons incarcerated under Sentence between the Government of Canada and the Government of Morocco
 Rabat, May 4, 1987
 Entered into force December 1, 1996
 CTS 1996/32

NETHERLANDS**DEFENCE**

Exchange of Notes constituting an Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands concerning Canadian use of the Netherlands' Facilities as a Staging Base
 Ottawa, January 17 and 20, 1995
 Entered into force September 3, 1996
 CTS 1996/21

DEFENCE

Exchange of Notes Constituting an Agreement Replacing the Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands for the Training of Netherlands Armed Forces in Canada, done in the Hague on December 4 and 5, 1986
 Ottawa, December 24, 1996

NEW ZEALAND**SOCIAL SECURITY**

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of New Zealand
 Ottawa, April 9, 1996

PAKISTAN**AIR**

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Islamic Republic of Pakistan on Air Transport (with Annex)
 Islamabad, January 15, 1996
 Entered into force January 15, 1996
 CTS 1996/3

LUXEMBOURG

CULTURE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg Regarding Audio-Visual Co-Production (with Annex)
Luxembourg, March 4, 1996
Entered into force March 4, 1996
CTS 1996/13

MALAYSIA

AIR

Agreement between the Government of Canada and the Government of Malaysia on Air Transport (with Annex)
Kuala Lumpur, January 18, 1996
Entered into force January 18, 1996
CTS 1996/6

MEXICO

AIR

Exchange of Notes amending the Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States, done at Mexico on December 21, 1961 (with Annex)
Mexico, December 20, 1996

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between Canada and the United Mexican States
Ottawa, April 27, 1995
Entered into force May 1, 1996
CTS 1996/17

MOROCCO

ECONOMIC AND TECHNICAL COOPERATION

Amendment to the General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Morocco concerning Economic and Technical Cooperation (with Annexes)
Rabat, December 16, 1996
Entered into force December 16, 1996
CTS 1996/39

INTERNATIONAL FUND FOR IRELAND

CONTRIBUTION

Protocol to the Agreement between the Government of Canada and the International Fund for Ireland
 Ottawa, March 25 and Belfast, March 27, 1996
 Entered into force March 27, 1996
 CTS 1996/11

ISRAEL

COMMERCE

Free Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the State of Israel (with Annexes)
 Toronto, July 31, 1996

KAZAKHSTAN

TAXATION

Agreement between the Government of Canada and the Government of Kazakhstan for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital (with Protocol)
 Almaty, September 25, 1996

LITHUANIA

TAXATION

Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of Lithuania for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital
 Vilnius, August 29, 1996

HONG KONG

NARCOTICS

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Hong Kong constituting an Agreement to extend the Canada/Hong Kong Agreement concerning the investigation of Drug Trafficking and Confiscation of the Proceeds of Drug Trafficking, done in Hong Kong November 14, 1990
Hong Kong, **January 9 and January 11, 1996**
Entered into force January 11, 1996

HUNGARY

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between Canada and the Republic of Hungary on Mutual Assistance in Criminal Matters
Budapest, **December 7, 1995**
Entered into force September 1, 1996
CTS 1996/18

TAXATION

Protocol to the Tax Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of Hungary, signed on April 15, 1992
Budapest, **May 3, 1994**
Entered into force April 26, 1996
CTS 1996/10

INDIA

TAXATION

Agreement between the Government of Canada and the Government of India for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital (with Protocol)
Delhi, **January 11, 1996**

INDONESIA

AIR

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Indonesia (with Annex and Protocol)
Jakarta, **January 17, 1996**

EUROPEAN COMMUNITY

COMMERCE

Agreement for the conclusion of Negotiations between the Government of Canada and the European Community Under Article XXIV:6
Brussels, July 25, 1996
Entered into force July 25, 1996
CTS 1996/43

EDUCATION

Agreement between Canada and the European Community establishing a Cooperation Programme in Higher Education and Training (with Annex)
Brussels, December 19, 1995
Entered into force January 1, 1996
CTS 1996/4

SCIENCE

Agreement for Scientific and Technological Cooperation between Canada and the European Community (with Annex and Appendix)
Halifax, June 17, 1995
Entered into force February 27, 1996
CTS 1996/24

FRANCE

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic on the Recognition and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters and on Mutual Legal Assistance in Maintenance
Ottawa, June 10, 1996

HONG KONG

AIR

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Hong Kong constituting an Agreement to amend the Air Services Agreement signed at Hong Kong June 24, 1988
Hong Kong, May 23 and December 19, 1996
Entered into force December 20, 1996
CTS 1996/38

CZECH REPUBLIC

AIR

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Czech Republic on Air Transport (with Annex)
Prague, **March 13, 1996**
Entered into force March 13, 1996
CTS 1996/12

ECUADOR

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Ecuador for the Promotion and Protection of Investments (with Annex)
Quito, **April 29, 1996**

EGYPT

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt for the Promotion and Protection of Investments (with Annex)
Cairo, **November 13, 1996**

EUROPEAN COMMUNITY

COMMERCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the European Community constituting an Agreement on the Terms of Settlement of the World Trade Organization Dispute "EC - Trade Description of Scallops (WT/DS7)"
Geneva, **June 25, 1996**
Entered into force June 25, 1996

COMMERCE

Exchange of Letters between the Government of Canada and the European Community on the conclusion of Negotiations under Article XXIV:6
Brussels, **December 30, 1995 and July 25, 1996**
Entered into force July 25, 1996
CTS 1996/34

BELGIUM**MUTUAL LEGAL ASSISTANCE**

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Belgium on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters
Brussels, January 11, 1996

SOCIAL SECURITY

Protocol amending the Agreement on Social Security between Canada and Belgium, signed at Brussels on May 10, 1984
Brussels, March 11, 1996

BRAZIL**NUCLEAR ENERGY**

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil for Cooperation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy (with Annexes)
Brasilia, May 22, 1996

CHILE**COMMERCE**

Free Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile
Santiago, December 4, 1996

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile
Ottawa, November 18, 1996

TAXATION

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile for the Avoidance of Double Taxation of Income from the Operation of Ships and Aircraft
Santiago, July 30, 1992
Entered into force January 1, 1996
CTS 1996/5

BILATERAL TREATIES - 1996

ARGENTINA

NUCLEAR ENERGY

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic for Cooperation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy
Ottawa, June 21, 1994
Entered into force July 24, 1996
CTS 1996/19

AUSTRALIA

DEFENCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of Australia concerning the Protection of Defence related information exchanged between them
Canberra, October 31, 1996
Entered into force October 31, 1996
CTS 1996/31

AUSTRIA

SOCIAL SECURITY

Supplementary Agreement to the Agreement on Social Security between Canada and the Republic of Austria
Vienna, September 12, 1995
Entered into force December 1, 1996
CTS 1996/25

BARBADOS

INVESTMENT PROTECTION

Agreement between the Government of Canada and the Government of Barbados for the Promotion and Protection of Investments (with Annex)
Bridgetown, May 29, 1996



CANADA

TREATY SERIES 1996 NO.1 RECUEIL DES TRAITÉS

INDEX

CANADA TREATY SERIES

1996

Section 1. Bilateral Treaties

Section 2. Multilateral Treaties

INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

1996

Section 1. Traités bilatéraux

Section 2. Traités multilatéraux



CANADA

TREATY SERIES 1996 NO.1 RECUEIL DES TRAITÉS

INDEX

CANADA TREATY SERIES

1996

Section 1. Bilateral Treaties

Section 2. Multilateral Treaties

INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

1996

Section 1. Traités bilatéraux

Section 2. Traités multilatéraux

CAI
EA10
- T 67

Government
Publications



CANADA

TREATY SERIES 1996/2 RECUEIL DES TRAITÉS

TRANSFER OF OFFENDERS

Treaty between the Government of CANADA and the Government of the
REPUBLIC OF VENEZUELA on the Serving of Penal Sentences

Caracas, January 24, 1994

In force January 1, 1996

TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES

Traité entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la
RÉPUBLIQUE DE VENEZUELA sur l'exécution des sentences
pénales

Caracas, le 24 janvier 1994

En vigueur le 1^{er} janvier 1996





CANADA

TREATY SERIES **1996/2** RECUEIL DES TRAITÉS

TRANSFER OF OFFENDERS

Treaty between the Government of **CANADA** and the Government of the
REPUBLIC OF VENEZUELA on the Serving of Penal Sentences

Caracas, January 24, 1994

In force January 1, 1996

TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES

Traité entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la
RÉPUBLIQUE DE VENEZUELA sur l'exécution des sentences
pénales

Caracas, le 24 janvier 1994

En vigueur le 1^{er} janvier 1996

Treaty between the Government of Canada
and the Government of the Republic of Venezuela
on the Serving of Penal Sentences

The Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela,

Desiring to improve the administration of justice and to facilitate the social rehabilitation of offenders by allowing them to serve their sentences in the country of which they are citizens,

Agree to conclude a Treaty for the Serving of Penal Sentences:

ARTICLE I

1. Sentences imposed in the Republic of Venezuela on Canadian citizens may be served in Canada in penal institutions or under the supervision of Canadian authorities in accordance with the provisions of this Treaty.
2. Sentences imposed in Canada on Venezuelan citizens may be served in Venezuela in penal institutions or under the supervision of Venezuelan authorities in accordance with the provisions of this Treaty.

ARTICLE II

For the purposes of this Treaty:

- (1) "Sentencing State" means the Party from which the offender is to be transferred;
- (2) "Receiving State" means the Party to which the offender is to be transferred; and
- (3) "offender" means a person who, in the territory of either Party, has been sentenced either to imprisonment or to a term of conditional release or any other form of supervision.

**Traité entre le Gouvernement du Canada
et le Gouvernement de la République de Venezuela
sur l'exécution des sentences pénales**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Venezuela

Désirant améliorer l'administration de la justice et faciliter la réinsertion sociale des délinquants en leur permettant de purger leur peine dans le pays dont ils sont citoyens,

sont convenus de conclure un traité sur l'exécution des sentences pénales :

ARTICLE I

1. Les peines imposées en République du Venezuela à des citoyens du Canada peuvent être purgées dans des établissements pénitentiaires du Canada ou sous la surveillance des autorités canadiennes conformément aux dispositions du présent Traité.
2. Les peines imposées au Canada à des citoyens vénézuéliens peuvent être purgées au Venezuela dans des établissements pénitentiaires ou sous la surveillance des autorités vénézuéliennes conformément aux dispositions du présent Traité.

ARTICLE II

Aux fins du présent Traité :

1. «État de condamnation» désigne la Partie d'où est transféré le délinquant;
2. «État d'accueil» désigne la Partie à laquelle le délinquant est transféré; et
3. «délinquant» désigne la personne qui, dans le territoire de l'une ou l'autre des Parties, a été condamnée soit à l'emprisonnement, soit à une période de mise en liberté sous condition ou à toute autre forme de surveillance.

ARTICLE III

This Treaty shall apply under the following conditions:

- (1) that the offence for which the offender was sentenced is one which would be punishable as a crime in the Receiving State. For this purpose, no account shall be taken of differences of terminology or of those that have no bearing on the nature of the offence;
- (2) that the offender be a citizen of the Receiving State;
- (3) that the offender has not been convicted of a military offence;
- (4) that at least six months of the offender's sentence remain to be served at the time of the petition;
- (5) that no proceeding by way of appeal or of collateral attack upon the offender's conviction or sentence is pending in the Sentencing State and that the prescribed time for appeal of the offender's conviction or sentence has expired; and
- (6) that the Receiving State shall be bound by the legal nature of the sentence as determined by the Sentencing State. If, however, the sentence is by its nature unenforceable in the Receiving State, that State may adapt the sentence to the sentence prescribed by its own law for a similar offence.

ARTICLE IV

Each party shall designate an authority to carry out the provisions of this Treaty.

ARTICLE V

1. The Receiving State and the Sentencing State shall retain absolute discretion to refuse the transfer of an offender.
2. The request for transfer may be made by the Sentencing State or the Receiving State. In either case, the offender must have initiated or consented to the request, in writing. The request for transfer shall be made through the diplomatic channel.
3. When either State does not approve, for whatever reason, the transfer of an offender, it shall communicate this decision to the other without delay.
4. If the requested State approves the transfer of the offender, it shall communicate its approval to the requesting State.
5. The transfer of the offender shall take place at a place agreed to by both Parties in the presence of a member of the diplomatic staff of the Receiving State.

ARTICLE III

Le présent Traité sera appliqué conformément aux conditions suivantes :

1. l'infraction pour laquelle le délinquant a été condamné doit également être punissable comme crime dans l'État d'accueil. À cette fin, il ne sera tenu aucun compte des différences de terminologie ni de celles qui n'ont aucune incidence sur la nature de l'infraction;
2. le délinquant doit être un citoyen de l'État d'accueil;
3. le délinquant ne doit pas avoir été déclaré coupable d'une infraction militaire;
4. le délinquant doit encore purger au moins six mois de sa peine au moment où la requête est présentée;
5. aucune procédure contre la déclaration de culpabilité ou la peine du délinquant entamée par voie d'appel ou voie subsidiaire ne doit être pendante dans l'État de condamnation et le délai d'appel de la déclaration de culpabilité ou de la peine du délinquant doit avoir expiré; et
6. l'État d'accueil doit être lié légalement par la nature juridique de la peine prononcée par l'État de condamnation. Toutefois, si, de par sa nature, la peine est impossible à appliquer dans l'État d'accueil, ce dernier peut l'adapter à celle prescrite par ses propres lois pour une infraction semblable.

ARTICLE IV

Chaque Partie doit désigner une autorité chargée d'exécuter les dispositions du présent Traité.

ARTICLE V

1. Il sera laissé à la discrétion absolue de l'État d'accueil et de l'État de condamnation le choix de refuser le transfèrement d'un délinquant.
2. La demande de transfèrement peut être présentée par l'État de condamnation ou par l'État d'accueil. Quel que soit le cas, le délinquant doit avoir présenté la requête ou y avoir consenti par écrit. La demande de transfèrement doit être effectuée par voie diplomatique.
3. Si, pour quelque raison que ce soit, l'un ou l'autre des États n'approuve pas le transfèrement d'un délinquant, il doit communiquer sa décision sans délai à l'autre État.
4. Si l'État requis approuve le transfèrement d'un délinquant, il doit communiquer son approbation à l'État requérant.

6. The Receiving State shall be responsible for the custody and transport of the offender to the prison or place where the sentence shall be completed from the time that the offender is received by the authorized person of the Receiving State, and in each case, as necessary, the Receiving State shall request the cooperation of third countries for transit of the offender through their territories. In special cases, by agreement between the respective authorities of both Parties, the Sentencing State shall assist in said requests made by the Receiving State.
7. In making their decision concerning the transfer of the offender, each Party shall consider all factors that may contribute to the offender's rehabilitation.
8. The Sentencing State shall furnish to the Receiving State a certified copy of the judgment convicting the offender, and full information about the duration of the sentence and about the length of the sentence remaining to be served, including any pre-trial detention and remission of sentence granted. The Sentencing State shall provide any additional information which may help the responsible authority of the Receiving State to determine a treatment program for the offender's social rehabilitation. The Receiving State may request any additional information regarding the offender to enable it to carry out the provisions of this Treaty. The above information shall be translated into an official language of the Receiving State and duly authenticated.
9. Before the transfer, the Sentencing State shall afford an opportunity to the Receiving State, if it so desires, to verify through an officer designated of the Receiving State, that the offender's consent to the transfer has been given voluntarily and with full knowledge of the legal consequences thereof.
10. The Receiving State shall be responsible for expenses incurred by it in the transfer of the offender from the time when the offender passes into its custody and in the completion of the sentence.
11. Each Party shall explain the content of the present Treaty to any offender to whom it may apply.

5. Le transfèrement d'un délinquant sera effectué dans un endroit convenu par les deux Parties en présence d'un membre du personnel diplomatique de l'État d'accueil.
6. L'État d'accueil sera responsable, à partir du moment où le délinquant est reçu par la personne autorisée par l'État d'accueil, de la garde du délinquant et de son transport jusqu'à la prison ou jusqu'au lieu où il doit finir de purger sa peine; dans chaque cas, l'État d'accueil sollicitera, au besoin, la coopération de pays tiers pour le passage du délinquant sur leurs territoires. Dans des cas particuliers, aux termes d'une entente entre les autorités respectives des deux Parties, l'État de condamnation doit aider à l'exécution desdites demandes présentées par l'État d'accueil.
7. Avant de décider s'il y a lieu de procéder au transfèrement du délinquant, chaque Partie doit examiner tous les facteurs qui pourraient contribuer à sa réinsertion.
8. L'État de condamnation doit fournir à l'État d'accueil une copie certifiée du jugement en vertu duquel le délinquant a été déclaré coupable ainsi que des renseignements complets sur la durée de la peine et sur la période qui reste à purger, notamment sur toute période de détention précédant le procès et sur toute remise de peine accordée. L'État de condamnation doit fournir tout renseignement supplémentaire pouvant aider l'autorité responsable de l'État d'accueil à opter pour un programme de traitement en vue de la réinsertion sociale du délinquant. L'État d'accueil peut demander tout renseignement supplémentaire concernant le délinquant lui permettant d'exécuter les dispositions du présent Traité. Les renseignements susmentionnés doivent être traduits dans l'une des langues officielles de l'État d'accueil et dûment authentifiés.
9. L'État de condamnation doit donner à l'État d'accueil, si celui-ci le désire, l'occasion, avant le transfèrement, de s'assurer par l'entremise du fonctionnaire désigné de l'État d'accueil que le délinquant a donné son consentement volontairement et avec pleine connaissance des conséquences juridiques afférentes.
10. L'État d'accueil doit assumer les frais subis pour le transfèrement du délinquant, à partir du moment où la garde de celui-ci lui est confiée, et pour l'achèvement de sa peine.
11. Chaque Partie doit expliquer le contenu du présent Traité à tout délinquant auquel il s'applique.

ARTICLE VI

1. An offender transferred for execution of a sentence under this Treaty may not again be detained, tried or sentenced in the Receiving State for the same offence upon which the sentence to be executed is based.
2. Under no circumstances may the sentence handed down by the Sentencing State be increased by the Receiving State.
3. The Sentencing State shall retain the right to pardon, grant amnesty or review a judgment relating to the offender, of applicable. The Receiving State, immediately upon receiving notification of such pardon, amnesty or review of judgment shall take all steps necessary to ensure that the decision of the Sentencing State is carried out.
4. Except as otherwise provided in this Treaty, the completion of a transferred offender's sentence shall be carried out according to the laws and procedures of the Receiving State.
5. On written request by the Sentencing State, the Receiving State shall provide information regarding compliance with the sentence.

ARTICLE VII

Insofar as it is applicable and in conformity with the internal laws of both Parties, the present Treaty may be applied to young offenders. The transfer must be authorized by the legal representative.

ARTICLE VIII

In order to carry out the purposes of this Treaty, each Party shall take the necessary legislative measures and shall establish adequate administrative procedures so that the sentences imposed shall have legal effect with their respective territories.

ARTICLE VI

1. Nul délinquant transféré pour exécution d'une peine sous le régime du présent Traité ne peut être détenu, jugé ou condamné dans l'État d'accueil pour la même infraction qui est à l'origine de la peine imposée.
2. La peine imposée par l'État de condamnation ne peut en aucun cas être prolongée par l'État d'accueil.
3. L'État de condamnation se réservera, le cas échéant, le droit de réhabiliter un délinquant, de lui accorder l'amnistie ou de réviser un jugement le concernant. L'État d'accueil, dès réception de la notification de la réhabilitation, de l'amnistie ou de la révision du jugement, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que la décision de l'État de condamnation est exécutée.
4. Sauf disposition contraire dans le présent Traité, l'achèvement de la peine d'un délinquant transféré doit se faire selon les lois et procédures de l'État d'accueil.
5. À la demande écrite de l'État de condamnation, l'État d'accueil doit fournir des renseignements sur l'exécution de la peine.

ARTICLE VII

Dans la mesure où il est applicable, et conformément aux lois internes des deux Parties, le présent Traité peut être appliqué aux jeunes délinquants. Le transfèrement de ces derniers doit être autorisé par le représentant légal.

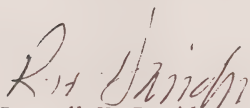
ARTICLE VIII

Aux fins du présent Traité, pour donner leur effet légal dans son territoire aux peines imposées, chaque Partie doit prendre les mesures législatives nécessaires et établir les mécanismes administratifs adéquats.

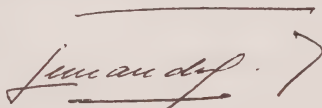
ARTICLE IX

1. This Treaty shall enter into force on the first day of the second month after the date on which the contracting Parties have notified each other in writing and by the diplomatic channel that their respective domestic legal requirements have been met.
2. This Treaty shall remain in force for three years and shall be automatically renewed for additional periods of three years, unless one of the Parties gives written notice to the other of its intention to terminate the Treaty at least six months prior to the expiration of any three-year period.

Done in duplicate, in the English, French and Spanish languages, each version being equally authentic, at Caracas, this 24th day of January, 1994.



Russell H. Davidson,
Ambassador of Canada
For the Government of
Canada

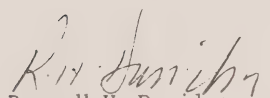


Gral. Fernando Ochoa Antich
Minister of External Relations
For the Government of
the Republic of Venezuela

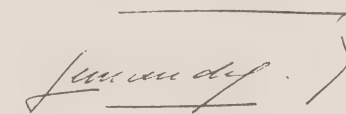
ARTICLE IX

1. Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les Parties contractantes se seront notifiées, par écrit et par voie diplomatique, que les prescriptions de leurs lois nationales respectives ont été respectées.
2. Le présent Traité demeurera en vigueur pendant trois ans. Il sera ensuite reconduit automatiquement pour des périodes additionnelles de trois ans, à moins que l'une des Parties ne notifie à l'autre par écrit son intention de le dénoncer au moins six mois avant l'expiration de toute période de trois ans.

Fait en double exemplaire, en français, en anglais, et en espagnol, chaque version faisant également foi, à Caracas, ce 24ème jour de janvier, 1994.



Russell H. Davidson
Ambassadeur du Canada
Pour le Gouvernement
du Canada



Gral. Fernando Ochoa Antich
Ministre des Relations Extérieures
Pour le Gouvernement du Venezuela

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/2
ISBN 0-660-60010-2

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/2
ISBN 0-660-60010-2

CAI
EA10
-T67



CANADA

TREATY SERIES 1996/3 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between the Government of CANADA and the Government
of the ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN on Air Transport

Islamabad, January 15, 1996

In force January 15, 1996



AIR

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du CANADA et
le gouvernement de la RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Islamabad, le 15 janvier 1996

En vigueur le 15 janvier 1996



CANADA

TREATY SERIES 1996/3 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between the Government of CANADA and the Government
of the ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN on Air Transport

Islamabad, January 15, 1996

In force January 15, 1996

AIR

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du CANADA et
le gouvernement de la RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Islamabad, le 15 janvier 1996

En vigueur le 15 janvier 1996

**AGREEMENT BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA AND
THE GOVERNMENT OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF
PAKISTAN ON AIR TRANSPORT**

The Government of Canada and the Government of the Islamic Republic of Pakistan, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Being parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago, on the 7th day of December, 1944,

And desiring to conclude an agreement for the purpose of establishing air services between their respective territories and beyond.

Have agreed as follows:-

ARTICLE I

For the purpose of this Agreement, unless otherwise stated:

- (a) "Aeronautical Authorities" means, in the case of Canada, the Minister of Transport and the Canadian Transport Commission and, in the case of Pakistan, the Director-General of the Civil Aviation Authority, or, in both cases, any other authority or person empowered to perform the function now exercised by the said authorities;
- (b) "Agreed Services" means scheduled air services on the routes specified in the Annex to this Agreement for the transport of passengers, cargo and mail, separately or in combination;
- (c) "Agreement" means this Agreement, the Annex attached thereto, any amendments to the Agreement or to the Annex;
- (d) "Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December 1944 and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or of the Convention under Articles 90 and 94 thereof so far as those Annexes and

ACCORD SUR LE TRANSPORT AÉRIEN

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET LE GOUVERNEMENT

DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan, ci-après nommés les Parties,

Étant tous deux parties à la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944,

Désirant conclure un accord aux fins d'établir les services aériens entre leurs territoires respectifs et ailleurs,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Aux fins du présent Accord et sauf dispositions contraires :

- a) «Accord» désigne le présent Accord, son Annexe et toute modification qui peut leur être apportée;
- b) «autorités aéronautiques» désigne, dans le cas du Canada, le ministre des Transports et l'Office national des transports, et, dans le cas du Pakistan, le directeur général de l'Aviation civile, ou, dans les deux cas, toute autre autorité ou personne habilitée à exercer les fonctions qu'exercent actuellement ces autorités;
- c) «Convention» désigne la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, ainsi que toute Annexe adoptée aux termes de l'article 90 de cette Convention et toute modification des Annexes ou de la Convention conformément aux articles 90 et 94, pourvu que ces annexes et modifications aient été agréées par les deux Parties;
- d) «entreprise de transport aérien désignée» désigne une entreprise de transport aérien qui a été

amendments have been adopted by both Contracting Parties;

- (e) "Designated airline" means an airline which has been designated and authorized in accordance with Articles IV and V of this Agreement;
- (f) "Tariffs" means the prices to be paid for the carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which those prices apply, including prices and conditions for other services performed by the carrier in connection with air transportation, but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail;
- (g) "Territory", "Air service" "International Air service", "Airline" and "Stop for non-traffic purposes" have the meaning respectively assigned to them in Articles 2 and 96 of the Convention;

ARTICLE II

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party, except as otherwise specified in the Annex, the following rights for the conduct of international air services by the airline or airlines designated by that other Contracting Party:

- (a) to fly without landing across its territory;
- (b) to land in its territory for non-traffic purposes; and
- (c) to land in its territory for the purpose of taking up and discharging, while operating the routes specified in the Annex, international traffic in passengers, cargo and mail, separately or in combination.

2. The airlines of each Contracting Party, not otherwise designated in accordance with Articles IV and V of this Agreement, but licensed to operate schedule international air services on regular basis, and are in practice operating such services, shall also enjoy the rights specified in paragraph 1(a) and 1(b) of this Article.

3. Nothing in paragraph 1 of this Article shall be deemed to confer on a designated airline of one Contracting Party the privilege of taking up, in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo and mail carried for the remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

désignée et autorisée conformément aux articles IV et V du présent Accord;

- e) «services convenus» désigne les services aériens réguliers pour le transport des passagers, des marchandises et du courrier, de façon séparée ou combinée, sur les routes spécifiées dans l'Annexe jointe au présent Accord;
- f) «tarifs» désigne le prix à payer pour le transport des passagers, des bagages et des marchandises ainsi que les conditions auxquelles ces prix s'appliquent, y compris les prix et conditions applicables aux autres services assurés par le transporteur dans le cadre du transport aérien, mais à l'exclusion de la rémunération et des conditions touchant le transport du courrier;
- g) «territoire», «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transport aérien» et «escale non commerciale» ont le sens qui leur est attribué aux articles 2 et 96 de la Convention.

ARTICLE II

1. Sauf stipulation contraire dans l'Annexe, chaque Partie accorde à l'autre les droits suivants pour l'exploitation de services aériens internationaux par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie :

- a) survoler son territoire sans y atterrir;
- b) faire des escales non commerciales sur son territoire;
- c) atterrir sur son territoire dans l'exploitation des routes spécifiées dans l'Annexe, afin d'y embarquer et d'y débarquer des passagers, des marchandises et du courrier transportés en trafic international, de façon séparée ou combinée.

2. Les entreprises de transport aérien de chaque Partie, autres que celles désignées conformément aux articles IV et V du présent Accord, mais autorisées à exploiter des services aériens internationaux réguliers et exploitant effectivement de tels services, jouissent également des droits spécifiés aux alinéas 1a) et b) du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne sont réputés conférer à une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties aucun privilège d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie, des passagers, des marchandises ou du courrier pour les transporter, moyennant rémunération ou en exécution d'un contrat de location, en un autre point de ce territoire.

ARTICLE III

A designated airline of one Contracting Party may make a change of aircraft at any point on the specified route only on the following conditions:

- (i) That it is justified by reason of economy of operation;
- (ii) that the capacity of the aircraft used on the section of the route more distant from the territory of the Contracting Party designating the airline is not larger than that used on the nearer section;
- (iii) that the aircraft of smaller capacity shall operate only in connection with the aircraft of larger capacity and shall be scheduled to do so; the former shall arrive at the point of change for the purpose of carrying traffic transferred from, or to be transferred into, the aircraft of larger capacity; and their capacity, shall be determined with primary reference to this purpose;
- (iv) that there is an adequate volume of through traffic;
- (v) that the airline shall not hold itself out to the public by advertisement or otherwise as providing a service which originates at the point where the change of aircraft is made, unless otherwise permitted;
- (vi) that in connection with any one aircraft flight into the territory of the other Contracting Party, only one flight may be made out of that territory unless the airline is authorized by the aeronautical authorities of the other Contracting Party to operate more than one flight; and
- (vii) that the provisions of Article XI of the present Agreement shall govern all arrangements made with regard to change of aircraft.

ARTICLE IV

Each Contracting Party shall have the right to designate, by diplomatic note, an airline or airlines to operate the agreed services on the routes specified in the Annex for such a Contracting Party and to substitute another airline for that previously designated.

ARTICLE III

Une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties ne peut effectuer une rupture de charge en un point quelconque de la route spécifiée qu'aux conditions suivantes :

- (i) la rupture de charge est justifiée pour des raisons de rentabilité;
- (ii) l'aéronef assurant le service dans la section de la route la plus éloignée du territoire de la Partie qui a désigné l'entreprise de transport aérien n'a pas une capacité supérieure à celle de l'aéronef desservant la section la plus proche;
- (iii) l'aéronef de capacité inférieure assure le service uniquement en correspondance avec l'aéronef de capacité supérieure et son horaire est établi en conséquence; le premier arrive au point de transbordement pour prendre à bord du trafic transbordé de l'aéronef de capacité supérieure ou débarquer du trafic qui sera pris à bord par ce dernier; la capacité des deux aéronefs est déterminée en tenant compte de cet objectif avant tout;
- (iv) le volume de trafic en parcours direct est suffisant;
- (v) l'entreprise de transport aérien ne peut offrir au public, par voie de publicité ou d'autres moyens, un service à partir du point où s'effectue le changement d'aéronef, à moins d'y être autorisée;
- (vi) dans le cas de tout vol en correspondance à destination du territoire de l'autre Partie, un seul vol est permis en provenance de ce territoire, à moins que les autorités aéronautiques de l'autre Partie n'autorisent plus d'un vol;
- (vii) les dispositions de l'article XI du présent Accord s'appliquent à tous les changements relatifs à la rupture de charge.

ARTICLE IV

Chaque Partie a le droit de désigner, par note diplomatique, une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées dans l'Annexe pour cette Partie, et de substituer une entreprise de transport aérien à une entreprise de transport aérien déjà désignée

ARTICLE V

1. Après réception d'un avis de désignation ou de substitution délivré par l'une des Parties aux termes de l'article IV du présent Accord, les autorités aéronautiques de l'autre Partie accordent, conformément aux lois et règlements de cette dernière, sans délai à toute entreprise de transport aérien ainsi désignée les

ARTICLE V

1. Following receipt of a notice of designation or of substitution pursuant to Article IV of this Agreement, the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, consistent with its law and regulations, grant without delay to the airline or airlines so designated the appropriate authorizations to operate the agreed services for which that airline has been designated.

2. Upon receipt of such authorizations the airline may begin at any time to operate the agreed services, in whole or in part, provided that the airline complies with the applicable provisions of this Agreement in particular that tariffs are established in accordance with the provisions of Article XIV of this Agreement.

ARTICLE VI

1. The aeronautical authorities of each Contracting Party shall have the right to withhold the authorizations referred to in Article V of this Agreement with respect to an airline designated by the other Contracting Party, to revoke or suspend such authorizations or impose conditions, temporarily or permanently:

- (a) in the event of failure by such airline to qualify before the aeronautical authorities of that Contracting Party under the laws and regulations normally and reasonably applied by these authorities in conformity with the Convention;
- (b) in the event of failure by such airline to comply with the laws and regulations of that Contracting Party;
- (c) in the event that they are not satisfied that substantial ownership and effective control of the airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in its nationals; and
- (d) in case the airline otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed under this Agreement.

2. Unless immediate action is essential to prevent infringement of the laws and regulations referred to above, the rights enumerated in paragraph 1 of this Article shall be exercised only after consultations with the aeronautical authorities of the other Contracting Party in conformity with Article XXI of this Agreement.

autorisations nécessaires à l'exploitation des services convenus pour lesquels cette entreprise a été désignée.

2. Sur réception de ces autorisations, l'entreprise de transport aérien peut commencer en tout temps à exploiter les services convenus, en totalité ou en partie, à la condition de se conformer aux dispositions applicables du présent Accord, notamment que les tarifs soient établis conformément aux dispositions de l'article XIV du présent Accord.

ARTICLE VII

1. The laws, regulations and procedures of one Contracting Party relating to the admission to, remaining in, or departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation or to the operation and navigation of such aircraft shall be complied with by the designated airline or airlines of the other Contracting Party upon entrance into, departure from and while within the said territory.

2. The laws and regulations of one Contracting Party respecting entry, clearance, transit, immigration, passports, customs and quarantine shall be complied with by the designated airline or airlines of the other Contracting Party and by or on behalf of its crews, passengers, cargo and mail upon transit of, admission to, departure from and while within the territory of such a Contracting Party.

ARTICLE VIII

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services on the routes specified in the Annex provided that such certificates or licences were issued or rendered valid pursuant to, and in conformity with, the standards established under the Convention. Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize, for the purpose of flights above its own territory, certificates of competency and licences granted to its own nationals by the other Contracting Party.

2. If the privileges or conditions of the licences or certificates referred to in paragraph 1 above, issued by the aeronautical authorities of one Contracting Party to any person or designated airline or in respect of an aircraft operating the agreed services on the routes specified in the Annex, should permit a difference from the standards established under the Convention, and which difference has been filed with the International Civil Aviation Organization, the aeronautical authorities of the other Contracting Party may request consultation in accordance with Article XXI of this Agreement with the aeronautical authorities of that Contracting Party with a view to satisfying themselves that the practice in question is acceptable to them. Failure to reach a satisfactory agreement in matters regarding flight safety will constitute grounds for the application of Article VI of this Agreement.

ARTICLE VI

1. Les autorités aéronautiques d'une Partie ont le droit de retenir, de révoquer ou de suspendre, ou d'assortir de conditions, temporairement ou de façon permanente, les autorisations visées à l'article V du présent Accord à l'égard d'une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie :

- a) si l'entreprise en cause ne peut convaincre les autorités aéronautiques de la Partie en question qu'elle satisfait aux lois et règlements appliqués normalement et raisonnablement par ces autorités conformément à la Convention;
- b) si l'entreprise en cause ne se conforme pas aux lois et règlements de la Partie en question;
- c) si la preuve n'a pas été faite qu'une part importante de la propriété et que le contrôle effectif de l'entreprise en cause sont détenus par la Partie responsable de la désignation de l'entreprise ou par ses ressortissants;
- d) si, dans l'exploitation des services, l'entreprise ne se conforme pas aux conditions énoncées dans le présent Accord.

2. À moins qu'il ne soit indispensable de prendre des mesures immédiates pour empêcher les infractions aux lois et règlements visés ci-dessus, les droits énumérés au paragraphe 1 du présent article ne sont exercés qu'après consultations avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie, conformément à l'article XXI du présent Accord.

ARTICLE VII

1. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties se conforment à l'entrée, à la sortie et durant leur séjour à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, aux lois, règlements et pratiques de cette Partie régissant, sur son territoire, l'entrée, le séjour ou la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ainsi que l'exploitation et le pilotage de ces aéronefs.

2. Les lois et règlements de l'une des Parties relatifs aux formalités d'entrée, de congé, de transit, d'immigration, de passeports, de douane et de quarantaine sont respectés par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie, leurs équipages et leurs passagers ou en leur nom et pour les marchandises et le courrier en transit, à l'entrée, à la sortie et durant leur séjour à l'intérieur du territoire de cette Partie.

ARTICLE IX

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of this Agreement.

2. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall in particular act in conformity with the provisions of the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, signed at Tokyo on September 14, 1963 the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, signed at The Hague on December 16, 1970 and the Convention for the suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation, signed at Montreal on September 23, 1971 and any other multilateral agreement governing aviation security binding upon both Contracting Parties.

3. The Contracting Parties shall provide upon request all possible assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

4. The Contracting Parties shall act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Convention on International Civil Aviation to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry, operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory, and the operators of airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions.

5. Each Contracting Party agrees that its operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 4 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding and loading.

6. Each Contracting Party shall give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.

ARTICLE VIII

1. Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences décernés ou validés par une des Parties et encore en vigueur sont reconnus comme valides par l'autre Partie pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées dans l'Annexe, à la condition que ces certificats, brevets ou licences aient été décernés ou validés conformément aux normes établies en vertu de la Convention. Chaque Partie se réserve le droit, toutefois, de refuser de reconnaître, aux fins de vols effectués au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences accordés à ses propres ressortissants par l'autre Partie.

2. Si les privilèges ou conditions des brevets, certificats ou licences visés au paragraphe ci-dessus, qui ont été délivrés par les autorités aéronautiques de l'une des Parties à toute personne ou entreprise de transport aérien désignée ou à l'égard d'un aéronef exploitant les services convenus sur les routes spécifiées dans l'Annexe, permettent une dérogation aux normes établies par la Convention et que cette dérogation a été notifiée à l'Organisation de l'aviation civile internationale, les autorités aéronautiques de l'autre Partie peuvent demander des consultations avec les autorités aéronautiques de la première Partie, conformément à l'article XXI du présent Accord, afin de s'assurer que la pratique en question leur est acceptable. Le défaut de conclure une entente satisfaisante sur les questions relatives à la sécurité des vols justifie l'application de l'article VI du présent Accord.

ARTICLE IX

1. Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite fait partie intégrante du présent Accord.

2. Les Parties conviennent d'agir en particulier conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971, et de tout autre accord multilatéral relatif à la sécurité de l'aviation liant les deux Parties.

3. Les Parties s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance possible pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité des aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sécurité de l'aviation civile.

7. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to a request from the other Contracting Party, in accordance with Article XXI, paragraph (1) whereby the aeronautical authorities of one Contracting Party could visit the aeronautical authorities of the other Contracting Party, on a reciprocal basis, for the purpose of assessing the security measures being carried out by aircraft operators in respect of flights destined to the territory of the first Contracting Party.

8. When a Contracting Party has reasonable grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the provisions of this Article, the first Contracting Party may request immediate consultations with the other Contracting Party. Failure to reach a satisfactory agreement will constitute grounds for the application of Article VI of this Agreement.

9. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.

ARTICLE X

1. The charges imposed in the territory of one Contracting Party on the designated airline of the other Contracting Party for the use of airports and other aviation facilities by the aircraft of the designated airline of the other Contracting Party shall not be higher than those imposed on a national airline of the first Contracting Party engaged in similar international services.

2. Each Contracting Party shall encourage consultations between its competent charging authorities and the designated airlines using the services and facilities, and where practicable, through the airlines representative organizations. Reasonable notice should be given to users of any proposals for changes in user charges to enable them to express their views before changes are made.

3. Neither of the Contracting Parties shall give preference to its own or any other airline over an airline engaged in similar international air services of the other Contracting Party in the application of its customs, immigration quarantine and similar regulations or in the use of airports, airways, air traffic services and associated facilities under its control.

4. Dans la mesure applicable, les Parties se conforment aux dispositions relatives à la sécurité de l'aviation établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et désignées comme Annexes à la Convention relative à l'aviation civile internationale; elles exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, des exploitants d'aéronefs qui ont le siège principal de leur exploitation ou leur résidence permanente sur leur territoire, et des exploitants d'aéroports situés sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sécurité aérienne.

5. Chaque Partie convient que ses exploitants d'aéronefs peuvent être tenus de respecter les dispositions relatives à la sécurité visées au paragraphe 4 ci-dessus et prescrites par l'autre Partie pour l'entrée, la sortie ou le séjour à l'intérieur du territoire de cette autre Partie. Chaque Partie veille à ce que soient effectivement appliquées sur son territoire des mesures adéquates pour assurer la protection des aéronefs et l'inspection des passagers, des équipages, des bagages de cabine, des bagages, du fret et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement.

6. Chaque Partie convient d'examiner avec bienveillance toute demande que lui adresse l'autre Partie pour que des mesures spéciales de sécurité soient prises pour faire face à une menace particulière.

7. Chaque Partie convient d'examiner avec bienveillance toute demande que lui adresse l'autre Partie, conformément au paragraphe 1) de l'article XXI, visant la conclusion d'ententes réciproques en vertu desquelles les autorités aéronautiques de l'une des Parties peuvent, dans le territoire de l'autre Partie, évaluer les mesures de sécurité prises par les exploitants d'aéronefs en ce qui concerne les vols à destination du territoire de la première Partie.

8. Une Partie qui a des motifs sérieux de penser que l'autre Partie déroge aux dispositions du présent Article peut demander à tenir immédiatement des consultations avec l'autre Partie. Le défaut de conclure une entente satisfaisante justifie l'application de l'article VI du présent Accord.

9. En cas de capture ou de menace de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité des aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations de navigation aérienne, les Parties se prêtent mutuellement assistance en facilitant les communications et autres mesures appropriées visant à mettre fin rapidement et sans danger à l'incident, réel ou appréhendé.

ARTICLE XI

1. There shall be fair and equal opportunity for the designated airline or airlines of each Contracting Party to operate the agreed services on the routes specified in the Annex to this Agreement.

2. In operating the agreed services, the designated airline or airlines of each Contracting Party shall take into account the interest of the airline or airlines of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provides on the whole or part of the same route.

3. The agreed services provided by the designated airlines of the Contracting Parties shall bear reasonable relationship to the requirements of the public for transportation on the specified routes and shall have as their primary objectives the provision, at a reasonable load factor, of capacity adequate to meet the current and reasonably anticipated requirements for the carriage of passengers, cargo and mail between the territories of the Contracting Parties which have designated the airline or airlines and the countries of ultimate destination of the traffic.

4. Provision for the carriage of passengers, cargo and mail both taken up and discharged at points on the specified routes in the territories of States other than that designating the airline shall be made in accordance with the general principle that capacity shall be related to:

- (a) traffic requirements to and from the territory of the Contracting Party which has designated the airline;
- (b) traffic requirements of the area through which the airline passes after taking into account of other transport services established by airlines of the States comprising the area; and
- (c) the requirement of through airline operation.

5. The capacity to be provided on the specified routes shall be agreed between the designated airlines in accordance with the principles laid down in this Article and subject to the approval of the aeronautical authorities of the Contracting Parties. In the absence of an agreement between the designated airlines, the matter shall be referred to the aeronautical authorities of the Contracting Parties which will endeavour to resolve the problem, if necessary, pursuant to Article XXI of this Agreement. Pending an arrangement either at the

ARTICLE X

1. Les droits exigés sur le territoire de l'une des Parties pour l'utilisation des aéroports et autres installations de navigation aérienne par les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie ne sont pas plus élevés que ceux exigés à une entreprise de transport aérien nationale de la première Partie exploitant des services aériens internationaux semblables.

2. Chaque Partie encourage la tenue de consultations entre ses autorités taxatrices compétentes et les entreprises de transport aérien désignées qui utilisent les services et les installations; lorsque cela est possible, ces consultations se font par l'entremise des organismes représentant ces entreprises de transport aérien. Un préavis raisonnable de toute modification des droits envisagée est donné aux usagers afin de leur permettre d'exprimer leurs vues avant que la modification ne soit approuvée.

3. Aucune des Parties n'accorde la préférence à sa propre entreprise de transport aérien ou à une autre entreprise de transport aérien par rapport à l'entreprise de transport aérien de l'autre Partie exploitant des services aériens internationaux semblables dans l'application de ses règlements régissant les douanes, l'immigration, la quarantaine et les règlements similaires, non plus qu'en ce qui regarde l'utilisation des aéroports, des voies aériennes, des services de circulation et des installations correspondantes sous son contrôle.

ARTICLE XI

1. Les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties bénéficient de possibilités justes et égales pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées dans l'Annexe au présent Accord.

2. Dans l'exploitation des services convenus, les entreprises de transport aérien désignées de chacune des Parties tiennent compte des intérêts de l'entreprise ou des entreprises de transport aérien de l'autre Partie, de façon à ne pas nuire indûment à la bonne marche des services que celles-ci assurent sur la totalité ou sur une partie de la même route.

3. Les services convenus par les entreprises de transport aérien désignées des Parties sont raisonnablement axés sur les besoins du public en matière de transport sur les routes spécifiées et visent principalement à offrir, selon un coefficient de charge raisonnable, une capacité suffisante pour répondre aux besoins courants et aux prévisions raisonnables en matière de transport des passagers, des marchandises et du courrier entre les territoires des Parties qui ont désigné les entreprises de transport aérien et les pays de destination finale du trafic.

4. Le transport des passagers, des marchandises et du courrier embarqués et débarqués en des points des

airline level or between the aeronautical authorities the status quo shall be maintained.

ARTICLE XII

1. The aeronautical authorities of each Contracting Party shall provide or shall cause their designated airlines to provide the aeronautical authorities of the other Contracting Party, upon request, periodic or other statements of statistics as may be reasonably required for the purpose of reviewing the operation of the agreed services, including, but not limited to, statements of statistics related to the traffic carried by its designated airlines between points on the routes specified in the Annex to this Agreement showing the initial origins and final destinations of the traffic.

2. The details of the methods by which such statistics shall be provided shall be agreed upon between the aeronautical authorities and implemented without delay after a designated airline of one or both Contracting Parties commences operation, in whole or in part, on the agreed services.

ARTICLE XIII

1. Each Contracting Party shall on a basis of reciprocity exempt the designated airline or airlines of the other Contracting Party to the fullest extent possible under its national law from import restrictions, customs duties, excise taxes, inspection fees and other national duties and charges on aircraft, fuel, lubricating oils, consumable technical supplies, spare parts including engines, regular aircraft equipment, aircraft stores (including liquor, tobacco and other products destined for sale to passengers in limited quantities during the flight) and other items intended for use or used solely in connection with the operation or servicing of aircraft of the designated airline or airlines of such other Contracting Party operating the agreed services, as well as printed ticket stock, air way bills, any printed material which bears the insignia of the company printed thereon and usual publicity material distributed without charge by that designated airline.

2. The exemptions granted by this Article shall apply to the items referred to in paragraph 1 of this Article:

- (a) introduced into the territory of one Contracting Party by or on behalf of the designated airline or airlines of the other Contracting Party;

routes spécifiées situés sur les territoires d'États autres que celui qui a désigné l'entreprise de transport aérien est assuré conformément au principe général selon lequel la capacité doit être adaptée :

- a) aux exigences du trafic à destination ou en provenance du territoire de la Partie qui a désigné l'entreprise de transport aérien;
- b) aux exigences du trafic dans la région que traverse l'entreprise de transport aérien, compte tenu des autres services de transport aérien des États de la région;
- c) aux besoins des opérations de transit aérien.

5. Les entreprises de transport aérien désignées conviennent de la capacité à assurer sur les routes spécifiées, conformément aux principes énoncés dans le présent article et sous réserve de l'approbation des autorités aéronautiques des Parties. S'il n'y a pas accord entre les entreprises de transport aérien désignées, la question est renvoyée aux autorités aéronautiques des Parties, qui s'efforcent, s'il y a lieu, de régler le problème conformément à l'article XXI du présent Accord. Le statu quo est maintenu jusqu'à ce qu'un arrangement intervienne au niveau des entreprises de transport aérien ou entre les autorités aéronautiques.

ARTICLE XII

1. Les autorités aéronautiques de chacune des Parties fournissent, ou obtiennent que leurs entreprises de transport aérien désignées fournissent, à la demande des autorités aéronautiques de l'autre Partie, tous les relevés statistiques périodiques ou autres qui peuvent être raisonnablement requis pour un examen de l'exploitation des services convenus, notamment les relevés statistiques concernant le trafic exploité par leurs entreprises de transport aérien désignées entre des points sur les routes spécifiées dans l'Annexe au présent Accord et montrant les points d'origine réelle et de destination finale de ce trafic.

2. Les méthodes de transmission de ces relevés statistiques sont déterminées d'un commun accord par les autorités aéronautiques des deux Parties, et les mesures convenues sont appliquées dès qu'une entreprise de transport aérien désignée de l'une ou des deux Parties entreprend l'exploitation de l'ensemble ou d'une partie des services convenus.

ARTICLE XIII

1. Sur une base de réciprocité, chaque Partie exempte l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie, dans toute la mesure où sa législation nationale le permet, des restrictions à l'importation, des droits de douane, des taxes d'accise, des frais d'inspection et des autres droits et taxes nationaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles

- (b) retained on board aircraft of the designated airline or airlines of one Contracting Party upon arriving in or leaving the territory of the other Contracting Party;
- (c) taken on board aircraft of the designated airline or airlines of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party and intended for use in operating the agreed services;

whether or not such items are used or consumed wholly within the territory of the Contracting Party granting the exemption, provided such items are not alienated in the territory of the said Contracting Party.

3. The regular airborne equipment, as well as the materials and supplies normally retained on board the aircraft of the designated airline or airlines of either Contracting Party may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the approval of the Customs authorities of that territory. In such case, they may be placed under the supervision of the said authorities up to such time as they are re-exported or otherwise disposed of in accordance with Customs regulations.

ARTICLE XIV

1. The tariffs to be charged by the designated airline or airlines of one Contracting Party for carriage to or from the territory of the other Contracting Party shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors, including cost of operation, reasonable profits, and where it is deemed suitable, the tariffs of other airlines.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this Article shall be agreed by the designated airlines concerned for both Contracting Parties and such agreement may be reached by the use of the procedures of the International Air Transport Association for the working out of tariffs.

3. The tariffs so agreed shall be submitted for the acceptance of the aeronautical authorities of both Contracting Parties at least forty-five (45) days before the proposed date of their introduction. In special cases, this period may be reduced, subject to the agreement of the said authorities.

4. If neither of the aeronautical authority has expressed disapproval within thirty (30) days from the date of submission, in accordance with paragraph 3 of this Article, these tariffs shall be

lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, les provisions (y compris les boissons, le tabac et autres produits destinés à la vente en quantité limitée aux passagers durant le vol), et les autres articles qui doivent être utilisés ou sont utilisés uniquement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie assurant les services convenus, de même que les stocks de billets, les lettres de transport aérien, les imprimés portant le symbole de l'entreprise et le matériel publicitaire courant distribué gratuitement par cette entreprise de transport aérien désignée.

2. Les exemptions accordées en vertu du présent article s'appliquent aux objets visés au paragraphe 1 du présent article, qu'ils soient ou non utilisés ou consommés entièrement à l'intérieur du territoire de la Partie qui accorde l'exemption, à la condition qu'il n'en soit pas disposé sur le territoire de cette Partie, lorsque ces objets sont

- a) introduits sur le territoire de l'une ou des Parties par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie ou pour son compte;
- b) conservés à bord d'aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties au moment de l'arrivée sur le territoire de l'autre Partie ou au départ de ce territoire;
- c) pris à bord d'aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties sur le territoire de l'autre Partie et destinée à être utilisés dans le cadre de l'exploitation des services convenus.

3. L'équipement normal des aéronefs ainsi que les fournitures et approvisionnements généralement conservés à bord des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être débarqués sur le territoire de l'autre Partie sans l'approbation des autorités douanières de ce territoire. Dans ce cas, ils peuvent être confiés à la surveillance de ces autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'il en soit disposé conformément aux règlements douaniers.

ARTICLE XIV

1. Les tarifs appliqués par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties pour le transport à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie sont convenus à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation pertinents, notamment les frais d'exploitation, la réalisation d'un bénéfice raisonnable et, s'il y a lieu, les tarifs appliqués par d'autres entreprises de transport aérien.

considered as approved. In the event of the period for submission being reduced, as provided for in paragraph 3, the aeronautical authorities may agree that the period within which any disapproval must be notified shall be less than thirty (30) days.

5. If a tariffs cannot be agreed in accordance with paragraph 2 of this Article, or if, during the period applicable in accordance with paragraph 4 of this Article, one aeronautical authority gives the other aeronautical authority notice of its disapproval of a tariff agreed in accordance with the provisions of paragraph 2 of the aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall endeavour to determine the tariffs by mutual agreement.

6. If the aeronautical authorities cannot agree on any tariff submitted to them under paragraph 3 of this Article, or on the determination of any tariff under paragraph 5 of this Article, the dispute shall be settled in accordance with the provision of Article XXIII of this Agreement.

7. (a) No tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either Contracting Party are dissatisfied with it except under the provisions of Article XXI of this Agreement.

(b) When tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article, those tariffs shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article or Article XXI of this Agreement.

8. If the aeronautical authorities of one of the Contracting Parties becomes dissatisfied with or wishes to review an established tariff they shall notify the aeronautical authorities of the other Contracting Party and the designated airlines shall attempt to reach an agreement. Should the designated airlines fail to agree, the procedures as set out in paragraph 5 and 6 of this Article shall apply.

9. The aeronautical authorities of both Contracting Parties shall endeavour to ensure that (A) the tariffs charged and collected conform to the tariffs accepted by both aeronautical authorities and (B) no airline rebates any portion of such tariffs by any means.

10. The tariffs of the designated airline or airlines of one Contracting Party for carriage between the territory of the other Contracting Party and points on the agreed services in third countries can, for the same class of service, match but shall not be lower or their conditions less restrictive than the tariffs of the designated airline

2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 du présent Article sont convenus d'un commun accord par les entreprises de transport aérien désignées des Parties; et cet accord peut être conclu par l'application des procédures d'établissement des tarifs de l'Association du transport aérien international.

3. Les tarifs ainsi convenus sont soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties quarante-cinq (45) jours au moins avant la date proposée pour leur entrée en vigueur; les autorités aéronautiques peuvent accepter un délai plus bref dans certains cas spéciaux.

4. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la demande d'approbation des tarifs, selon le paragraphe 3 du présent article, ni l'une ni l'autre des autorités aéronautiques ne se dit insatisfaite des tarifs proposés, ces tarifs sont réputés approuvés. Si elles acceptent un délai plus bref pour la demande d'approbation des tarifs, conformément au paragraphe 3, les autorités aéronautiques peuvent également convenir que le délai dans lequel l'avis d'insatisfaction doit être donné soit de moins de trente (30) jours.

5. Si un tarif ne peut être convenu conformément au paragraphe 2 du présent article ou si, pendant la période applicable conformément au paragraphe 4 du présent Article, les autorités aéronautiques de l'une des Parties donnent avis du caractère insatisfaisant d'un tarif convenu conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, les autorités aéronautiques des Parties s'efforcent de fixer le tarif d'un commun accord.

6. Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur un tarif qui leur a été soumis en vertu du paragraphe 3 du présent article ou sur un tarif qu'elles devaient fixer conformément au paragraphe 5 du présent article, le différend est réglé conformément aux dispositions de l'article XXIII du présent Accord.

7. a) Sous réserve des dispositions de l'article XXI du présent Accord, aucun tarif n'entre en vigueur si les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre des Parties n'en est pas satisfaite.
- b) Les tarifs établis conformément aux dispositions du présent article restent en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient établis conformément aux dispositions du présent article ou de l'article XXI du présent Accord.

8. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties qui ne sont plus satisfaites d'un tarif établi ou souhaitent le réviser en avisent les autorités aéronautiques de l'autre Partie, et les entreprises de transport aérien désignées tentent de s'entendre sur un tarif. Si les entreprises de transport aérien désignées

or airlines of the other Contracting Party or of the third countries involved.

ARTICLE XV

1. The designated airline or airlines of one Contracting Party shall be allowed, on the basis of reciprocity, to maintain in the territory of the other Contracting Party their representatives and commercial, operational and technical staff as required in connection with the operation of agreed services.

2. These staff requirements may, at the option of the designated airline or airlines of one Contracting Party, be satisfied by its own personnel or by using the services of any other organization, company or airline operating in the territory of the other Contracting Party, and authorized to perform such services in the territory of that Contracting Party.

3. The representatives and staff shall be subject to the laws and regulations in force of the other Contracting Party, and consistent with such laws and regulations, each Contracting Party shall, on the basis of reciprocity and with the minimum of delay, grant the necessary employment authorizations, visitors visas or other similar documents to the representatives and staff referred to in paragraph 1 of this Article.

4. Both Contracting Parties shall dispense with the requirement of employment authorizations for personnel performing certain temporary duties not exceeding ninety (90) days.

ARTICLE XVI

Each designated airline shall have the right to engage in the sale of air transportation in the territory of the other Contracting Party directly and, at its discretion, through its agents. Each designated airline shall have the right to sell such transportation, and any person shall be free to purchase such transportation in the currency of that territory or in freely convertible currencies of other countries, subject to relevant national laws and regulations.

ARTICLE XVII

Each Contracting Party shall grant to the designated airlines of the other Contracting Party the right of transfer of excess of receipts over expenditure earned by the airlines in the territory of the First

ne peuvent se mettre d'accord, les modalités prévues aux paragraphes 5 et 6 du présent article s'appliquent.

9. Les autorités aéronautiques des deux Parties s'efforcent de faire en sorte a) que les tarifs exigés et perçus soient conformes aux tarifs qu'elles ont approuvés de concert et b) qu'aucune entreprise de transport aérien ne réduise ces tarifs par quelque moyen que ce soit.

10. Les tarifs appliqués par les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties pour le transport entre le territoire de l'autre Partie et des points sur les services convenus dans des pays tiers peuvent, pour un service équivalent, être semblables, mais ne doivent pas être moindres, ni assortis de conditions moins restrictives, que les tarifs appliqués par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie ou des pays tiers concernés.

ARTICLE XV

1. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties sont autorisées, sur une base de réciprocité, à affecter sur le territoire de l'autre Partie les représentants et les employés des secteurs commercial, opérationnel et technique dont elles ont besoin pour l'exploitation des services convenus.

2. Au gré de l'entreprise ou des entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties, ces services pourront être assurés par son propre personnel ou par des employés de tout autre organisme, compagnie ou entreprise de transport aérien opérant sur le territoire de l'autre Partie et autorisés à assurer ces services dans ce territoire.

3. Les représentants et employés sont assujettis les lois et règlements en vigueur dans le territoire de l'autre Partie. En conformité avec ses lois et règlements, chaque Partie accorde, sur une base de réciprocité et avec le minimum de délai, les permis de travail, visas de séjour et autres documents semblables nécessaires aux représentants et employés visés au paragraphe 1 du présent article.

4. Les deux Parties exemptent de l'obligation d'obtenir des permis de travail les employés assurant certaines fonctions temporaires n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours.

ARTICLE XVI

Chaque entreprise de transport aérien désignée a le droit de procéder à la vente de titres de transport aérien sur le territoire de l'autre Partie, directement et, à son gré, par l'intermédiaire de ses agents. Sous réserve des lois et règlements nationaux applicables, chaque entreprise de transport aérien désigné a le droit de vendre ces titres de transport, et toute personne a la faculté de les acquérir, dans la monnaie de ce territoire

Contracting Party in connection with the carriage of passengers, mail and cargo, in accordance with the foreign exchange regulations in force under terms and conditions no less favourable than those applied to any other foreign airline operating international services to and from the territory of that Contracting Party.

ARTICLE XVIII

Income or profits from the operation of aircraft in international traffic derived by a designated airline which is resident for purposes of income taxation in the territory of one Contracting Party shall be exempt, throughout the life of this Agreement, in accordance with the provisions of the Convention between Canada and the Islamic Republic of Pakistan for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income signed at Ottawa on February 24, 1976 and particularly with reference to Article VIII thereof, provided that, if the said Convention is amended or revised at some subsequent date, taxation shall be governed by the provisions of the said convention as amended or revised, as the case may be.

ARTICLE XIX

All non-stop flights and flights with en route technical landings by air carriers of the Contracting Parties transporting passengers between the territories of the Contracting Parties, except flights chartered by a single person, company, or organization and in respect of which no charge or other financial obligation is imposed on any passenger in connection with such a charter flight, shall be smoke-free no later than July 1, 1994.

ARTICLE XX

1. The provisions set out in Articles VII, VIII, IX, X, XII, XIII, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, and XXI of this Agreement shall be applicable also to charter flights operated by an air carrier of one Contracting Party into or from the territory of the other Contracting Party and to the air carrier operating such flights.

2. The provision of paragraph 1 of this Article shall be subject to the national laws and regulations governing the right of air carriers to operate charter flights or the conduct of air carriers or other parties involved in the organizations of such operations.

ou dans les monnaies librement convertibles d'autres pays.

ARTICLE XVII

Chaque Partie accorde aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie le droit de transfert des profits réalisés sur le territoire de la première Partie relativement au transport de passagers, de courrier et de marchandises, conformément à la réglementation des changes en vigueur et à des conditions non moins favorables que celles appliquées à toute autre entreprise de transport aérien étrangère exploitant des services aériens internationaux à destination et en provenance du territoire de cette Partie.

ARTICLE XXI

1. In a spirit of close co-operation, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of, and satisfactory compliance with, the provisions of this Agreement.

2. Such consultations shall begin within a period of sixty (60) days of the date of receipt of such a request, unless otherwise agreed by the Contracting Parties.

ARTICLE XXII

If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provision of this Agreement, it may request consultations with the other Contracting Party. Such consultations, which may be between aeronautical authorities and which may be through discussion or by correspondence, shall begin within a period of sixty (60) days from the date of the request. Any modification agreed pursuant to such consultations shall come into force when it has been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

ARTICLE XXIII

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement, the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation.

2. If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation, they may agree to refer the dispute for decision to some person or body, or either Contracting Party may submit the dispute for decision to a Tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two arbitrators. Each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within a period of sixty (60) days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a notice through diplomatic channels requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within a further period of sixty (60) days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. In all cases the third arbitrator shall be a national of a third State, shall act as President of the Tribunal and shall determine the place where arbitration will be held.

ARTICLE XVIII

Les revenus ou bénéfices provenant de l'exploitation d'aéronefs en trafic international par une entreprise de transport aérien désignée qui, aux fins de l'impôt sur le revenu, est réputée résider dans le territoire d'une des Parties, seront exemptés de tout impôt pendant la durée du présent Accord, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention entre le Canada et la République islamique du Pakistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signée à Ottawa le 24 février 1976, notamment l'Article VIII; toutefois, advenant que cette convention soit révisée ou modifiée ultérieurement, les questions fiscales seront régies par les dispositions ainsi révisées ou modifiées.

ARTICLE XIX

Tous les vols directs et les vols prévoyant une escale technique intermédiaire, effectués par les transporteurs désignés des Parties pour le transport de passagers entre les territoires de ces dernières, à l'exception des vols affrétés par une personne, une compagnie ou une organisation et pour lesquels aucun frais ni aucune autre obligation financière ne sont exigés des passagers, deviennent des vols non-fumeurs au plus tard le 1^{er} juillet 1994.

ARTICLE XX

1. Les dispositions énoncées aux articles VII, VIII, IX, X, XII, XIII, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX et XXI du présent Accord s'appliquent également aux vols nolisés effectués par un transporteur aérien de l'une des Parties à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie, ainsi qu'au transporteur aérien qui effectue ces vols.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article sont assujetties aux lois et règlements nationaux régissant le droit des transporteurs aériens d'exploiter des vols nolisés ou la conduite des transporteurs aériens ou d'autres parties s'occupant de l'organisation de telles opérations.

ARTICLE XXI

1. Les autorités aéronautiques des Parties se consultent de temps à autre, dans un esprit d'étroite collaboration, afin de veiller à ce que les dispositions du présent Accord soient appliquées et respectées de façon satisfaisante.

2. Sauf entente contraire entre les Parties, ces consultations commencent dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception d'une demande à cet effet.

3. The Contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article.

4. The expenses of the Tribunal shall be shared equally between the Contracting Parties.

5. If and so long as either Contracting Party fails to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article, the other Contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privileges which it has granted by virtue of this Agreement to the Contracting Party in default or to the designated airline in default.

ARTICLE XXIV

Either Contracting Party may at any time from the entry into force of this Agreement give notice in writing through diplomatic channels to the other Contracting Party of its decision to terminate this Agreement; such notice shall be communicated simultaneously to the International Civil Aviation Organization. The Agreement shall terminate one (1) year after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by mutual consent before the expiry of this period. In the absence of acknowledgment of receipt by the other Contracting Party, the notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XXV

This Agreement and any amendment thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XXVI

If a general multilateral air convention comes into force in respect of both Contracting Parties, the provisions of such convention shall prevail. Consultations in accordance with Article XXII of this Agreement may be held with a view to determining the extent to which this Agreement is affected by the provisions of the multilateral convention.

ARTICLE XXII

Une des Parties qui estime souhaitable de modifier une disposition du présent Accord peut demander des consultations avec l'autre Partie. Ces consultations, qui peuvent avoir lieu entre les autorités aéronautiques et se faire par voie de discussions ou par correspondance, commencent dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la demande. Toute modification convenue à l'issue de ces consultations entre en vigueur lorsqu'elle est confirmée par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE XXIII

1. S'il survient entre elles un différend au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, les Parties s'efforcent d'abord de le régler par voie de négociations.

2. Si les Parties ne parviennent pas à un règlement par voie de négociations, elles peuvent convenir de soumettre le différend à la décision de quelque personne ou organisme ou, au gré de l'une ou l'autre des Parties, à la décision d'un tribunal composé de trois arbitres, les deux premiers étant nommés respectivement par les Parties et le troisième étant désigné par les deux premiers. Chacune des Parties nomme un arbitre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date où l'une d'elles reçoit de l'autre Partie, par voie diplomatique, une note demandant l'arbitrage du différend; le troisième arbitre est désigné dans un délai supplémentaire de soixante (60) jours. Si une des Parties ne nomme pas un arbitre dans le délai spécifié, ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans le délai spécifié, le président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale peut être invité par l'une ou l'autre des Parties à nommer un arbitre ou des arbitres selon le cas. Dans tous les cas, le troisième arbitre est un ressortissant d'un État tiers; il agit en qualité de président du Tribunal et détermine le lieu de l'arbitrage.

3. Les Parties s'engagent à se conformer à toute décision rendue aux termes du paragraphe 2 du présent Article.

4. Les frais d'arbitrage seront partagés également entre les Parties.

5. Si l'une des Parties ne se conforme pas à une décision rendue en application du paragraphe 2 du présent Article, l'autre Partie peut, tant que subsiste le défaut, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou privilèges accordés en vertu du présent Accord à la Partie en défaut ou à l'entreprise de transport aérien désignée en défaut.

ARTICLE XXIV

Chacune des Parties peut, à tout moment à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, notifier par écrit à l'autre Partie, par voie diplomatique, sa décision de dénoncer le présent Accord; cette notification est envoyée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. L'Accord prend fin un (1) an après la date de réception de la notification par l'autre Partie, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette période. En l'absence d'un accusé de réception de la part de l'autre Partie, la notification est réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date de sa réception par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XXV

Le présent Accord et ses modifications sont enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XXVI

Si une convention aéronautique multilatérale de caractère général applicable aux deux Parties entre en vigueur, ses dispositions prévalent sur toute autre. Des consultations peuvent avoir lieu, conformément à l'article XXII du présent Accord, aux fins de déterminer la mesure dans laquelle le présent Accord est touché par les dispositions de la convention multilatérale.

ARTICLE XXVII

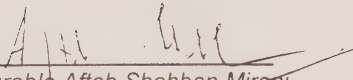
Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

ARTICLE XXVII


This Agreement shall enter into force on the date of signature.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at Islamabad on this 15th day of January, 1996, in the English and French Languages, each version being equally authentic.



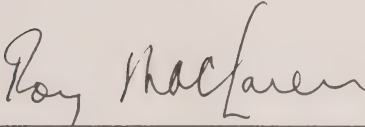
Honourable Aftab Shahban Mirani
Minister for Defence
Government of the Islamic
Republic of Pakistan



Honourable Roy MacLaren
Minister for International Trade
Government of Canada

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cette fin par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires à Islamabad, Pakistan, le 15e jour de janvier 1996 en français et en anglais, chaque version faisant également foi.



Roy MacLaren
Pour le Gouvernement du Canada



Aftab Shagban Mirani
Pour le Gouvernement de la
Republique islamique du Pakistan

ANNEXURE

(Schedule of Routes)

SECTION I

1. The following route may be operated by the airline or airlines designated by the Government of the Islamic Republic of Pakistan:

Agreed Route:

| <u>Points of Origin</u> (1) | <u>Intermediate Points</u> (2) | <u>Destinations in Canada</u> (3) | <u>Beyond Points</u> (4) |
|------------------------------------|---|--|---------------------------------|
| Points in Pakistan | Damascus, Dubai, Frankfurt, Istanbul, New York, Zurich | Montreal, Toronto | To be agreed |

2. Any point or points in the above columns may be omitted provided that flights originate or terminate in Pakistan.

SECTION II

1. The following route may be operated by the airline or airlines designated by the Government of Canada

Agreed Route:

| <u>Points of Origin</u> (1) | <u>Intermediate Points</u> (2) | <u>Destinations in Pakistan</u> (3) | <u>Beyond Points</u> (4) |
|------------------------------------|--|--|---------------------------------|
| Points in Canada | Brussels, Dhahran, Dubai, Frankfurt, Paris | Karachi | Singapore |

2. Any point or points in the above columns may be omitted provided that flights originate or terminate in Canada.

ANNEXE

(TABLEAU DE ROUTES)

ARTICLE I

1. La route suivante peut être exploitée par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement de la République islamique du Pakistan :

Route convenue :

| <u>Points d'origine</u> (1) | <u>Points intermédiaires</u> (2) | <u>Destinations au Canada</u> (3) | <u>Points au-delà</u> (4) |
|--------------------------------|---|--------------------------------------|------------------------------|
| Points au Pakistan | Damas Dubai Francfort Istanbul New York Zurich | Montréal Toronto | A convenir |

2. Tout point ou tous points spécifiés ci-dessus peuvent être omis pourvu que les vols commencent ou se terminent au Pakistan.

ARTICLE II

1. La route suivante peut être exploitée par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement du Canada :

Route convenue :

| <u>Points d'origine</u> (1) | <u>Points intermédiaires</u> (2) | <u>Destinations au Pakistan</u> (3) | <u>Points au-delà</u> (4) |
|--------------------------------|---|--|------------------------------|
| Points au Canada | Bruxelles Dhahran Dubai, Francfort, Paris | Karachi | Singapour |

2. Tout point ou tous points spécifiés ci-dessus peuvent être omis pourvu que les vols commencent ou se terminent au Canada.

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/3
ISBN 0-660-59992-9

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/3
ISBN 0-660-59992-9



CANADA

TREATY SERIES 1996/4 RECUEIL DES TRAITÉS

EDUCATION

Agreement between CANADA and the EUROPEAN COMMUNITY
Establishing a Cooperation Programme in Higher Education and
Training (with Annex)

Brussels, December 19, 1995

In force January 1, 1996

ÉDUCATION

Accord entre le CANADA et la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
établissant un programme de coopération dans le domaine de
l'enseignement supérieur et de la formation (avec Annexe)

Bruxelles, le 19 décembre 1995

En vigueur le 1^{er} janvier 1996





CANADA

TREATY SERIES **1996/4** RECUEIL DES TRAITÉS

EDUCATION

Agreement between **CANADA** and the **EUROPEAN COMMUNITY**
Establishing a Cooperation Programme in Higher Education and
Training (with Annex)

Brussels, December 19, 1995

In force January 1, 1996

ÉDUCATION

Accord entre le **CANADA** et la **COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**
établissant un programme de coopération dans le domaine de
l'enseignement supérieur et de la formation (avec Annexe)

Bruxelles, le 19 décembre 1995

En vigueur le 1^{er} janvier 1996

THE EUROPEAN COMMUNITY,

of the one part, and

THE GOVERNMENT OF CANADA,

of the other part,

hereinafter collectively referred to as "the Parties",

NOTING that the Transatlantic Declaration adopted by the European Community and its Member States and the Government of Canada on 22 November 1990 makes specific reference to strengthening mutual cooperation in various fields which directly affect the present and future wellbeing of their citizens, such as exchanges and joint projects in education and culture, including academic and youth exchanges;

ACKNOWLEDGING the crucial contribution of education and training to the development of human resources capable of participating in the global knowledge-based economy;

RECOGNIZING that the Parties have a common interest in cooperation in higher education and training, as part of the wider cooperation that exists between the European Community and Canada;

EXPECTING to obtain mutual benefit from cooperative activities in higher education and training;

DESIRING to establish a formal basis for the conduct of cooperative activities in higher education and training,

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,

d'une part, et

LE GOUVERNEMENT DU CANADA,

d'autre part,

ci-après dénommés collectivement "les parties",

NOTANT que la Déclaration transatlantique adoptée par la Communauté européenne et ses Etats membres et le gouvernement du Canada le 22 novembre 1990 vise spécifiquement le renforcement de la coopération mutuelle dans divers domaines qui touchent directement au bien-être actuel et futur de leurs citoyens, tels les échanges et les projets communs dans le domaine de l'éducation et de la culture, y compris les échanges académiques et de jeunes ;

RECONNAISSANT la contribution cruciale de l'éducation et de la formation au développement de ressources humaines capables de participer à une économie globale fondée sur les connaissances ;

RECONNAISSANT que les parties ont un intérêt commun à coopérer dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, dans le cadre de la coopération plus large qui existe entre la Communauté européenne et le Canada ;

ESPERANT retirer un profit mutuel d'activités de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation ;

DESIREUX d'établir une base formelle pour la conduite des activités de coopération en matière d'enseignement supérieur et de formation,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

Purpose

This Agreement establishes a Cooperation Programme in higher education and training between the European Community and Canada.

ARTICLE 2

Objectives

The objectives of the Cooperation Programme shall be to:

1. Promote closer understanding between the peoples of the European Community and Canada including broader knowledge of their languages, cultures and institutions.
2. Improve the quality of human resource development in both the European Community and Canada.
3. Stimulate an innovative range of student-centred higher education and training cooperative activities between the different regions in the European Community and in Canada.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER

Objet

Le présent Accord établit un Programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation entre la Communauté européenne et le Canada.

ARTICLE 2

Objectifs

Les objectifs du Programme consistent à :

- 1) promouvoir une entente plus étroite entre les peuples de la Communauté européenne et du Canada, y compris une connaissance plus large de leurs langues, de leurs cultures et de leurs institutions ;
- 2) améliorer la qualité du développement des ressources humaines, tant dans la Communauté européenne qu'au Canada ;
- 3) stimuler un ensemble d'activités de coopération novatrices, centrées sur l'étudiant, dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation entre les différentes régions de la Communauté européenne et au Canada ;

- 4. Improve the quality of Transatlantic student mobility including promoting transparency, mutual recognition and thus portability of academic credits.**
- 5. Encourage the exchange of expertise in new developments in higher education and training, including the use of new technologies and distance education, for the mutual enrichment of practice in the European Community and Canada.**
- 6. Form or enhance partnerships among higher education and training institutions, professional associations, public authorities, business and other associations as appropriate in both the European Community and Canada.**
- 7. Introduce a European Community and a Canadian added value dimension to Transatlantic cooperation in higher education and training.**
- 8. Complement bilateral programmes between the Member States of the European Community and Canada as well as other programmes and initiatives in higher education and training.**
- 9. Seek, as appropriate, complementarity with activities undertaken between the European Community and Canada in the area of scientific and technical cooperation.**

- 4) améliorer la qualité de la mobilité transatlantique des étudiants, notamment en favorisant la transparence, la reconnaissance mutuelle et, partant, la transférabilité des crédits académiques ;
- 5) encourager l'échange de compétences concernant les innovations récentes dans l'enseignement supérieur et la formation, y compris l'utilisation de nouvelles technologies et l'enseignement à distance, pour l'enrichissement mutuel des pratiques dans la Communauté européenne et au Canada ;
- 6) constituer ou renforcer des partenariats parmi les institutions d'enseignement supérieur et de formation, les associations professionnelles, les autorités publiques, les associations commerciales et autres associations, selon ce qui est approprié, tant dans la Communauté européenne qu'au Canada ;
- 7) donner une dimension européenne et une dimension canadienne à valeur ajoutée à la coopération transatlantique dans l'enseignement supérieur et la formation ;
- 8) compléter les programmes bilatéraux entre les Etats membres de la Communauté européenne et le Canada ainsi que d'autres programmes et initiatives dans l'enseignement supérieur et la formation.
- 9) rechercher, le cas échéant, une complémentarité avec les activités entreprises dans le domaine de la coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et le Canada.

ARTICLE 3

Principles

Cooperation under this Agreement shall be conducted on the basis of the following principles:

1. Full respect for the responsibilities of the Member States of the European Community and the Provinces of Canada and the autonomy of the higher education institutions.
2. An overall balance of benefits.
3. Effective use of Cooperation Programme funds.
4. Emphasis on a diverse range of innovative projects, building new structures and links, sustainable over the longer term and without on-going Cooperation Programme support.
5. Broad participation across the different Member States of the European Community and the Provinces and Territories of Canada.
6. Recognition of the full cultural, social and economic diversity of the European Community and Canada.
7. Selection of projects on a competitive and transparent basis, taking account of the foregoing principles.

ARTICLE 3

Principes

La coopération au titre du présent Accord a lieu sur la base des principes suivants :

- 1) strict respect des pouvoirs et compétences des Etats membres de la Communauté européenne et des provinces du Canada ainsi que de l'autonomie des institutions d'enseignement supérieur ;
- 2) équilibre global des avantages ;
- 3) utilisation efficace des fonds du Programme de coopération ;
- 4) mise en avant d'un ensemble diversifié de projets novateurs, établissant des structures et des liens nouveaux, viables à long terme et sans un soutien continu du Programme de coopération ;
- 5) large participation des différents Etats membres de la Communauté européenne ainsi que des provinces et des territoires du Canada ;
- 6) reconnaissance de toute la diversité culturelle, sociale et économique de la Communauté européenne et du Canada ;
- 7) sélection des projets sur une base concurrentielle et transparente, tenant compte des principes qui précèdent.

ARTICLE 4

Scope

1. The Cooperation Programme may include the following:

- (a) Joint projects carried out by multilateral EC/Canada consortia, including, where appropriate, preparatory actions. These consortia may be composed of higher education institutions, training establishments and other organisations providing links with the workplace. Each consortium will be encouraged to include other relevant actors as affiliated members.**
- (b) Exchanges of experience in the area of higher education and training to enhance the dialogue between the European Community and Canada.**
- (c) Complementary measures including technical support.**

2. Specific activities which may be undertaken are detailed in the Annex which is an integral part of this Agreement.

ARTICLE 4

Champ d'application matériel

1. Le Programme de coopération peut comprendre :

- a) des projets communs réalisés par des consortiums multilatéraux CE/Canada, y compris, le cas échéant, des actions préparatoires. Ces consortiums peuvent se composer d'institutions d'enseignement supérieur, d'établissements de formation et d'autres organismes établissant des liens avec la vie active. Chaque consortium sera encouragé à s'adjoindre d'autres acteurs intéressés en tant que membres associés ;
- b) des échanges d'expérience dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation en vue d'un renforcement du dialogue entre la Communauté européenne et le Canada ;
- c) des mesures complémentaires, y compris un soutien technique.

2. Les activités spécifiques qui peuvent être entreprises sont détaillées à l'annexe, laquelle fait partie intégrante du présent Accord.

ARTICLE 5
Joint Committee

1. A Joint Committee is hereby established. It shall comprise representatives of each Party.
2. The functions of the Joint Committee shall be to provide a report annually to the Parties on the level, status and effectiveness of cooperative activities undertaken under this Agreement.
3. The Joint Committee shall endeavour to meet once per year, with such annual meetings being held alternately in the European Community and Canada. Other meetings may be held as mutually determined.
4. Minutes shall be agreed by those persons selected from each side to jointly chair the meeting, and shall, together with the annual report, be made available to the joint Cooperation Committee established under the 1976 Framework Agreement for Commercial and Economic Cooperation between the European Communities and Canada and appropriate Ministers of each Party.

ARTICLE 5

Commission mixte

1. Il est institué une Commission mixte. Celle-ci se compose paritairement de représentants de chaque partie.
2. La Commission mixte a pour fonction de fournir annuellement aux parties un rapport sur le niveau, l'état et l'efficacité des activités de coopération entreprises au titre du présent Accord.
3. La Commission mixte s'efforce de se réunir une fois par an, alternativement dans la Communauté européenne et au Canada. D'autres réunions peuvent être tenues d'un commun accord.
4. Le procès-verbal de réunion est approuvé par les personnes choisies auprès de chacune des parties pour présider conjointement la réunion ; il est communiqué, avec le rapport annuel, au Comité mixte de coopération institué par l'Accord-cadre de coopération commerciale et économique entre la Communauté européenne et le Canada de 1976, et aux ministres concernés de chaque partie.

ARTICLE 6

Monitoring and Evaluation

The Cooperation Programme shall be monitored and evaluated as appropriate. This shall permit, as necessary, the reorientation of the Cooperation Programme in the light of any needs or opportunities becoming apparent in the course of its operation.

ARTICLE 7

Funding

1. Cooperative activities shall be subject to the availability of funds and to the applicable laws and regulations, policies and programmes of the European Community and Canada. Financing will be on the basis of an overall matching of funds between the Parties.
2. Each Party shall provide funds for the direct benefit of: for Canada; its own citizens and permanent residents as defined in the Immigration Act; for the European Community; citizens of one of the European Community Member States or persons recognized by a Member State as having official status as permanent residents.
3. Costs incurred by or on behalf of the Joint Committee shall be met by the Party to whom the members are responsible. Costs, other than those of travel and subsistence, which are directly associated with meetings of the Joint Committee, shall be met by the host Party.

ARTICLE 6**Suivi et évaluation**

Le Programme de coopération fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation pour autant que de besoin. Ceux-ci doivent permettre, si nécessaire, de le réorienter en fonction des besoins ou des possibilités qui apparaissent au cours de sa mise en oeuvre.

ARTICLE 7**Financement**

1. Les activités de coopération s'entendent sous réserve des moyens financiers disponibles ainsi que des dispositions législatives et réglementaires, des politiques et des programmes applicables de la Communauté européenne et du Canada. Le financement s'effectue à parité globale entre les parties.
2. Chaque partie fournit des moyens financiers pour le bénéfice direct, dans le cas du Canada, de ses citoyens et de ses résidents permanents tels que définis dans la Loi sur l'immigration et, dans le cas de la Communauté européenne, des ressortissants d'un Etat membre ou des personnes reconnues par un Etat membre comme ayant le statut officiel de résidents permanents.
3. Les frais de la Commission mixte ou engagés en son nom sont supportés par la partie dont les membres relèvent. Les frais, autres que de voyage et de séjour, qui sont directement liés aux réunions de la Commission mixte sont supportés par la partie hôte.

ARTICLE 8

Entry of personnel

Each Party shall take all reasonable steps and use its best efforts to facilitate entry to and exit from its territory of personnel, students, material and equipment of the other Party engaged in or used in cooperative activities under this Agreement.

ARTICLE 9

Other Agreements

1. This Agreement is without prejudice to cooperation which may be taken pursuant to other agreements between the Parties.
2. This Agreement is without prejudice to existing or future bilateral agreements between individual Member States of the European Community and Canada in the fields covered herein.

ARTICLE 10

Territorial application of this Agreement

This Agreement shall apply, on the one hand, to the territories in which the Treaty establishing the European Community is applied and under the conditions laid down in that Treaty and, on the other hand, to the territory of Canada.

ARTICLE 8

Entrée de personnels

Chaque partie prend toutes dispositions raisonnables et met tout en oeuvre pour faciliter l'entrée sur son territoire et la sortie hors de son territoire des personnels, des étudiants, du matériel et des équipements de l'autre partie qui sont engagés ou utilisés dans des activités de coopération entreprises au titre du présent Accord.

ARTICLE 9

Autres accords

1. Le présent Accord s'entend sans préjudice de la coopération qui peut être engagée en application d'autres accords entre les parties.
2. Le présent Accord s'entend sans préjudice des accords bilatéraux existants ou futurs entre des Etats membres de la Communauté européenne, individuellement, et le Canada dans les domaines couverts par le présent Accord.

ARTICLE 10

Champ d'application territorial

Le présent Accord s'applique aux territoires où le traité instituant la Communauté européenne est d'application et dans les conditions prévues par ledit traité, d'une part, et au territoire du Canada, d'autre part.

ARTICLE 11

Entry into force and termination

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the month following the date on which the Parties shall have notified each other in writing that their legal requirements for the entry into force of this Agreement have been fulfilled.
2. This Agreement shall be in force for an initial period of five years.
3. This Agreement may be amended or extended by agreement of the Parties. Amendments or extensions shall be in writing and shall enter into force on the first day of the month following the date on which the Parties shall have notified each other in writing that their legal requirements for the entry into force of the Agreement providing for the amendment or extension in question have been fulfilled.
4. This Agreement may be terminated at any time by either Party upon twelve months written notice. The expiration or termination of this Agreement shall not affect the validity or duration of any arrangements made under it or the obligations established pursuant to the Annex to this Agreement.

ARTICLE 11**Entrée en vigueur et dénonciation**

1. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifié par écrit qu'elles ont satisfait aux conditions légales requises pour son entrée en vigueur.
2. Le présent Accord demeure en vigueur pendant une période initiale de cinq ans.
3. Le présent Accord peut être modifié ou prorogé d'un commun accord par les parties. Toute modification ou prorogation est faite par écrit et entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifié par écrit qu'elles ont satisfait aux conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'accord prévoyant la modification ou prorogation en question.
4. Il peut être mis fin au présent Accord par chacune des parties à tout moment, moyennant un préavis écrit de douze mois. L'expiration ou la dénonciation du présent Accord n'affecte en rien la validité ou la durée de toutes dispositions prises en vertu de celui-ci, ni les obligations établies en application des dispositions de son annexe.

ARTICLE 12

Authentic texts

This Agreement is drawn up in duplicate in the Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish and Swedish languages, each of these texts being equally authentic.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed this Agreement.

ARTICLE 12**Textes faisant foi**

Le présent Accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise, tous les textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

Done at Brussels on the nineteenth day of December in the year one thousand nine hundred and ninety-five.

Fait à Bruxelles, le dix-neuf décembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

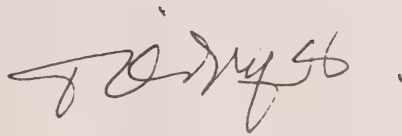
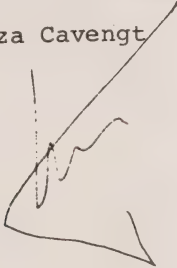
For the Government of Canada
Pour le gouvernement du Canada

Jacques Roy



For the European Community
Pour la Communauté européenne

F.J. Elorza Cavengt



Action 1**Joint EC/Canada Consortia projects**

1. The Parties will provide support to higher education institutions and training establishments which form joint EC/Canada consortia for the purpose of undertaking joint projects in the area of higher education and training. The European Community will provide support for the use of the European Community consortia partners, Canada will provide support for Canadian consortia partners.
2. Each joint consortium must involve at least six active partners with an absolute minimum requirement of two partner higher education or training institutions on each side which are in different Member States of the European Community and in different Provinces of Canada.
3. Joint Consortia Project grants may be awarded for innovative activities with objectives which can be accomplished within a time-scale of up to a maximum of three years.
4. The eligible subject areas for joint EC/Canada consortia cooperation shall be agreed by the Joint Committee as established by Article 5.

Action 1

Projets de consortiums communs CE/Canada

1. Les parties apporteront leur soutien aux institutions d'enseignement supérieur et aux établissements de formation qui constituent des consortiums communs CE/Canada aux fins du lancement de projets communs dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation. La Communauté européenne apportera son soutien aux partenaires communautaires des consortiums et le Canada aux partenaires canadiens des consortiums.
2. Chaque consortium commun doit comprendre au moins six partenaires actifs de part et d'autre, avec un minimum absolu de deux institutions partenaires d'enseignement supérieur ou de formation de part et d'autre, situées dans différents Etats membres de la Communauté européenne et dans différentes provinces du Canada.
3. Des subventions peuvent être accordées à des projets de consortiums communs pour des activités novatrices ayant des objectifs réalisables dans un délai maximal de trois ans.
4. Les domaines admissibles pour la coopération de consortiums communs CE/Canada sont convenus par la Commission mixte instituée par l'article 5.

5. Activities eligible for support may include:

- development of organizational frameworks for student mobility, including work placements, which provide adequate language preparation and full academic recognition,
- joint development of innovative curricula including the development of teaching materials, methods and modules,
- short intensive programmes of a minimum of three weeks,
- teaching assignments forming an integral part of the curriculum in a partner institution,
- other innovative projects, including the use of new technologies and distance learning, which aim to improve the quality of transatlantic cooperation in higher education and training and meet one or more of the objectives specified in Article 2 of this Agreement.

6. Financial support for joint consortia activities may be provided from the Cooperation Programme for up to a maximum of three years. The main purpose of support is to strengthen European Community-Canada cooperation in higher education and training by providing seed-funding for specific cooperative projects to be jointly carried out.

5. Les activités admissibles pour un soutien peuvent comprendre :

- la mise au point de cadres organisationnels pour la mobilité des étudiants, y compris l'organisation de stages, qui assurent une préparation linguistique adéquate et une pleine reconnaissance académique ;
- l'élaboration commune de programmes d'études novateurs, y compris la mise au point de matériels, de méthodes et de modules d'enseignement ;
- de courts programmes intensifs, d'une durée minimale de trois semaines ;
- des missions d'enseignement faisant partie intégrante du programme d'études dans une institution partenaire ;
- d'autres projets novateurs, y compris l'utilisation de technologies nouvelles et l'enseignement à distance, qui visent à améliorer la qualité de la coopération transatlantique dans l'enseignement supérieur et la formation et qui répondent à un ou plusieurs des objectifs indiqués à l'article 2 du présent Accord.

6. Le Programme de coopération peut apporter un soutien financier aux activités des consortiums communs pendant une période maximale de trois ans. Le but principal de ce soutien est de renforcer la coopération entre la Communauté européenne et le Canada dans l'enseignement supérieur et la formation en fournissant un financement initial pour des projets de coopération spécifiques à réaliser en commun.

7. Each Party may provide grants to students, academic or administrative staff of higher education and training establishments in its territory for the purpose of Transatlantic cooperation.
8. Administration of the joint projects shall be implemented by the competent officials of each Party. These tasks shall comprise:
 - deciding the procedures for the presentation of proposals including the preparation of a Common Set of Guidelines for applicants;
 - establishing the timetable for publication of calls for proposals, submission and selection of proposals;
 - providing information on the Cooperation Programme and its implementation;
 - appointing academic advisors and experts;
 - recommending projects to finance to the appropriate authorities of each Party;
 - financial management;
 - Programme monitoring.

7. Chaque partie peut accorder des bourses à des étudiants et à des membres du personnel enseignant ou administratif des établissements d'enseignement supérieur et de formation sur son territoire aux fins de la coopération transatlantique.
8. La gestion des projets communs est assurée par les fonctionnaires compétents de chaque partie. Elle comprend les tâches suivantes :
 - déterminer les procédures de présentation des propositions, y compris de l'élaboration d'un guide commun à l'usage des candidats ;
 - établir le calendrier pour la publication des appels à propositions, la soumission et la sélection des propositions ;
 - fournir des informations sur le Programme de coopération et sa mise en oeuvre ;
 - nommer des conseillers et des experts académiques ;
 - recommander des projets à financer aux autorités appropriées de chaque partie ;
 - assurer la gestion financière ;
 - assurer le suivi du Programme.

Action 2

Complementary Activities

The Parties may undertake the following complementary measures:

1. Conferences on issues of interest to the European Community and Canada in higher education and/or training;
 2. Measures to facilitate the dissemination of information on the Cooperation Programme, including making the results and achievements of joint consortia projects available for the use of a wider audience;
 4. Provision of technical support to underpin activities.
-

Action 2

Activités complémentaires

Les parties peuvent prendre les mesures complémentaires suivantes :

- 1) organiser des conférences portant sur des sujets intéressant la Communauté européenne et le Canada en matière d'enseignement et/ou de formation ;
 - 2) prendre des mesures destinées à faciliter la diffusion d'informations sur le Programme de coopération, y compris la mise à disposition, à l'intention d'un public plus large, des résultats et des réalisations des projets entrepris par les consortiums communs ;
 - 4) fournir un soutien technique destiné à étayer les activités.
-

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/4
ISBN 0-660-60002-1

© Ministre des Approvisionnement et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/4
ISBN 0-660-60002-1

CAI
EA10
-T67

Government
Publications



CANADA

TREATY SERIES 1996/5 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Agreement between the Government of CANADA and the Government
of the REPUBLIC OF CHILE for the Avoidance of Double Taxation
of Income from the Operation of Ships and Aircraft

Santiago, July 30, 1992

In force January 1, 1996



IMPÔTS

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la
RÉPUBLIQUE DU CHILI tendant à éviter la double imposition sur
les revenus provenant de l'exploitation des transports maritime et aérien

Santiago, le 30 juillet 1992

En vigueur le 1^{er} janvier 1996



CANADA

TREATY SERIES **1996/5** RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF CHILE** for the Avoidance of Double Taxation of Income from the Operation of Ships and Aircraft

Santiago, July 30, 1992

In force January 1, 1996

IMPÔTS

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE DU CHILI** tendant à éviter la double imposition sur les revenus provenant de l'exploitation des transports maritime et aérien

Santiago, le 30 juillet 1992

En vigueur le 1^{er} janvier 1996

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF CHILE FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION OF
INCOME FROM THE OPERATION OF SHIPS AND AIRCRAFT

ARTICLE 1. The Government of Canada shall exempt a Chilean transportation enterprise from all taxes on capital relating to, and on income derived from the operation of ships or aircraft in international traffic.

ARTICLE 2. The Government of Chile shall exempt a Canadian transportation enterprise from all taxes on capital relating to, and on income derived from the operation of ships or aircraft in international traffic.

ARTICLE 3. The exemption provided in paragraphs 1 and 2 above shall also apply to income derived from, or capital relating to, the participation of a Canadian or Chilean transportation enterprise in a pool, a joint business or an international operating agency.

ARTICLE 4. For the purposes of this Agreement:

- a) The expression "Canadian Transportation enterprise" means an enterprise carried on by:
 - i) the Government of Canada,
 - ii) a physical person (other than a national of Chile) resident in Canada for the purposes of income taxes imposed by the Government of Canada, and not ordinarily resident in Chile, or,
 - iii) a corporation or other entity or group of persons deriving its status as such from the laws of Canada, and resident in Canada for the purposes of Canadian tax.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE
LA REPUBLIQUE DU CHILI TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION
SUR LES REVENUS PROVENANT DE L'EXPLOITATION DES
TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

- ARTICLE 1.** Le Gouvernement du Canada exempte les entreprises de transport chiliennes de tout impôt sur les éléments de fortune relatifs à l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international ainsi que sur le revenu tiré de cette exploitation.
- ARTICLE 2.** Le Gouvernement de la République du Chili exempte les entreprises de transport canadiennes de tout impôt sur les éléments de fortune relatifs à l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international ainsi que sur le revenu tiré de cette exploitation.
- ARTICLE 3.** Les exemptions prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus s'appliquent également aux revenus tirés de la participation d'entreprises de transport canadiennes ou chiliennes à des pools, des exploitations en commun ou à une agence d'exploitation internationale.
- ARTICLE 4.** Aux fins du présent Accord:
- a) l'expression "entreprise de transport canadienne" désigne une entreprise exploitée par:
 - i) le Gouvernement du Canada,
 - ii) une personne physique (autre qu'un ressortissant du Chili) résident au Canada aux fins de l'impôt sur le revenu prélevé par le Gouvernement du Canada, et n'ayant pas sa résidence ordinaire au Chili, ou
 - iii) une société ou autre entité ou un groupe de personnes tirant son statut comme tel des lois du Canada et résidant au Canada aux fins de l'impôt prélevé par le Gouvernement du Canada;

- b) The expression "Chilean transportation enterprise" means an enterprise carried on by:
- i) the Government of the Republic of Chile,
 - ii) a physical person (other than a national of Canada) resident in Chile for the purpose of income taxes imposed by the Government of Chile, and not ordinarily resident in Canada, or
 - iii) a stock corporation or partnership incorporated in Chile under the Chilean laws.
- c) The term income in respect of a transportation enterprise means earnings, gross receipts, revenues, income and profits derived by the enterprise from the operation of ships or aircraft in international traffic, including those amounts derived from the operation of ships or aircraft, and from rental of containers and related equipment provided such amounts are incidental to the operation of the transportation enterprise. It also includes interest generated from the operation of ships or aircraft in international traffic, including those derived from temporary deposits maintained by the transportation enterprise provided that such interest be incidental to the operation of the transportation enterprise.
- d) the term "taxes" includes surtaxes, charges, assessments and fees levied by a Contracting Government.

ARTICLE 5.

Any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, be given the meaning by each Contracting Government which it has for the purposes of the laws of the Contracting Government relating to the taxes which are the subject of this Agreement.

- b) l'expression "entreprise de transport chilienne" désigne une entreprise exploitée par:
- i) le Gouvernement de la République du Chili,
 - ii) une personne physique (autre qu'un ressortissant du Canada) résidant au Chili aux fins de l'impôt sur le revenu prélevé par le Gouvernement de la République du Chili, et n'ayant pas sa résidence ordinaire au Canada, ou,
 - iii) une société de capitaux ou une société de personnes constituée au Chili conformément aux lois chiliennes.
- c) Le terme "revenu" désigne, en ce qui concerne une entreprise de transport, les gains, rentrées brutes, recettes, revenus et profits tirés de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international, ce qui comprend la location de conteneurs et d'équipement connexe, dans la mesure où ces sommes d'argent sont accessoires à l'exploitation de l'entreprise de transport. Il comprend aussi les intérêts générés par les activités d'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international, de même que les intérêts provenant de dépôts temporaires de l'entreprise de transport, à condition que ces intérêts soient accessoires aux activités d'exploitation de l'entreprise de transport;
- d) le terme "impôt" désigne notamment les surtaxes, taxes, charges et droits prélevés par un Gouvernement Contractant.

ARTICLE 5.

Sauf interprétation différente exigée par le contexte, chaque Gouvernement contractant donne à tout terme non défini par ailleurs, la signification que lui attribue sa législation relative à l'impôt qui fait l'objet du présent Accord.

ARTICLE 6.

This Agreement shall enter into force on the first day of January of the year following that of the exchange of Notes confirming that each side has met all the constitutional and regulatory requirements necessary to implement the Agreement.

ARTICLE 7.

This Agreement shall remain in force for an indefinite period. However, either Government may, on or before June 30 of any calendar year, give notice of termination to the other Government. In such event, the Agreement shall cease to be effective for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice is given.

WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at Santiago, Chile, on the thirtieth day of July, nineteen hundred and ninety two, in the English, French and Spanish languages, each version being equally authentic.



For the Government of
Canada
Michael T. Mace



For the Government of the
Republic of Chile
Silva Cimma

ARTICLE 6.

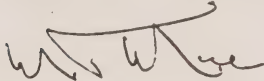
Le présent Accord entrera en vigueur le premier Janvier de l'année qui suivra l'année au cours de laquelle un échange de Notes confirmant que toutes les exigences constitutionnelles et réglementaires nécessaires à la mise en oeuvre de l'Accord ont été remplies.

ARTICLE 7.

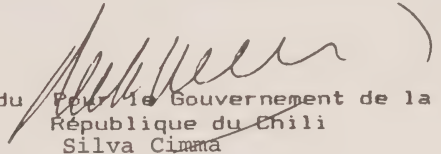
Le présent Accord demeurera en vigueur pour une période indéfinie. Toutefois, chaque Gouvernement pourra, le ou avant le 30 juin de toute année civile, donner un avis de dénonciation à l'autre Gouvernement. Dans ce cas, l'Accord cessera d'être applicable à l'égard des années d'imposition commençant le ou après le premier jour de janvier de l'année civile qui suit celle où l'avis est donné.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires, à Santiago, Chili, le jour trente de Juillet de mil neuf cent quatre-vingt douze, en français, en anglais et en espagnol, chaque version faisant également foi.



Pour le Gouvernement du
Canada
Michael T. Mace



Pour le Gouvernement de la
République du Chili
Silva Cimma

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/5
ISBN 0-660-60014-5

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/5
ISBN 0-660-60014-5



CANADA

TREATY SERIES 1996/6 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between the Government of CANADA and the Government of MALAYSIA on Air Transport (with Annex)

Kuala Lumpur, January 18, 1996

In force January 18, 1996

AIR

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la MALAISIE sur le transport aérien (avec Annexe)

Kuala Lumpur, le 18 janvier 1996

En vigueur le 18 janvier 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/6 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between the Government of CANADA and the Government of MALAYSIA on Air Transport (with Annex)

Kuala Lumpur, January 18, 1996

In force January 18, 1996

AIR

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la MALAISIE sur le transport aérien (avec Annexe)

Kuala Lumpur, le 18 janvier 1996

En vigueur le 18 janvier 1996

TABLE OF CONTENTS

| <u>ARTICLE</u> | <u>TITLE</u> |
|-----------------------|---|
| I | Definitions |
| II | Grant of Rights |
| III | Change of Aircraft |
| IV | Designation |
| V | Authorization |
| VI | Withholding, Revocation and Limitation of Authorization |
| VII | Application of Laws |
| VIII | Recognition of Certificates and Licences |
| IX | Aviation Security |
| X | Use of Airports and Aviation Facilities |
| XI | Capacity |
| XII | Statistics |
| XIII | Customs Duties and Other Charges |
| XIV | Tariffs |
| XV | Sales and Transfer of Funds |
| XVI | Taxation |
| XVII | Airline Representatives |
| XVIII | Consultations |
| XIX | Modification of Agreement |
| XX | Settlement of Disputes |
| XXI | Registration with ICAO |
| XXII | Multilateral Conventions |
| XXIII | Titles |
| XXIV | Termination |
| XXV | Entry into Force |
| ANNEX | Route Schedule |

TABLE DES MATIÈRES

| <u>ARTICLE</u> | <u>TITRE</u> |
|-----------------------|---|
| PREMIER | Définitions |
| II | Octroi des droits |
| III | Rupture de charge |
| IV | Désignation |
| V | Autorisation |
| VI | Mise en attente, révocation et limitation de l'autorisation |
| VII | Système de droit applicable |
| VIII | Reconnaissance des certificats et licences |
| IX | Sécurité aérienne |
| X | Utilisation des aéroports et autres installations |
| XI | Capacité de transport |
| XII | Relevés statistiques |
| XIII | Droits de douane et autres frais |
| XIV | Tarifs |
| XV | Ventes et transferts de fonds |
| XVI | Imposition |
| XVII | Représentants des entreprises de transport aérien |
| XVIII | Consultations |
| XIX | Modification de l'Accord |
| XX | Règlement des différends |
| XXI | Enregistrement auprès de l'OACI |
| XXII | Conventions multilatérales |
| XXIII | Titres |
| XXIV | Résiliation de l'Accord |
| XXV | Entrée en vigueur |
| ANNEXE | Tableau des routes |

AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND
THE GOVERNMENT OF MALAYSIA
ON AIR TRANSPORT

THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF MALAYSIA, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

BEING parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago, on the 7th day of December, 1944;

DESIRING to conclude an agreement on air transport, supplementary to the said Convention;

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE I

Definitions

For the purpose of this Agreement, unless otherwise stated:

- (a) "Aeronautical authorities" means, in the case of Canada, the Minister of Transport and the National Transportation Agency of Canada or any other authority or person empowered to perform the functions exercised by the said authorities; and in the case of Malaysia, the Minister of Transport and any other person or body authorized to perform any functions at present exercised by the said Minister or similar functions;
- (b) "Agreed services" means scheduled air services on the routes specified in this Agreement for the transport of passengers and cargo, including mail, separately or in combination;
- (c) "Agreement" means this Agreement, any Annex attached thereto, and any amendments to the Agreement or to any Annex;

ACCORD
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET LE GOUVERNEMENT DE LA MALAISIE
SUR LE TRANSPORT AÉRIEN

LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA MALAISIE, l'un ou l'autre appelé ci-après «Partie»,

ÉTANT tous deux parties à la *Convention relative à l'aviation civile internationale* ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944,

DÉSIRANT conclure, en complément de cette Convention, un accord de services aériens,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Définitions

Sauf dispositions contraires, les définitions qui suivent s'appliquent au présent Accord :

- a) «Accord» le présent Accord et toute Annexe qui y est jointe ainsi que toute modification qui peut leur être apportée;
- b) «autorités aéronautiques», dans le cas du Canada, le ministre des Transports, l'Office national des transports du Canada et toute personne habilitée à exercer les fonctions de ces autorités, et, dans le cas de la Malaisie, le ministre des Transports ou toute personne ou organisme habilité à exercer les fonctions exercées par celui-ci en ce moment ou des fonctions semblables;
- c) «Convention» la *Convention relative à l'aviation civile internationale* ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, ainsi que toute Annexe adoptée aux termes de l'article 90 de cette Convention et toute modification aux Annexes ou à la Convention conformément aux articles 90 et 94, pourvu que ces annexes et modifications aient été agréées par les deux Parties;

- (d) "Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December 1944 and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or of the Convention under Articles 90 and 94 thereof so far as those Annexes and amendments have been adopted by both Contracting Parties;
- (e) "Designated airline" means an airline which has been designated and authorized in accordance with Articles IV and V of this Agreement;
- (f) "Tariffs" means the prices to be paid for the carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which those prices apply, including prices and conditions for other services performed by the carrier in connection with air transportation, but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail; and
- (g) "Territory", "Air services", "International Air Service", "Airline" and "Stop for non-traffic purposes" have the meaning respectively assigned to them in Articles 2 and 96 of the Convention.

ARTICLE II

Grant of Rights

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the following rights for the conduct of international air services by the airline or airlines designated by that other Contracting Party:
 - (a) the right to fly without landing across its territory;
 - (b) the right to land in its territory for non-traffic purposes; and
 - (c) to the extent permitted in this Agreement, the right to make stops in its territory on the routes specified in this Agreement for the purpose of taking up and discharging international traffic in passengers and cargo, including mail, separately or in combination.
2. The airlines of each Contracting Party, other than those designated under Article IV of this Agreement, shall also enjoy the rights specified in paragraph 1(a) and (b) of this Article.
3. Nothing in paragraph 1 of this Article shall be deemed to confer on a designated airline of one Contracting Party the right of taking up, in the territory of the other Contracting Party, passengers and cargo, including mail, carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

- d) «entreprise de transport aérien désignée» une entreprise de transport aérien qui a été désignée et autorisée conformément aux Articles IV et V du présent Accord;
- e) «services convenus» les services aériens réguliers pour le transport des passagers et des marchandises, y compris du courrier, de façon séparée ou combinée, sur les routes spécifiées dans le présent Accord;
- f) «tarifs» le prix à payer pour le transport des passagers, des bagages et des marchandises ainsi que les conditions applicables à ces prix, y compris les prix et conditions pour les autres services assurés par le transporteur dans le cadre du transport aérien, mais à l'exclusion de la rémunération et des conditions touchant le transport du courrier;
- g) «territoire», «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transport aérien» et «escale non commerciale» ont le sens qui leur est attribué aux articles 2 et 96 de la Convention.

ARTICLE II

Octroi des droits

1. Chaque Partie accorde à l'autre Partie les droits suivants pour l'exploitation de services aériens internationaux par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie :
 - a) survoler son territoire sans y atterrir;
 - b) faire des escales non commerciales sur son territoire;
 - c) dans la mesure constatée au présent Accord, faire des escales sur son territoire dans l'exploitation des routes spécifiées au présent Accord, afin d'y embarquer et d'y débarquer des passagers et des marchandises, y compris du courrier, transportés en trafic international, de façon séparée ou combinée.
2. Les entreprises de transport aérien de chaque Partie, autres que celles désignées conformément à l'Article IV du présent Accord, jouissent également des droits spécifiés aux alinéas 1a) et b) du présent Article.
3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent Article ne sont réputées conférer à une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties aucun privilège d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie, des passagers et des marchandises, y compris du courrier, pour les transporter, moyennant rémunération ou en exécution d'un contrat de location, en un autre point de ce territoire.

ARTICLE III

Change of Aircraft

1. A designated airline of one Contracting Party may make a change of aircraft in the territory of the other Contracting Party or at an intermediate point in third countries on the routes specified in this Agreement under the following conditions:
 - (a) that the change of aircraft is justified by reason of economy of operation;
 - (b) that the aircraft used on the sector of the route more distant from the territory of the Contracting Party designating the airline shall operate in connection with the agreed service provided with the aircraft used on the nearer sector and shall be scheduled so to do;
 - (c) that there is an adequate volume of through traffic;
 - (d) that the airline shall not hold itself out, directly or indirectly and whether in timetables, computer reservation systems, fare quote systems or advertisements, or by other like means, as providing any service other than the agreed service on the relevant specified routes;
 - (e) that, where an agreed service includes a change of aircraft, this fact is shown in all timetables, computer reservation systems, fare quote systems, advertisements and other like means of holding out the service;
 - (f) that, where a change of aircraft is made in the territory of the other Contracting Party, the number of outgoing flights shall not exceed the number of incoming flights, unless otherwise authorized by the aeronautical authorities of that other Contracting Party or specifically provided for in this Agreement; and
 - (g) that all operations involving change of aircraft shall be conducted in conformity with Article XI of this Agreement.
2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not affect the right of an airline to change aircraft in the territory of the Contracting Party designating that airline.

ARTICLE IV

Designation

Each Contracting Party shall have the right to designate, by diplomatic

ARTICLE III

Rupture de charge

Une entreprise de transport aérien désignée d'une Partie ne peut effectuer une rupture de charge sur la route spécifiée au présent Accord dans le territoire de l'autre Partie ou en un point intermédiaire dans un pays tiers, qu'aux conditions suivantes :

- a) la rupture de charge est justifiée pour des raisons de rentabilité;
 - b) l'aéronef assurant le service dans la section de la route la plus éloignée du territoire de la Partie qui a désigné l'entreprise de transport aérien assure le service en correspondance avec le service convenu fourni par l'aéronef desservant la section la plus proche et son horaire est prévu en conséquence;
 - c) le volume de trafic en parcours direct est suffisant;
 - d) l'entreprise de transport aérien ne peut offrir, directement ou indirectement et que ce soit par l'intermédiaire d'horaires, de systèmes informatisés de réservations, de systèmes de calculs de tarifs, de moyens publicitaires ou autres moyens semblables, d'autres services que les services convenus sur les routes spécifiées;
 - e) toute rupture de charge d'un service convenu est indiquée dans tous les horaires, systèmes informatisés de réservations, systèmes de calculs de tarifs, moyens de publicité ou autres moyens semblables visant à offrir ce service;
 - f) en cas de rupture de charge dans le territoire de l'autre Partie, le nombre de vols de départ ne doit pas être supérieur au nombre de vols d'arrivée, à moins que ce ne soit prévu expressément au présent Accord ou que les autorités aéronautiques de l'autre Partie n'aient donné leur autorisation;
 - g) les dispositions de l'Article XI du présent Accord s'appliquent à toutes les opérations relatives aux ruptures de charge.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent Article ne modifient pas le droit qu'a une entreprise de transport aérien de procéder à une rupture de charge dans le territoire de la Partie qui a désigné cette entreprise.

note, an airline or airlines to operate the agreed services for such a Contracting Party and to withdraw the designation of any airline or to substitute another airline for one previously designated.

ARTICLE V

Authorization

1. Following receipt of a notice of designation or of substitution pursuant to Article IV of this Agreement, the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, consistent with the laws and regulations of that Contracting Party, grant without delay to the airline or airlines so designated the appropriate authorizations to operate the agreed services for which that airline has been designated.
2. Upon receipt of such authorizations the designated airline may begin at any time to operate the agreed services, in whole or in part, provided that the airline complies with the applicable provisions of this Agreement, in particular, that tariffs are established in accordance with the provisions of Article XIV of this Agreement.

ARTICLE VI

Withholding, Revocation and Limitation of Authorization

1. The aeronautical authorities of each Contracting Party shall have the right to withhold the authorizations referred to in Article V of this Agreement with respect to an airline designated by the other Contracting Party, to revoke or suspend or impose conditions on such authorizations, temporarily or permanently:
 - (a) in the event of failure by such airline to comply with the laws and regulations normally applied by the aeronautical authorities of the Contracting Party granting the rights;
 - (b) in the event of failure by such airline to comply with the laws and regulations of the Contracting Party granting the rights;
 - (c) in the event that they are not satisfied that substantial ownership and effective control of the airline are vested in the Contracting Party designating the airline or its nationals; and
 - (d) in the event that the other Contracting Party is not maintaining and administering the standards as set forth in Article VIII and Article IX of this Agreement.

ARTICLE IV

Désignation

Chaque Partie a le droit de désigner, par note diplomatique, une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour l'exploitation des services convenus pour elle, de retirer cette désignation ou de substituer une entreprise de transport aérien à une autre déjà désignée.

ARTICLE V

Autorisation

1. Après réception d'un avis de désignation ou de substitution délivré par l'une des Parties aux termes de l'Article IV du présent Accord, les autorités aéronautiques de l'autre Partie accordent sans délai, conformément aux lois et règlements de cette dernière, à toute entreprise de transport aérien ainsi désignée les autorisations nécessaires à l'exploitation des services convenus pour lesquels cette entreprise a été désignée.
2. Sur réception de ces autorisations, l'entreprise de transport aérien désignée peut commencer en tout temps à exploiter les services convenus, en totalité ou en partie, à la condition de se conformer aux dispositions applicables du présent Accord, notamment que les tarifs soient établis conformément aux dispositions de l'Article XIV du présent Accord.

ARTICLE VI

Mise en attente, révocation et limitation de l'autorisation

1. Les autorités aéronautiques d'une Partie ont le droit de retenir, de révoquer ou de suspendre, ou d'assortir de conditions, de façon temporaire ou permanente, les autorisations visées à l'Article V du présent Accord à l'égard d'une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie, dans les cas suivants:
 - a) l'entreprise en cause ne se conforme pas aux lois et règlements normalement appliqués par les autorités aéronautiques de la Partie qui a accordé les droits en question;
 - b) l'entreprise en cause ne se conforme pas aux lois et aux règlements de la Partie qui a accordé les droits en question;
 - c) la preuve n'a pas été faite à la satisfaction de ces autorités qu'une part importante de la propriété et que le contrôle effectif de

2. Unless immediate action is essential to prevent infringement of the laws and regulations referred to above or unless safety or security requires immediate action under this Article, Article VIII or Article IX, the rights enumerated in paragraph 1 of this Article shall be exercised only after consultations with the aeronautical authorities of the other Contracting Party in conformity with Article XVIII of this Agreement.

ARTICLE VII

Application of Laws

1. The laws, regulations and procedures of one Contracting Party relating to the admission to, remaining in, or departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation or to the operation and navigation of such aircraft shall be complied with by the designated airline or airlines of the other Contracting Party upon entrance into, departure from and while within the said territory.
2. The laws and regulations of one Contracting Party respecting entry, clearance, transit, immigration, passports, customs and quarantine shall be complied with by the designated airline or airlines of the other Contracting Party and by or on behalf of its crews, passengers and cargo, including mail, upon transit of, admission to, departure from and while within the territory of such a Contracting Party.
3. In the application of its customs, immigration, quarantine and similar regulations, neither Contracting Party shall give preference to its own or any other airline over an airline of the other Contracting Party engaged in similar international air services.

ARTICLE VIII

Recognition of Certificates and Licences

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services provided that such certificates or licences were issued or rendered valid pursuant to, and in conformity with, the standards established under the Convention. Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize, for the purpose of flights above its own territory, certificates of competency and licences granted to its own nationals by the other Contracting Party.
2. If the privileges or conditions of the licences or certificates referred to in paragraph 1 above, issued by the aeronautical authorities of one Contracting Party to any person or designated airline or in respect of an

l'entreprise en cause sont détenus par la Partie qui a désigné l'entreprise ou par ses ressortissants;

- d) l'autre Partie ne maintient pas et n'applique pas les normes établies aux Articles VIII et IX du présent Accord.
2. À moins qu'il ne soit indispensable de prendre des mesures immédiates pour empêcher les infractions aux lois et règlements visés ci-dessus ou à moins que la sécurité n'exige des mesures immédiates en application du présent Article et des Articles VIII et IX, les droits énumérés au paragraphe 1 du présent Article ne sont exercés qu'après consultations avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie, conformément à l'Article XVIII du présent Accord.

ARTICLE VII

Droit applicable

1. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties se conforment, à l'entrée, à la sortie et durant leur séjour à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, aux lois, règlements et pratiques de celle-ci régissant, sur son territoire, l'entrée, le séjour ou la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ainsi que l'exploitation et le pilotage de ces aéronefs.
2. Les lois et règlements de l'une des Parties relatifs aux formalités d'entrée, de contrôle de passagers, de transit, d'immigration, de passeports, de douane et de quarantaine sont respectés par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie, par leurs équipages et passagers, ou en leur nom, et pour les marchandises, y compris le courrier, que ce soit en transit, à l'entrée, à la sortie ou durant leur séjour à l'intérieur du territoire de cette Partie.
3. Dans l'application de ses règlements régissant les douanes, l'immigration, la quarantaine et autres questions semblables, aucune Partie n'accorde de préférence à sa propre entreprise ou à toute autre entreprise de transport aérien par rapport à une entreprise de transport aérien de l'autre Partie exploitant des services aériens internationaux semblables.

ARTICLE VIII

Reconnaissance des certificats et licences

1. Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences décernés ou validés par une Partie et encore en vigueur sont reconnus par l'autre Partie valides pour l'exploitation des services convenus à la condition que ces certificats, brevets ou licences aient été décernés ou validés conformément

aircraft operating the agreed services, should permit a difference from the standards established under the Convention, and which difference has been filed with the International Civil Aviation Organization, the aeronautical authorities of the other Contracting Party may request consultations in accordance with Article XVIII of this Agreement with the aeronautical authorities of that Contracting Party with a view to clarifying the practice in question.

3. Each Contracting Party may request consultations concerning the safety standards maintained by the other Contracting Party relating to aeronautical facilities, aircrew, aircraft, and operation of the designated airlines. If following such consultations, one Contracting Party finds that the other Contracting Party does not effectively maintain and administer safety standards and requirements in these areas that at least equal the minimum standards which may be established pursuant to the Convention, the other Contracting Party shall be notified of such findings and the steps considered necessary to conform with these minimum standards, and shall take appropriate corrective action. In the event the other Contracting Party does not take such appropriate action within a reasonable time, the provisions of Article VI shall apply.

ARTICLE IX

Aviation Security

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of this Agreement.
2. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall in particular act in conformity with the provisions of the Convention on Offenses and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, signed at Tokyo on September 14, 1963, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, signed at The Hague on December 16, 1970, and the Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation, signed at Montreal on September 23, 1971 and any other multilateral agreement governing aviation security binding upon both Contracting Parties.
3. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

aux normes établies en vertu de la Convention. Chaque Partie se réserve le droit, toutefois, de refuser de reconnaître, aux fins de vols effectués au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences accordés à ses propres ressortissants par l'autre Partie.

2. Si les privilèges ou conditions des brevets, certificats ou licences visés au paragraphe 1, qui ont été délivrés par les autorités aéronautiques d'une Partie à toute personne ou entreprise de transport aérien désignée ou à l'égard d'un aéronef exploitant les services convenus permettent une dérogation aux normes établies aux termes de la Convention et que cette dérogation a été notifiée à l'Organisation de l'aviation civile internationale, les autorités aéronautiques de l'autre Partie peuvent demander des consultations avec les autorités aéronautiques de la première Partie, conformément à l'Article XVIII du présent Accord, afin de clarifier la pratique en question.
3. Chaque Partie peut demander des consultations au sujet des normes de sécurité maintenues par l'autre Partie à l'égard des installations aéronautiques, des équipages aériens, des aéronefs et de l'exploitation des entreprises de transport aérien désignées. Si, à l'issue de ces consultations, une Partie conclut que l'autre Partie ne maintient pas ou n'applique pas véritablement dans ce domaine des normes et des exigences de sécurité au moins équivalentes aux normes minimales qui peuvent être adoptées conformément à la Convention, elle donne note à l'autre Partie de ces conclusions et des mesures considérées nécessaires pour respecter ces normes minimales et cette dernière doit procéder aux corrections nécessaires; si elle ne le fait pas dans un délai raisonnable, les dispositions de l'Article VI deviennent applicables.

ARTICLE IX

Sécurité aérienne

1. Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite fait partie intégrante du présent Accord.
2. Les Parties conviennent en particulier d'agir conformément aux dispositions de la *Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs*, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la *Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs*, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la *Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile*, signée à Montréal le 23 septembre 1971, et aux dispositions de tout autre accord multilatéral relatif à la sécurité de l'aviation auxquelles elles sont tenues de se conformer.

4. The Contracting Parties shall act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Convention to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry, operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory, and the operators of airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions.
5. Each Contracting Party agrees that its operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 4 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding and loading.
6. Each Contracting Party shall give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.
7. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to a request from the other Contracting Party to enter into reciprocal administrative arrangements whereby the aeronautical authorities of one Contracting Party could make in the territory of the other Contracting Party their own assessment of the security measures being carried out by aircraft operators in respect of flights destined to the territory of the first Contracting Party.
8. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.
9. When a Contracting Party has reasonable grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the provisions of this Article, the first Contracting Party may request immediate consultations with the other Contracting Party. Failure to reach a satisfactory agreement shall constitute grounds for the application of Article VI of this Agreement.

ARTICLE X

Use of Airports and Aviation Facilities

1. Airports, airways, air traffic control and air navigation services, aviation

3. Les Parties s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et les autres actes illicites dirigés contre la sécurité des aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations de navigation aérienne, ainsi que toute menace pour la sécurité de l'aviation civile.
4. Dans la mesure applicable, les Parties se conforment aux dispositions relatives à la sécurité de l'aviation établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et désignées comme Annexes à la Convention; elles exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, des exploitants d'aéronefs qui ont leur établissement ou leur résidence permanente sur leur territoire, et des exploitants d'aéroports situés sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sécurité aérienne.
5. Chaque Partie convient que ses exploitants d'aéronefs peuvent être tenus de respecter les dispositions relatives à la sécurité aérienne visées au paragraphe 4 et prescrites par l'autre Partie pour l'entrée, la sortie ou le séjour à l'intérieur du territoire de cette autre Partie. Chaque Partie veille à ce que soient effectivement appliquées sur son territoire des mesures adéquates pour assurer la protection des aéronefs et l'inspection des passagers, des équipages, des bagages de cabine, des bagages, du fret et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement.
6. Chaque Partie convient d'examiner avec bienveillance toute demande que lui adresse l'autre Partie pour que des mesures spéciales et raisonnables de sécurité soient prises pour faire face à une menace en particulier.
7. Chaque Partie convient aussi d'examiner avec bienveillance toute demande que lui adresse l'autre Partie visant la conclusion d'ententes administratives réciproques en vertu desquelles les autorités aéronautiques de l'une des Parties peuvent évaluer, dans le territoire de l'autre Partie, les mesures de sécurité prises par les exploitants d'aéronefs en ce qui concerne les vols à destination du territoire de la première Partie.
8. En cas de capture ou de menace de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité des aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations de navigation aérienne, les Parties se prêtent mutuellement assistance en facilitant les communications et autres mesures appropriées visant à mettre fin rapidement et sans danger à la capture ou à la menace.
9. Une Partie qui a des motifs raisonnables de croire que l'autre Partie déroge aux dispositions du présent Article peut demander la tenue immédiate de consultations avec l'autre Partie. Le défaut de conclure une entente satisfaisante justifie l'application de l'Article VI du présent Accord.

security, and other related facilities and services that are available shall be provided without preference to any airline over an airline of the other Contracting Party engaged in similar international air services.

2. The setting and collection of fees and charges imposed in the territory of one Contracting Party on an airline of the other Contracting Party for the use of airports, airways, air traffic control and air navigation services, aviation security, and other related facilities and services shall be just, reasonable and not unjustly discriminatory. Any such fees and charges shall be assessed on an airline of the other Contracting Party on terms not less favourable than the most favourable terms available to any airline engaged in similar international air services at the time the fees or charges are imposed.
3. Each Contracting Party shall encourage consultations between its competent charging authorities and the airlines using the services and facilities, or through airlines' representative organizations. Reasonable notice shall be given to users of any proposals for changes in user charges to enable them to express their views before changes are made.

ARTICLE XI

Capacity

1. There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines of both Contracting Parties to operate the agreed services on the specified routes between their respective territories.
2. In operating the agreed services, the designated airline of each Contracting Party shall take into account the interests of the designated airline of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provides on the whole or part of the same routes.
3. The agreed services provided by the designated airlines of the Contracting Parties shall bear close relationship to the requirements of the public for transportation on the specified routes and shall have as their primary objective the provision, at a reasonable load factor, of capacity adequate to carry the current and reasonably anticipated requirement for the carriage of passengers, cargo and mail originating from or destined for the territory of the Contracting Party which has designated the airline. Provision for the carriage of passengers, cargo and mail both taken up and put down at points on specified routes in the territories of States other than that designating the airline shall be made in accordance with the general principles that capacity shall be related to:
 - (a) traffic requirements to and from the territory of the Contracting Party which has designated the airline;

ARTICLE X

Utilisation des aéroports et autres installations

1. Chaque Partie doit permettre l'utilisation des aéroports, des voies aériennes, des services de circulation et de sécurité aérienne ainsi que des installations et services connexes disponibles, sans accorder de préférence à aucune entreprise de transport aérien au détriment d'une entreprise de transport aérien de l'autre Partie engagée dans l'exploitation de services aériens internationaux semblables.
2. L'établissement et la perception des droits et des frais exigés sur le territoire de l'une des Parties à une entreprise de transport aérien de l'autre Partie pour l'utilisation des aéroports, des voies aériennes, des services de circulation, de navigation et de sécurité aériennes ainsi que des installations et services connexes doivent être justes et raisonnables, et ne doivent pas être injustement discriminatoires. Aucune Partie ne doit établir de tels frais et droits pour une entreprise de transport aérien de l'autre Partie à des conditions moins favorables que les conditions les plus favorables offertes à une entreprise de transport aérien exploitant des services aériens internationaux semblables au moment où ces frais et droits sont imposés.
3. Chaque Partie encourage la tenue de consultations entre ses autorités taxatrices compétentes et les entreprises de transport aérien qui utilisent les services et les installations, directement ou par l'entremise des organismes représentant les entreprises de transport aérien. Un préavis raisonnable de toute modification des droits d'usagers envisagée est donné aux usagers afin de leur permettre d'exprimer leurs vues avant que la modification ne soit apportée.

ARTICLE XI

Capacité de transport

1. Les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties ont des chances égales et justes d'exploiter les services convenus sur les routes spécifiées entre leurs territoires respectifs.
2. Dans l'exploitation des services convenus, les entreprises de transport aérien désignées de chacune des Parties tiennent compte des intérêts de l'entreprise ou des entreprises de transport aérien de l'autre Partie, de façon à ne pas nuire indûment à la bonne marche des services que celle-ci assure pour la même route, en totalité ou en partie.
3. Les services convenus par les entreprises de transport aérien désignées des Parties doivent être étroitement axés sur les besoins du public en matière de transport sur les routes spécifiées et viser principalement à offrir, selon un coefficient de charge raisonnable, une capacité suffisante pour répondre aux

- (b) traffic requirements of the area through which the airline passes after taking account of other transport services established by airlines of the States comprising the area; and
 - (c) the economical requirements of through airline operations.
- 4. Capacity of the services to be operated in excess of the capacity entitlements set out in this Agreement or agreed between the aeronautical authorities of both Contracting Parties under paragraph 5 of this Article, may from time to time be agreed by the designated airlines of the Contracting Parties, subject to the approval of the aeronautical authorities of both Contracting Parties. In the absence of agreement between the designated airlines, the matter shall be referred to the aeronautical authorities of the Contracting Parties, which will endeavour to resolve the problem. If the aeronautical authorities fail to agree on the capacity to be provided on the agreed services, the capacity that may be provided by the designated airlines of the Contracting Parties shall not exceed the total capacity, including variations by International Air Transport Association (IATA) seasons, previously agreed and approved to be provided.
- 5. Any changes to capacity operated shall not constitute a change in capacity entitlements unless agreed between the aeronautical authorities of the Contracting Parties.

ARTICLE XII

Statistics

The aeronautical authorities of each Contracting Party shall provide or shall cause their designated airlines to provide the aeronautical authorities of the other Contracting Party, upon request, periodic or other statements of statistics as may be reasonably required for the purpose of reviewing the operation of the agreed services and related to the traffic carried by its designated airlines on the routes specified in this Agreement, showing the initial origins and final destinations of the traffic.

ARTICLE XIII

Customs Duties and Other Charges

- 1. Each Contracting Party shall, to the fullest extent possible under its national law and on a basis of reciprocity, exempt the designated airline or airlines of the other Contracting Party from import restrictions, customs duties, excise taxes, inspection fees and other national duties and charges on aircraft, fuel, lubricating oils, consumable technical supplies, spare parts including engines, regular aircraft equipment, aircraft stores (including liquor, tobacco and other products destined for sale to passengers in limited

besoins courants et aux prévisions raisonnables en matière de transport des passagers, des marchandises et du courrier en provenance ou à destination des territoires des Parties qui ont désigné ces entreprises de transport aérien. Le transport des passagers, des marchandises et du courrier embarqués, ou chargés, et débarqués sur des routes spécifiées en des points situés sur les territoires d'États autres que celui qui a désigné l'entreprise de transport aérien doit être assuré conformément au principe général selon lequel la capacité doit être établie en fonction:

- a) des exigences du trafic à destination ou en provenance du territoire de la Partie qui a désigné l'entreprise de transport aérien;
 - b) des exigences du trafic dans la région que traverse l'entreprise de transport aérien, compte tenu des autres services de transport aérien des États de la région;
 - c) des exigences économiques des opérations de transit aérien.
4. Sous réserve de l'approbation des autorités aéronautiques des Parties, les entreprises de transport aérien désignées des Parties peuvent convenir de la capacité des services à assurer en plus des droits de capacité établis au présent Accord ou convenus entre les autorités aéronautiques des deux Parties en vertu du paragraphe 5 du présent Article. S'il n'y a pas accord entre les entreprises de transport aérien désignées, la question est renvoyée aux autorités aéronautiques des Parties, qui s'efforcent de régler le problème. Si les autorités aéronautiques ne parviennent pas à une entente quant à la capacité à assurer pour les services convenus, la capacité qui peut être assurée par les entreprises de transport aérien désignées des Parties ne doit pas dépasser la capacité totale qu'il a déjà été convenu et approuvé d'assurer, y compris les variations selon les saisons établies par l'Association du transport aérien international (ATAI).
5. À moins d'une entente à ce sujet entre les autorités aéronautiques des Parties, aucune modification à la capacité d'opération ne constitue une modification aux droits de capacité.

ARTICLE XII

Relevés statistiques

1. Les autorités aéronautiques de chacune des Parties fournissent, ou obtiennent que leurs entreprises de transport aérien désignées fournissent, sur demande, aux autorités aéronautiques de l'autre Partie, des relevés statistiques périodiques ou autres qui peuvent être raisonnablement requis pour un examen de l'exploitation des services convenus concernant le trafic exploité par leurs entreprises de transport aérien désignées sur les routes spécifiées au présent Accord et montrant les points d'origine réelle et de destination finale de ce trafic.

quantities during the flight) and other items intended for use or used solely in connection with the operation or servicing of aircraft of that airline.

2. The exemptions granted by this Article shall apply to the items referred to in paragraph 1 of this Article:

- (a) introduced into the territory of one Contracting Party by or on behalf of a designated airline of the other Contracting Party;
- (b) retained on board aircraft of a designated airline of one Contracting Party upon arriving in or leaving the territory of the other Contracting Party; and
- (c) taken on board aircraft of a designated airline of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party;

whether or not such items are used or consumed wholly within the territory of the Contracting Party granting the exemption, provided such items are not alienated in the territory of the said Contracting Party.

3. The regular airborne equipment, as well as the materials and supplies normally retained on board the aircraft of a designated airline of either Contracting Party, may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the approval of the Customs authorities of that territory. In such case, they may be placed under the supervision of the said authorities up to such time as they are re-exported or otherwise disposed of in accordance with Customs regulations.

ARTICLE XIV

Tariffs

- 1. The tariffs for carriage on agreed services to and from the territory of the other Contracting Party shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service (such as standards of speed and accommodation) and, where it is deemed suitable, the tariffs of other airlines for any part of the specified route.
- 2. Any of the designated airlines may consult together about tariff proposals, but shall not be required to do so before filing a proposed tariff. The aeronautical authorities of each Contracting Party shall not accept a filing unless the designated airline making such filing gives an assurance that it has informed the other designated airlines of the proposed tariffs.
- 3. The tariffs shall be submitted by the airlines to and received by the aeronautical authorities of the Contracting Parties at least sixty (60) days before the proposed date of their introduction; in special cases, a shorter

ARTICLE XIII

Droits de douane et autres frais

1. Dans toute la mesure où la législation nationale le permet et sur une base de réciprocité, chaque Partie exempte l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie des restrictions à l'importation, des droits de douane, des taxes d'accise, des frais d'inspection et des autres droits et taxes nationaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, les provisions (y compris les boissons, le tabac et autres produits destinés à la vente en quantité limitée aux passagers durant le vol), et les autres articles qui doivent être utilisés ou sont utilisés uniquement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs de cette entreprise.
2. Les exemptions accordées en vertu du présent Article s'appliquent aux objets visés au paragraphe 1 du présent Article, qu'ils soient ou non utilisés ou consommés entièrement à l'intérieur du territoire de la Partie qui accorde l'exemption, à la condition qu'il n'en soit pas disposé sur le territoire de cette Partie, lorsque ces objets sont
 - a) introduits sur le territoire de l'une ou des Parties par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie ou pour son compte;
 - b) conservés à bord d'aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties au moment de l'arrivée sur le territoire de l'autre Partie ou au départ de ce territoire;
 - c) pris à bord d'aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties sur le territoire de l'autre Partie.
3. L'équipement normal des aéronefs ainsi que les fournitures et approvisionnements généralement conservés à bord des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties ne peuvent être débarqués sur le territoire de l'autre Partie sans l'approbation des autorités douanières de ce territoire. Dans ce cas, ils peuvent être confiés à la surveillance de ces autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'il en soit disposé conformément aux règlements douaniers.

ARTICLE XIV

Tarifs

1. Les tarifs pour le transport en services convenus à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie appliqués par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties sont convenus à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments

period may be accepted by the aeronautical authorities. If within forty-five (45) days from the date of receipt the aeronautical authorities of one Contracting Party have not notified the aeronautical authorities of the other Contracting Party that they are dissatisfied with the tariff submitted to them such tariff shall be considered to be acceptable and shall come into effect on the date stated in the proposed tariff. In the event that a shorter period for the submission of a tariff is accepted by the aeronautical authorities, they may also agree that the period for giving notice of dissatisfaction be less than forty-five (45) days.

4. If a notice of dissatisfaction has been given, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine the tariff by agreement between themselves. Consultations between the aeronautical authorities will be held in accordance with Article XVIII of this Agreement.
5. If the aeronautical authorities cannot agree on any tariff submitted to them under paragraph 3 of this Article or on the determination of any tariff under paragraph 4 of this Article the dispute shall be settled in accordance with the provisions of Article XX of this Agreement.
6.
 - (a) No tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either Contracting Party are dissatisfied with it except under the provisions of paragraph 3 of Article XX of this Agreement.
 - (b) When tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article, those tariffs shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article or Article XX of this Agreement. Nevertheless, a tariff shall not be prolonged by virtue of this paragraph for more than twelve (12) months after the date on which it would otherwise have expired.
7. If the aeronautical authorities of one of the Contracting Parties become dissatisfied with an established tariff they shall so notify the aeronautical authorities of the other Contracting Party and the designated airlines shall attempt where required, to reach an agreement. If within a period of ninety (90) days from the date of receipt of such notification, a new tariff cannot be established in accordance with the provisions of paragraphs 2 and 3 of this Article, the procedures as set out in paragraphs 4 and 5 of this Article shall apply.
8. The designated airline or airlines of each Contracting Party shall have the right to match on routes between the territories of the two Contracting Parties any tariff which is a publicly available lawful tariff on scheduled services of another carrier on a basis which would not necessarily be identical but would be broadly equivalent. The tariffs of a designated airline of one Contracting Party for carriage between the territory of the other Contracting Party and points in third countries, can, for the same class of service, match but shall not be lower or their conditions less

d'appréciation pertinents, notamment les frais d'exploitation, la réalisation d'un bénéfice raisonnable, les caractéristiques du service (comme les normes de vitesse et d'espace disponible) et, s'il y a lieu, les tarifs appliqués par d'autres entreprises de transport aérien pour toute partie de la route désignée.

2. Toutes les entreprises de transport aérien désignées peuvent se consulter au sujet de tarifs proposés, mais elles ne sont pas tenues de le faire avant de déposer une proposition de tarif. Les autorités aéronautiques de chacune des Parties n'acceptent pas le dépôt de tarifs à moins que l'entreprise de transport aérien désignée qui procède à ce dépôt n'assure qu'elle a informé les autres entreprises de transport aérien désignées des tarifs proposés.
3. Les entreprises de transport aérien désignées doivent soumettre les tarifs aux autorités aéronautiques des Parties au moins soixante (60) jours avant la date prévue pour leur mise en application; en cas exceptionnel, les autorités aéronautiques peuvent permettre un délai plus bref; Si, dans les quarante-cinq (45) jours de la date de réception, les autorités aéronautiques d'une Partie n'ont pas avisé celles de l'autre Partie qu'elles ne sont pas satisfaites du tarif qui leur a été soumis, celui-ci est considéré comme acceptable et entre en vigueur à la date indiquée au tarif proposé. Si les autorités aéronautiques permettent un délai plus bref pour la soumission du tarif, elles peuvent aussi convenir d'un délai de moins de quarante-cinq (45) jours pour présenter l'avis d'insatisfaction.
4. En cas d'avis d'insatisfaction, les autorités aéronautiques des Parties s'efforcent de convenir elles-mêmes d'un tarif. Les autorités aéronautiques se consultent conformément à l'Article XVIII du présent Accord.
5. Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur un tarif qui leur a été soumis en vertu du paragraphe 3 du présent Article ou sur un tarif qu'elles doivent fixer conformément au paragraphe 4 du présent Article, le différend est réglé conformément aux dispositions de l'Article XX du présent Accord.
6.
 - a) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'Article XX du présent Accord, aucun tarif n'entre en vigueur si les autorités aéronautiques de l'une des Parties n'en sont pas satisfaites.
 - b) Les tarifs établis conformément aux dispositions du présent Article restent en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient établis conformément aux dispositions du présent Article ou de l'Article XX du présent Accord. Néanmoins, aucun tarif ne reste en vigueur en application de ce paragraphe pour plus de douze (12) mois après la date à laquelle il aurait normalement expiré.
7. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties qui ne sont plus satisfaites d'un tarif établi en avisent les autorités aéronautiques de l'autre Partie, et les entreprises de transport aérien désignées tentent de s'entendre sur un

restrictive than the tariffs of any scheduled airline of the other Contracting Party. In all cases of matching, tariff filing shall include satisfactory evidence of the availability of the tariffs which are being matched and of the consistency of matching with the requirements of this Article.

9. The aeronautical authorities of both Contracting Parties shall endeavour to ensure that:
 - (a) the tariffs charged and collected conform to the tariffs accepted or approved by both aeronautical authorities; and
 - (b) no airline rebates any portion of such tariffs by any means.

ARTICLE XV

Sales and Transfer of Funds

1. Each Contracting Party grants to the designated airline of the other Contracting Party the right to engage in the sale of air transportation in its territory directly and, at the airline's discretion, through its agents. Each airline shall have the right to sell such transportation, and any person shall be free to purchase such transportation in the currency of that territory or, subject to the national laws and regulations, in freely convertible currencies of other countries.
2. To the extent permitted by national laws and on a non-discriminatory basis, each designated airline shall have the right to convert and remit to its country, on demand, funds obtained in the normal course of its operations, and such conversion and remittance shall be permitted without restrictions.

ARTICLE XVI

Taxation

The Contracting Parties shall act in accordance with the provisions of Article VIII of the Agreement between the Government of Canada and the Government of Malaysia for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income, signed at Ottawa on October 15, 1976, and any amendments thereto, in respect of the operation of aircraft in international traffic.

ARTICLE XVII

Airline Representatives

1. The designated airline or airlines of one Contracting Party shall be allowed,

tarif. Si, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la réception de cet avis, un nouveau tarif ne peut pas être fixé conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent Article, les procédures prévues aux paragraphes 4 et 5 s'appliquent.

8. Les entreprises de transport aérien désignées de chacune des Parties peuvent offrir, sur des routes entre les territoires des deux Parties, un tarif équivalent au tarif légitime offert au public pour des services réguliers d'un autre transporteur sur une base pas nécessairement identique mais généralement équivalente. Les tarifs d'une entreprise de transport aérien désignée d'une Partie pour le transport entre le territoire de l'autre Partie et des points dans des pays tiers peuvent, pour des services de même classe, être équivalents, mais ils ne doivent pas être moindres, ni assortis de conditions moins restrictives, que les tarifs des services réguliers des entreprises de transport aérien de l'autre Partie. Dans tous les cas d'équivalence de tarifs, le tarif déposé doit comporter une preuve satisfaisante de la disponibilité des tarifs visés par l'équivalence et de la conformité de cette équivalence par rapport aux exigences du présent Article.
9. Les autorités aéronautiques des deux Parties s'efforcent de s'assurer que:
 - a) les tarifs exigés et perçus soient conformes aux tarifs qu'elles ont approuvés de concert;
 - b) aucune entreprise de transport aérien ne réduise ces tarifs de quelque façon que ce soit.

ARTICLE XV

Ventes et transferts de fonds

1. L'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie a le droit de procéder à la vente de titres de transport aérien sur le territoire de l'autre Partie, directement et, à son gré, par l'intermédiaire de ses agents. Chaque entreprise de transport aérien désignée a le droit de vendre ces titres de transport, et toute personne a la faculté de les acquérir, dans la monnaie de ce territoire ou, sous réserve des lois et règlements nationaux applicables, dans les monnaies librement convertibles d'autres pays.
2. Dans la mesure permise par les lois nationales, et sans discrimination, chaque entreprise de transport aérien désignée a le droit de convertir et de remettre à son pays, sur demande, les recettes générées dans le cours normal de ses opérations. La conversion et la remise sont autorisées sans restriction.

on the basis of reciprocity, to bring into and to maintain in the territory of the other Contracting Party their representatives and commercial, operational and technical staff as required in connection with the operation of agreed services.

2. These staff requirements may, at the option of the designated airline or airlines of one Contracting Party, be satisfied by its own personnel or by using the services of any other organization, company or airline operating in the territory of the other Contracting Party, and authorized to perform such services in the territory of that Contracting Party.
3. The representatives and staff shall be subject to the laws and regulations in force of the other Contracting Party, and, consistent with such laws and regulations:
 - (a) each Contracting Party shall, on the basis of reciprocity and with the minimum of delay, grant the necessary employment authorizations, visitor visas or other similar documents to the representatives and staff referred to in paragraph 1 of this Article; and
 - (b) both Contracting Parties shall facilitate and expedite the issuance of employment authorizations for personnel performing certain temporary duties not exceeding ninety (90) days.

ARTICLE XVIII

Consultations

1. In a spirit of close co-operation, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of, and satisfactory compliance with, the provisions of this Agreement and of its Annex.
2. Such consultations shall begin within a period of sixty (60) days of the date of receipt of such a request, unless otherwise agreed by the Contracting Parties.

ARTICLE XIX

Modification of Agreement

1. If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provisions of this Agreement, it may at any time request consultations with the other Contracting Party. Such consultation shall begin within a period of sixty days from the date of receipt of such request.

ARTICLE XVI

Imposition

Les Parties se conforment aux dispositions de l'Article VIII de l'*Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu*, signée à Ottawa le 15 octobre 1976, avec ses modifications, en ce qui concerne l'exploitation d'un aéronef pour le transport international.

ARTICLE XVII

Représentants des entreprises de transport aérien

1. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties sont autorisées, sur une base de réciprocité, à affecter sur le territoire de l'autre Partie les représentants et les employés des secteurs commercial, opérationnel et technique dont elles ont besoin pour l'exploitation des services convenus.
2. Au gré de l'entreprise ou des entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties, ces services pourront être assurés par son propre personnel ou par des employés de tout autre organisme, compagnie ou entreprise de transport aérien opérant sur le territoire de l'autre Partie et autorisés à assurer ces services dans ce territoire.
3. Ces représentants et employés sont assujettis aux lois et règlements en vigueur dans le territoire de l'autre Partie. En conformité avec ses lois et règlements,
 - a) chaque Partie accorde, sur une base de réciprocité et dans un délai minimum, les permis de travail, visas de séjour et autres documents semblables nécessaires aux représentants et employés visés au paragraphe 1 du présent Article;
 - b) les deux Parties facilitent et accélèrent la délivrance des permis de travail des employés assurant certaines fonctions temporaires n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours.

ARTICLE XVIII

Consultations

1. Dans un esprit d'étroite collaboration, les autorités aéronautiques des Parties se consultent de temps à autre afin de veiller à ce que les disposition du présent Accord et de son Annexe soient appliquées et respectées de façon satisfaisante.

2. Any modification to this Agreement if agreed between the Contracting Parties shall enter into force after they have been confirmed by an exchange of notes through diplomatic channels.

ARTICLE XX

Settlement of Disputes

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement, the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation.
2. If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation under the provision of paragraph 1 of this Article, they shall endeavour to settle the dispute through diplomatic channels.
3. If the Contracting Parties fail to reach a settlement, they may agree to refer the dispute for decision to some person or body, or either Contracting Party may submit the dispute for decision to a Tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two arbitrators. Each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within a period of sixty (60) days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a notice through diplomatic channels requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within a further period of sixty (60) days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. If the President is of the same nationality as one of the Contracting Parties, the most senior Vice-President who is not disqualified on that ground, shall make the appointment. In all cases the third arbitrator shall be a national of a third State, shall act as President of the Tribunal and shall determine the place where arbitration will be held.
4. The Contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph 3 of this Article.
5. The expenses of the Tribunal shall be shared equally between the Contracting Parties.
6. If and so long as either Contracting Party fails to comply with any decision given under paragraph 3 of this Article, the other Contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privileges which it has granted by virtue of this Agreement to the Contracting Party in default or to the designated airline in default.

2. Sauf entente contraire entre les Parties, ces consultations commencent dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception d'une demande à cet effet.

ARTICLE XIX

Modification de l'Accord

1. Une des Parties qui estime souhaitable de modifier une disposition du présent Accord peut demander en tout temps des consultations avec l'autre Partie. Ces consultations commencent dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la demande.
2. Toute modification au présent Accord convenue entre les Parties entre en vigueur après avoir été confirmée par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE XX

Règlement des différends

1. S'il survient entre elles un différend au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, les Parties s'efforcent d'abord de le régler par voie de négociations.
2. Si les Parties ne parviennent pas à un règlement par voie de négociations en application de la disposition du paragraphe 1, elles doivent tenter de régler ce différend par voie diplomatique.
3. Si les Parties ne parviennent pas à un règlement, elles peuvent convenir de soumettre le différend à la décision de quelque personne ou organisme ou, au gré de l'une ou l'autre des Parties, à la décision d'un tribunal composé de trois arbitres, les deux premiers étant nommés respectivement par les Parties et le troisième étant désigné par les deux premiers. Chacune des Parties nomme un arbitre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date où l'une d'elles reçoit de l'autre Partie, par voie diplomatique, une note demandant l'arbitrage du différend; le troisième arbitre est désigné dans un délai additionnel de soixante (60) jours. Si une des Parties ne nomme pas un arbitre dans le délai spécifié, ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans le délai spécifié, le président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale peut être invité par l'une ou l'autre des Parties à nommer un ou des arbitres selon le cas. Si le président a la nationalité de l'une des Parties, le premier vice-président, s'il n'est pas inapte pour ce même motif, fait la nomination. Dans tous les cas, le troisième arbitre est un ressortissant d'un État tiers; il agit en qualité de président du Tribunal et détermine le lieu de l'arbitrage.

ARTICLE XXI**Registration with ICAO**

This Agreement and any amendment thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XXII**Multilateral Conventions**

If a general multilateral air convention comes into force in respect of both Contracting Parties, the provisions of such convention shall prevail. Consultations in accordance with Article XVIII of this Agreement may be held with a view to determining the extent to which this Agreement is affected by the provisions of the multilateral convention.

ARTICLE XXIII**Titles**

Titles used in this Agreement are for reference purposes only.

ARTICLE XXIV**Termination**

Either Contracting Party may at any time from the entry into force of this Agreement given notice in writing through diplomatic channels to the other Contracting Party of its decision to terminate this Agreement, such notice shall be communicated simultaneously to the International Civil Aviation Organization. The Agreement shall terminate one (1) year after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by mutual consent before the expiry of this period. In absence of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, the notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XXV**Entry into Force**

This Agreement shall enter into force on the date of signature.

4. Les Parties s'engagent à se conformer à toute décision rendue aux termes du paragraphe 3 du présent Article.
5. Les frais d'arbitrage seront partagés également entre les Parties.
6. Si l'une des Parties ne se conforme pas à une décision rendue en application du paragraphe 3 du présent Article, l'autre Partie peut, tant que subsiste le défaut, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou privilèges accordés en vertu du présent Accord à la Partie en défaut ou à l'entreprise de transport aérien désignée en défaut.

ARTICLE XXI

Enregistrement auprès de l'OACI

Le présent Accord et ses modifications sont enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XXII

Conventions multilatérales

Si une convention aéronautique multilatérale de caractère général applicable aux deux Parties entre en vigueur, ses dispositions prévalent sur toute autre. Des consultations peuvent avoir lieu, conformément à l'Article XVIII du présent Accord, aux fins de déterminer la mesure dans laquelle le présent Accord est touché par les dispositions de la convention multilatérale.

ARTICLE XXIII

Titres

Les titres apparaissant au présent Accord ne servent qu'à faciliter la consultation.

ARTICLE XXIV

Résiliation de l'Accord

Chacune des Parties peut, à tout moment à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, notifier par écrit à l'autre Partie, par voie diplomatique, sa décision de dénoncer le présent Accord; cette notification est envoyée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. L'Accord prend fin un (1) an après la date de réception de la notification par l'autre Partie, à moins qu'elle ne soit retirée d'un commun accord avant

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at Kuala Lumpur, Malaysia, on this 18th day of January, 1996, in the English, French and Malay languages, each version being equally authentic.



Roy MacLaren
**FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA**



Ling Long Sik
**FOR THE GOVERNMENT
OF MALAYSIA**

l'expiration de cette période. En l'absence d'un accusé de réception de la part de l'autre Partie, la notification est réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date de sa réception par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XXV

Entrée en vigueur

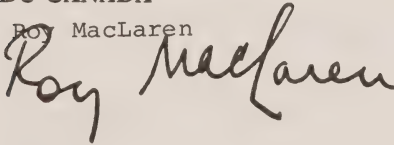
Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cette fin par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires à Kuala Lumpur, Malaisie, ce 18ième jour de janvier 1996, en langue française, en anglaise et en malaise, chaque version faisant également foi.

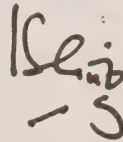
POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA

Roy MacLaren



POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA MALAISIE

Ling Long Sik



ANNEX**ROUTE SCHEDULE****SECTION I**

Routes to be operated in both directions by the designated airline(s) of Malaysia.

| A. Points of Departure | B. Intermediate Point | C. Destination Point in Canada |
|------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| Any point or points in Malaysia | Taipei | Vancouver |

Notes:

1. Pursuant to Article XI, the airline(s) designated by Malaysia shall be entitled to operate a total of two flights per week in each direction with own equipment of any type.
2. No traffic may be taken on board at the point in Column C to be set down at the point in Column B and vice-versa.
3. The intermediate point may be omitted on any or all flights provided that all services originate or terminate in Malaysia.
4. Intransit rights shall be available at Taipei only.
5. In providing and holding out transportation on its licensed routings, a designated airline of Malaysia may enter into cooperative arrangements for the purpose of blocking space and selling transportation under its own code on the flights of the designated airline of Canada, subject to the regulatory requirements normally applied by aeronautical authorities to such arrangements.
6. Notwithstanding note 1 above, pursuant to the cooperative arrangement between a designated airline of each country, the designated airline of Malaysia shall be entitled to block-space and code-share on up to seven flights per week in each direction on the agreed routes. The capacity made available under such an arrangement to the designated airline of Malaysia for the transportation of traffic between its home country and an intermediate point in a third country may be held out under its own code or, at its option, under the code of the airline of that third country.
7. Additional capacity may be agreed to in conformity with the provisions of Article XI.

ANNEXE**TABLEAU DE ROUTES****ARTICLE I**

Les routes suivantes peuvent être exploitées dans les deux sens par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement de la Malaisie :

| A. Origine | B. Point intermédiaire | C. Destination au Canada |
|---------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| Tout point en Malaisie | Taipei | Vancouver |

Notes:

1. Conformément à l'Article XI, les entreprises de transport aérien désignées par la Malaisie peuvent exploiter un total de deux vols par semaine dans chaque direction avec leur propre équipement quel qu'il soit.
2. Aucune charge ne peut être prise à bord au point de la colonne C pour être laissée au point de la colonne B, ou vice-versa.
3. Le point intermédiaire peut être omis sur tous les vols à la condition que tous les services commencent ou se terminent en Malaisie.
4. Les droits de transit ne sont disponibles qu'à Taipei.
5. Pour fournir et offrir du transport sur les routes qui lui sont autorisées par licences, une entreprise de transport aérien désignée de la Malaisie peut prendre des arrangements de coopération pour la capacité décommercialisée ou la vente du transport sous son propre code pour les vols de l'entreprise de transport aérien désignée du Canada, sous réserve des exigences réglementaires normalement appliquées par les autorités aéronautiques à de tels arrangements.
6. Malgré la note 1 ci-dessus, conformément à un arrangement de coopération avec une entreprise de transport aérien désignée de chaque pays, l'entreprise de transport aérien désignée de la Malaisie peut prendre des ententes de capacité décommercialisée et partager son code pour un maximum de sept vols par semaine sur chaque direction des routes convenues. La capacité que permet un tel arrangement à l'entreprise de transport aérien désignée de la Malaisie pour du transport de trafic entre le pays de son siège national et

SECTION II

Routes to be operated in both directions by the designated airline(s) of Canada.

| A. Points of Departure | B. Intermediate Point | C. Destination Point in Malaysia |
|-------------------------------|------------------------------|---|
| Any point or points in Canada | Taipei | Kuala Lumpur |

Notes:

1. Pursuant to Article XI, the airline(s) designated by Canada shall be entitled to operate a total of two flights per week in each direction with own equipment of any type.
2. No traffic may be taken on board at the point in Column C to be set down at the point in Column B and vice-versa.
3. The intermediate point may be omitted on any or all flights provided that all services originate or terminate in Canada.
4. Intransit rights shall be available at Taipei only.
5. In providing and holding out transportation on its licensed routings, a designated airline of Canada may enter into cooperative arrangements for the purpose of blocking space and selling transportation under its own code on the flights of the designated airline of Malaysia, subject to the regulatory requirements normally applied by aeronautical authorities to such arrangements.
6. Notwithstanding note 1 above, pursuant to the cooperative arrangement between a designated airline of each country, the designated airline of Canada shall be entitled to block-space and code-share on up to seven flights per week in each direction on the agreed routes. The capacity made available under such an arrangement to the designated airline of Canada for the transportation of traffic between its home country and an intermediate point in a third country may be held out under its own code or, at its option, under the code of the airline of that third country.
7. Additional capacity may be agreed to in conformity with the provisions of Article XI.

un point intermédiaire dans un pays tiers peut être offerte sous son propre code ou, à son gré, sous le code du transporteur aérien de ce pays tiers.

7. Il peut être convenu de capacités additionnelles en conformité avec les dispositions de l'Article XI.

ARTICLE II

Les routes suivantes peuvent être exploitées dans les deux sens par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement du Canada :

| A. Origine | B. Point intermédiaire | C. Destination en Malaisie |
|-------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| Tout point au Canada | Taipei | Kuala Lumpur |

Notes:

1. Conformément à l'Article XI, les entreprises de transport aérien désignées par le Canada peuvent exploiter un total de deux vols par semaine dans chaque direction avec leur propre équipement quel qu'il soit.
2. Aucune charge ne peut être prise à bord au point de la colonne C pour être laissée au point de la colonne B, ou vice-versa.
3. Le point intermédiaire peut être omis sur tous les vols à la condition que tous les services commencent ou se terminent au Canada.
4. Les droits de transit ne sont disponibles qu'à Taipei.
5. Pour fournir et offrir du transport sur les routes qui lui sont autorisées par licences, une entreprise de transport aérien désignée du Canada peut prendre des arrangements de coopération pour la capacité décommercialisée ou la vente du transport sous son propre code pour les vols de l'entreprise de transport aérien désignée de la Malaisie, sous réserve des exigences réglementaires normalement appliquées par les autorités aéronautiques à de tels arrangements.
6. Malgré la note 1 ci-dessus, conformément à un arrangement de coopération avec une entreprise de transport aérien désignée de chaque pays, l'entreprise de transport aérien désignée du Canada peut prendre des ententes de capacité

décommercialisée et partager son code pour un maximum de sept vols par semaine sur chaque direction des routes convenues. La capacité que permet un tel arrangement à l'entreprise de transport aérien désignée du Canada pour du transport de trafic entre le pays de son siège national et un point intermédiaire dans un pays tiers peut être offerte sous son propre code ou, à son gré, sous le code du transporteur aérien de ce pays tiers.

7. Il peut être convenu de capacités additionnelles en conformité avec les dispositions de l'Article XI.

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/6
ISBN 0-660-60015-3

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/6
ISBN 0-660-60015-3



CANADA

TREATY SERIES 1996/7 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Convention between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF TRINIDAD AND TOBAGO** for the Avoidance of Double Taxation, the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and the Encouragement of International Trade and Investment

Toronto, September 11, 1995

In force February 8, 1996

IMPÔTS

Convention entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE DE LA TRINITÉ ET TOBAGO** en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux

Toronto, le 11 septembre 1995

En vigueur le 8 février 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/7 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Convention between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF TRINIDAD AND TOBAGO** for the Avoidance of Double Taxation, the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and the Encouragement of International Trade and Investment

Toronto, September 11, 1995

In force February 8, 1996

IMPÔTS

Convention entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE DE LA TRINITÉ ET TOBAGO** en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux

Toronto, le 11 septembre 1995

En vigueur le 8 février 1996

**CONVENTION BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TRINIDAD AND TOBAGO
FOR
THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION, THE PREVENTION OF
FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND THE
ENCOURAGEMENT OF INTERNATIONAL TRADE AND INVESTMENT**

The Government of Canada and the Government of the Republic of Trinidad and Tobago desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation, the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and the encouragement of international trade and investment, have agreed as follows:

I. SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

Taxes Covered

1. The existing taxes to which this Convention shall apply are:

(a) in the case of Canada:

the income taxes imposed by the Government of Canada under the Income Tax Act, (hereinafter referred to as "Canadian tax");

(b) in the case of Trinidad and Tobago:

(i) the income tax;

(ii) the corporation tax;

(iii) the petroleum profits tax; and

(iv) the unemployment levy;

(hereinafter referred to as "Trinidad and Tobago tax").

2. This Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

**CONVENTION ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LA TRINITÉ ET TOBAGO
EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS, DE PRÉVENIR
L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET
D'ENCOURAGER LE COMMERCE ET LES INVESTISSEMENTS
INTERNATIONAUX**

Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de la Trinité et Tobago, désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux, sont convenus des dispositions suivantes:

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article Premier

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

Article 2

Impôts visés

1. Les impôts actuels auxquels s'applique la présente Convention sont:

a) en ce qui concerne le Canada:

les impôts sur le revenu qui sont perçus par le Gouvernement du Canada en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, (ci-après dénommés "impôt canadien");

b) en ce qui concerne la Trinité et Tobago:

(i) l'impôt sur le revenu;

(ii) l'impôt sur les sociétés;

(iii) l'impôt sur les bénéfices pétroliers; et

(iv) le prélèvement pour la lutte contre le chômage;

(ci-après dénommés "impôt de la Trinité et Tobago").

2. La présente Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

II. DEFINITIONS

Article 3

General Definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:
 - (a) the term "Canada" used in a geographical sense, means the territory of Canada, including:
 - (i) any area beyond the territorial sea of Canada which, in accordance with international law and the laws of Canada, is an area within which Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources;
 - (ii) the sea and airspace above every area referred to in subparagraph (i) in respect of any activity carried on in connection with the exploration for or the exploitation of the natural resources referred to therein;
 - (b) the term "Trinidad and Tobago" means the islands of Trinidad and Tobago and, when used in a geographical sense, the term "Trinidad and Tobago" includes:
 - (i) the territorial sea thereof; and
 - (ii) the seabed and subsoil of the adjacent submarine areas beyond the territorial sea over which Trinidad and Tobago exercises sovereign rights, in accordance with Trinidad and Tobago legislation and international law concerning the continental shelf, for the purpose of exploration and exploitation of the natural resources of such areas, but only to the extent that the person, property or activity to which this Convention is being applied is connected with such exploration or exploitation;
 - (iii) the sea and airspace above every area referred to in subparagraph (ii) in respect of any activity carried on in connection with the exploration for or the exploitation of the natural resources referred to therein;
 - (c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean, as the context requires, Canada or Trinidad and Tobago;
 - (d) the term "person" includes an individual, an estate, a trust, a company and any other body of persons;
 - (e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;
 - (f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - (g) the term "competent authority" means:

II. DÉFINITIONS

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) le terme "Canada", employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada, y compris:
 - (i) toute région située au-delà de la mer territoriale du Canada qui, conformément au droit international et en vertu des lois du Canada, est une région à l'intérieur de laquelle le Canada peut exercer des droits à l'égard du fond et du sous-sol de la mer et de leurs ressources naturelles; et
 - (ii) la mer et l'espace aérien au-dessus de la région visée à l'alinéa (i), à l'égard de toute activité poursuivie en rapport avec l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles qui y sont visées;
- b) l'expression "la Trinité et Tobago" désigne les îles de la Trinité et Tobago et, lorsqu'employée dans un sens géographique, l'expression "la Trinité et Tobago" inclut:
 - (i) sa mer territoriale; et
 - (ii) le fond et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes situées au-delà de la mer territoriale sur laquelle la Trinité et Tobago exerce des droits souverains, conformément à la législation de la Trinité et Tobago et au droit international concernant le plateau continental, aux fins d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles de ces régions, mais uniquement dans la mesure où la personne, le bien ou l'activité auquel la présente Convention s'applique se rattache à cette exploration ou exploitation;
 - (iii) la mer et l'espace aérien au-dessus de la région visée à l'alinéa (ii), à l'égard de toute activité poursuivie en rapport avec l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles qui y sont visées;
- c) les expressions "un État contractant" et "l'autre État contractant" désignent, suivant le contexte, le Canada ou la Trinité et Tobago;
- d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les successions, les fiducies, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- f) les expressions "entreprise d'un État contractant" et "entreprise de l'autre État contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise de l'autre État contractant;

- (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or the Minister's authorized representative;
 - (ii) in the case of Trinidad and Tobago, the Minister to whom the responsibility for Finance is assigned or the Minister's authorized representative;
 - (h) the term "national" means:
 - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
 - (ii) any legal person, partnership and association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;
 - (i) the term "tax" means Canadian tax or Trinidad and Tobago tax, as the context requires;
 - (j) the term "international traffic" means any voyage of a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State to transport passengers or property except where the principal purpose of the voyage is to transport passengers or property between places within the other Contracting State.
2. As regards the application of this Convention by a Contracting State at any time, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has at that time under the law of that State concerning the taxes to which this Convention applies.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means:
- (a) any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature;
 - (b) the Government of that State or a political subdivision or local authority thereof or any agency or instrumentality of any such government, subdivision or authority.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
- (a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - (b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;

- g) l'expression "autorité compétente" désigne:
- (i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;
 - (ii) en ce qui concerne la Trinité et Tobago, le ministre à qui est assignée la responsabilité des Finances ou son représentant autorisé;
- h) le terme "national" désigne:
- (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;
- i) le terme "impôt" désigne, suivant le contexte, l'impôt canadien ou l'impôt de Trinité et Tobago;
- j) l'expression "trafic international" désigne tout voyage effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un État contractant pour transporter des passagers ou biens sauf lorsque l'objet principal du voyage est de transporter des passagers ou biens entre des points situés dans l'autre État contractant.
2. Pour l'application, à un moment donné, de la présente Convention par un État contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un État contractant" désigne:
- a) toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue;
 - b) le Gouvernement de cet État ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou toute personne morale de droit public de cet État, subdivision ou collectivité.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:
- a) cette personne est considérée comme un résident uniquement de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident uniquement de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

- (c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
- (d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question and to determine the mode of application of this Convention to such person. In the absence of such agreement, such person shall not be considered to be a resident of either Contracting State for the purposes of enjoying benefits under this Convention.

Article 5

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop;
- (f) a store or other sales outlet;
- (g) a warehouse, in relation to a person providing storage facilities for others;
- (h) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources; and
- (i) an installation or structure, including a floating structure, a drilling rig or other drilling vessels used for or in connection with the exploration or exploitation of natural resources.

3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts for more than three months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

- b) si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident uniquement de l'État où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident uniquement de l'État dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent d'un commun accord de trancher la question et de déterminer les modalités d'application de la présente Convention à ladite personne. À défaut d'un tel accord, la personne n'est considérée comme un résident d'aucun des États contractants pour l'obtention des avantages prévus par la présente Convention.

Article 5

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier;
- f) un magasin ou autre point de vente;
- g) un entrepôt, dans le cas d'une personne fournissant des installations d'entreposage à autrui;
- h) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles; et
- i) un montage ou une structure, y compris une structure flottante, une tour de forage ou autre navire de forage utilisé pour, ou en rapport avec, l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse trois mois.

- (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- (f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e) provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in the first-mentioned Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, if such person:

- (a) has, and habitually exercises in that State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph; or
- (b) has no such authority, but habitually maintains in the first-mentioned State a stock of goods or merchandise from which he regularly delivers goods or merchandise on behalf of the enterprise.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, when the activities of such an agent are devoted wholly or almost wholly on behalf of that enterprise, he will not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

III. TAXATION OF INCOME

Article 6

Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 - agit dans un État contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier État contractant à l'égard des activités que cette personne exerce pour l'entreprise si cette personne:

- a) dispose dans cet État de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe; ou
- b) ne dispose pas de tels pouvoirs mais dispose habituellement dans le premier État d'un stock de marchandises sur lequel elle prélève régulièrement des marchandises aux fins de livraison pour le compte de l'entreprise.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, il n'est pas considéré comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall have the meaning which it has for the purposes of the relevant taxation law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property and to income from the alienation of such property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7

Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.
2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.
3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses, whether incurred in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.
4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.
5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.
6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

III. IMPOSITION DES REVENUS

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.
2. Au sens de la présente Convention, l'expression "biens immobiliers" a le sens qu'elle a aux fins de la législation fiscale pertinente de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers et aux revenus provenant de l'aliénation de tels biens.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus provenant de biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

Article 8

Shipping and Air Transport

1. Profits derived by an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 and of Article 7, profits derived by an enterprise of a Contracting State from a voyage of a ship or aircraft where the principal purpose of the voyage is to transport passengers or property between places in the other Contracting State may be taxed in that other State.
3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits referred to in those paragraphs derived by an enterprise of a Contracting State from its participation in a pool, a joint business or an international operating agency.
4. In this Article, the term "operation of ships or aircraft in international traffic" by an enterprise, includes:
 - (a) the charter or rental of ships or aircraft, and
 - (b) the rental of containers and related equipment,

by that enterprise provided that such charter or rental is incidental to the operation by that enterprise of ships or aircraft in international traffic.

Article 9

Associated Enterprises

1. Where
 - (a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et celles de l'article 7, les bénéfices qu'une entreprise d'un État contractant tire d'un voyage d'un navire ou d'un aéronef lorsque le but principal du voyage est de transporter des passagers ou des biens entre des points situés dans l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices visés auxdits paragraphes qu'une entreprise d'un État contractant tire de sa participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

4. Au sens du présent article, l'expression "exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international" par une entreprise, comprend:

- a) l'affrètement ou la location de navires ou d'aéronefs, et
- b) la location de conteneurs et d'équipements accessoires,

par cette entreprise pourvu que cet affrètement ou location soit accessoire à l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs par cette entreprise.

Article 9

Entreprises associées

1. Lorsque

- a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

3. A Contracting State shall not change the profits of an enterprise in the circumstances referred to in paragraph 1 after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after six years from the end of the year in which the profits which would be subject to such change would, but for the conditions referred to in paragraph 1, have accrued to that enterprise.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply in the case of fraud, wilful default or neglect.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if a resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

- (a) except in the case of dividends paid by a non-resident owned investment corporation that is a resident of Canada or by an investment company that is a resident of Trinidad and Tobago, 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which controls directly or indirectly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends;
- (b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is, in the case of Canada, subjected to the same taxation treatment as income from shares under the laws of Canada and, in the case of Trinidad and Tobago, treated as a distribution under the laws of Trinidad and Tobago.

4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing on the earnings of a company attributable to a permanent establishment in that State, a tax in addition to the tax which would be chargeable on

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les bénéfices d'une entreprise dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de six ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les bénéfices qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient, sans les conditions visées au paragraphe 1, été réalisés par cette entreprise.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

Article 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État, mais si un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif des dividendes, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) sauf dans le cas de dividendes payés par une société qui est une société de placements appartenant à des non résidents et qui est un résident du Canada ou par une société de placements qui est un résident de Trinité et Tobago, 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui contrôle directement ou indirectement au moins 10 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes;
- b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus qui, en ce qui concerne le Canada, sont soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions en vertu de la législation du Canada et, en ce qui concerne Trinité et Tobago, sont traités comme une distribution en vertu de la législation de Trinité et Tobago.

4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

the earnings of a company which is a national of that State, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 5 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if a resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2:
 - (a) interest arising in a Contracting State and paid in respect of indebtedness of the government of that State or of a political subdivision or local authority thereof shall, provided that the interest is beneficially owned by a resident of the other Contracting State, be taxable only in that other State;
 - (b) interest arising in Trinidad and Tobago and paid to a resident of Canada shall be taxable only in Canada if it is paid in respect of a loan made or a credit extended by the Export Development Corporation;
 - (c) interest arising in Canada and paid to a resident of Trinidad and Tobago shall be taxable only in Trinidad and Tobago if it is paid in respect of a loan made or a credit extended by an institution, wholly owned by the government of Trinidad and Tobago, specified and agreed in letters exchanged between the competent authorities of the Contracting States; and
 - (d) interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State which was constituted and is operated exclusively to administer or provide benefits under one or more pension, retirement or other employee benefits plans shall not be taxable in the first-mentioned State provided that:
 - (i) the resident is the beneficial owner of the interest and is generally exempt from tax in the other State; and
 - (ii) the interest is not derived from carrying on a trade or a business or from a related person.
4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the laws of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article 10.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de percevoir, sur les revenus d'une société imputables à un établissement stable dans cet État, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société qui est un national dudit État, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 5 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes.

Article 11

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État, mais si un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif des intérêts, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2:

- a) les intérêts provenant d'un État contractant et payés sur une dette du gouvernement de cet État ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ne sont imposables que dans l'autre État contractant pourvu qu'un résident de cet autre État en soit le bénéficiaire effectif;
- b) les intérêts provenant de la Trinité et Tobago et payés à un résident du Canada ne sont imposables qu'au Canada s'ils sont payés en raison d'un prêt fait ou d'un crédit consenti par la Société pour l'expansion des exportations;
- c) les intérêts provenant du Canada et payés à un résident de la Trinité et Tobago ne sont imposables qu'à la Trinité et Tobago s'ils sont payés en raison d'un prêt fait ou d'un crédit consenti par toute institution appartenant à part entière au gouvernement de la Trinité et Tobago qui est désignée et acceptée par échange de lettres entre les autorités compétentes des États contractants; et
- d) les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant, qui a été constitué et est exploité exclusivement aux fins d'administrer ou de fournir des prestations en vertu d'un ou de plusieurs régimes de pension, de retraite ou d'autres prestations aux employés, ne sont pas imposables dans le premier État pourvu que
 - (i) le résident en soit le bénéficiaire effectif et soit généralement exonéré d'impôt dans l'autre État; et

5. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if a resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films nor royalties in respect of works on film, videotape or audiotape or other means of reproduction for use in connection with television or radio broadcasting) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner of the royalties, shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright, patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience, and includes payments of any kind in respect of motion picture films and works on film, videotape, audiotape or other means of reproduction for use in connection with television or radio.

5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

- (ii) les intérêts ne proviennent pas de l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale ou d'une personne liée.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres revenus soumis au même régime fiscal que les revenus de sommes prêtées par la législation de l'État d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme "intérêts" ne comprend pas les revenus visés à l'article 10.

5. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif des redevances, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances à titre de droits d'auteur et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l'exclusion des redevances concernant les films cinématographiques et des redevances concernant les oeuvres enregistrées sur films, bandes magnétoscopiques ou magnétiques ou autres moyens de reproduction destinés à la télévision ou à la radio), provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13

Management Fees

1. Management fees arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such management fees may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if a resident of the other Contracting State is the beneficial owner of the management fees the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the management fees.

3. The term "management fees" as used in this Article means payments of any kind to any person, other than to an employee of the person making the payments, in consideration for any services, including advice, of a technical, managerial or consultancy nature, but it does not include payments for professional services referred to in Article 14.

4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the beneficial owner of the management fees, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the management fees arise through a permanent establishment situated therein, and the obligation in respect of which the management fees are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Management fees shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the management fees, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the obligation to pay the management fees was incurred, and such management fees are borne by such permanent establishment, then such management fees shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the management fees, having regard to the services, including advice, for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique; ce terme comprend aussi les rémunérations de toute nature concernant les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées sur films, bandes magnétoscopiques ou magnétiques ou autres moyens de reproduction destinés à la télévision ou à la radio.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été conclue et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Honoraires de gestion

1. Les honoraires de gestion provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces honoraires de gestion sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif des honoraires de gestion, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des honoraires de gestion.

3. L'expression "honoraires de gestion" employée dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées à une personne, autre qu'un employé de la personne effectuant le paiement, pour tout service, y compris les conseils, de nature technique, de gestion ou de consultation, mais elle ne comprend pas les prestations pour professions indépendantes visées à l'article 14.

4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des honoraires de gestion, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les honoraires de gestion, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou l'obligation donnant lieu au paiement des honoraires de gestion s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

Article 14

Independent Personal Services

1. Income derived by an individual who is a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character may be taxed in the other Contracting State but only to the extent that such income:

- (a) earned in that other State in the year of income, exceeds a gross amount of eight thousand five hundred Canadian dollars (\$8,500) or its equivalent in Trinidad and Tobago currency; and
- (b) is attributable to his services performed in that other State.

2. Where the income may be taxed in the other Contracting State under paragraph 1, there shall be allowed as a deduction expenses incurred in the performance of those services including reasonable administrative and general expenses so incurred, whether in the Contracting State in which the services are performed or elsewhere.

3. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and either:

- (a) the remuneration earned in the other Contracting State in the calendar year concerned does not exceed eight thousand five hundred Canadian dollars (\$8,500) or its equivalent in Trinidad and Tobago currency or such amounts as may be specified and agreed in letters exchanged between the competent authorities of the Contracting States; or
- (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and such remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.

5. Les honoraires de gestion sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des honoraires de gestion a été conclue et qui supporte la charge de ces honoraires de gestion, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des honoraires de gestion, compte tenu des services, y compris les conseils, pour lesquels ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'une personne physique qui est un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant sont imposables dans l'autre État contractant mais uniquement dans la mesure où ces revenus:

- a) perçus dans cet autre État excèdent, pour une année d'imposition, un montant brut de huit mille cinq cent dollars canadiens (\$8,500) ou l'équivalent en monnaie de la Trinité et Tobago; et
- b) sont imposables aux activités qu'il exerce dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus sont imposables dans l'autre État contractant en vertu du paragraphe 1, sont admises en déduction les dépenses exposées lors de l'exercice de ces activités, y compris les frais généraux et d'administration raisonnables ainsi exposés, soit dans l'État où les activités sont exercées, soit ailleurs.

3. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183

Article 16

Directors' Fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State, may be taxed in that other State.

Article 17

Artistes and Sportsmen

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsman in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsman himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised.
3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply:
 - (a) to income derived from activities performed in a Contracting State by entertainers or sportsmen if the visit to that Contracting State is substantially supported by public funds of the other Contracting State, including any political subdivision, local authority or statutory body thereof; or
 - (b) to a non-profit organization no part of the income of which was payable to, or was otherwise available for the personal benefit of, any proprietor, member or shareholder thereof.

Article 18

Pensions and Annuities

1. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise and according to the law of that State. However, in the case of periodic pension payments, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the payment.
3. Notwithstanding anything in this Convention:
 - (a) war pensions and allowances (including pensions and allowances paid to war veterans or paid as a consequence of damages or injuries suffered as a consequence of a war or paid to members, or former members, of the armed forces as a consequence of damages or injuries suffered as a consequence of their duties) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be exempt from tax in that

jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans l'année civile considérée, et

- a) les rémunérations gagnées dans l'autre État contractant au cours de l'année civile considérée n'excèdent pas huit mille cinq cent dollars canadiens (\$8,500) ou l'équivalent en monnaie de la Trinité et Tobago ou, tout autre montant désigné et accepté par échange de lettres entre les autorités compétentes des États contractants; ou
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État et si la charge de ces rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par une entreprise d'un État contractant sont imposables dans cet État.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas:

- a) aux revenus tirés des activités exercées dans un État contractant par un artiste du spectacle ou un sportif si la tournée dans cet État contractant est financée pour une large part au moyen des fonds publics de l'autre État contractant, y compris une subdivision politique, une collectivité locale ou un organisme de droit public de cet État; ou
- b) à une organisation sans but lucratif dont aucun revenu n'était payable à un propriétaire, membre ou actionnaire ou ne pouvait par ailleurs être disponible au profit personnel de ceux-ci.

other State to the extent that they would be exempt from tax if received by a resident of the first-mentioned State;

- (b) pensions and other payments made under the social security legislation in a Contracting State shall be taxable only in that State; and
- (c) alimony and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State.

Article 19

Government Service

- 1. (a) Salaries, wages and similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
 - (b) However, such salaries, wages or similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

Article 20

Students

Payments which a student, apprentice or business trainee who is, or was immediately before visiting a Contracting State, a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21

Other Income

Notwithstanding the provisions of any other Article of this Convention, items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention may be taxed by each Contracting State in accordance with the provision of its domestic law.

Article 18

Pensions et rentes

1. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.
2. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État. Toutefois, dans le cas de paiements périodiques d'une pension, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du paiement.
3. Nonobstant toute disposition de la présente Convention:
 - a) les pensions et allocations de guerre (incluant les pensions et allocations payées aux anciens combattants ou payées en conséquence des dommages ou blessures subis à l'occasion d'une guerre ou payées à un membre, ou à un ancien membre, des forces armées en conséquence des dommages ou blessures subis dans l'exercice de leurs fonctions) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant seront exonérées d'impôt dans cet autre État dans la mesure où elles seraient exonérées d'impôt si elles étaient reçues par un résident du premier État;
 - b) les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale dans un État contractant ne sont imposables que dans cet État; et
 - c) les pensions alimentaires et autres paiements semblables provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujéti à l'impôt à l'égard de ceux-ci, ne sont imposables que dans cet autre État.

Article 19

Fonctions publiques

1.
 - a) Les traitements, salaires et rémunérations semblables, autres que les pensions, payées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet État, subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet État.
 - b) Toutefois, ces traitements, salaires et rémunérations semblables ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui:
 - (i) possède la nationalité de cet État, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

IV. METHODS FOR PREVENTION OF DOUBLE TAXATION

Article 22

Elimination of Double Taxation

1. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in a territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions -- which shall not affect the general principle hereof -- and unless a greater deduction or relief is provided under the laws of Canada, tax payable in Trinidad and Tobago on profits, income or gains arising in Trinidad and Tobago shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains;
- (b) subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the taxation of income from a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions -- which shall not affect the general principle hereof -- for the purpose of computing Canadian tax, a company which is a resident of Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate which is a resident of Trinidad and Tobago.

2. For the purposes of subparagraph (a) of paragraph 1, tax payable in Trinidad and Tobago by a company which is a resident of Canada in respect of profits attributable to manufacturing and agricultural activities, exploration or exploitation of natural resources and construction, telecommunications, data processing, engineering or tourism projects or services carried on or provided as part of an active business carried on by it in Trinidad and Tobago shall be deemed to include any amount which would have been payable thereon as Trinidad and Tobago tax for any year but for an exemption from or reduction of tax granted for that year or any part thereof under specific Trinidad and Tobago legislation to promote economic development, provided that relief from Canadian tax shall not be given by virtue of this paragraph in respect of income from any source if the income arises in a period starting more than ten years after the exemption from, or reduction of, Trinidad and Tobago tax was first granted in respect of that source.

3. In the case of Trinidad and Tobago, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) subject to the provisions of the law of Trinidad and Tobago regarding the allowance of a credit against Trinidad and Tobago tax of tax payable in a territory outside Trinidad and Tobago (which shall not affect the general principle hereof);
 - (i) Canadian tax payable under the law of Canada and in accordance with this Convention, whether directly or by deduction, on profits or income from sources within Canada (excluding, in the case of a dividend, tax payable in respect of the profits out of which the dividend is paid) shall be allowed as a credit against any Trinidad and Tobago tax computed by reference to the same profits or income by reference to which the Canadian tax is computed;

Article 20

Étudiants

Les sommes qu'un étudiant, un stagiaire ou un apprenti qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

Article 21

Autres revenus

Nonobstant les dispositions de tout autre article de la présente convention, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention sont imposables dans chaque État contractant conformément aux dispositions de sa législation interne.

IV. DISPOSITIONS PRÉVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION

Article 22

Élimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- a) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien payable et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt dû à la Trinité et Tobago à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant de la Trinité et Tobago est porté en déduction de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains;
- b) sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imposition des revenus provenant d'une société étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, une société qui est un résident du Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une société étrangère affiliée qui est un résident de la Trinité et Tobago.

2. Aux fins de l'alinéa a) du paragraphe 1, l'impôt dû à la Trinité et Tobago par une société qui est un résident du Canada à raison des bénéfices imposables à des activités manufacturières ou agricoles, à l'exploration ou l'exploitation de ressources naturelles ou à des chantiers de construction, des projets ou des services de télécommunication de traitement des données, d'ingénierie ou de tourisme qu'elle exerce, ou fournit en tant que part l'intermédiaire d'une entreprise exploitée activement, à la Trinité et Tobago est considéré comprendre tout montant qui aurait été payable au titre de l'impôt de la Trinité et Tobago pour l'année n'eût été une exonération ou une réduction d'impôt accordée pour cette année, ou partie de celle-ci,

- (ii) in the case of a dividend paid by a company which is a resident of Canada to a company which is a resident of Trinidad and Tobago and which controls directly or indirectly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividend the credit shall take into account, in addition to any Canadian tax creditable under (i), the Canadian tax payable by the company paying the dividend in respect of the profits out of which such dividend is paid;
 - (b) the credit, however, shall in no case exceed that part of the tax, as computed before the credit is given, which is appropriate to the income which may be taxed in Canada.
- 4. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other Contracting State in accordance with this Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

V. SPECIAL PROVISIONS

Article 23

Non-Discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to individuals who are not residents of one or both of the Contracting States.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.
3. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of a third State, are or may be subjected.
5. In this Article, the term "taxation" means taxes which are the subject of this Convention.

conformément aux dispositions spécifiques de la législation de la Trinité et Tobago pour promouvoir le développement économique, étant entendu que cet allègement de l'impôt canadien n'est pas accordé en vertu du présent paragraphe pour une catégorie quelconque de revenus si ces derniers sont réalisés au cours d'une période commençant plus de dix ans après que l'exonération ou la réduction de l'impôt de la Trinité et Tobago n'ait été accordée pour la première fois pour cette catégorie.

3. En ce qui concerne la Trinité et Tobago, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- a) sous réserve des dispositions de la législation de la Trinité et Tobago concernant l'octroi d'un crédit déductible de l'impôt de la Trinité et Tobago au titre d'un impôt dû dans un territoire situé hors de la Trinité et Tobago (qui n'affecte pas le principe général ici posé):
 - (i) l'impôt canadien dû en vertu de la législation canadienne et conformément à la présente Convention, directement ou par retenue à la source sur des bénéfices ou des revenus de sources canadiennes (à l'exception, en ce qui concerne les dividendes, de l'impôt dû sur les bénéfices sur lesquels les dividendes ont été payés) est considéré comme un crédit déductible de tout impôt de la Trinité et Tobago calculé d'après les mêmes bénéfices ou revenus que ceux utilisés pour le calcul de l'impôt canadien;
 - (ii) en ce qui concerne les dividendes payés par une société qui est un résident du Canada à une société qui est un résident de la Trinité et Tobago et qui contrôle directement ou indirectement 10 pour cent au moins des droits de vote dans la société qui paie les dividendes, le crédit tient compte (en plus de l'impôt canadien imputable en vertu du (i)) de l'impôt canadien dû par la société qui paie les dividendes au titre des bénéfices sur lesquels ces dividendes sont payés;
- b) toutefois, le crédit ne peut en aucun cas excéder la fraction de l'impôt, déterminée avant octroi du crédit, correspondant au montant des revenus imposables au Canada.

4. Pour l'application du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté l'impôt de l'autre État contractant conformément à la présente Convention, sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

V. DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 23

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes physiques qui ne sont pas des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins

Article 24

Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 23, to that of the Contracting State of which he is a national, an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with this Convention.
2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with this Convention.
3. A Contracting State shall not, after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after six years from the end of the taxable period in which the income concerned has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State. This paragraph shall not apply in the case of fraud, wilful default or neglect.
4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of this Convention.
5. The competent authorities of the Contracting States may consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in this Convention and may communicate with each other directly for the purpose of applying this Convention.

Article 25

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is relevant for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement in respect of, or the determination of appeals in relation to, taxes covered by this Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.
2. Nothing in paragraph 1 shall be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;

favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. Les entreprises d'un État contractant dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier État dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'un État tiers.

5. Le terme "imposition" désigne, dans le présent article, les impôts visés par la présente Convention.

Article 24

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 23, à celle de l'État contractant dont elle possède la nationalité, une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la présente Convention.

2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention.

3. Un État contractant n'augmente pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant, après l'expiration des délais prévus par son droit interne et, en tout cas, après l'expiration de six ans à dater de la fin de la période imposable au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la présente Convention.

5. Les autorités compétentes des États contractants peuvent se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la présente Convention et peuvent communiquer directement entre elles aux fins de l'application de la présente Convention.

- (b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

Article 26

Diplomatic Agents and Consular Officers

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.
2. Notwithstanding Article 4, an individual who is a member of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of this Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total income as are residents of that sending State.
3. This Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a third State or group of States, being present in a Contracting State and who are not liable in either Contracting State to the same obligations in relation to tax on their total income as are residents thereof.

Article 27

Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exemption, allowance, credit or other deduction accorded by the laws of a Contracting State in the determination of the tax imposed by that State.
2. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of that State with respect to a partnership, trust, or controlled foreign affiliate within the meaning of the Canadian *Income Tax Act*, in which he has an interest.
3. This Convention shall not apply to any company, trust or partnership that is a resident of a Contracting State and is beneficially owned or controlled directly or indirectly by one or more persons who are not residents of that State, if the amount of the tax imposed on the income or capital of the company, trust or partnership by that State is substantially lower than the amount that would be imposed by that State if all of the shares of the capital stock of the company or all of the interests in the trust or partnership, as the case may be, were beneficially owned by one or more individuals who were residents of that State.
4. With respect to paragraph 3 of Article XXII of the General Agreement on Trade in Services, the Contracting States agree that, notwithstanding that paragraph, any dispute between them as to whether a measure relating to a tax to which any provision of this Convention applies falls within the scope of this Convention may be

Article 25

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements pertinents à l'application des dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la présente Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la présente Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la présente Convention, par la mise à exécution de ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 26

Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.
2. Nonobstant l'article 4, une personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État contractant qui est situé dans l'autre État contractant ou dans un État tiers est considérée, aux fins de la présente Convention, comme un résident de l'État accréditant à condition qu'elle soit soumise dans l'État accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu, que les résidents de cet État.
3. La présente Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État tiers ou d'un groupe d'États, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État contractant et ne sont pas soumis dans l'un ou l'autre État contractant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents desdits États.

brought before the Council for Trade in Services, as provided by that paragraph, only with the consent of both Contracting States.

5. Where in accordance with any provision of this Convention income derived by a resident of a Contracting State is exempt from tax in that State, such State may nevertheless, in calculating the amount of tax on other income, take into account the exempted income.

VI. FINAL PROVISIONS

Article 28

Entry into Force

1. Each of the Contracting States shall take all measures necessary to give this Convention the force of law within its jurisdiction and each shall notify the other of the completion of such measures. This Convention shall enter into force on the date on which the later notification is made and shall thereupon have effect:

- (a) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of the second month following the date on which this Convention enters into force; and
- (b) in respect of other taxes for taxation years or years of income beginning on or after the first day of January in the calendar year in which this Convention enters into force.

2. The provisions of the Agreement between the Government of Canada and the Government of Trinidad and Tobago with respect to taxes on income, for the avoidance of double taxation, the prevention of fiscal evasion, and encouragement of international trade and investment signed at Washington on September 28th, 1966, shall cease to have effect with respect to taxes to which this Convention applies in accordance with the provisions of paragraph 1. Where, however, any greater relief from tax would have been afforded by any provision of that Agreement than is due under this Convention, any such provision as aforesaid shall continue to have effect with respect to taxes referred to in subparagraph (b) of paragraph 1:

- (a) in Canada, for any taxation year;
- (b) in Trinidad and Tobago, for any year of income;

beginning before the entry into force of this Convention.

Article 27

Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État.
2. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident de cet État à l'égard d'une société de personnes, une fiducie ou une société étrangère affiliée contrôlée au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, dans laquelle il possède une participation.
3. La présente Convention ne s'applique pas à une société, une fiducie ou une société de personnes qui est un résident d'un État contractant et dont une ou plusieurs personnes qui ne sont pas des résidents de cet État en sont les bénéficiaires effectifs ou qui est contrôlée, directement ou indirectement, par de telles personnes, si le montant de l'impôt exigé par cet État sur le revenu ou la fortune de la société, fiducie ou société de personnes est largement inférieur au montant qui serait exigé par cet État si une ou plusieurs personnes physiques qui sont des résidents de cet État étaient le bénéficiaire effectif de toutes les actions de capital de la société ou de toutes les participations dans la fiducie ou la société de personnes, selon le cas.
4. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article XXII de l'Accord général sur le commerce des services, les États contractants conviennent que, nonobstant ce paragraphe, tout différent entre eux sur la question de savoir si une mesure se rapportant à un impôt auquel une disposition quelconque de la présente Convention s'applique relève de la présente Convention, ne peut être porté devant le Conseil sur le commerce des services, tel que prévu par ce paragraphe, qu'avec le consentement des États contractants.
5. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un État contractant reçoit sont exempts d'impôts dans cet État, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur d'autres revenus, tenir compte des revenus exemptés.

VI. DISPOSITIONS FINALES

Article 28

Entrée en vigueur

1. Chacun des États contractants prendra les mesures nécessaires pour donner force de loi à la présente Convention dans sa juridiction et chaque État notifiera à l'autre l'accomplissement de ces mesures. La présente Convention entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications et prendra effet:
 - a) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} jour du deuxième mois suivant la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur; et
 - b) à l'égard des autres impôts, pour toute année d'imposition ou année de revenu commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile au cours de laquelle la présente Convention est entrée en vigueur.

Article 29Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may terminate this Convention by giving to the other Contracting State at least six months prior notice of termination in writing through diplomatic channels; in such event, this Convention shall cease to have effect:

- (a) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January in the calendar year next following the expiration of the six-month period referred to above; and
- (b) in respect of other taxes for taxation years or income years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following the expiration of the six-month notice referred to above.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Toronto, this 11th day of September 1995, in the English and French languages, each version being equally authentic.



Roy MacLaren

**FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA**



Gordon Draper

**FOR THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF TRINIDAD
AND TOBAGO**

2. Les dispositions de l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Trinité et Tobago concernant les impôts sur le revenu en vue d'éviter la double imposition, de prévenir la fraude fiscale et d'encourager le commerce et les investissements internationaux signé à Washington le 28 septembre 1966, cesseront d'avoir effet à l'égard des impôts auxquels la présente Convention s'applique conformément aux dispositions de l'article 1. Toutefois, dans le cas où une disposition quelconque de cet Accord accorderait un allègement plus favorable que celui accordé par la présente Convention, ladite disposition continuerait d'avoir effet à l'égard des impôts visés à l'alinéa b) du paragraphe 1:

- a) au Canada, pour toute année d'imposition;
- b) à la Trinité et Tobago, pour toute année de revenu;

commençant avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 29

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur, mais chacun des États contractants pourra dénoncer la présente Convention en donnant par la voie diplomatique un préavis de dénonciation écrit d'au moins six mois à l'autre État contractant; dans ce cas, la présente Convention cessera d'être applicable:

- a) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement l'expiration de la période de six mois mentionnée ci-dessus; et
- b) à l'égard des autres impôts, pour toute année d'imposition ou année de revenu commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement l'expiration de la période de six mois mentionnée ci-dessus.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en double exemplaire à Toronto, ce 11^e jour de septembre 1995, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA

Roy MacLaren



POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE LA TRINITÉ ET
TOBAGO

Gordon Drape



© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/7
ISBN 0-660-60035-8

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/7
ISBN 0-660-60035-8

CAI
EA10
-T67

Government
Publication



CANADA

TREATY SERIES 1996/8 RECUEIL DES TRAITÉS

LABOUR

Convention Concerning Labour Statistics (ILO No. 160)

Geneva, June 25, 1985

Ratified by Canada November 22, 1995

In force for Canada November 22, 1996

TRAVAIL

Convention concernant les statistiques du Travail (OIT No 160)

Genève, le 25 juin 1985

Ratification du Canada le 22 novembre 1995

En vigueur pour le Canada le 22 novembre 1996





CANADA

TREATY SERIES **1996/8** RECUEIL DES TRAITÉS

LABOUR

Convention Concerning Labour Statistics (ILO No. 160)

Geneva, June 25, 1985

Ratified by Canada November 22, 1995

In force for Canada November 22, 1996

TRAVAIL

Convention concernant les statistiques du Travail (OIT No 160)

Genève, le 25 juin 1985

Ratification du Canada le 22 novembre 1995

En vigueur pour le Canada le 22 novembre 1996

Convention 160**CONVENTION CONCERNING LABOUR STATISTICS**

The General Conference of the International Labour Organisation,
Having been convened at Geneva by the Governing Body of the International
Labour Office, and having met in its Seventy-first Session on 7 June 1985,
and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the
revision of the Convention concerning Statistics of Wages and Hours of
Work, 1938 (No. 63), which is the fifth item on the agenda of the session,
and

Considering that these proposals should take the form of an international
Convention,

adopts this twenty-fifth day of June of the year one thousand nine hundred and
eighty-five the following Convention, which may be cited as the Labour Statistics
Convention, 1985:

I. GENERAL PROVISIONS*Article 1*

Each Member which ratifies this Convention undertakes that it will regularly
collect, compile and publish basic labour statistics, which shall be progressively
expanded in accordance with its resources to cover the following subjects:

- (a) economically active population, employment, where relevant unemployment,
and where possible visible underemployment;
- (b) structure and distribution of the economically active population, for detailed
analysis and to serve as benchmark data;
- (c) average earnings and hours of work (hours actually worked or hours paid for)
and, where appropriate, time rates of wages and normal hours of work;
- (d) wage structure and distribution;
- (e) labour cost;
- (f) consumer price indices;
- (g) household expenditure or, where appropriate, family expenditure and, where
possible, household income or, where appropriate, family income;
- (h) occupational injuries and, as far as possible, occupational diseases; and
- (i) industrial disputes.

Article 2

In designing or revising the concepts, definitions and methodology used in the
collection, compilation and publication of the statistics required under this
Convention, Members shall take into consideration the latest standards and guide-
lines established under the auspices of the International Labour Organisation.

Article 3

In designing or revising the concepts, definitions and methodology used in the
collection, compilation and publication of the statistics required under this
Convention, the representative organisations of employers and workers, where
they exist, shall be consulted with a view to taking into account their needs and to
ensuring their co-operation.

Convention 160**CONVENTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,
Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international
du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1985, en sa soixante et onzième
session ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la
convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de
travail, 1938, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de
la session ;

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention
internationale,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, la
convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les statistiques du travail,
1985.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES*Article 1*

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à régulièrement
recueillir, compiler et publier des statistiques de base du travail qui devront, en
tenant compte de ses ressources, progressivement s'étendre aux domaines sui-
vants :

- a) la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu, et, si possible, le sous-
emploi visible ;
- b) la structure et la répartition de la population active, afin de pouvoir procéder à
des analyses approfondies et de disposer de données de calage ;
- c) les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées
ou heures rémunérées) et, quand cela est approprié, les taux de salaire au
temps et la durée normale du travail ;
- d) la structure et la répartition des salaires ;
- e) le coût de la main-d'œuvre ;
- f) les indices des prix à la consommation ;
- g) les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des
familles et, si possible, les revenus des ménages ou, quand cela est approprié,
les revenus des familles ;
- h) les lésions professionnelles et, autant que possible, les maladies profession-
nelles ;
- i) les conflits du travail.

Article 2

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la
méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des
statistiques requises en vertu de la présente convention, les Membres doivent
prendre en considération les normes et les directives les plus récentes établies sous
les auspices de l'Organisation internationale du Travail.

Article 3

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la
méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des
statistiques requises en vertu de la présente convention, les organisations représen-
tatives des employeurs et des travailleurs, lorsqu'elles existent, doivent être
consultées, pour que leurs besoins soient pris en compte et que leur collaboration
soit assurée.

Article 4

Nothing in this Convention shall impose an obligation to publish or reveal data which could result in the disclosure in any way of information relating to an individual statistical unit, such as a person, a household, an establishment or an enterprise.

Article 5

Each Member which ratifies this Convention undertakes to communicate to the International Labour Office, as soon as practicable, the published statistics compiled in pursuance of the Convention and information concerning their publication, in particular—

- (a) the reference information appropriate to the means of dissemination used (titles and reference numbers in the case of printed publications and the equivalent descriptions in the case of data disseminated in other forms); and
- (b) the most recent dates or periods for which the different types of statistics are available, and the dates of their publication or release.

Article 6

Detailed descriptions of the sources, concepts, definitions and methodology used in collecting and compiling statistics in pursuance of this Convention shall be—

- (a) produced and updated to reflect significant changes;
- (b) communicated to the International Labour Office as soon as practicable; and
- (c) published by the competent national body.

II. BASIC LABOUR STATISTICS

Article 7

Current statistics of the economically active population, employment, where relevant unemployment, and where possible visible underemployment, shall be compiled in such a way as to be representative of the country as a whole.

Article 8

Statistics of the structure and distribution of the economically active population shall be compiled in such a way as to be representative of the country as a whole, for detailed analysis and to serve as benchmark data.

Article 9

1. Current statistics of average earnings and hours of work (hours actually worked or hours paid for) shall be compiled covering all important categories of employees and all important branches of economic activity, and in such a way as to be representative of the country as a whole.

2. Where appropriate, statistics of time rates of wages and normal hours of work shall be compiled covering important occupations or groups of occupations in important branches of economic activity, and in such a way as to be representative of the country as a whole.

Article 10

Statistics of wage structure and distribution shall be compiled covering employees in important branches of economic activity.

Article 11

Statistics of labour cost shall be compiled covering important branches of economic activity. Where possible, these statistics shall be consistent with data on

Article 4

Rien dans la présente convention n'impose l'obligation de publier ou de révéler des données qui entraîneraient, d'une quelconque façon, la divulgation de renseignements relatifs à une unité statistique individuelle telle qu'une personne, un ménage, un établissement ou une entreprise.

Article 5

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à communiquer au Bureau international du Travail, dès que cela est réalisable, les statistiques compilées et publiées en vertu de la convention, et des informations concernant leur publication, et en particulier:

- a) les renseignements appropriés aux moyens de diffusion utilisés (titres et numéros de référence dans le cas de publications imprimées ou descriptions équivalentes dans le cas de données diffusées sous toute autre forme);
- b) les dates ou les périodes les plus récentes pour lesquelles les différentes sortes de statistiques sont disponibles et les dates de leur publication ou diffusion.

Article 6

Des descriptions détaillées des sources, des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés lors de la collecte et de la compilation des statistiques conformément à la présente convention doivent être:

- a) produites et mises à jour pour refléter les changements significatifs;
- b) communiquées au Bureau international du Travail dès que cela est réalisable;
- c) publiées par l'organisme national compétent.

II. STATISTIQUES DE BASE DU TRAVAIL

Article 7

Des statistiques courantes sur la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu, et, si possible, le sous-emploi visible doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 8

Pour pouvoir procéder à des analyses approfondies et disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition de la population active doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 9

1. Des statistiques courantes sur les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) doivent être compilées pour toutes les catégories importantes de salariés et toutes les branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

2. Quand cela est approprié, des statistiques sur les taux de salaire au temps et la durée normale du travail doivent être compilées pour des professions ou des groupes de professions importants dans des branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 10

Des statistiques sur la structure et la répartition des salaires doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes.

Article 11

Des statistiques sur le coût de la main-d'œuvre doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes. Ces statistiques doivent, si possible,

employment and hours of work (hours actually worked or hours paid for) of the same scope.

Article 12

Consumer price indices shall be computed in order to measure variations over time in the prices of items representative of the consumption patterns of significant population groups or of the total population.

Article 13

Statistics of household expenditure or, where appropriate, family expenditure and, where possible, household income or, where appropriate, family income shall be compiled covering all types and sizes of private households or families, and in such a way as to be representative of the country as a whole.

Article 14

1. Statistics of occupational injuries shall be compiled in such a way as to be representative of the country as a whole, covering, where possible, all branches of economic activity.

2. As far as possible, statistics of occupational diseases shall be compiled covering all branches of economic activity, and in such a way as to be representative of the country as a whole.

Article 15

Statistics of industrial disputes shall be compiled in such a way as to be representative of the country as a whole, covering, where possible, all branches of economic activity.

III. ACCEPTANCE OF OBLIGATIONS

Article 16

1. Each Member which ratifies this Convention shall, in pursuance of the general obligations referred to in Part I, accept the obligations of the Convention in respect of one or more of the Articles of Part II.

2. Each Member shall specify in its ratification the Article or Articles of Part II in respect of which it accepts the obligations of this Convention.

3. Each Member which has ratified this Convention may subsequently notify the Director-General of the International Labour Office that it accepts the obligations of the Convention in respect of one or more of the Articles of Part II which were not already specified in its ratification. These notifications shall have the force of ratification as from the date of their communication.

4. Each Member which has ratified this Convention shall state, in its reports on the application of the Convention submitted under article 22 of the Constitution of the International Labour Organisation, the position of its law and practice on the subjects covered by the Articles of Part II in respect of which it has not accepted the obligations of the Convention and the extent to which effect is given or is proposed to be given to the Convention in respect of such subjects.

Article 17

1. A Member may limit initially the scope of the statistics referred to in the Article or Articles of Part II in respect of which it has accepted the obligations of this Convention to specified categories of workers, sectors of the economy, branches of economic activity or geographical areas.

être compatibles avec les données sur l'emploi et la durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) couvrant le même champ.

Article 12

Des indices des prix à la consommation doivent être calculés afin de mesurer les variations dans le temps des prix d'articles représentatifs des habitudes de consommation de groupes de population significatifs ou de l'ensemble de la population.

Article 13

Des statistiques sur les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, sur les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles doivent être compilées pour toutes les catégories et tailles de ménages privés ou de familles, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 14

1. Des statistiques sur les lésions professionnelles doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

2. Des statistiques sur les maladies professionnelles doivent, autant que possible, être compilées pour toutes les branches d'activité économique, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 15

Des statistiques sur les conflits du travail doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

III. ACCEPTATION DES OBLIGATIONS

Article 16

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention doit accepter, en vertu des obligations générales qui font l'objet de la partie I, les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II.

2. Tout Membre doit spécifier, dans sa ratification, l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il accepte les obligations découlant de la présente convention.

3. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut par la suite notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II qui n'ont pas déjà été spécifiés dans sa ratification. Ces notifications auront force de ratification dès la date de leur communication.

4. Tout Membre qui a ratifié la présente convention doit exposer, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux domaines couverts par les articles de la partie II pour lesquels il n'a pas accepté les obligations découlant de la convention, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet aux dispositions de la convention en ce qui concerne ces domaines.

Article 17

1. Tout Membre peut, dans un premier temps, limiter le champ des statistiques visées par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la présente convention à certaines catégories de travailleurs, certains secteurs de l'économie, certaines branches d'activité économique ou certaines régions géographiques.

2. Each Member which limits the scope of the statistics in pursuance of paragraph 1 of this Article shall indicate in its first report on the application of the Convention submitted under article 22 of the Constitution of the International Labour Organisation, the Article or Articles of Part II to which the limitation applies, stating the nature of and reasons for such limitation, and shall state in subsequent reports the extent to which it has been possible or it is proposed to extend the scope to other categories of workers, sectors of the economy, branches of economic activity or geographical areas.

3. After consulting the representative organisations of employers and workers concerned, a Member may, by a declaration communicated to the Director-General of the International Labour Office in the month following each anniversary of the coming into force of the Convention, introduce subsequent limitations on the technical scope of the statistics covered by the Article or Articles of Part II in respect of which it has accepted the obligations of the Convention. Such declarations shall take effect one year after the date on which they are registered. Each Member which introduces such limitations shall provide in its reports on the application of the Convention submitted under article 22 of the Constitution of the International Labour Organisation the particulars referred to in paragraph 2 of this Article.

Article 18

This Convention revises the Convention concerning Statistics of Wages and Hours of Work, 1938.

IV. FINAL PROVISIONS

Article 19

The formal ratifications of this Convention shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

Article 20

1. This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organisation whose ratifications have been registered with the Director-General.

2. It shall come into force twelve months after the date on which the ratifications of two Members have been registered with the Director-General.

3. Thereafter, this Convention shall come into force for any Member twelve months after the date on which its ratification has been registered.

Article 21

1. A Member which has ratified this Convention may denounce it, after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2. Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of ten years mentioned in the preceding paragraph, exercise the right of denunciation provided for in this Article, will be bound for another period of ten years and, thereafter, may denounce this Convention at the expiration of each period of ten years under the terms provided for in this Article.

3. After consulting the representative organisations of employers and workers concerned, a Member which has ratified this Convention may, after the expiration of five years from the date on which the Convention first comes into force, by a declaration communicated to the Director-General of the International Labour Office, withdraw its acceptance of the obligations of the Convention in respect of

2. Tout Membre qui limite le champ des statistiques en application du paragraphe 1 ci-dessus doit indiquer, dans son premier rapport sur l'application de la convention présenté en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'article ou les articles de la partie II auxquels s'applique cette limitation, en précisant la nature et les raisons; il doit exposer dans ses rapports ultérieurs les progrès qui ont pu être réalisés ou qu'il se propose de réaliser pour inclure d'autres catégories de travailleurs, secteurs de l'économie, branches d'activité économique et régions géographiques.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, tout Membre peut, chaque année, dans une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail dans le mois qui suit la date de la mise en vigueur initiale de la convention, apporter sur le plan technique des limitations ultérieures au champ des statistiques couvertes par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la convention. Ces déclarations prendront effet une année après avoir été enregistrées. Tout Membre qui introduit de telles limitations devra fournir, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, les détails mentionnés au paragraphe 2 du présent article.

Article 18

La présente convention révisé la convention concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 19

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 20

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 21

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, tout Membre qui a ratifié la présente convention peut, à l'expiration d'une période de cinq ans après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail, retirer son acceptation des obligations découlant de la

one or more of the Articles of Part II, provided that it maintains its acceptance of these obligations in respect of at least one of these Articles. Such withdrawal shall not take effect until one year after the date on which it was registered.

4. Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of five years mentioned in paragraph 3 of this Article, exercise the right of withdrawal provided for in that paragraph, shall be bound by the Articles of Part II in respect of which it has accepted the obligations of the Convention for another period of five years and, thereafter, may withdraw its acceptance of these obligations at the expiration of each period of five years under the terms provided for in this Article.

Article 22

1. The Director-General of the International Labour Office shall notify all Members of the International Labour Organisation of the registration of all ratifications and denunciations communicated to him by the Members of the Organisation.

2. When notifying the Members of the Organisation of the registration of the second ratification communicated to him, the Director-General shall draw the attention of the Members of the Organisation to the date upon which the Convention will come into force.

Article 23

The Director-General of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding Articles.

Article 24

At such times as it may consider necessary the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall examine the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

Article 25

1. Should the Conference adopt a new Convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides—

- (a) the ratification by a Member of the new revising Convention shall *ipso jure* involve the immediate denunciation of this Convention, notwithstanding the provisions of Article 21 above, if and when the new revising Convention shall have come into force;
- (b) as from the date when the new revising Convention comes into force this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2. This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising Convention.

Article 26

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II, à condition qu'il maintienne son acceptation de ces obligations en ce qui concerne au moins l'un de ces articles. Cette déclaration ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

4. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de cinq ans mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, ne fera pas usage de la faculté prévue dans ledit paragraphe sera lié par les articles de la partie II en vertu desquels il a accepté les obligations découlant de la convention pour une nouvelle période de cinq ans et, par la suite, peut retirer son acceptation de ces obligations à l'expiration de chaque période de cinq ans dans les conditions prévues au présent article.

Article 22

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 23

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétariat général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 24

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 25

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

- a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 21 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;
- b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 26

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

The foregoing is the authentic text of the Convention duly adopted by the General Conference of the International Labour Organisation during its Seventy-first Session which was held at Geneva and declared closed the twenty-seventh day of June 1985.

IN FAITH WHEREOF we have appended our signatures this twenty-seventh day of June 1985.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa Soixante et onzième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1985.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1985:

The President of the Conference,
Le Président de la Conférence,

M. ENNACEUR

The Director-General of the International Labour Office,
Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

The text of the Convention as here presented is a true copy of the text authenticated by the signatures of the President of the International Labour Conference and of the Director-General of the International Labour Office.

Le texte de la convention présentée ici est une copie exacte du texte authentiqué par les signatures du Président de la Conférence internationale du Travail et du Directeur général du Bureau international du Travail.

Certified true and complete copy,
Copie certifiée conforme et complète,

For the Director-General of the International Labour Office:
Pour le Directeur général du Bureau international du Travail:



FRANCIS WOLF
Legal Adviser
of the International Labour Office
Conseiller juridique
du Bureau international du Travail

© Minister of Public Works and Government Services Canada 1997

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/8
ISBN 0-660-60241-5

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1997

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/8
ISBN 0-660-60241-5

CA-1
EA 10
T67



CANADA

TREATY SERIES 1996/9 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Agreement between the Government of CANADA and the Government of the SOCIALIST REPUBLIC OF VIETNAM on Trade and Commerce

Hanoi, November 13, 1995

In force January 25, 1996

COMMERCE

Accord de commerce entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

Hanoi, le 13 novembre 1995

En vigueur le 25 janvier 1996





CANADA

TREATY SERIES **1996/9** RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government
of the **SOCIALIST REPUBLIC OF VIETNAM** on Trade and
Commerce

Hanoi, November 13, 1995

In force January 25, 1996

COMMERCE

Accord de commerce entre le gouvernement du **CANADA** et le
gouvernement de la **RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM**

Hanoi, le 13 novembre 1995

En vigueur le 25 janvier 1996

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIETNAM ON TRADE AND COMMERCE

The Government of Canada and the Government of the Socialist Republic of Vietnam (hereinafter referred to collectively as "Parties" and individually as "Party");

CONVINCED that the development of bilateral trade in goods and services will contribute to increased mutual understanding and cooperation between the people of Canada and of Vietnam;

BEING DESIROUS of promoting and facilitating the development of trade and commerce between the two Parties to their mutual advantage;

CONSCIOUS that trade and commercial relations are essential elements of the bilateral relationship between Canada and Vietnam;

RECOGNIZING that the economic restructuring and progress towards a market-based economy in Vietnam is creating additional possibilities for expanded bilateral trade;

CONSCIOUS of the existing levels of economic and trade development of the Parties;

NOTING Canada's status as a Contracting Party to the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and Vietnam's status as an Observer to the GATT; and

LOOKING FORWARD to the accession of Vietnam to the GATT on terms to be agreed between Vietnam and the GATT CONTRACTING PARTIES.

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE I

OBJECTIVES

The objectives of this Agreement, as elaborated more specifically in its provisions, are:

1. to establish a framework of balanced rights and obligations and agreed rules for the conduct of trade and commercial relations between Canada and Vietnam;
2. to secure the conditions and promote the increase and development of two-way trade between the Parties in their mutual interest; and
3. to support the sustainable economic development of the Parties and enhance trade co-operation between them in their mutual interest.

ACCORD DE COMMERCE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste du Vietnam (dénommés, ci-après, "parties", collectivement et "partie" individuellement);

CONVAINCUS que le développement du commerce bilatéral des biens et des services contribuera à une meilleure entente mutuelle et à une plus grande coopération entre les peuples du Canada et du Vietnam;

ÉTANT DÉSIREUX de promouvoir et de faciliter le développement des échanges commerciaux entre les deux parties, pour leur avantage mutuel;

CONSCIENTS que les échanges commerciaux et les relations commerciales sont des éléments essentiels des rapports bilatéraux existant entre le Canada et le Vietnam;

RECONNAISSANT que la restructuration économique et les progrès réalisés vers une économie de marché au Vietnam offrent des possibilités additionnelles à l'expansion du commerce bilatéral;

CONSCIENTS des niveaux actuels de développement économique et commercial des parties;

NOTANT le statut de partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) du Canada et le statut d'observateur au GATT du Vietnam;

ANTICIPANT l'adhésion du Vietnam au GATT, aux conditions à convenir entre le Vietnam et les PARTIES CONTRACTANTES DU GATT;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

OBJETS

L'Accord a pour objets, que développent et précisent ses dispositions :

1. L'établissement d'un cadre juridique équilibré de droits, d'obligations et de règles convenues pour la conduite des relations et des échanges commerciaux entre le Canada et le Vietnam;
2. La mise en place de conditions favorisant la croissance et le développement du commerce bilatéral entre les parties, dans leur intérêt mutuel;

ARTICLE II

DEFINITIONS

| | |
|------------------|--|
| Person | "Person" means a citizen or permanent resident of a Party or a body corporate constituted under the laws applicable in, or principally carrying on its business within, the territory of a Party. |
| Territory | <p>"Territory" means:</p> <p>with respect to Canada, the territory to which its customs laws apply, including any areas beyond the territorial seas of Canada within which, in accordance with international law and its domestic laws, Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources; and</p> <p>with respect to Vietnam, the territory to which its customs laws apply, including any areas beyond the territorial sea of Vietnam within which, in accordance with international law and its domestic laws, Vietnam may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources.</p> |
| Textile products | "Textile products" means tops, yarns, piece-goods, made-up articles, garments and other textile manufactured products (being products which derive their chief characteristics from their textile components) of cotton, wool, man-made fibres, or blends thereof, in which any or all of those fibres in combination represent either the chief value of the fibres or fifty (50) percent or more by weight (or seventeen (17) percent or more by weight of wool) of the product; artificial and synthetic staple fibre, tow, waste, simple mono- and multi-filaments, as well as textiles made of vegetable fibres, blends of vegetable fibres with fibres specified above, and blends containing silk, which are directly competitive with textiles made of fibres specified above and for which any or all of those fibres in combination represent either the chief value of the fibres or 50 (fifty) per cent or more by weight of the products. |
| Third country | "Third country" means any country other than Canada or Vietnam. |
| Transit | "Transit" means the passage across the territory of a country, with or without trans-shipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode or means of transport, when such passage is only a portion of a complete journey beginning and terminating beyond the frontier of the country across whose territory the traffic passes. |

ARTICLE III

MOST-FAVOURED-NATION TREATMENT

1. Any advantage, favour, privilege or immunity granted by either of the Parties to any product originating in or destined for any third country shall be accorded immediately and unconditionally to the like product originating in or destined for the territory of the other Party with respect to:

3. Un soutien à un développement économique durable des parties et une plus grande coopération commerciale entre elles, dans leur intérêt mutuel.

ARTICLE II

DÉFINITIONS

| | |
|-------------------|--|
| Personne | Par le terme "personne", il faut entendre un citoyen ou un résident permanent d'une partie ou une personne morale constituée en vertu de la loi applicable sur le territoire d'une partie, ou y exerçant principalement ses activités. |
| Territoire | <p>Par le terme "territoire", il faut entendre :</p> <p>Dans le cas du Canada, le territoire auquel sa législation douanière s'applique, y compris toute zone au-delà de la mer territoriale du Canada dans laquelle, conformément au droit international et à sa loi nationale, le Canada peut exercer des droits sur les fonds et le sous-sol marins, et leur ressources naturelles;</p> <p>Dans le cas du Vietnam, le territoire auquel sa législation douanière s'applique, y compris toute zone au-delà de la mer territoriale du Vietnam dans laquelle, conformément au droit international et à sa loi nationale, le Vietnam exerce des droits sur les fonds et le sous-sol marins, et leurs ressources naturelles.</p> |
| Produits textiles | Par les termes "produits textiles", il faut entendre les peignés, fils, tissus, articles de confection simple, vêtements et autres produits manufacturés (produits qui tirent leurs caractéristiques principales de leurs composants textiles) en coton, laine, fibres artificielles et synthétiques, ou mélanges des fibres précitées, dans lesquels l'une quelconque de ces fibres ou toutes ces fibres combinées constituent soit l'élément de principale valeur des fibres, soit cinquante pour cent (50 %) ou plus, en poids (ou dix-sept pour cent (17 %) ou plus, en poids de laine) contenues dans le produit; les fibres artificielles et synthétiques discontinues, câbles pour discontinus, déchets, monofilaments et multifilaments simples, artificiels et synthétiques, ainsi que les textiles constitués de fibres végétales, de mélanges de fibres végétales et de fibres spécifiées plus haut, et les mélanges contenant de la soie, qui font une concurrence directe aux textiles constitués des fibres spécifiées ci-haut et dans lesquelles l'une quelconque de ces fibres ou toutes ces fibres combinées constituent soit l'élément de principale valeur des fibres, soit cinquante pour cent (50 %) ou plus du poids du produit. |
| Pays tiers | Par "pays tiers", il faut entendre tout autre pays que le Canada ou le Vietnam. |

- (a) customs duties and charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation of products or imposed on the international transfer of payments for imports or exports;
 - (b) the method of levying the duties and charges referred to in clause (a) of this paragraph;
 - (c) the rules and formalities connected with their importation or exportation;
 - (d) all internal taxes or internal charges of any kind imposed in connection with imported or exported products; and
 - (e) all laws, regulations and requirements affecting sale, offering for sale, purchase, transportation or distribution of imported products within the territory of the Party.
2. No prohibition or restriction, whether made effective through quotas, import or export licenses or other measures, shall be instituted or maintained by either Party on the importation of any product of the other Party or on the exportation or sale for export of any product destined for the territory of the other Party unless the importation of the like product of all third countries or the exportation of the like product to the territory of all third countries is similarly prohibited or restricted.
3. Each Party shall accord to the other Party and persons of the other Party treatment no less favourable than it accords to any third country or the persons of any third country in all matters relating to the allocation of foreign exchange for transactions involving the importation and exportation of products and in the administration of foreign exchange regulations in relation to such transactions.
4. The most-favoured-nation treatment provisions of this Agreement shall not apply to advantages now accorded, or which may hereafter be accorded, by either Party resulting from:
- (a) membership in a customs union or free trade area to which either Party is now or may become a party;
 - (b) preferences or advantages granted to third countries and authorized under the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) or under other international agreements consistent with the GATT;
 - (c) advantages accorded by Canada to countries and their overseas dependencies that are entitled to benefits of the British Preferential Tariff (BPT);
 - (d) advantages that are accorded to third countries on a reciprocal basis in accordance with the Agreement Establishing the World Trade Organization and subsequent arrangements concluded thereunder; or
 - (e) advantages accorded by either Party to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic.
5. Notwithstanding subparagraphs 4(b) and (d), treatment accorded by Canada to all third countries with respect to any matter under those subparagraphs shall be accorded to Vietnam. Any preference or advantage under subparagraphs 4(b) and (d) which might adversely affect trade between the Parties shall, at the request of either Party, be the subject of consultations under Article XIV.

Transit Par "transit", il faut entendre le passage sur le territoire d'un pays, avec ou sans transbordement, entreposage, rupture de charge ou changement dans le mode ou moyen de transport, lorsque ce passage ne constitue qu'une fraction d'une expédition complète, commençant et se terminant au-delà des frontières du pays sur le territoire duquel il a lieu.

ARTICLE III

TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

1. Tout avantage, faveur, privilège ou immunité déjà accordé par l'une des parties, ou l'autre, à l'égard de tout produit provenant de tout pays tiers, ou destiné à tout pays tiers, est aussitôt, et sans condition, accordé à tout produit similaire provenant du territoire de la partie cocontractante ou destiné à cette partie, en ce qui concerne :
 - a) les droits de douane et frais de tout genre imposés ou se rapportant à l'importation ou à l'exportation de produits ou frappant les transferts internationaux de fonds en règlement d'importations ou d'exportations;
 - b) le mode de perception des droits et frais auxquels il est fait référence à l'alinéa a) du présent paragraphe;
 - c) les règles et formalités se rapportant à son importation ou à son exportation;
 - d) toutes les taxes intérieures, ou frais intérieurs de tout genre, frappant l'importation ou l'exportation de produits;
 - e) et toutes les lois, règlements et obligations influant sur la vente, l'offre en vente, l'achat, le transport ou la distribution de produits importés sur le territoire de cette partie.
2. Aucune prohibition ni restriction, qu'elle soit mise en application par des contingents ou quotas, par des licences d'importation ou d'exportation ou par d'autres mesures, n'est instituée ni maintenue par l'une des parties, ou par l'autre, à l'égard de l'importation de tout produit de la partie cocontractante, ou de l'exportation ou de la vente à l'exportation de tout produit à destination du territoire de la partie cocontractante, à moins que l'importation d'un produit similaire en provenance de tous les pays tiers, ou l'exportation d'un produit similaire à destination du territoire de tous les pays tiers ne soit similairement prohibée ou restreinte.
3. Les parties accordent chacune à l'autre, et à ses personnes, un traitement non moins favorable que celui qu'elles accordent à tout pays tiers, ou aux personnes de tout pays tiers, en tout ce qui concerne l'attribution de devises étrangères pour des transactions où interviennent l'importation et l'exportation de produits, et l'application des règlements du change à ces transactions.

ARTICLE IV

TRADE FACILITATION

1. The Parties shall assist their respective business enterprises in respect of co-operation and joint ventures in manufacturing and processing for export to third countries in their mutual interest.
2. With respect to articles and samples imported for display at a fair or exhibition, the laws and regulations of the country where such fair or exhibition is held shall govern:
 - (a) any exemption from customs duties or other similar charges; and
 - (b) any entry of the articles or samples into the commerce of the importing country.
3. In accordance with applicable laws and regulations in force in the territory of each Party, each Party shall facilitate the freedom of transit, via the established routes most convenient for international transit, of products of the other Party across its territory. Products in transit across the territory of a Party that are not released from customs control and have not entered into the commerce of such Party shall not be subject to any unnecessary delays or restrictions and shall be exempt from all duties, taxes and other charges, except charges for transportation, administrative expenses or services rendered in relation to transit.
4. With respect to all charges, regulations and formalities applicable to products in transit, each Party shall accord to products of the other Party in transit across its territory treatment no less favourable than the treatment accorded to products of any third country in transit across its territory.
5. Each Party shall accord to the products of the other Party, which have been in transit across the territory of any third country and have not been released from customs control or entered into the commerce of such third country, treatment no less favourable than that which would have been accorded to such products had they been transported from their place of origin to their destination without going across the territory of such third country.
6. For greater certainty, nothing in paragraphs 3 to 5 prevents a Party from taking measures applicable to products of third countries in transit across its territory.

ARTICLE V

STATE TRADING ENTERPRISES

1. Each Party undertakes that if it establishes or maintains a state enterprise, wherever located, or grants to any enterprise, formally or in effect, exclusive or special privileges, such enterprise shall, in its purchases or sales involving either imports or exports, act in a manner consistent with the general principles of non-discriminatory treatment prescribed in this Agreement for governmental measures affecting imports or exports by private traders. To this end, such enterprises shall make any such purchases or sales solely in accordance with commercial considerations including price, quality, availability, marketability, transportation and other conditions of purchase or sale, and shall afford the enterprises of the other Party adequate

4. Les dispositions du présent Accord sur le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux avantages présentement accordés, ou qui pourront l'être éventuellement, par l'une des parties, ou par l'autre, par suite :
- a) de l'adhésion, présente ou éventuelle, à une union douanière ou à une zone de libre échange soit de l'une des parties, soit de l'autre;
 - b) des préférences ou des avantages accordés à des pays tiers, autorisés en vertu de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) ou d'autres accords internationaux compatibles avec le GATT;
 - c) des avantages accordés par le Canada aux pays tiers et à leurs territoires dépendants d'outre-mer ayant droit de profiter du Tarif de Préférence Britannique (TPB);
 - d) des avantages qui sont accordés à certains pays tiers sous réserve de réciprocité en conformité avec l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et les arrangements subséquents conclus en application de celui-ci;
 - e) des avantages accordés soit par l'une des parties, soit par l'autre, à des pays adjacents, afin de faciliter le trafic frontalier.
5. Par dérogation aux alinéas 4 b) et d), le traitement accordé par le Canada à tous les pays tiers dans toute matière relevant de ces alinéas doit être accordé au Vietnam. Toute préférence ou tout avantage accordé en vertu des alinéas 4 b) et d) qui pourrait influencer désavantageusement sur les échanges commerciaux entre les parties fait, à la demande de l'une des parties, ou de l'autre, l'objet de consultations sur le fondement de l'article XIV.

ARTICLE IV

FACILITATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

1. Les parties prêtent assistance à leurs entreprises respectives en matière de coopération et d'entreprises conjointes de fabrication et de transformation, à des fins d'exportation vers des pays tiers, dans leur intérêt mutuel.
2. En ce qui concerne les objets et les échantillons importés afin d'être exhibés dans des foires ou des expositions, les lois et la réglementation du pays où ces foires ou ces expositions ont lieu régissent :
 - a) toute exonération de droits de douane ou d'autres frais semblables;
 - b) et toute introduction de ces objets ou de ces échantillons dans le commerce du pays importateur.

opportunity, as may be provided for in domestic laws and regulations and in accordance with customary business practice, to compete for participation in such purchases or sales.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to imports of products for immediate or ultimate consumption in governmental use and not otherwise for resale or use in the production of goods for sale.

ARTICLE VI

DISRUPTIVE TRADE PRACTICES

1. Nothing in this Agreement prejudices or qualifies the right of either Party to enact and administer laws and regulations:
 - (a) consistent with the requirements of Article VI of the GATT and the related codes or successor agreements concluded under the GATT; or
 - (b) applicable to products imported in such increased quantities and under such conditions as to cause or threaten to cause serious injury to domestic producers of like or directly competitive products.
2. As soon as possible after a request for initiation of an investigation is accepted by the authorities of one Party pursuant to a law or regulation referred to in paragraph 1, and in any event upon the initiation of an investigation, the other Party shall be afforded an adequate opportunity for consultations with the aim of clarifying the situation and arriving at a mutually agreed solution. Furthermore, throughout the period of investigation, the other Party shall be afforded an adequate opportunity to continue consultations, with a view to clarifying the factual situation and to arriving at a mutually agreed solution.
3. The Party which initiates an investigation or is conducting such an investigation shall permit, upon request, access to non-confidential evidence and data being used for initiating or conducting the investigation.
4. Each Party shall ensure that its laws and regulations referred to in paragraph 1 are transparent and afford affected parties an opportunity to submit their views. Such laws and regulations shall not be applied in a manner that discriminates arbitrarily or unjustifiably between products of the other Party and products of any third country.
5. The obligations under paragraphs 2 to 4 shall apply to Vietnam at such time as it implements laws or regulations relating to the matters set out in paragraph 1.

ARTICLE VII

TRANSPARENCY OF INFORMATION

1. Each Party shall make available publicly on a timely basis all laws and regulations related to commercial activity, including trade, investment, taxation, banking, insurance, financial services, transport and labour.

3. En conformité avec les lois et la réglementation applicables en vigueur sur leur territoire, les parties facilitent chacune la liberté de transit, à travers leur territoire, des produits de leur partie cocontractante, empruntant les voies établies les plus commodes pour le transit international. Les produits en transit à travers le territoire de l'une des parties qui ne sont pas dédouanés ni introduits sur le marché de cette partie ne sont ni retardés ni soumis à des restrictions inutiles et sont exonérés de tous droits, taxes et autres impositions, sauf des frais de transport, d'administration ou de services se rapportant au transit.
4. En ce qui concerne tous les frais, règlements et formalités applicables aux produits en transit, les parties accordent chacune aux produits de la partie cocontractante en transit sur leur territoire un traitement non moins favorable que celui qu'elles accordent aux produits de tout pays tiers en transit sur leur territoire.
5. Les parties accordent chacune aux produits de la partie cocontractante qui ont transité par le territoire de tout pays tiers et qui n'ont été ni dédouanés ni introduits sur le marché de ce pays tiers un traitement non moins favorable que celui qui leur aurait été accordé s'ils avaient été transportés de leur lieu d'origine à leur destination sans transiter par le territoire de ce pays tiers.
6. Pour plus de sûreté, rien de ce qui est stipulé aux paragraphes 3 à 5 n'interdit aux parties de prendre chacune des mesures à l'égard des produits des pays tiers qui transitent sur leur territoire.

ARTICLE V

ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

1. Les parties s'engagent chacune, si elles fondent ou maintiennent en activité une entreprise d'État, où qu'elle soit, ou si elles accordent à une entreprise, en droit ou en fait, des privilèges exclusifs ou spéciaux, à ce que cette entreprise se conforme, dans ses achats ou ses ventes se traduisant par des importations ou des exportations, aux principes généraux de traitement non discriminatoire prescrits par le présent Accord au regard des mesures prises par les pouvoirs publics touchant les importations ou les exportations des négociants privés. À cette fin, ces entreprises procèdent à tout achat ou à toute vente de ce genre en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial, dont le prix, la qualité, la disponibilité, la possibilité de commercialisation, le transport et d'autres conditions d'achat ou de vente, et laissent suffisamment aux entreprises de la partie cocontractante la possibilité, que peuvent prévoir leur législation et leur réglementation, et en conformité avec la pratique commerciale usuelle, de participer à ces achats ou à ces ventes dans des conditions de libre concurrence.
2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article ne s'appliquent pas aux importations de produits destinés directement ou ultiment à être consommés par les pouvoirs publics et non à être revendus ou à servir à la production de marchandises pour fins de vente.

2. Each Party shall provide interested persons of the other Party access to available non-confidential, non-proprietary data on the national economy, and specific industrial, agricultural, commodity or service sectors, including data on foreign trade and investment.

ARTICLE VIII

SERVICES

The Parties shall enter into consultations with a view to broadening the scope of this Agreement to include trade in services, consistent with multilateral principles established in the General Agreement on Trade in Services.

ARTICLE IX

MERCHANT VESSELS AND WATERBORNE CARGOES

1. In international traffic, the merchant vessels of each Party, merchant vessels chartered by persons of each Party, and the cargoes of such vessels shall, during arrival, stay at, and departure from the seaports where the other Party allows entry and exit of foreign merchant vessels, enjoy treatment, including access to harbour services, accorded to the most-favoured nation. The Parties agree that any arrangement between Canada and the United States of America governing pilotage does not create rights under this paragraph.
2. In relation to products transported between Canada and Vietnam, neither Party shall create or maintain:
 - (a) discriminatory measures of any kind to marketing the services of, securing cargoes for, and transferring payments related to, the merchant vessels of the other Party or merchant vessels chartered by persons of the other Party; or
 - (b) discriminatory measures of any kind to the flow of waterborne cargoes through maritime cargo terminals or to the use of such terminals.
3. Each Party shall, on the basis of reciprocity with the other Party, facilitate the establishment and operation in its territory of representative offices of shipping enterprises of the other Party. The Parties recognize that shipping enterprises in both Canada and Vietnam own or operate vessels of either their own national or foreign registry.

ARTICLE X

TERMS OF PAYMENTS

1. Subject to the laws and regulations in force in Canada and Vietnam, all payments in respect of trade between the two countries shall be made on terms mutually agreed upon by the persons party to the commercial contracts governing that trade.

ARTICLE VI

PRATIQUES QUI DÉSORGANISENT LE COMMERCE

1. Rien dans le présent Accord ne porte préjudice au droit des parties, de l'une comme de l'autre, ni ne le limite, d'adopter et d'appliquer des lois et une réglementation :
 - a) conformes aux exigences de l'article VI du GATT et des codes connexes ou des accords consécutifs conclus en vertu du GATT; ou
 - b) applicables aux produits importés en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causent ou risquent de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents.
2. Dès qu'il est possible après qu'une demande d'ouverture d'une enquête a été accueillie par les autorités de l'une des parties, en vertu d'une loi ou d'un règlement dont il est fait mention au paragraphe premier, et, quoi qu'il en soit, au moment de l'ouverture de toute enquête, il est offert à la partie cocontractante la possibilité suffisante de procéder à des consultations en vue d'élucider les faits et d'arriver à une solution mutuellement convenue. De plus, durant tout le cours de l'enquête, il est offert à la partie cocontractante la possibilité suffisante de poursuivre les consultations, en vue d'élucider l'état de fait et d'arriver à une solution mutuellement convenue.
3. La partie qui ouvre une enquête ou qui procède à cette enquête permet, sur demande, de prendre connaissance des preuves et des données non confidentielles sur lesquelles l'on s'est fondé pour ouvrir ou mener l'enquête.
4. Les parties s'assurent chacune que leurs lois et leur réglementation, dont il est fait mention au paragraphe premier, sont claires et qu'elles laissent aux parties impliquées la possibilité de faire connaître leur point de vue. Ces lois et cette réglementation ne sont pas appliquées de façon discriminatoire et arbitraire, ou injustifiée, à l'égard des produits de la partie cocontractante par rapport aux produits de tout pays tiers.
5. Les obligations stipulées aux paragraphes 2 à 4 s'appliquent au Vietnam à compter du moment où il met en place une législation ou une réglementation se rapportant aux matières exposées au paragraphe premier.

2. Neither Party shall require persons subject to their jurisdiction to engage in barter or countertrade transactions as a condition of bilateral trade between Canada and Vietnam.

ARTICLE XI

TRADE-RELATED FINANCE

The Parties shall encourage and facilitate the establishment of a relationship between Export Development Corporation of Canada, or its successor or successors, and the Central Bank of Vietnam, or an acceptable designate acting in full faith and credit of Vietnam, in regards to the financing of trade in capital goods, services and commodities, based on reasonable assessments of commercial risk and, where appropriate, based on sovereign risk guarantees.

ARTICLE XII

LAW APPLICABLE TO CONTRACTS AND SETTLEMENT OF COMMERCIAL DISPUTES

1. Neither Party shall interfere with the freedom of persons subject to its jurisdiction to agree with persons of the other Party on the choice of law to govern the conclusion and performance of contracts between them.
2. Persons of Vietnam, on the one hand, and persons of Canada, on the other hand, may agree to settle disputes arising out of commercial transactions by arbitration.
3. Such persons, involved in disputes arising out of individual commercial transactions, may agree to arbitration in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL), adopted in 1976.
4. Nothing in this Agreement shall be interpreted in such a way as to hamper, nor shall either Party prevent, the parties to commercial transactions from agreeing on any other form of arbitration for the settling of commercial disputes, which they mutually prefer and which, in their opinion, best answers their commercial needs.
5. The persons of Canada and of Vietnam shall enjoy access to the courts of the other Party on the same basis as persons of any third country.

ARTICLE XIII

EXCEPTIONS

1. The provisions of this Agreement shall not limit the right of either Party to take any action for the protection of its national security interests.
2. Subject to the requirement that such measures are not applied in a manner which would constitute a means of arbitrary or unjustifiable discrimination between countries where the same conditions prevail, or a disguised restriction on international trade,

ARTICLE VII

TRANSPARENCE DE L'INFORMATION

1. Les parties rendent chacune publiquement accessibles en temps opportun toutes les lois et toute la réglementation relatives aux activités commerciales, y compris aux échanges commerciaux, aux investissements, à la fiscalité, aux opérations bancaires, à l'assurance, aux services financiers, aux transports et aux relations de travail.
2. Les parties donnent chacune aux personnes intéressées de la partie cocontractante accès aux informations disponibles non confidentielles et non patrimoniales sur leur économie nationale, et sur certains secteurs particuliers de leur industrie, de leur agriculture, de leurs produits de base ou de leurs services, y compris celles sur leur commerce extérieur et les investissements étrangers.

ARTICLE VIII

SERVICES

Les parties procèdent à des consultations dans le but d'élargir la portée du présent Accord, afin d'y inclure le commerce des services, conformément aux principes multilatéraux adoptés par l'Accord Général sur le Commerce des Services.

ARTICLE IX

NAVIRES MARCHANDS, TRANSPORT MARITIME DE MARCHANDISES

1. Concernant le trafic international, les navires marchands de chacune des parties, les navires marchands affrétés par des personnes de ces parties et les cargaisons de ces navires jouissent, à leur arrivée dans les ports de mer où la partie cocontractante autorise l'entrée et la sortie des navires marchands étrangers, durant leur séjour et à leur départ, du traitement de la nation la plus favorisée, y compris de l'accès aux services portuaires. Les parties conviennent que tout arrangement entre le Canada et les États-Unis d'Amérique régissant le pilotage ne fait naître aucun droit en vertu du présent paragraphe.
2. Pour ce qui est des produits transportés entre le Canada et le Vietnam, les parties ne prennent, ni l'une ni l'autre, ni ne maintiennent :
 - a) de mesures discriminatoires de quelque nature quelles soient en matière de commercialisation de services, d'obtention de cargaisons et de transferts de paiement à l'égard des navires marchands de la partie cocontractante ou des navires marchands affrétés par des personnes de la partie cocontractante;

nothing in this Agreement shall be construed to prohibit the adoption or enforcement by either Party of measures:

- (a) necessary to protect public morals;
 - (b) necessary to protect human, animal or plant life or health;
 - (c) relating to the importation or exportation of gold or silver;
 - (d) necessary to secure compliance with laws or regulations which are not inconsistent with the provisions of this Agreement;
 - (e) relating to the products of prison labour;
 - (f) imposed for the protection of national treasures of artistic, historic or archaeological value; or
 - (g) measures relating to the conservation of exhaustible natural resources if such measures are made effective in conjunction with restrictions on domestic production or consumption.
3. Textile products are not subject to the provisions of paragraphs 1 and 2 of Article III and sub-paragraph 1(b) of Article VI. Where any agreement or arrangement dealing with certain textile products is in effect between the Parties, this exception shall apply only to the textile products covered by that agreement or arrangement.

ARTICLE XIV

CONSULTATIONS

- 1. The Parties shall consult with each other from time to time regarding the operation of this Agreement or of any provision thereof.
- 2. The terms of reference for consultations held pursuant to paragraph 1 shall be:
 - (a) To keep under review the possibility of broadening this Agreement;
 - (b) To consider matters affecting trade and commerce between Canada and Vietnam;
 - (c) To exchange information and views on matters that might adversely affect either Party's existing levels or future development of trade;
 - (d) To review multilateral trade matters of common interest; and
 - (e) To review progress towards expanding bilateral trade, and to examine, where appropriate, proposals designed to encourage further growth in trade or to overcome hindrances to such growth.
- 3. Consultations pursuant to this Article may be initiated at the request of either Party on reasonable notice to the other Party.

- b) ou de mesures discriminatoires de quelque nature quelles soient à l'égard du flux des marchandises transportées par les voies maritimes ou fluviales qui passe par les terminaux maritimes de marchandises, ou à l'égard de l'utilisation de ces terminaux;
3. Les parties, sous réserve de réciprocité de la part de la partie cocontractante, facilitent chacune l'établissement et l'utilisation sur leur territoire des bureaux représentants maritimes des sociétés d'armement de la partie cocontractante. Les parties reconnaissent que les sociétés d'armement au Vietnam et au Canada possèdent ou exploitent des navires battant soit leurs propre pavillons, soit leurs pavillons étrangers.

ARTICLE X

CONDITIONS DE PAIEMENT

1. Sous réserve des lois et de la réglementation en vigueur au Canada et au Vietnam, tous les paiements se rapportant aux échanges commerciaux entre les deux pays se font aux conditions mutuellement convenues par les personnes signataires des contrats commerciaux régissant ces échanges.
2. Les parties n'imposent ni l'une ni l'autre aux personnes de leur juridiction de faire du troc ou des achats de compensation comme condition aux échanges bilatéraux entre le Canada et le Vietnam.

ARTICLE XI

FINANCEMENT LIÉ AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX

Les parties encouragent et facilitent l'établissement de relations entre la Société pour l'Expansion des Exportations du Canada, ou son ou ses successeurs, et la Banque Centrale du Vietnam, ou quelque délégataire acceptable jouissant de la pleine confiance et crédibilité du Vietnam, au regard du financement du commerce de biens d'équipement, de services et des produits de base, en fonction d'une évaluation raisonnable du risque commercial et, lorsqu'il y a lieu, de garanties du risque souverain.

ARTICLE XII

DROIT APPLICABLE AUX CONTRATS ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX

1. Les parties n'entravent ni l'une ni l'autre la liberté des personnes de leur juridiction de convenir avec des personnes de la partie cocontractante de la loi qui régira la conclusion et l'exécution des contrats qu'elles font.

4. The location of meetings held pursuant to this Article shall alternate between Canada and Vietnam unless the Parties agree otherwise. A representative of each Party shall lead that Party's delegation to such meetings. Each meeting shall be chaired by a representative of the host Party.
5. The Parties shall endeavour to settle through diplomatic channels any dispute that may arise over the interpretation or application of any provision of this Agreement.

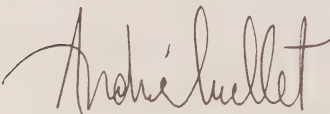
ARTICLE XV

ENTRY INTO FORCE, TERM AND TERMINATION

1. For the purpose of the entry into force of this Agreement, the Parties will inform each other by an exchange of notes that their respective legal requirements have been completed. This Agreement will enter into force on the date of the exchange of notes or, in the event that the exchange of notes does not take place on the same day, on the date of the last note.
2. This Agreement shall remain in force unless terminated by either Party upon six months' notice to the other Party. Should this Agreement be terminated, both Parties shall, to the extent possible, seek to minimize possible disruption to their trade relations.
3. The rights and obligations arising out of contracts entered into between persons of the Parties shall be the responsibility of such persons only. Termination of this Agreement shall not affect the fulfilment of obligations or undertakings arising from contracts entered into during the period the Agreement was in force.
4. Except as expressly provided herein, nothing in this Agreement overrides or modifies agreements already in force between the Parties.
5. At any time while this Agreement is in force, either Party may propose in writing amendments thereto and to which the other Party shall reply within 90 days upon receipt of such notice. The terms of this Agreement may be modified by the mutual consent in writing of the Parties when approved in accordance with their respective domestic legal procedures.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized by their Government, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at *Hanoi*, this *13th* day of *November* 1995, in the English, French, and Vietnamese languages, each version being equally authentic.



André Ouellet
FOR THE GOVERNMENT OF
CANADA



Le Van Triet
FOR THE GOVERNMENT OF THE
SOCIALIST REPUBLIC OF VIETNAM

2. Les personnes ressortissant du Vietnam, d'une part, et les personnes ressortissant du Canada, d'autre part, peuvent convenir de régler par arbitrage leurs différends découlant de transactions commerciales.
3. Ces personnes, si elles ont un différend lié à une transaction commerciale particulière, peuvent convenir de recourir à l'arbitrage conformément au Règlement d'Arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (la CNUDCI) adopté en 1976.
4. Rien dans le présent Accord ne saurait être interprété de façon à interdire aux personnes parties à des transactions commerciales de convenir de toute autre forme d'arbitrage des différends commerciaux qu'elles préfèrent l'une et l'autre et qui, à leur point de vue, répond le mieux à leurs besoins commerciaux, et les parties n'y feront obstacle ni l'une ni l'autre.
5. Les personnes ressortissant du Canada et celles ressortissant du Vietnam jouissent du même droit d'agir devant les tribunaux de la partie cocontractante que les personnes ressortissant de tout autre pays tiers.

ARTICLE XIII

EXCEPTIONS

1. Les dispositions du présent Accord ne limitent pas le droit des parties de prendre, l'une comme l'autre, des mesures, quelles qu'elles soient, pour la protection des intérêts de leur sécurité nationale.
2. Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiée entre des pays où les mêmes conditions prévalent, soit une restriction déguisée du commerce international, rien dans le présent Accord ne saurait être interprété comme interdisant l'adoption ou la mise en vigueur, par l'une des parties, ou par l'autre, de mesures :
 - a) nécessaires à la protection des bonnes moeurs;
 - b) nécessaires à la protection de la vie humaine, animale ou végétale, ou de la santé;
 - c) relatives à l'importation ou à l'exportation d'or ou d'argent;
 - d) nécessaires pour faire respecter les lois ou la réglementation qui n'entrent pas en conflit avec les dispositions du présent Accord;
 - e) relatives aux produits du travail carcéral;
 - f) imposées pour la protection des trésors nationaux d'intérêt artistique, historique ou archéologique;

- g) relatives à la conservation des ressources naturelles épuisables si ces mesures sont appliquées en conjonction avec des restrictions à la production ou à la consommation nationale;
3. Les produits textiles ne font pas l'objet des dispositions des paragraphes premier et 2 de l'article III et de l'alinéa 1 b) de l'article VI. Lorsque quelque accord ou arrangement portant sur certains produits textiles a effet entre les parties, cette exception ne s'applique qu'uniquement aux produits textiles couverts par cet accord ou arrangement.

ARTICLE XIV

CONSULTATIONS

1. Les Parties se consultent de moment en moment sur l'application du présent Accord ou sur toute disposition de celui-ci.
2. Les consultations prévues au paragraphe premier du présent article ont pour objet :
 - a) d'examiner la possibilité d'élargir le présent Accord;
 - b) d'étudier les questions qui influent sur les échanges commerciaux et le commerce entre le Canada et le Vietnam;
 - c) d'échanger des informations et des points de vue sur des questions qui pourraient influencer défavorablement sur les niveaux présents des échanges commerciaux ou sur leur développement futur;
 - d) de passer en revue des questions d'ordre commercial multilatéral d'intérêt commun; et
 - e) de revoir les progrès accomplis en matière de développement des échanges commerciaux bilatéraux et d'examiner, s'il y a lieu, les propositions ayant pour but de stimuler une plus grande croissance des échanges commerciaux ou de vaincre les obstacles qui entravent cette croissance;
3. Les consultations prévues par le présent Article peuvent être engagées à la demande de l'une des parties, ou de l'autre, par avis raisonnable donné à la partie cocontractante.
4. Les rencontres prévues par le présent Article ont lieu au Canada et au Vietnam, alternativement, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Les délégations de chacune des parties à ces rencontres sont dirigées par un représentant de cette partie. Les rencontres sont présidées par un représentant de la partie hôte.
5. Les Parties tâchent de régler par voie diplomatique, tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application de toute disposition du présent Accord.

ARTICLE XV**ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET DÉNONCIATION**


1. Aux fins de l'entrée en vigueur du présent Accord, les parties s'informeront par échange de notes que leurs obligations juridiques à cet égard ont été pleinement remplies. L'Accord entre en vigueur le jour de l'échange des notes ou, si les notes ne sont pas échangées le même jour, le jour de la seconde note.
2. L'Accord demeure en vigueur tant qu'il n'est pas dénoncé par l'une des parties, ou par l'autre, par notification de six mois donnée à la partie cocontractante. Dans le cas où l'Accord est dénoncé, les deux parties, dans la mesure du possible, cherchent à ne perturber que le moins possible leurs relations commerciales.
3. Les droits et les obligations nés des contrats conclus par des personnes ressortissant des parties n'engagent que ces personnes. La dénonciation de l'Accord n'influe pas sur la pleine exécution des obligations ou des engagements pris en vertu de contrats conclus alors que l'Accord était en vigueur.
4. Sauf stipulation expresse dans les présentes, aucune disposition du présent Accord ne remplace ni ne modifie les accords déjà en vigueur entre les parties.
5. À tout moment pendant que l'Accord est en vigueur, l'une des parties, ou l'autre, peut proposer par écrit de le modifier; la partie cocontractante doit répondre dans les quatre-vingt-dix jours (90) de la réception de cette notification. Les conditions du présent Accord peuvent être modifiées du consentement mutuel des parties, donné par écrit, après approbation, conformément à leur procédure légale respective à cet effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement, ont signé le présent Accord.

FAIT, en double exemplaire, à *Hanoi*, ce *13^e* jour de *novembre* 1995, en anglais, en français et en Vietnamien, chaque version faisant également foi.

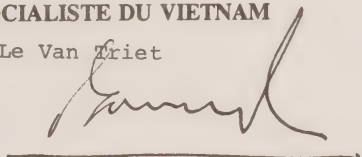
**POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA**

André Ouellet



**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE DU VIETNAM**

Le Van Triet



© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/9
ISBN 0-660-60036-6

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/9
ISBN 0-660-60036-6

CAI
EA 10
T67



CANADA

TREATY SERIES 1996/10 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Protocol to the Tax Convention between the Government of CANADA
and the Government of the REPUBLIC OF HUNGARY signed on
April 15, 1992

Budapest, May 3, 1994

In force April 26, 1996

IMPÔTS

Protocole à la Convention fiscale entre le gouvernement du CANADA
et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE DE HONGRIE signée le 15
avril 1992

Budapest, le 3 mai 1994

En vigueur le 26 avril 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/10 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Protocol to the Tax Convention between the Government of **CANADA**
and the Government of the **REPUBLIC OF HUNGARY** signed on
April 15, 1992

Budapest, May 3, 1994

In force April 26, 1996

IMPÔTS

Protocole à la Convention fiscale entre le gouvernement du **CANADA**
et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE DE HONGRIE** signée le 15
avril 1992

Budapest, le 3 mai 1994

En vigueur le 26 avril 1996

PROTOCOL
TO THE TAX CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF HUNGARY
SIGNED ON APRIL 15, 1992⁽¹⁾

The Government of Canada and the Government of the Republic of Hungary, desiring to conclude a Protocol modifying the Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, signed at Budapest on April 15, 1992 (hereinafter referred to as "the Convention"), have agreed as follows:

Article 1

1. Paragraph 2 of Article 10 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

"2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

- (a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which controls directly or indirectly at least 25 per cent of the voting power in the company paying the dividends;
- (b) notwithstanding sub-paragraph (a), 10 per cent of the gross amount of the dividends if the dividends are paid by a company that is a resident of Canada and a non-resident owned investment corporation to a company that is a resident of the Republic of Hungary that controls directly or indirectly at least 25 per cent of the voting power in the company paying the dividends and is the beneficial owner of such dividends; and

(1) Canada Treaty Series 1994 No. 15

PROTOCOLE
À LA CONVENTION FISCALE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE
SIGNÉE LE 15 AVRIL 1992 ⁽¹⁾

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Hongrie, désireux de conclure un protocole modifiant la Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Budapest le 15 avril 1992 (ci-après dénommée «la Convention»), sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

1. Le paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit:

«2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant donc la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui contrôle directement ou indirectement au moins 25 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes;
- b) nonobstant l'alinéa a), 10 pour cent du montant brut des dividendes si les dividendes sont payés par une société qui est un résident du Canada et une corporation de placements appartenant à des non résidents à une société qui est un résident de la République de Hongrie qui contrôle directement ou indirectement au moins 25 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes et qui en est le bénéficiaire effectif; et

(1) Recueil des traités du Canada 1994 No 15

- (c) 15 per cent of the gross amount of the dividends in any other case.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid."

2. Paragraph 6 of Article 10 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

"6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing on the earnings of a company attributable to a permanent establishment in that State, tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company which is a national of that State, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 5 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits, including any gains, attributable to a permanent establishment in a Contracting State in a year and previous years after deducting therefrom all taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed on such profits by that State."

Article 2

1. The Contracting States shall notify each other that the constitutional requirements for the entry into force of this Protocol have been complied with.

2. The Protocol shall enter into force sixty days after the date on which the latter of the notifications referred to in paragraph 1 is received and its provisions shall apply:

- (a) in respect of paragraph 1 of Article 1 of the Protocol, to tax withheld at the source on amounts paid or credited on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the Protocol enters

- c) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.»"

- 2. Le paragraphe 6 de l'article 10 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit:

«6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de percevoir, sur les revenus d'une société imputables à un établissement stable dans cet État, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société qui est un national dudit État, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 5 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Au sens de la présente disposition, le terme «revenus» désigne les bénéfices, y compris les gains, imputables à un établissement stable dans un État contractant, pour l'année ou pour les années antérieures, après déduction de tous les impôts, autres que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe, prélevés par cet État sur lesdits bénéfices.»

Article 2

- 1. Les États contractants se notifient l'un l'autre que les exigences constitutionnelles pour l'entrée en vigueur du présent Protocole ont été satisfaites.

- 2. Le Protocole entrera en vigueur soixante jours après la date où la dernière des notifications visées au paragraphe 1 est reçue et ses dispositions seront applicables:

- a) en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article premier du Protocole, à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés ou portés au crédit à partir du 1^{er} janvier de

into force, except that the reference to "5 per cent" shall be read, in its application to amounts paid or credited on or after that first day, after:

- (i) 1992 and before 1994, as "9 per cent";
 - (ii) 1993 and before 1995, as "8 per cent";
 - (iii) 1994 and before 1996, as "7 per cent"; and
 - (iv) 1995 and before 1997, as "6 per cent" and
- (b) in respect of paragraph 2 of Article 1 of the Protocol, for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the Protocol enters into force, except that the reference to "5 per cent" shall be read, in its application to taxation years beginning on or after that first day and ending after:
- (i) 1992 and before 1994, as "9 per cent";
 - (ii) 1993 and before 1995, as "8 per cent";
 - (iii) 1994 and before 1996, as "7 per cent"; and
 - (iv) 1995 and before 1997, as "6 per cent".

Article 3

This Protocol shall remain in force as long as the Convention between the Republic of Hungary and Canada remains in force.

l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur du Protocole sauf que le pourcentage de «5 pour cent» est remplacé par:

- (i) «9 pour cent» pour les montants payés ou portés au crédit en 1993;
 - (ii) «8 pour cent» pour les montants payés ou portés au crédit en 1994;
 - (iii) «7 pour cent» pour les montants payés ou portés au crédit en 1995; et
 - (iv) «6 pour cent» pour les montants payés ou portés au crédit en 1996; et
- b) en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article premier du Protocole, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur du Protocole sauf que le pourcentage de «5 pour cent» est remplacé par les pourcentages ci-après pour les années d'imposition commençant à partir de ce jour et se terminant au cours des années suivantes:
- (i) 1993: «9 pour cent»;
 - (ii) 1994: «8 pour cent»;
 - (iii) 1995: «7 pour cent»; et
 - (iv) 1996: «6 pour cent».

Article 3

Le présent Protocole demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention entre le Canada et la République de Hongrie demeurera en vigueur.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

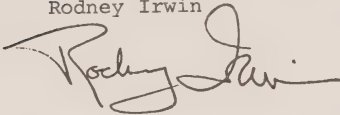
IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Protocol.

FAIT en deux exemplaires à *Budapest* le *3 mai, 1994*
en langues française, anglaise et hongroise, chaque
version faisant également foi.

DONE in duplicate at *Budapest*, this *May 3rd 1994*
in the English, French and Hungarian languages, each
version being equally authentic.

POUR LE GOUVERNEMENT DU
CANADA

Rodney Irwin



FOR THE GOVERNMENT OF
CANADA

POUR LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE
Béla Bártfai



FOR THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF HUNGARY

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/10
ISBN 0-660-60037-4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/10
ISBN 0-660-60037-4

CA1
EA10
-T67



CANADA

TREATY SERIES 1996/11 RECUEIL DES TRAITÉS

CONTRIBUTION

Protocol to the Agreement between the Government of CANADA
and the INTERNATIONAL FUND FOR IRELAND

Ottawa, March 25, 1996 and Belfast, March 27,
1996

In force March 27 1996

CONTRIBUTION

Protocole à l'Accord intervenu entre le gouvernement du CANADA
et LE FONDS INTERNATIONAL POUR L'IRLANDE

Ottawa, le 25 mars 1996 et Belfast, le 27 mars 1996

En vigueur le 27 mars 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/11 RECUEIL DES TRAITÉS

CONTRIBUTION

Protocol to the Agreement between the Government of CANADA
and the INTERNATIONAL FUND FOR IRELAND

Ottawa, March 25, 1996 and Belfast, March 27,
1996

In force March 27 1996

CONTRIBUTION

Protocole à l'Accord intervenu entre le gouvernement du CANADA
et LE FONDS INTERNATIONAL POUR L'IRLANDE

Ottawa, le 25 mars 1996 et Belfast, le 27 mars 1996

En vigueur le 27 mars 1996

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1996

PROTOCOL
TO THE AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE
INTERNATIONAL FUND FOR IRELAND

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE INTERNATIONAL
FUND OF IRELAND, (hereinafter referred to as the "Parties");**

NOTING the often expressed support by the Government of Canada for peace and reconciliation in Northern Ireland;

ACKNOWLEDGING the valuable role played by the International Fund of Ireland in this process;

CITING the existing 1987 Agreement between the Government of Canada and the International Fund for Ireland;⁽¹⁾

RECOGNIZING the contributions already made by the Government of Canada to the International Fund for Ireland of \$2,500,000 to enable the Fund to finance a Business Cooperation Programme, as described in Article III (b) of the Agreement, and \$1,000,000 to finance a Youth Training and Exchange Programme, as described in Article III (a) of the Agreement, together which have met all obligations of Canada under the Agreement; and

CONSIDERING the significant contributions raised by a private Canadian charity, the Ireland Fund of Canada (IFC), for purposes compatible with the objectives of the International Fund for Ireland;

HAVE REACHED the following agreement:

ARTICLE I

For the purposes of this Protocol:

"Agreement" shall be interpreted by the Parties to mean the Agreement between the Government of Canada and the International Fund for Ireland Regarding a Contribution by Canada to the Fund, done at Ottawa on April 27, 1987 and in force for Canada on that same date.

ARTICLE II

The Government of Canada shall make a final grant of \$600,000 (Cdn) to finance the Canada-International Fund for Ireland Youth and Exchange Programme, as described in Article III (a) of the Agreement.

(1) Canada Treaty Series 1987 No. 16

PROTOCOLE
À L'ACCORD INTERVENU
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET
LE FONDS INTERNATIONAL POUR L'IRLANDE

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE FONDS INTERNATIONAL
POUR L'IRLANDE, (ci-après dénommés les «Parties»),**

PRENANT NOTE de l'appui que le gouvernement du Canada a, à maintes reprises, témoigné à la paix et à la réconciliation en Irlande du Nord;

RECONNAISSANT l'importance du rôle joué par le Fonds international pour l'Irlande dans ce processus;

CITANT l'Accord de 1987⁽¹⁾ entre le gouvernement du Canada et le Fonds international pour l'Irlande;

RECONNAISSANT les contributions déjà apportées par le gouvernement du Canada au Fonds international pour l'Irlande, d'une somme de 2 500 000 \$ pour permettre au Fonds de financer un Programme de coopération économique, tel que prévu à l'article III b) de l'Accord, et d'une somme de 1 000 000 \$ pour financer un Programme de formation et d'échange de jeunes, tel que prévu à l'article III a) de l'Accord, par lesquelles le Canada a rempli toutes ses obligations en vertu de l'Accord; et

CONSIDÉRANT l'importante contribution réunie par une oeuvre privée de charité canadienne, The Ireland Fund of Canada (IFC), à des fins compatibles avec les objectifs du Fonds international pour l'Irlande;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Pour les fins de ce Protocole :

Le terme «Accord» est interprété par les Parties comme devant s'entendre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le Fonds international pour l'Irlande relativement à une contribution du Canada à ce Fonds, fait à Ottawa le 27 avril 1987 et entré en vigueur pour le Canada le même jour.

ARTICLE II

Le gouvernement du Canada accorde une dernière subvention de 600 000 \$ cda afin de financer le Programme conjoint du Canada et du Fonds international pour l'Irlande de formation et d'échange de jeunes, tel que prévu à l'article III a) de l'Accord.

(1) Recueil des traités du Canada 1987 No 16

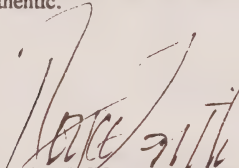
ARTICLE III

The Parties agree that upon payment of that sum, no further grants shall become payable by the Government of Canada, under the Agreement

ARTICLE IV

1. This Protocol shall come into force upon signature and shall remain in force for the life of the Agreement, or until terminated by either Party upon six months written notice to the other; it may be modified at any time by mutual agreement.
2. Upon signature, this Protocol shall become an integral part of the Agreement.

DONE at Ottawa, this *25th* day of March 1996, and in Belfast, this *27th* day of March 1996, in the English and French languages, both texts being equally authentic.


**FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA**
Royce Firth


**FOR THE INTERNATIONAL
FUND FOR IRELAND**
W.T. McCarter

ARTICLE III

Les Parties conviennent qu'une fois cette somme payée, le gouvernement du Canada n'aura plus à verser aucune autre subvention en vertu de l'Accord.

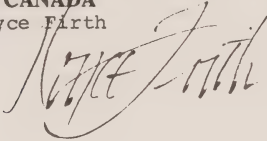
ARTICLE IV

1. Ce Protocole entre en vigueur au moment de sa signature et le demeure aussi longtemps que l'Accord est en vigueur, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des Parties, ou l'autre, par notification écrite de six mois à l'autre Partie; il peut être modifié à tout moment d'un commun accord.
2. Au moment de sa signature, ce Protocole est présumé faire partie intégrante de l'Accord.

FAIT en double exemplaire à Ottawa, ce 25^e jour de mars 1996, et à Belfast, ce 27^e jour de mars 1996, dans les langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

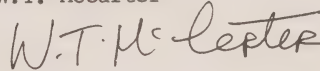
**POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA**

Royce Firth



**POUR LE FONDS INTERNATIONAL
POUR L'IRLANDE**

W. T. McCarter



© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/11
ISBN 0-660-60038-2

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/11
ISBN 0-660-60038-2



CANADA

TREATY SERIES 1996/12 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government
of the **CZECH REPUBLIC** on Air Transport (with Annex)

Prague, March 13, 1996

In force March 13, 1996

AIR

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE sur le transport aérien (avec Annexe)

Prague, le 13 mars 1996

En vigueur le 13 mars 1996





CANADA

TREATY SERIES **1996/12** RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government
of the **CZECH REPUBLIC** on Air Transport (with Annex)

Prague, March 13, 1996

In force March 13, 1996

AIR

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE sur le transport aérien (avec Annexe)

Prague, le 13 mars 1996

En vigueur le 13 mars 1996

AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND
THE GOVERNMENT OF THE CZECH REPUBLIC
ON AIR TRANSPORT

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF
THE CZECH REPUBLIC**, hereinafter referred to as "Contracting Parties";

BEING Parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the 7 day of December 1944, and

DESIRING to conclude an agreement for the purpose of promoting air transport relations between their respective territories and beyond,

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE I

Definitions

For the purpose of this Agreement, unless otherwise stated:

- (a) "Aeronautical Authorities" means, in the case of Canada, the Minister of Transport and the National Transportation Agency of Canada and, in the case of the Czech Republic, the Ministry of Transport, or, in both cases, any other authority or person empowered to perform the functions exercised by the said authorities;
- (b) "Agreed services" means scheduled air services on the routes specified in this Agreement for the transport of passengers and cargo, including mail, separately or in combination;
- (c) "Agreement" means this Agreement, the Route Schedule, any Annex attached thereto, and any amendments to the Agreement, the Route Schedule or to any Annex;
- (d) "Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December 1944 and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or of the Convention under Article 90 and 94 thereof so far as those Annexes and amendments have been adopted by both Contracting Parties;
- (e) "Designated airline" means an airline which has been designated and authorized in accordance with Article IV and V of the Agreement;

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

SUR LE TRANSPORT AÉRIEN

LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, ci-après «les Parties contractantes»,

ÉTANT tous deux parties à la *Convention relative à l'aviation civile internationale* ouverte à la signature à Chicago le sept décembre 1944,

DÉSIRANT conclure un accord afin de promouvoir le transport aérien entre leurs territoires respectifs et au delà,

CONVIENNENT de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Définitions

Aux fins du présent Accord et sauf dispositions contraires :

- a) «Accord» désigne le présent Accord, son Tableau de routes et son Annexe et toute modification ultérieure ;
- b) «autorités aéronautiques» désigne, dans le cas du Canada, le ministre des Transports et l'Office national des transports, et, dans le cas de la République tchèque, le ministère des Transports, ou, dans les deux cas, toute autre autorité ou personne habilitée à exercer les fonctions qu'exercent actuellement ces autorités;
- c) «Convention» désigne la *Convention relative à l'aviation civile internationale* ouverte à la signature à Chicago le sept décembre 1944, ainsi que toute annexe adoptée aux termes de l'article 90 de cette Convention et toute modification aux Annexes ou à la Convention conformément aux articles 90 et 94, pourvu que ces Annexes et modifications aient été agréées par les deux Parties contractantes;
- d) «entreprise de transport aérien désignée» désigne une entreprise de transport aérien qui a été désignée et autorisée conformément aux Articles IV et V du présent Accord;
- e) «services convenus» désigne les services aériens réguliers pour le transport des passagers et des marchandises, ce qui comprend le courrier, de façon séparée ou combinée, sur les routes spécifiées dans le présent Accord;

- (f) "Tariff" means the prices or charges to be paid for carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which those prices or charges apply, including prices or charges and conditions for other auxiliary services, but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail.
- (g) "Territory", "Air Services", "International Air Service", "Airline" and "Stop for Non-traffic Purposes" have the meaning respectively assigned to them in Articles 2 and 96 of the Convention.

ARTICLE II

Grant of Rights

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the following rights for the conduct of international air services by the airline or airlines designated by that other Contracting Party;
 - (a) to fly without landing across its territory;
 - (b) to land in its territory for non-traffic purposes; and
 - (c) except as otherwise determined in this Agreement, to land in its territory for the purpose of taking up and discharging, on the routes specified in this Agreement, international traffic in passengers and cargo, including mail, separately or in combination.
2. The airlines of each Contracting Party, other than those designated under Article IV of this Agreement, shall also enjoy the rights specified in paragraph 1(a) and (b) of this Article.
3. Nothing in paragraph 1 of this Article shall be deemed to confer on a designated airline of one Contracting Party the right of taking up, in the territory of the other Contracting Party, passengers and cargo, including mail, carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

ARTICLE III

Change of Gauge

1. A designated airline of one Contracting Party may make a change of aircraft in the territory of the other Contracting Party or at an intermediate point in third countries on the routes specified in this Agreement under the following conditions:
 - (a) that it is justified by reason of economy of operation;
 - (b) that capacity used per flight on the sector of the route more distant from the territory of the Contracting Party designating the airline is not larger than that used on the nearer sector;
 - (c) the aircraft used on the section more distant from the territory of the Contracting Party designating the airline shall operate as an extension of the agreed service provided by the aircraft used on the nearer section;
 - (d) that there is an adequate volume of through traffic;

- f) «tarifs» désigne le prix ou droits à payer pour le transport des passagers, des bagages et des marchandises ainsi que les conditions auxquelles ce prix ou ces droits s'appliquent, ce qui inclut le prix ou les droits et les conditions applicables à d'autres services assurés par le transporteur dans le cadre du transport aérien, mais exclut la rémunération et les conditions pour le transport du courrier;
- g) «territoire», «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transport aérien» et «escale non commerciale» ont le sens qui leur est attribué aux articles 2 et 96 de la Convention.

ARTICLE II

Octroi des droits

1. Chaque Partie contractante accorde à l'autre les droits suivants pour l'exploitation de services aériens internationaux par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie contractante :
 - a) survoler son territoire sans y atterrir;
 - b) faire des escales non commerciales sur son territoire;
 - c) sauf stipulation contraire au présent Accord, atterrir sur son territoire dans l'exploitation des routes spécifiées dans l'Accord, afin d'y embarquer et d'y débarquer des passagers et des marchandises, y compris le courrier, transportés en trafic international, de façon séparée ou combinée.
2. Les entreprises de transport aérien de chaque Partie contractante, autres que celles désignées conformément à l'Article IV du présent Accord, jouissent aussi des droits spécifiés aux alinéas 1a) et 1b).
3. Rien au paragraphe 1 n'est réputé conférer à une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes le droit d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des passagers et des marchandises, y compris le courrier, pour les transporter moyennant rémunération ou prix de louage en un autre point du territoire de cette autre Partie contractante.

ARTICLE III

Changement d'aéronef

1. Une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes peut effectuer un changement d'aéronef à l'intérieur du territoire de l'autre Partie contractante ou à un point intermédiaire en un autre pays sur les routes spécifiées au présent Accord aux conditions suivantes :
 - a) le changement d'aéronef est justifié pour des raisons d'économie;
 - b) l'aéronef assurant le service dans la section de la route la plus éloignée du territoire de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise de transport aérien n'a pas une capacité supérieure à celle de l'aéronef desservant la section la plus proche;
 - c) l'aéronef utilisé dans la section la plus éloignée du territoire de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise de transport aérien est exploité en prolongement du service convenu assuré par l'aéronef desservant la section la plus proche;

- (e) that the airline shall not hold itself out, directly or indirectly and whether in timetables, computer reservation systems, fare quote systems or advertisements, or by other like means, as providing any service other than the agreed service on the relevant specified routes;
 - (f) that where an agreed service includes a change of aircraft this fact is shown in all timetables, computer reservation systems, fare quote systems, advertisements and other like means of holding out the service;
 - (g) that in connection with any one aircraft flight arriving at or departing from the point at which the change of aircraft takes place, only one departing or arriving aircraft flight shall be operated, unless otherwise authorized by the aeronautical authorities of the other Contracting Party; and
 - (h) that the provisions of Article XI of the present Agreement shall govern all arrangements made with regard to change of gauge.
2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not affect the right of an airline to change aircraft in the territory of the Contracting Party designating that airline.
3. The provisions of this Article shall not limit the ability of an airline to provide services through code-sharing and or blocked space arrangements as provided for in the Route Schedule of this Agreement.

ARTICLE IV

Designation

Each Contracting Party shall have the right to designate, by diplomatic note, an airline or airlines to operate the agreed services for such a Contracting Party and to withdraw the designation of any airline or to substitute another airline for one previously designated.

ARTICLE V

Authorization

1. Following receipt of a notice of designation or of substitution pursuant to Article IV of this Agreement, the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, consistent with the laws and regulations of that Contracting Party, grant without delay to the airline or airlines so designated the appropriate authorizations to operate the agreed services for which that airline has been designated.
2. Upon receipt of such authorizations the designated airline may begin at any time to operate the agreed services, in whole or in part, provided that the airline complies with the applicable provisions of this Agreement, in particular, that tariffs are established in accordance with the provisions of Article XIV of the Agreement.

- d) le volume de trafic en parcours direct est suffisant;
 - e) l'entreprise de transport aérien ne peut offrir au public, directement ou indirectement, par ses horaires, systèmes de réservation informatisés, indicateurs de tarifs, annonces publicitaires ou d'autres moyens semblables, un service autre que le service convenu sur les routes spécifiées en cause;
 - f) lorsqu'un changement d'aéronef est prévu sur un service convenu, il en est fait état dans tous les horaires, systèmes de réservation informatisés, indicateurs de tarifs, annonces publicitaires et autres moyens semblables servant à offrir le service au public;
 - g) au point où s'effectue le changement d'aéronef, il ne peut y avoir qu'un seul vol de départ ou d'arrivée pour faire la liaison avec un vol arrivant ou quittant ce point, sauf autorisation contraire des autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante;
 - h) les dispositions de l'Article XI du présent Accord s'appliquent à toutes les ententes relatives aux changements d'aéronef.
2. Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas le droit d'une entreprise de transport aérien d'effectuer un changement d'aéronef à l'intérieur du territoire de la Partie contractante qui a désigné cette entreprise.
3. Les dispositions du présent article ne limitent en rien la faculté des entreprises de service aérien d'offrir des services par des arrangements de partage des codes de vol et de réservation de capacité, comme il est prévu au Tableau des routes du présent Accord.

ARTICLE IV

Désignations

Chaque Partie contractante a le droit de désigner, par note diplomatique, une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour l'exploitation des services convenus pour cette Partie contractante, et de retirer une telle désignation ou de lui substituer une autre entreprise.

ARTICLE V

Autorisations

1. Après réception d'un avis de désignation ou de substitution délivré par l'une des Parties contractantes aux termes de l'Article IV du présent Accord, les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, conformément aux lois et règlements de cette dernière, accordent sans délai à l'entreprise ou aux entreprises de transport aérien ainsi désignées les autorisations nécessaires à l'exploitation des services convenus pour lesquels cette entreprise ou ces entreprises ont été désignées.
2. Sur réception de ces autorisations, l'entreprise de transport aérien désignée peut commencer à tout moment à exploiter les services convenus, en totalité ou en partie, à condition de se conformer aux dispositions applicables du présent Accord et pourvu notamment que les tarifs soient établis conformément aux dispositions de l'Article XIV du présent Accord.

ARTICLE VI

Revocation and Limitation of Authorization

1. The aeronautical authorities of each Contracting Party shall have the right to withhold the authorizations referred to in Article V of this Agreement with respect to an airline designated by the other Contracting Party, to revoke or suspend or impose conditions on such authorizations, temporarily or permanently:
 - (a) in the event of failure by such airline to qualify under the laws and regulations of the Contracting Party granting the rights normally and reasonably applied in conformity with the Convention;
 - (b) in the event of failure by such airline to comply with the laws and regulations of the Contracting Party granting the rights;
 - (c) in the event that they are not satisfied that substantial ownership and effective control of the airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in its nationals; and
 - (d) in the event that the other Contracting Party is not maintaining and administering the standards as set forth in Article VIII and Article IX of this Agreement.
2. Unless immediate action is essential to prevent infringement of the laws and regulations referred to above, the rights enumerated in paragraph 1 of the Article shall be exercised only after consultations with the aeronautical authorities of the other Contracting Party in conformity with Article XX of this Agreement.

ARTICLE VII

Application of Laws

1. The laws, regulations and procedures of one Contracting Party relating to the admission to, remaining in, or departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation or to the operation and navigation of such aircraft shall be complied with by the designated airline or airlines of the other Contracting Party upon entrance into, departure from and while within the said territory.
2. The laws and regulations of one Contracting Party with respect to entry, clearance, transit, immigration, passports, customs, currency and quarantine shall be complied with by the designated airline or airlines of the other Contracting Party and by or on behalf of its crews, passengers and cargo, including mail, upon transit of, admission to, departure from and while within the territory of such a Contracting Party.
3. In the application of its customs, immigration, quarantine and similar regulations, neither Contracting Party shall give preference to its own or any other airline over an airline of the other Contracting Party engaged in similar international air services.
4. Baggage and cargo in direct transit across the territory of either Contracting Party shall be exempt from customs duties and other similar charges.

ARTICLE VI

Révocation de l'autorisation et restrictions

1. Les autorités aéronautiques de chacune des Parties contractantes ont le droit de retenir, de révoquer, de suspendre ou d'assortir de conditions, temporairement ou de façon permanente, les autorisations visées à l'Article V du présent Accord concernant une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante dans les cas suivants :
 - a) l'entreprise en cause ne satisfait pas aux lois et règlements de la Partie contractante qui octroie les droits, normalement et raisonnablement appliqués conformément à la Convention;
 - b) l'entreprise en cause ne se conforme pas aux lois et règlements de cette Partie contractante ;
 - c) la preuve n'a pas été faite à la satisfaction de ces autorités qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise en cause sont entre les mains de la Partie contractante désignant l'entreprise ou de ses ressortissants;
 - d) dans le cas où l'autre Partie contractante n'applique ni ne fait respecter les normes des articles VIII et IX du présent Accord.
2. À moins qu'il ne soit indispensable de prendre des mesures immédiates pour empêcher des infractions aux lois et règlements visés ci-dessus, les droits énumérés au paragraphe 1 ne sont exercés qu'après consultations avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, conformément à l'Article XX du présent Accord.

ARTICLE VII

Droit applicable

1. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes se conforment à l'entrée, à la sortie et durant leur séjour à l'intérieur du territoire de l'autre Partie contractante aux lois, règlements et pratiques de cette Partie contractante régissant, sur son territoire, l'entrée, le séjour ou la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ainsi que l'exploitation et le pilotage de ces aéronefs.
2. Les lois et règlements de l'une des Parties contractantes relatifs aux formalités d'entrée, de sortie, de transit, d'immigration, de passeports, de douane de monnaie et de quarantaine doivent être respectés par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante, leurs équipages et leurs passagers ou en leur nom et pour les marchandises et le courrier lors, de l'entrée, de la sortie de même que durant le transit et leur séjour à l'intérieur du territoire de cette Partie contractante.
3. Dans l'application de ses règlements régissant les douanes, l'immigration, la quarantaine et autres services semblables, aucune des Parties contractantes n'accorde la préférence à sa propre entreprise ou à toute autre entreprise de transport aérien par rapport à une entreprise de transport aérien de l'autre Partie contractante exploitant des services aériens internationaux semblables.
4. Les bagages et les marchandises en transit direct sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes sont exemptés des droits de douane ou autres taxes semblables.

ARTICLE VIII

Safety Standards, Certificates and Licences

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services provided that such certificates or licences were issued or rendered valid pursuant to, and in conformity with, the standards established under the Convention. Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize, for the purpose of flights above its own territory, certificates of competency and licences granted to its own nationals by the other Contracting Party.
2. If the privileges or conditions of the licences or certificates referred to in paragraph 1 above, issued by the aeronautical authorities of one Contracting Party to any person or designated airline or in respect of an aircraft operating the agreed services, should permit a difference from the standards established under the Convention, and which difference has been filed with the International Civil Aviation Organization, the aeronautical authorities of the other Contracting Party may request consultations in accordance with Article XX of this Agreement with the aeronautical authorities of that Contracting Party with a view to clarifying the practice in question.
3. Each Contracting Party may request consultations concerning the safety standards maintained by the other Contracting Party relating to aeronautical facilities, air crew, aircraft, and the operation of the designated airlines. If following such consultations, one Contracting Party finds that the other Contracting Party does not effectively maintain and administer safety standards and requirements in these areas that at least equal the minimum standards which may be established pursuant to the Convention, the other Contracting Party shall be notified of such findings and the steps considered necessary to conform with these minimum standards, and shall take appropriate corrective action. In the event the other Contracting Party does not take such appropriate action within a reasonable time, the provisions of Article VI shall apply.

ARTICLE IX

Aviation Security

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of this Agreement.
2. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall in particular act in conformity with the provisions of the Convention of Offenses and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, signed at Tokyo on September 14, 1963, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, signed at the Hague on December 16, 1970, and the Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation, signed at Montreal on September 23, 1971, and the Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, signed at Montreal on February 24, 1988 and any other multilateral agreement governing aviation security binding upon both Contracting Parties.

ARTICLE VIII

Normes de sécurité, certificats, brevets et licences

1. Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences décernés ou validés par l'une des Parties contractantes et encore en vigueur sont reconnus comme valides par l'autre Partie contractante pour l'exploitation des services convenus, à la condition que ces certificats, brevets et licences aient été décernés ou validés conformément aux normes établies en vertu de la Convention. Chaque Partie contractante se réserve le droit, toutefois, de refuser de reconnaître, aux fins de vols effectués au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences accordés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.
2. Si les privilèges ou les conditions des brevets, des certificats ou des licences mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, qui ont été délivrés par les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes à toute personne ou entreprise de transport aérien désignée ou à l'égard d'un aéronef exploitant les services convenus, permettent une dérogation aux normes établies par la Convention et que cette dérogation a été notifiée à l'Organisation de l'aviation civile internationale, les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante peuvent demander des consultations avec les autorités aéronautiques de la première Partie contractante, conformément à l'Article XX du présent Accord, afin d'éclaircir cette pratique.
3. Chaque Partie contractante peut demander des consultations sur les normes de sécurité appliquée par l'autre Partie contractante qui se rapportent à ses installations aéronautiques, ses équipages, ses aéronefs, et à l'exploitation des entreprises de transport aérien désignées. Si, à la suite de ces consultations, l'une des Parties contractantes constate que l'autre Partie contractante n'applique ni ne fait respecter effectivement des normes et des conditions dans ces domaines au moins égales aux normes minimales éventuellement fixées en vertu de la Convention, elle notifie l'autre Partie contractante de ses constatations et lui fait part des mesures qui sont considérées comme nécessaires pour que soient respectées ces normes minimales, et celle-ci prend les mesures correctives appropriées. Dans le cas où elle ne prend pas de mesures correctives appropriées dans un délai raisonnable, les dispositions de l'article VI s'appliquent.

ARTICLE IX

Sécurité aérienne

1. Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties contractantes réaffirment que leur obligation réciproque de protéger l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite fait partie intégrante du présent Accord.
2. Les Parties contractantes conviennent en particulier d'agir conformément aux dispositions de la *Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs*, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la *Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs*, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la *Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile*, signée à Montréal le 23 septembre 1971, du Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, signé à Montréal le 24 février 1988, et de tout autre accord multilatéral régissant la sécurité de l'aviation liant les deux Parties contractantes.

3. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities; and any other threat to the security of civil aviation.
4. The Contracting Parties shall act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Convention to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry, operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory, and the operators of airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions.
5. Each Contracting Party agrees that its operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 4 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding and loading.
6. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.
7. Each Contracting Party shall have the right, upon not less than sixty(60) days notice, to assess the security measures being carried out by aircraft operators in the territory of the other Contracting Party in respect of flights arriving from, or destined to its territory. The administrative arrangements for the conduct of such assessments shall be agreed between the aeronautical authorities and implemented without delay so as to ensure that assessments will be conducted on the dates requested.
8. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.
9. When a Contracting Party has reasonable grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the provisions of this Article, the first Contracting Party may request immediate consultations with the other Contracting Party. Failure to reach a satisfactory agreement shall constitute grounds for the application of Article VI of this Agreement.

ARTICLE X

Use of Airports and Aviation Facilities

1. The charges imposed in the territory of one Contracting Party on a designated airline of the other Contracting Party for the use of airports and other aviation facilities shall not be higher than those imposed on any other aircraft engaged in similar international services.
2. Each Contracting Party shall encourage consultations between its competent charging authorities and the designated airlines using the services and facilities, and where practicable, through the airline's representative organizations. Reasonable notice should, to the extent possible, be given to users of any proposals for changes in user charges to enable them to express their views before changes are made.

3. Les Parties contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'aide nécessaire pour prévenir les cas de capture illicite d'aéronefs civils et les autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sécurité de l'aviation civile.
4. Les Parties contractantes se conforment aux dispositions relatives à la sécurité de l'aviation établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et désignées comme Annexes à la Convention dans la mesure où ces dispositions relatives à la sécurité sont applicables aux Parties contractantes; elles exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, des exploitants d'aéronefs qui ont le siège principal de leur entreprise ou leur résidence permanente sur leur territoire, et des exploitants d'aéroports situés sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sécurité de l'aviation.
5. Chaque Partie contractante convient que ses exploitants d'aéronefs peuvent être tenus d'observer les dispositions relatives à la sécurité de l'aviation, mentionnées au paragraphe 4 ci-dessus, exigées par l'autre Partie contractante pour l'entrée sur son territoire, la sortie de son territoire ou durant un séjour à l'intérieur de celui-ci. Chaque Partie contractante veille à ce que soient appliquées effectivement sur son territoire des mesures adéquates de protection des aéronefs et d'inspection des passagers, des équipages, des bagages de cabine, des bagages, du fret et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement et le chargement.
6. Chaque Partie contractante convient d'examiner avec bienveillance toute demande que lui adresse l'autre Partie contractante afin de faire prendre des mesures spéciales de sécurité pour contrer une menace particulière.
7. Chaque Partie contractante est en droit, par notification d'au moins soixante (60) jours, d'évaluer les mesures de sécurité prises par les exploitants d'aéronefs sur le territoire de l'autre Partie contractante en ce qui a trait aux vols en provenance ou à destination de son territoire. Les autorités aéronautiques conviennent des arrangements administratifs nécessaires à la réalisation de ces évaluations et ils sont mis en application sans retard, afin qu'il soit procédé à ces évaluations aux dates demandées.
8. En cas de capture ou de menace de capture illicites d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations de navigation aérienne, les Parties contractantes se prêtent assistance en facilitant les communications et les autres mesures appropriées destinées à mettre fin rapidement et sans danger à l'incident, réel ou appréhendé.
9. Une Partie contractante qui a des motifs raisonnables de penser que l'autre Partie contractante déroge aux dispositions du présent Article peut demander des consultations avec celle-ci. Dans le cas où il n'est pas possible de parvenir à une entente satisfaisante, il y a motif à application de l'article VI du présent Accord.

ARTICLE X

Utilisation des aéroports et autres installations

1. Les droits exigés sur le territoire de l'une des Parties contractantes pour l'utilisation des aéroports et autres installations de navigation aérienne par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante ne sont pas plus élevés que ceux exigés pour tout autre aéronef assurant des services internationaux semblables.

3. In the use of airports, airways, air traffic services and associated facilities under its control, neither Contracting Party shall give preference to its own or any other airline over an airline of the other Contracting Party engaged in similar international air services.

ARTICLE XI

Capacity

1. There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines of both Contracting Parties to operate the agreed services.
2. The agreed services to be operated by the designated airlines of the Contracting Parties shall have as their primary objective the provision at reasonable load factors of capacity adequate to meet current and reasonably anticipated requirements for the carriage of passengers, cargo and mail between the territories of the Contracting Parties.
3. Each Contracting Party and its designated airline(s) shall take into consideration the interests of the other Contracting Party and its designated airline(s) so as not to affect unduly the services which the latter provides.
4. Except as otherwise specified in the Route Schedule of this Agreement, the designated airlines of the Contracting Parties shall meet and endeavour to reach an agreement on the capacity to be provided on the specified routes in accordance with the principles laid down in this Article. Any such agreement shall be subject to approval of the aeronautical authorities of the Contracting Parties. In the absence of agreement between or among the designated airlines, the matter shall be referred to the aeronautical authorities of the Contracting Parties which will endeavour to resolve the problem, if necessary, pursuant to Article XX of this Agreement.

ARTICLE XII

Statistics

1. The aeronautical authorities of each Contracting Party shall provide or shall cause their designated airlines to provide the aeronautical authorities of the other Contracting Party, upon request, periodic or other statements of statistics as may be reasonably required for the purpose of reviewing the operation of the agreed services and related to the traffic carried by its designated airlines on the routes specified in this Agreement, showing the initial origins and final destinations for the traffic.
2. The aeronautical authorities of both Contracting Parties shall maintain close contact with respect to the implementation of paragraph 1 of this Article including procedures for the provision of statistical information.

2. Chaque Partie contractante encourage la tenue de consultations entre ses autorités taxatrices compétentes et les entreprises de transport aérien désignées qui utilisent les services et les installations; lorsque cela est possible, ces consultations se font par l'entremise des organismes représentant ces entreprises. Dans la mesure du possible, un préavis raisonnable de toute modification des droits envisagée sera donné aux usagers afin de leur permettre d'exprimer leurs vues avant que la modification ne soit apportée.
3. Dans l'utilisation des aéroports, des voies aériennes, des services de circulation aériens et des installations correspondantes sous son contrôle, aucune des Parties contractantes n'accorde la préférence à sa propre entreprise ou à toute autre entreprise de transport aérien par rapport à l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante exploitant des services aériens internationaux semblables.

ARTICLE XI

Capacité de transport

1. Les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes reçoivent un traitement juste et égale pour l'exploitation des services convenus.
2. Les services convenus assurés par les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes doivent avoir pour objectif premier d'offrir, selon un coefficient de charge raisonnable, une capacité suffisante pour répondre aux besoins actuels et aux prévisions raisonnables en matière de transport de passagers, de marchandises et du courrier entre les territoires des deux Parties contractantes.
3. Chaque Partie contractante et ces entreprises de transport aérien désignées doivent prendre en considération les intérêts de l'autre Partie contractante et de ces entreprises de transport aérien désignées de façon à ne pas toucher indûment aux services assurés par ces dernières.
4. Sauf stipulation contraire dans le Tableau de routes du présent Accord, les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes se consultent et s'efforcent de parvenir à une entente quant à la capacité à assurer sur les routes spécifiées, conformément aux principes du présent Article. Toute entente ainsi conclue sera soumise à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties contractantes. À défaut d'entente entre les entreprises de transport aérien désignées, la question est renvoyée aux autorités aéronautiques des Parties contractantes, qui s'efforcent de régler le problème, s'il y a lieu, conformément à l'Article XX du présent Accord.

ARTICLE XII

Statistiques

1. Les autorités aéronautiques de chacune des Parties contractantes fournissent, ou demandent à leurs entreprises de transport aérien désignées de fournir, à la demande des autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, les relevés statistiques périodiques ou autres qui peuvent être raisonnablement requis pour un examen de l'exploitation des services convenus et relatifs au trafic exploité par leurs entreprises désignées sur les routes spécifiées au présent Accord, montrant les points d'origine et de destination finale de ce trafic.
2. Les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes restent en étroite liaison pour l'application du paragraphe 1, notamment les modalités de la communication des données statistiques.

ARTICLE XIII

Customs Provisions

1. Each Contracting Party shall, to the fullest extent possible under its national law and on a basis of reciprocity, exempt the designated airline or airlines of the other Contracting Party from import restrictions, customs duties, excise taxes, inspection fees and other national duties and charges on aircraft, fuel, lubricating oils consumable technical supplies, spare parts including engines, regular aircraft equipment, aircraft stores (including liquor, tobacco and other products destined for sale to passengers in limited quantities during the flight) and other items intended for use or used solely in connection with the operation or servicing of aircraft of that airline as well as printed ticket stock, air way bills, any printed material which bears the insignia of the company printed thereon and usual publicity material distributed without charge by that airline.
2. The exemptions granted by this Article shall apply to the items referred to in paragraph 1 of this Article:
 - (a) introduced into the territory of one Contracting Party by or on behalf of a designated airline of the other Contracting Party;
 - (b) retained on board aircraft of a designated airline of one Contracting Party upon arriving in and until leaving the territory of the other Contracting Party; and
 - (c) taken on board aircraft of a designated airline of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party;

whether or not such items are used or consumed wholly within the territory of the Contracting Party granting the exemption, provided such items are not alienated in the territory of the said Contracting Party.

3. The regular airborne equipment, as well as the materials and supplies normally retained on board the aircraft of a designated airline of either Contracting Party, may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the approval of the Customs authorities of that territory. In such case, they may be placed under the supervision of the said authorities up to such time as they are re-exported or otherwise disposed of in accordance with Customs regulations.

ARTICLE XIV

Tariffs

1. The tariff to be applied by the designated airline or airlines of one Contracting Party, to and from the territory of the other Contracting Party, shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including the cost of operation, reasonable profit, characteristics of service (such as standards of speed and accommodation) and the tariffs of other airlines.
2. The designated airlines of the Contracting Parties shall endeavour to agree on the tariffs, either in consultation between or among the designated airlines of the Contracting Parties, or through an appropriate international tariff co-ordination mechanism.

ARTICLE XIII

Dispositions sur les douanes

1. Sur une base de réciprocité, chaque Partie contractante exempte l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante, dans toute la mesure où sa législation nationale le permet, des restrictions à l'importation, des droits de douane, des taxes d'accise, des frais d'inspection et des autres droits et taxes nationaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, les provisions de bord (y compris les boissons, le tabac et autres produits destinés à la vente en quantité limitée aux passagers durant le vol) et les autres articles qui doivent être utilisés ou sont utilisés uniquement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs de cette entreprise de transport aérien, de même que les stocks de billets, les lettres de transport aérien, les imprimés portant le symbole de l'entreprise et le matériel publicitaire courant distribué gratuitement par cette entreprise.
2. Les exemptions accordées en vertu du présent Article s'appliquent aux objets visés au paragraphe 1, qu'ils soient ou non utilisés ou consommés entièrement à l'intérieur du territoire de la Partie contractante qui accorde l'exemption, à la condition qu'ils ne soient pas aliénés sur le territoire de cette Partie contractante, lorsqu'ils sont :
 - a) introduits sur le territoire de l'une des Parties contractantes par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante ou pour son compte;
 - b) conservés à bord d'aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes au moment de l'arrivée dans le territoire de l'autre Partie contractante et jusqu'au départ de ce territoire;
 - c) pris à bord des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante.
3. L'équipement normal des aéronefs, ainsi que les fournitures et approvisionnements généralement conservés à bord des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes, ou de l'autre, ne peuvent être débarqués sur le territoire de l'autre Partie contractante sans l'approbation des autorités douanières de ce territoire. Dans ce cas, ils peuvent être placés sous la surveillance de ces autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'il en soit disposé de quelque autre façon, conformément aux règlements douaniers.

ARTICLE XIV

Tarifs

1. Les tarifs à appliquer par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes pour le transport à destination et en provenance du territoire de l'autre Partie contractante sont établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation pertinents, notamment les frais d'exploitation, la réalisation d'un bénéfice raisonnable, des caractéristiques du service (comme les normes relatives à la vitesse et au confort) et des tarifs des autres entreprises de transport aérien.

3. Tariffs referred to in paragraph 2 of this Article shall be submitted to and received by the aeronautical authorities of the Contracting Parties at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction, unless the aeronautical authorities of both Contracting Parties permit the filing to be made on shorter notice. Tariffs submitted to the aeronautical authorities of both Contracting Parties shall be in such a form as the aeronautical authorities of each Contracting Party may require.
4. If within fifteen (15) days from the date of receipt the aeronautical authorities of one Contracting Party have not notified the aeronautical authorities of the other Contracting Party that they are dissatisfied with the tariff submitted to them, such tariff shall be considered to be accepted or approved and shall come into effect on the date stated in the proposed tariff. In the event that a shorter period for the submission of a tariff is permitted by the aeronautical authorities, they may also agree that the period for giving notice of dissatisfaction be less than fifteen (15) days.
5. If a tariff cannot be established in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Article or if during the period applicable, in accordance with paragraph 4 of this Article a notice of dissatisfaction has been given, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine the tariff by agreement between themselves.
 - (a) No tariff shall come into force if the aeronautical authorities of either Contracting Party have given notice of dissatisfaction unless a decision on the tariff is taken under the provisions of paragraph 5 of this Article or the provisions of Article XX of this Agreement.
 - (b) If the aeronautical authorities of one Contracting Party become dissatisfied with an established tariff, they shall so notify, with an appropriate explanation, the aeronautical authorities of the other Contracting Party and concurrently other designated airline(s) of both Contracting Parties shall endeavour to determine a new, or revised tariff. If within 30 days of such notification, or a shorter period acceptable to both aeronautical authorities, the designated airline(s) concerned have not satisfied the dissatisfaction expressed, then the aeronautical authorities that notified dissatisfaction shall have the right to prevent the said tariff continuing in effect, and the aeronautical authorities of the other Contracting Party can request immediate consultations between and among aeronautical authorities to resolve the dissatisfaction expressed.
6. If the aeronautical authorities cannot agree on the determination of a tariff under paragraph 5, or 5(b) of this Article, either Contracting Party may require that the dispute be settled in accordance with the provisions of Article XX of this Agreement.
7. The designated airline(s) of one Contracting Party, can file a tariff competitive with another publicly available tariff applicable to the same points either, on agreed services, or via agreed services to or from any non-agreed points. Such tariffs will match the publicly available tariffs filed with the aeronautical authorities between the same points. Such tariff(s) are always subject to the prior, and continued acceptance, or approval, of the appropriate authorities of the countries between which such tariff(s) will apply.
 - (a) In considering a "match" referred to in paragraph 7 above, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall take into account the following factors:

2. Les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes s'efforcent d'établir les tarifs d'un commun accord, soit par consultations entre elles, soit par recours à un mécanisme international approprié de coordination des tarifs.
3. Les tarifs visés au paragraphe 2 sont soumis aux autorités aéronautiques des Parties contractantes qui doivent les recevoir au moins trente (30) jours avant la date proposée pour leur entrée en vigueur, à moins que les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes n'autorisent un délai de présentation plus bref; les tarifs sont soumis sous la forme exigée par les autorités aéronautiques de chacune des Parties contractantes.
4. Si, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la réception, les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes n'ont pas fait savoir aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante qu'elles ne sont pas satisfaites du tarif qui leur a été soumis, ce tarif est considéré accepté ou approuvé et entre en vigueur à la date indiquée. Si elles autorisent un délai plus bref pour la présentation d'un tarif, les autorités aéronautiques peuvent également convenir que le délai dans lequel l'avis d'insatisfaction doit être donné sera de moins de quinze (15) jours.
5. Si un tarif ne peut être établi conformément aux dispositions du paragraphe 2 ou si, pendant la période applicable, conformément au paragraphe 4, les autorités aéronautiques ont donné avis du caractère insatisfaisant d'un tarif, les Parties contractantes s'efforcent de fixer le tarif d'un commun accord.
 - a) Sous réserve d'une décision prise conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article ou des dispositions de l'Article XX du présent Accord, aucun tarif n'entre en vigueur si les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre des Parties contractantes ont donné avis de son caractère insatisfaisant.
 - b) Si les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes deviennent insatisfaites d'un tarif établi, elles doivent en informer les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante et fournir les explications appropriées, et, concurremment, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes doivent s'efforcer de fixer un nouveau tarif ou un tarif révisé. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification, ou dans tout autre délai plus bref acceptable par les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées en cause n'ont pas réglé la question, les autorités aéronautiques qui ont notifié leur insatisfaction seront en droit d'empêcher que se poursuive l'application de ce tarif, et les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante pourront demander la tenue de consultations immédiates afin de régler la question.
6. Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur un tarif en application du paragraphe 5 ou de l'alinéa 5b), l'une ou l'autre des Parties contractantes peut demander que le différend soit réglé conformément aux dispositions de l'Article XX du présent Accord.
7. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes peuvent soumettre un tarif pour concurrencer tout autre tarif public applicable aux mêmes points, soit pour les services convenus, soit par la voie des services convenus vers des points non convenus ou à partir de ces points. Ces tarifs sont alignés sur les tarifs publics soumis aux autorités aéronautiques pour les mêmes points. Ces tarifs sont toujours assujettis à l'acceptation ou l'approbation préalable, et continue, des autorités compétentes des pays entre lesquels ils s'appliquent.

- (i) The designated airline(s) of each Contracting Party shall have the right to match on services between the territories of the two Contracting Parties any tariff which is a publicly available lawful scheduled tariff or retail charter price, applicable to the same or adjacent points on the scheduled or charter services of another airline of either Contracting Party, on a basis which would not necessarily be identical but would be broadly equivalent.
 - (ii) The tariffs of the designated airline(s) of one Contracting Party for carriage between the territory of the other Contracting Party and points in third countries, can for the same class of service, match but shall not be lower, or their conditions less restrictive, than the tariffs of any scheduled airline of the other Contracting Party that applies between the same points.
- (b) Any tariff filed in accordance with paragraph 7(a) shall:
 - (i) include satisfactory evidence of the availability of the tariff which is being matched and of the consistency of matching with the requirements of this Article, and
 - (ii) unless otherwise agreed between the aeronautical authorities of the Contracting Parties, remain in effect only for the period of availability of the matched scheduled tariff or charter retail price.
- 8. A tariff established in accordance with the provisions of this Article shall remain in force during the published period of applicability, or until a new tariff has been established. Nevertheless, except as provided in paragraph 7.b.(ii) above, no tariff shall be prolonged by virtue of this paragraph for more than twelve (12) months after the date on which it otherwise would have expired.
- 9. The aeronautical authorities of both Contracting Parties shall endeavour to ensure as far as possible that
 - (a) the tariffs charged and collected conform to the tariffs accepted or approved by both aeronautical authorities; and
 - (b) no airline rebates any portion of such tariffs by any means.
- 10. Where this Article requires communicating in writing, it may be done by means of a letter, or any type of electronic communication, such as a telegram, telex or facsimile, that produces a printed text.

ARTICLE XV

Sales and Transfer of Funds

- 1. On the basis of reciprocity the designated airline(s) of each Contracting Party shall be free to sell air transport services in the territory of the other Contracting Party, and any person shall be free to purchase such transportation in currencies accepted for sale by that airline, subject to appropriate authorization and in accordance with the respective applicable national laws and regulations, either directly or at its discretion through its agents, in the local currency or in any freely convertible currency without preference or discrimination to any airline engaged in similar international air services.

- a) Lorsqu'elles considèrent un alignement visé au paragraphe 7, les autorités aéronautiques des Parties contractantes tiennent compte des facteurs suivants :
 - i) l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de chacune des Parties contractantes ont le droit d'aligner les tarifs pour les services entre les territoires des deux Parties contractantes, à des conditions qui ne sont pas nécessairement identiques mais largement équivalentes, dans le cas de tout tarif licite offert au public pour des vols réguliers ou comme prix de détail de vols nolisés, applicable aux mêmes points ou à des points adjacents sur les services réguliers ou nolisés d'une autre entreprise de transport aérien de l'une ou l'autre des Parties contractantes.
 - ii) les tarifs appliqués par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes pour le transport entre le territoire de l'autre Partie contractante et des points situés dans des pays tiers, peuvent, pour la même catégorie de services, être alignés sur les tarifs pour les mêmes points offerts par toute entreprise de transport aérien de l'autre Partie contractante, mais ils ne devront être ni inférieurs ni assortis de conditions moins restrictives.
- b) Tout tarif soumis conformément au paragraphe 7a) :
 - i) doit être accompagné des documents prouvant de façon satisfaisante que le tarif servant de base à l'alignement est bien offert au public et que l'alignement proposé satisfait aux exigences du présent Article,
 - ii) sauf entente contraire entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes, demeure en vigueur uniquement pendant la période d'existence du tarif pour vol régulier ou du prix de détail de vol nolisé sur lequel l'alignement est fait.
- 8. Les tarifs établis conformément aux dispositions du présent Article restent en vigueur pendant la période applicable publiée ou jusqu'à ce que de nouveaux tarifs aient été établis. Néanmoins, et sauf pour ce qui est prévu au sous-alinéa 7b)ii, aucun tarif ne peut être prorogé en vertu du présent paragraphe pour une période supérieure à douze (12) mois après la date à laquelle il aurait par ailleurs cessé de s'appliquer.
- 9. Les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'efforcent de s'assurer dans toute la mesure du possible que :
 - a) les tarifs imposés et perçus sont conformes aux tarifs qu'elles ont acceptés ou approuvés de concert;
 - b) aucune entreprise de transport aérien ne réduit ces tarifs par quelque moyen que ce soit.
- 10. Les communications écrites exigées par le présent Article peuvent être faites par lettre ou par tout procédé de transmission électronique produisant un texte imprimé, tel que télégraphie, béliographe ou télécopie.

2. Each designated airline shall have the right to convert and remit abroad on demand, funds obtained in the normal course of its operation. Conversion and remittance shall be permitted without delay at the foreign exchange market rate prevailing at the time of submission of the request for transfer and without any restriction other than those of the foreign exchange regulations in force in the territory of the respective Contracting Party and shall not be subject to any charges except normal service charges collected by the banks for such transactions.

ARTICLE XVI

Taxation

1. Each Contracting Party shall exempt the designated airline of the other Contracting Party from all taxes on profits or incomes derived from the performance of the agreed services.
2. This provision shall not have effect as long as a Convention for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income (and profits) providing for a similar exemption shall be in force between the two Contracting Parties.

ARTICLE XVII

Airline Representation

1. The designated airline or airlines of one Contracting Party shall be allowed, on the basis of reciprocity, to bring into and to maintain in the territory of the other Contracting Party their representatives and commercial, operational and technical staff as required in connection with the operation of agreed services.
2. These staff requirements may, at the option of the designated airline or airlines of one Contracting Party, be satisfied by its own personnel or by using the services of any other organization, company or airline operating in the territory of the other Contracting Party, and authorized to perform such services in the territory of that Contracting Party.
3. The representatives and staff shall be subject to the laws and regulations in force in the territory of the other Contracting Party, and, consistent with such laws and regulations:
 - (a) each Contracting Party shall, on the basis of reciprocity and with the minimum of delay, grant the necessary employment authorizations, visitor visas or other similar documents to the representatives and staff referred to in paragraph 1 of this Article; and
 - (b) both Contracting Parties shall dispense with the requirement of employment authorizations for personnel performing certain temporary duties not exceeding thirty (30) days.
4. The representation offices shall be established in conformity with the laws and regulations in force in the territory of the other Contracting Party and shall remain subject to those laws and regulations.

ARTICLE XV

Ventes de titres de transport et transfert de fonds

1. Sous réserve des autorisations appropriées et conformément aux lois et règlements nationaux applicables, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de chacune des Parties contractantes ont le droit, sur une base de réciprocité, de vendre sur le territoire de l'autre Partie contractante, directement ou, à leur gré, par l'intermédiaire de leurs agents, des titres de transport aérien, dans la monnaie de ce territoire ou dans toute monnaie librement convertible, sans préférence ni discrimination à l'égard de toute entreprise de transport aérien assurant des services aériens internationaux semblables, et toute personne a la faculté d'acquérir librement ces titres dans les monnaies acceptées pour la vente par ces entreprises.
2. Chaque entreprise de transport aérien désignée est en droit de convertir et de remettre à l'étranger, sur demande, les recettes obtenues dans le cours normal de ses opérations. La conversion et la remise sont autorisées sans délai au taux de change en vigueur sur le marché au moment de la présentation de la demande de transfert et ne sont assujetties à aucune restriction, sauf celles prévues par les règlements régissant le change étranger en vigueur dans le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes, selon le cas, ni à aucun droit, sauf les frais de service que les banques prélèvent normalement pour de telles transactions.

ARTICLE XVI

Imposition

1. Chaque Partie contractante exempte l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante de tout impôt sur les bénéfices ou les revenus provenant de l'exploitation des services convenus.
2. La présente disposition est sans effet tant qu'une convention pour éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu (et les bénéfices) prévoyant une exemption similaire reste en vigueur entre les deux Parties contractantes.

ARTICLE XVII

Représentants des entreprises de transport aérien

1. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes sont autorisées, sur une base de réciprocité, à affecter sur le territoire de l'autre Partie contractante les représentants et les employés des secteurs commercial, opérationnel et technique dont elles ont besoin pour l'exploitation des services convenus.
2. Au gré de l'entreprise ou des entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes, ces services peuvent être assurés par leur propre personnel ou par des employés de tout autre organisme, compagnie ou entreprise de transport aérien opérant sur le territoire de l'autre Partie contractante et autorisés à assurer ces services dans ce territoire.
3. Ces représentants et employés sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans le territoire de l'autre Partie contractante et, en conformité avec ces lois et règlements :

ARTICLE XVIII

Ground Handling

1. The designated airline or airlines of one Contracting Party may provide its own ground handling in the territory of the other Contracting Party or, at its option, have such ground handling services provided in whole or in part by any agent authorized by the competent authorities of the other Contracting Party to provide such services. Where a designated airline is precluded by national laws and regulations from providing its own ground handling such services shall be available without preference or discrimination to any airline engaged in similar international air services.
2. The designated airline or airlines of one Contracting Party may also provide ground handling services in whole or in part for other airlines operating at the same airport in the territory of the other Contracting Party.

ARTICLE XIX

Applicability to Non-scheduled Flights

1. The provisions set out in Articles VII (Application of Laws), VIII (Safety Standards, Certificates and Licences), IX (Aviation Security), X (Use of Airports and Aviation Facilities), XIII (Customs Provisions), XV (Sales and Transfer of Funds), XVI (Taxation), XVII (Airline Representation), XVIII (Ground Handling) and XX (Consultations) of this Agreement shall be applicable also to non-scheduled flights operated by an air carrier of one Contracting Party into or from the territory of the other Contracting Party and to the air carrier operating such flights.
2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not affect national laws and regulations governing the authorization of non-scheduled operations or to the conduct of air carriers or other parties involved in the organization of such operations.

ARTICLE XX

Consultations

1. In a spirit of close co-operation, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of, and satisfactory compliance with, the provisions of this Agreement.
2. Such consultations shall begin within a period of sixty (60) days of the date of receipt of such a request, unless otherwise agreed by the Contracting Parties.

ARTICLE XXI

Modification of Agreement

If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provision of this Agreement, it may request consultations with the other Contracting Party. Such consultations, which may be between aeronautical authorities and which may be through discussion or by correspondence, shall begin within a period of sixty (60) days from the date of receipt of the request. Any modification agreed pursuant to such consultations shall come into force when it has been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

- a) chaque Partie contractante accorde, sur une base de réciprocité et dans les meilleurs délais, les permis de travail, visas de séjour ou autres documents semblables nécessaires aux représentants et employés mentionnés au paragraphe 1;
 - b) les deux Parties contractantes exemptent de l'obligation d'obtenir des permis de travail les employés assurant certaines fonctions temporaires n'excédant pas trente (30) jours.
4. Les bureaux de la représentation sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de l'autre Partie contractante et restent soumis à ces lois et règlements.

ARTICLE XVIII

Services au sol

- 1. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes peuvent assurer leurs propres services au sol dans le territoire de l'autre Partie contractante ou, à leur gré, s'adresser pour tout ou partie de ces services à tout agent autorisé par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante à assurer de tels services. Lorsque les lois et règlements nationaux empêchent une entreprise de transport aérien désignée d'assurer ses propres services au sol, toutes les entreprises de transport aérien assurant des services aériens internationaux semblables doivent pouvoir avoir accès à ces services sans préférence ni discrimination.
- 2. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une des Parties contractantes peuvent également assurer tout ou partie des services au sol pour d'autres entreprises de transport aérien opérant au même aéroport sur le territoire de l'autre Partie contractante.

ARTICLE XIX

Applicabilité de l'Accord aux vols nolisés

- 1. Les dispositions des Articles VII (Droit applicable), VIII (Normes de sécurité, certificats, brevets et licences), IX (Sécurité aérienne), X (Utilisation des aéroports et autres installations), XIII (Douanes), XV (Ventes et transfert de fonds), XVI (Imposition), XVII (Représentants des entreprises de transport aérien), XVIII (Services au sol) et XX (Consultations) du présent Accord s'appliquent également aux vols nolisés assurés par un transporteur aérien d'une Partie contractante en provenance ou à destination du territoire de l'autre Partie contractante, ainsi qu'au transporteur aérien qui assure ces vols.
- 2. Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les lois et règlements nationaux régissant le droit des transporteurs aériens d'assurer des vols nolisés ou la conduite des transporteurs ou d'autres parties qui participent à l'organisation de telles opérations.

ARTICLE XX

Consultations

- 1. Les autorités aéronautiques des Parties contractantes se consultent de temps à autre, dans un esprit d'étroite collaboration, afin de veiller à ce que les dispositions du présent Accord soient appliquées et observées de façon satisfaisante.

ARTICLE XXII

Settlement of Disputes

1. Any dispute relating to the interpretation or application of this Agreement shall be settled by direct consultations between the aeronautical authorities of the Contracting Parties. If the aeronautical authorities fail to reach an agreement, the dispute shall be settled through negotiations between the Contracting Parties.
2. If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiations, they may agree to refer the dispute for decision to some person or body, or either Contracting Party may submit the dispute for decision to a Tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two arbitrators. Each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within a period of sixty (60) days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a notice through diplomatic channels requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within a further period of sixty (60) days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. If the President is of the same nationality as one of the Contracting Parties, the most senior Vice-President who is not disqualified on that ground, shall make the appointment. In all cases the third arbitrator shall be a national of a third State, shall act as President of the Tribunal and shall determine the place where arbitration will be held.
3. The Contracting Parties undertake to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article.
4. The expenses of the Tribunal shall be shared equally between the Contracting Parties.
5. If and so long as either Contracting Party fails to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article, the other Contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privileges which it has granted by virtue of this Agreement to the Contracting Party in default or to the designated airline in default.

ARTICLE XXIII

Termination

Either Contracting Party may at any time from the entry into force of this Agreement give a notice in writing through diplomatic channels to the other Contracting Party of its decision to terminate this agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization. This agreement shall terminate one (1) year after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by mutual consent before the expiry of this period. In absence of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, the notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

2. Sauf entente contraire entre les Parties contractantes, ces consultations commencent dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception d'une demande à cet effet.

ARTICLE XXI

Modification de l'Accord

Une Partie contractante qui estime souhaitable de modifier une disposition du présent Accord peut demander des consultations avec l'autre Partie contractante. Ces consultations, qui peuvent avoir lieu entre les autorités aéronautiques et se faire par voie de discussions ou par correspondance, commencent dans un délai de soixante (60) jours de la date de réception de la demande. Toute modification convenue à la suite de ces consultations entre en vigueur lorsqu'elle est confirmée par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE XXII

Règlement des différends

1. Tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord doit être réglé par voie de consultations directes entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes. Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord, le différend est réglé par voie de négociations entre les Parties contractantes.
2. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à un règlement par voie de négociations, elles peuvent convenir de soumettre le différend à la décision de toute personne ou organisme ou, au gré de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à la décision d'un tribunal composé de trois arbitres, chacune des Parties contractantes en nommant un et le troisième étant désigné par les deux premiers arbitres ainsi nommés. Chacune des Parties contractantes nomme un arbitre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date où l'une d'elles reçoit de l'autre Partie contractante, par voie diplomatique, une note demandant l'arbitrage du différend; le troisième arbitre est désigné dans un délai additionnel de soixante (60) jours. Si l'une, ou l'autre, des Parties contractantes ne nomme pas d'arbitre dans le délai indiqué, ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans le délai indiqué, le Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale peut être invité par l'une, ou l'autre, des Parties contractantes à désigner un arbitre ou des arbitres selon le cas. Si le Président a la nationalité de l'une des Parties contractantes, la désignation est effectuée par le vice-président le plus ancien qui ne s'en trouve pas empêché pour le même motif. Dans tous les cas, le troisième arbitre doit être un ressortissant d'un État tiers, il agit en qualité de président du tribunal et il fixe le lieu où doit se tenir l'arbitrage.
3. Les Parties contractantes s'engagent à se conformer à toute décision rendue aux termes du paragraphe 2.
4. Les frais d'arbitrage sont partagés également entre les Parties contractantes.
5. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes ne se conforme pas à une décision rendue aux termes du paragraphe 2, l'autre Partie contractante peut, tant que subsiste le défaut, limiter, suspendre ou révoquer tout droit ou privilège accordé par elle en vertu du présent Accord à la Partie contractante en défaut ou à l'entreprise de transport aérien désignée en défaut.

ARTICLE XXIV**Registration with ICAO**

This Agreement and any amendment thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XXV**Multilateral Conventions**

If a general multilateral air convention comes into force in respect of both Contracting Parties, the provision of such convention shall prevail. Consultations in accordance with Article XX of this Agreement may be held with a view to determining the extent to which this Agreement is affected by the provisions of the multilateral convention.

ARTICLE XXVI**Entry into Force**

1. As soon as this Agreement comes into force, the AirTransport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic signed on 20 March 1969 as amended, shall be terminated in respect of the Government of Canada and the Government of the Czech Republic.
2. This Agreement shall enter into force on the date of signature.

ARTICLE XXIII**Dénonciation**

Chacune des Parties contractantes peut, à tout moment à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, notifier par écrit à l'autre Partie contractante, par la voie diplomatique, sa décision de dénoncer l'Accord. Simultanément, la notification sera communiquée à l'Organisation de l'aviation civile internationale. L'Accord prendra fin un (1) an après la date de réception de la notification de dénonciation par l'autre Partie contractante, à moins qu'elle ne soit retirée d'un commun accord avant le terme de cette période. En l'absence d'accusé de réception de l'autre Partie contractante, la notification est réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date de sa réception par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XXIV**Enregistrement auprès de l'OACI**

Le présent Accord et ses modifications sont enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XXV**Conventions multilatérales**

Si une convention aéronautique multilatérale de caractère général applicable aux deux Parties contractantes entre en vigueur, ses dispositions prévalent sur le présent Accord. Des consultations peuvent avoir lieu, conformément à l'Article XX du présent Accord, aux fins de déterminer dans quelle mesure le présent Accord est touché par les dispositions de la convention multilatérale.

ARTICLE XXVI**Entrée en vigueur**

1. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'*Accord relatif aux transports aériens entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque*, signé le 20 mars 1969, modifié, prend fin pour le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République tchèque.
2. Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.


ARTICLE XXVII

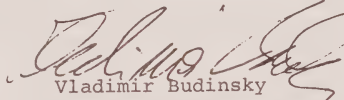
Titles

Titles used in the Agreement are for reference purposes only.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at *Quebec* on this *13th* day of
March 1996, in the English, French and Czech
languages, each version being equally authentic.


Arthur Eggleston
FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA


Vladimir Budinsky
FOR THE GOVERNMENT
OF THE CZECH REPUBLIC

ARTICLE XXVII**Titres**

Les titres utilisés dans le présent Accord ne servent qu'à des fins de renvoi.

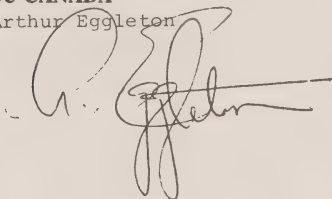
EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires à

Prague, ce *13^e* jour de
Mars 1996, en français, en anglais et en tchèque,
chaque version faisant également foi.

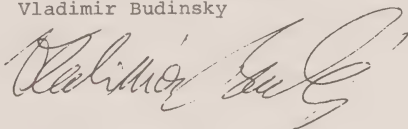
**POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA**

Arthur Eggleton



**POUR LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Vladimir Budinsky



ROUTE SCHEDULE

Section I

The following route may be operated by the designated airline or airlines of Canada:

| Points of Departure | Intermediate Points | Destinations in the Czech Republic | Points Beyond |
|-------------------------------------|--|--|--|
| ----- | ----- | ----- | ----- |
| Any point or points in Canada | Any point or points in Europe to be to named by Canada | Prague, One other point in the Czech Republic to be named by Canada | Any point or points in Europe to be named by Canada |

1. In the operation of an agreed service on a specified route set out in this Route Schedule, the airline or airlines designated by the Government of Canada shall have the following rights:
 - (a) to pick up and discharge in the territory of the Czech Republic international traffic in passengers, mail and cargo destined for or coming from Canada;
 - (b) to carry international traffic in passengers, mail and cargo between Canada and intermediate points;
 - (c) to carry into and out of the territory of the other Contracting Party on the same flight with stop-over privilege through-international traffic originating in or destined for points so specified in third countries.
2. Prague and the other point in the Czech Republic may be served on the same flight or separately.
3. Fifth freedom rights shall be available at up to four points of Canada's choice, intermediate to or beyond the Czech Republic.
4. Points to be named by Canada may be changed on 30 days notice.
5. The designated airline or airlines of Canada while operating an agreed service on a specified route may omit any or all intermediate or beyond points.
6. The designated airline or airlines of Canada shall have the right to block-space and code-share on the designated airline or airlines of the Czech Republic and/or third country carriers on services between Canada and the Czech Republic and on fifth freedom sectors. Any such block-space and code-share arrangement shall require prior notification to the aeronautical authorities of the Czech Republic. The block-space and code-share arrangement with third country carriers will not be available while a Canadian designated airline operates with its own equipment between Canada and the Czech Republic.
7. While the designated airline or airlines of Canada operate single track service with its own equipment to the second point in the Czech Republic, such service shall be subject to a mandatory commercial agreement with a designated airline of the Czech Republic.

TABLEAU DE ROUTES

Section I

Les routes suivantes peuvent être exploitées par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Canada :

| Points de départ ----- | Points intermédiaires ----- | Points de destination en République tchèque ----- | Points au-delà ----- |
|-------------------------------------|---|--|---|
| Tout point ou tous points au Canada | Tout point ou tous points en Europe que désignera le Canada | Prague et un autre point en République tchèque que désignera le Canada | Tout point ou tous points en Europe que désignera le Canada |

Notes :

1. Dans l'exploitation d'un service convenu pour une route spécifiée au présent Tableau de routes, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le gouvernement du Canada sont en droit :
 - a) d'embarquer et de débarquer sur le territoire de la République tchèque, en trafic international, des passagers, du courrier et du fret à destination ou en provenance du Canada;
 - b) de transporter en trafic international des passagers, du courrier et du fret entre le Canada et des points intermédiaires;
 - c) de transporter à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie contractante, sur un même vol et avec faculté d'arrêt, du trafic international en transit à partir ou à destination de points spécifiés dans des pays tiers.
2. Prague et l'autre point désigné en République tchèque peuvent être desservis par un même vol ou par des vols différents.
3. Des droits de la cinquième liberté peuvent être exercés pour un maximum de quatre points, au choix du Canada, intermédiaires, avant d'arriver en République tchèque ou au-delà.
4. Les points qui seront désignés par le Canada peuvent être changés par préavis de trente (30) jours.
5. Dans l'exploitation d'un service convenu pour une route spécifiée, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Canada peuvent omettre un ou tous les points intermédiaires ou les points situés au-delà du territoire tchèque.

8. For the purpose of Article XI, the airline or airlines designated by Canada shall be entitled to operate in total:
- (a) three weekly flights in each direction using B767 or A310 or equivalent aircraft; or
 - (b) where the designated airline or airlines of Canada serve the agreed routes in this section by blocking space and/or code-sharing on the designated airline or airlines of the Czech Republic and/or third country carriers, including on a daily basis, such services shall be subject only to a limit of 450 seats per week in each direction.

Any changes to the permitted frequency and capacity shall be determined pursuant to the provisions of Article XI.

Section II

The following route may be operated by the designated airline or airlines of the Czech Republic:

| Points of Departure | Intermediate Points | Destination in Canada | Points Beyond |
|--|---|---|--------------------------|
| ----- | ----- | ----- | ----- |
| Any point or points in the Czech Republic | Any point or points in Europe to be named by the Czech Republic, and New York, USA | Montreal, Toronto north of and including Washington, DC and east of and including Chicago | Two points in the USA |

Notes:

1. In the operation of an agreed service on a specified route set out in this Route Schedule, the airline or airlines designated by the Government of the Czech Republic shall have the following rights:
 - (a) to pick up and discharge in the territory of Canada international traffic in passengers, mail and cargo destined for or coming from the Czech Republic;
 - (b) to carry international traffic in passengers, mail and cargo between the Czech Republic and intermediate points;
 - (c) to carry into and out of the territory of the other Contracting Party on the same flight with stop-over privilege through-international traffic originating in or destined for points so specified in third countries.
2. Montreal and Toronto may be served on the same flight or separately.
3. No point in the USA may be served on any flight serving Toronto.
4. Fifth freedom rights shall be available only between Montreal and two points in the USA north of and including Washington, DC and east of and including Chicago. The selection of the U.S. fifth freedom points may be changed on 30 days notice by the Czech Republic.

6. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Canada sont en droit de bloquer des places et de partager leur code avec l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de la République tchèque et/ou des transporteurs de pays tiers pour les services qu'ils offrent entre le Canada et la République tchèque et pour les secteurs de cinquième liberté. Tout arrangement de blocage de places ou de partage de code doit faire l'objet d'une notification préalable aux autorités aéronautiques de la République tchèque. Aucun arrangement de blocage de places ou de partage de code n'est possible avec des transporteurs de pays tiers pendant qu'une entreprise de transport aérien désignée du Canada exploite ses propres appareils entre le Canada et la République tchèque.
7. Tout service sur voie unique vers le deuxième point en République tchèque par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Canada au moyen de leurs propres appareils doit obligatoirement faire l'objet d'un accord commercial avec une entreprise de transport aérien désignée de la République tchèque.
8. Aux fins de l'Article XI, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le Canada sont en droit d'assurer en tout :
 - a) trois vols hebdomadaires, dans chaque sens, d'aéronefs de type B767 ou A310 ou d'aéronefs équivalents;
 - b) ou, lorsque l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées du Canada assurent le service des routes convenues à la présente section en bloquant des places et/ou en partageant un code avec l'entreprise ou les entreprises de la République tchèque et/ou des transporteurs de pays tiers, et même si cela se fait quotidiennement, ces services aériens ne sont limités que par une capacité hebdomadaire maximale de 450 sièges dans chaque sens.

Toute modification de la fréquence et de la capacité autorisées est déterminée conformément aux dispositions de l'Article XI.

Section II

Les routes suivantes peuvent être exploitées par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de la République tchèque :

| Points de départ | Points intermédiaires | Points de destination | Points au-delà |
|---|---|--------------------------|---|
| ----- | ----- | ----- | ----- |
| Tout point ou tous points en République tchèque | Tout point ou tous points en Europe que désignera la République tchèque, ainsi que New York, aux États-Unis | Montréal et Toronto | Deux points aux É-U au nord de Washington, D.C., Washington, D.C., incluse, et à l'est de Chicago, Chicago incluse |

5. The designated airline or airlines of the Czech Republic while operating an agreed service on a specified route may omit any or all intermediate or beyond points.
6. Intermediate points in Europe to be named by the Czech Republic may be changed on 30 days notice.
7. The designated airline or airlines of the Czech Republic shall have the right to block space and code-share on the designated airline or airlines of Canada on services between the Czech Republic and Canada, subject to agreement between the designated airlines of the two countries and to normal regulatory requirements.
8. While the designated airline or airlines of the Czech Republic operates single track service with its own equipment to Toronto, such service shall be subject to a mandatory commercial agreement with a designated airline of Canada. The obligation shall not be in effect during the period that a Canadian designated airline blocks space and/or sells under its code on a third country carrier on service between Canada and the Czech Republic.
9. Service to Toronto shall be at times of the day and at a terminal building acceptable to the management of Lester B. Pearson International Airport.
10. For the purpose of Article XI, the airline or airlines designated by the Czech Republic shall be entitled to operate in total:
 - (a) two weekly flights in each direction using B767 or A310 or equivalent aircraft; or
 - (b) three weekly flights in each direction using B767 or A310 or equivalent aircraft, provided that at least two of these flights serve Montreal.

Any changes to the permitted frequency and capacity shall be determined pursuant to the provisions of Article XI.

Section III

1. An airline of each Contracting Party shall be permitted to operate a weekly all-cargo flight in each direction between Montreal and Prague with all-cargo equipment. The capacity to be operated on such service shall not exceed forty (40) tonnes per week in each direction.
2. Any such services shall be in addition to the passenger services provided for in Sections I and II of this Route Schedule. Any such service by a Canadian carrier shall not be deemed to constitute operation by a designated airline of Canada with its own equipment for the purpose of the application of Note 6 of Section I and Note 8 of Section II of this Route Schedule.

Notes :

1. Dans l'exploitation d'un service convenu pour une route spécifiée au présent Tableau de routes, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par le gouvernement de la République tchèque sont en droit :
 - a) d'embarquer et de débarquer sur le territoire du Canada, en trafic international, des passagers, du courrier et du fret à destination ou en provenance de la République tchèque;
 - b) de transporter, en trafic international, des passagers, du courrier et du fret entre la République tchèque et des points intermédiaires;
 - c) de transporter à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie contractante, sur un même vol et avec faculté d'arrêt, du trafic international en transit à partir ou à destination de points spécifiés dans des pays tiers.
2. Montréal et Toronto peuvent être desservies par un même vol ou des vols différents.
3. Aucun point des États-Unis ne peut être desservi par les vols desservant Toronto.
4. Des droits de cinquième liberté ne peuvent être exercés qu'entre Montréal et deux points aux É.-U., au nord de Washington, D.C., ou incluant Washington, D.C., et à l'est de Chicago, ou incluant Chicago. Le point choisi aux États-Unis pour l'exercice de la cinquième liberté peut être changé par la République tchèque par préavis de trente (30) jours.
5. Dans l'exploitation d'un service convenu pour une route spécifiée, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de la République tchèque peuvent omettre un ou tous les points intermédiaires ou les points au-delà du territoire canadien.
6. Les points intermédiaires en Europe qui seront désignés par la République tchèque peuvent être changés par préavis de trente (30) jours.
7. L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de la République tchèque sont en droit de bloquer des places et de partager leur code avec l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées du Canada pour les services qu'ils offrent entre la République tchèque et le Canada, sous réserve d'un accord entre les entreprises de transport aérien désignées des deux pays et des conditions normales posées par la réglementation.
8. Tout service sur voie unique assuré vers Toronto par l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées de la République tchèque au moyen de leurs propres appareils, doit faire l'objet d'un accord commercial obligatoire avec une entreprise de transport aérien désignée du Canada. Cette obligation n'aura pas effet pour la période pendant laquelle une entreprise de transport aérien désignée du Canada bloque des places et/ou vend des titres de transport sous sa propre dénomination pour un service assuré par un transporteur d'un pays tiers entre le Canada et la République tchèque.
9. Le service offert à destination de Toronto s'effectue à des heures du jour et à une aéro-gare acceptables pour la direction de l'Aéroport international Lester B. Pearson.
10. Aux fins de l'Article XI, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par la République tchèque sont en droit d'assurer en tout :

19

- a) soit deux vols hebdomadaires dans chaque sens d'aéronefs de type B767 ou A310 ou d'autres aéronefs équivalents,
- b) soit trois vols hebdomadaires dans chaque sens d'aéronefs de type B767 ou A310 ou d'aéronefs équivalents, pourvu que deux de ces vols desservent Montréal.

Toute modification de la fréquence et de la capacité autorisées est déterminée conformément aux dispositions de l'Article XI.

Section III

- 1. Un transporteur aérien de chacune des Parties contractantes est autorisé à exploiter un vol hebdomadaire tout-cargo dans chaque sens entre Montréal et Prague, avec des appareils tout-cargo. La capacité d'exploitation de ce service ne doit pas dépasser quarante (40) tonnes par semaine dans chaque sens.
- 2. Tout service ainsi assuré vient s'ajouter aux services de transport de passagers prévus aux sections I et II de ce Tableau de routes. Tout service ainsi assuré par un transporteur canadien n'est pas réputé constituer un service assuré par une entreprise de transport aérien désignée du Canada au moyen de ses propres appareils aux fins de l'application de la note 6 de la section I et de la note 8 de la section II du présent Tableau de routes.

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/12
ISBN 0-660-60039-0

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/12
ISBN 0-660-60039-0



CANADA

TREATY SERIES 1996/13 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG** regarding Audio-Visual Co-Production (with Annex)

Luxembourg, March 4, 1996

In force March 4, 1996

CULTURE

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement du **GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG** concernant la coproduction audiovisuelle (avec Annexe)

Luxembourg, le 4 mars 1996

En vigueur le 4 mars 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/13 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG** regarding Audio-Visual Co-Production (with Annex)

Luxembourg, March 4, 1996

In force March 4, 1996

CULTURE

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement du **GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG** concernant la coproduction audiovisuelle (avec Annexe)

Luxembourg, le 4 mars 1996

En vigueur le 4 mars 1996

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG
REGARDING AUDIO-VISUAL CO-PRODUCTION

The Government of Canada and the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg (hereinafter referred to as "the Parties"),

CONSIDERING that it is desirable to establish a framework for audio-visual relations and particularly for film, television and video co-productions;

CONSCIOUS that quality co-productions can contribute to the further expansion of the film, television and video production and distribution industries of both countries as well as to the development of their cultural and economic exchanges;

CONVINCED that these exchanges will contribute to the enhancement of relations between the two countries;

Have agreed as follows;

ARTICLE I

(1) For the purpose of this Agreement, an "audio-visual co-production" is a project, irrespective of length, including animation and documentary productions, produced either on film, videotape or videodisc, or in any other format hitherto unknown, for exploitation in theaters, on television, videocassette, videodisc or by any other form of distribution. New forms of audio-visual production and distribution will be included in the present Agreement by exchange of notes.

(2) Co-productions undertaken under the present Agreement must be approved by the following authorities, referred to hereinafter as the "competent authorities":

| | |
|----------------|--|
| In Canada : | the Minister of Canadian Heritage; |
| In Luxembourg: | the Minister responsible for the audiovisual sector. |

(3) Every co-production proposed under this Agreement shall be produced and distributed in accordance with the national legislation and regulations in force in Canada and in Luxembourg;

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
CONCERNANT LA COPRODUCTION AUDIOVISUELLE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (ci-après appelés «les parties»)

CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable d'établir un cadre pour le développement de leurs relations dans le domaine de l'audiovisuel, et plus particulièrement en ce qui concerne les coproductions cinématographiques, télévisuelles et vidéo;

CONSCIENTS de la contribution que des coproductions de qualité peuvent apporter à l'expansion de leurs industries de la production et de la distribution cinématographiques, télévisuelles et vidéo, ainsi qu'à l'accroissement de leurs échanges culturels et économiques;

CONVAINCUS que ces échanges contribueront au resserrement des relations entre les deux pays,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE I

(1) Aux fins du présent Accord, le terme «coproduction audiovisuelle» désigne un projet de toute durée, y compris les oeuvres d'animation et les documentaires produits sur film, bande vidéo ou vidéodisque ou sur tout autre support encore inconnu, à des fins d'exploitation dans les salles de cinéma, à la télévision, sur vidéocassette, sur vidéodisque ou selon tout autre mode de diffusion. Toutes nouvelles formes de production et de diffusion audiovisuelles seront incluses dans le présent Accord par un échange de notes.

(2) Les oeuvres réalisées en coproduction en vertu du présent Accord doivent être approuvées par les autorités suivantes, ci-après appelées les «autorités compétentes» :

| | |
|----------------|---|
| au Canada : | le ministre du Patrimoine canadien; |
| au Luxembourg: | le ministre ayant dans ses attributions le secteur audiovisuel. |

(3) Toutes les coproductions proposées en vertu du présent accord doivent être produites et distribuées conformément aux lois et aux règlements nationaux en vigueur au Canada et au Luxembourg;

(4) Every co-production produced under this Agreement shall be considered to be a national production for all purposes by and in each of the two countries. Accordingly, each such co-production shall be fully entitled to take advantage of all benefits currently available to the film and video industries or those that may hereafter be decreed in each country. These benefits do, however, accrue solely to the producer of the country which grants them.

ARTICLE II

The benefits of the provisions of this Agreement apply only to co-productions undertaken by producers who have good technical organization, sound financial backing and recognized professional standing.

ARTICLE III

(1) The proportion of the respective contributions of the co-producers of the Parties may vary from 20 % to 80 % of the budget for each co-production.

(2) Each co-producer shall be required to make an effective technical and creative contribution. In principle, this contribution shall be in proportion to his investment.

ARTICLE IV

(1) The producers, directors and writers of co-productions, as well as the technicians, performers and other production personnel participating in such co-productions, must be persons residing in Luxembourg or persons assimilated according to Luxembourg administrative practices, or Canadian citizens or permanent residents in Canada.

(2) Should the co-production so require, the participation of performers other than those provided for in the first paragraph may be permitted, subject to approval by the competent authorities of both countries.

(4) Toutes les oeuvres réalisées en coproduction en vertu du présent Accord sont considérées à toutes fins utiles comme des productions nationales par et en chacun des deux pays. Par conséquent, elles jouissent de plein droit de tous les avantages qui résultent des dispositions relatives aux industries du film et de la vidéo qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chaque pays. Ces avantages sont acquis seulement au producteur du pays qui les accorde.

ARTICLE II

Les avantages découlant du présent Accord s'appliquent uniquement aux coproductions entreprises par des producteurs ayant une bonne organisation technique, un solide soutien financier et une expérience professionnelle reconnue.

ARTICLE III

(1) La proportion des apports respectifs des coproducteurs des parties peut varier de 20 % à 80 % du budget de chaque coproduction.

(2) Chaque coproducteur doit apporter une contribution technique et artistique effective. En principe, la contribution de chacun doit être proportionnelle à son investissement.

ARTICLE IV

(1) Les producteurs, réalisateurs et scénaristes, ainsi que les techniciens et interprètes participant à la réalisation, doivent être des personnes résidant au Luxembourg ou bien des personnes y assimilées d'après les pratiques administratives luxembourgeoises, ou des citoyens canadiens ou résidents permanents au Canada.

(2) La participation d'interprètes autres que ceux visés au paragraphe 1 peut être admise, compte tenu des exigences de la coproduction, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE V

(1) Live action shooting and animation works such as storyboards, layout, key animation, in between and voice recording must, in principle, be carried out either in Canada or in Luxembourg.

(2) Location shooting, exterior or interior, in a country not participating in the co-production may, however, be authorized, if the script or the action so requires and if technicians from Canada and Luxembourg take part in the shooting.

(3) The laboratory work shall be done in either Canada or Luxembourg, unless it is technically impossible to do so, in which case the laboratory work in a country not participating in the co-production may be authorized by the competent authorities of both countries.

ARTICLE VI

(1) The competent authorities of both countries also look favorably upon co-productions undertaken by producers of Canada, Luxembourg and any country to which Canada or Luxembourg is linked by an official co-production agreement.

(2) The proportion of any minority contribution in any multi-party co-production shall be not less than twenty per cent (20 %).

(3) Each minority co-producer in such a co-production shall be obliged to make an effective technical and creative contribution.

ARTICLE VII

(1) The proportion of copyright held by Canadian and Luxembourg co-producers in each audio-visual co-production can vary between 20 % and 80 %. The ownership of copyright must however be divided in proportion to the respective financial contributions of the co-producers.

ARTICLE V

(1) La prise de vues en direct et les travaux d'animation tels que le scénario-maquette, la maquette définitive, l'animation-clé, l'intervalle et l'enregistrement des voix, doivent en principe s'effectuer soit au Canada, soit au Luxembourg.

(2) Le tournage en studio ou en décors naturels, extérieurs ou intérieurs, dans un pays qui ne participe pas à la coproduction, peut être autorisé si le scénario ou l'action l'exige et si des techniciens et des interprètes du Canada et du Luxembourg participent au tournage.

(3) Le travail de laboratoire s'effectue au Canada ou au Luxembourg, sauf si cela s'avère techniquement impossible, auquel cas les autorités compétentes des deux pays peuvent accepter que ce travail soit fait dans un pays ne participant pas à la coproduction.

ARTICLE VI

(1) Les autorités compétentes des deux pays considèrent aussi favorablement la réalisation de coproductions entre le Canada, le Luxembourg et tout pays avec lequel l'une ou l'autre des deux parties est liée par un accord officiel de coproduction.

(2) Aucune participation minoritaire à une coproduction multipartite ne doit être inférieure à vingt pour cent (20 %) du budget.

(3) Chaque coproducteur minoritaire doit apporter une contribution technique et artistique effective.

ARTICLE VII

(1) Pour chaque oeuvre audiovisuelle, la proportion des droits d'auteur et de copyright détenue par les coproducteurs canadiens et luxembourgeois peut varier de 20 % à 80 %. Le partage des droits d'auteur et de copyright doit toutefois se faire sur la base du principe de la proportionnalité relative aux contributions financières respectives des coproducteurs.

(2) The overall provisions of the present Agreement, notably with regard to the participation of Canadian and Luxembourg creative and technical personnel and performers, as well as the use of Canadian and Luxembourg financial and technical resources, must be considered to be satisfactory by both Parties.

ARTICLE VIII

(1) The original sound track of each co-production shall be made in either the English, French, German or Luxembourg languages. Shooting in any two, three or all of these languages is permitted. Dialogue in other languages may be included in the co-production as the script requires.

(2) The dubbing or subtitling of each co-production into the French and/or English, German or Luxembourg languages shall be carried out respectively in Canada or in Luxembourg. Any departures from this principle must be approved by the competent authorities of both countries.

ARTICLE IX

For the present purposes, productions produced under a twinning arrangement may be considered, with the approval of the competent authorities, as co-productions and receive the same benefits. Notwithstanding Article III, in the case of a twinning arrangement, the reciprocal participation of the producers of both countries may be limited to a financial contribution alone, without necessarily excluding all artistic or technical contribution.

To be approved by the competent authorities, these productions must meet the following conditions:

- 1) there shall be respective reciprocal investment and an overall balance with respect to the conditions of sharing the receipts of co-producers in productions benefiting from twinning;
- 2) the twinned productions must be distributed under comparable conditions in Canada and in Luxembourg;

(2) Les incidences globales du présent protocole, notamment en ce qui concerne la participation de créateurs, de techniciens et d'interprètes canadiens et luxembourgeois ainsi que l'utilisation de moyens financiers et techniques du Canada et du Luxembourg, doivent être jugées satisfaisantes par les deux parties.

ARTICLE VIII

(1) La bande sonore originale de chaque coproduction doit être en anglais, en français, en allemand ou en luxembourgeois. Il est permis de tourner dans une des quatre ou dans les quatre langues. Si le scénario l'exige, des dialogues dans d'autres langues peuvent être inclus dans la coproduction.

(2) Chaque coproduction est doublée ou sous-titrée en français et/ou anglais, allemand ou en luxembourgeois au Canada ou au Luxembourg, selon le cas. Toute dérogation à ce principe doit être approuvée par les autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE IX

Aux fins du présent Protocole d'entente, les productions réalisées dans le cadre d'un jumelage pourront être considérées, après consentement des autorités compétentes, comme étant des coproductions et bénéficier des mêmes avantages.

Par dérogation aux dispositions de l'Article III, dans le cas d'un jumelage, la participation réciproque des producteurs des deux pays pourra être limitée à une simple contribution financière, sans exclure nécessairement toute contribution artistique et technique.

Pour être admises par les autorités compétentes, ces productions devront satisfaire aux conditions suivantes:

- 1) comporter un investissement réciproque et respecter un équilibre global au niveau des conditions de partage des recettes des coproducteurs dans les productions bénéficiant du jumelage;
- 2) la distribution des productions jumelées devra être assurée dans des conditions comparables au Canada et au Luxembourg;

- 3) twinned productions may be produced either at the same time or consecutively, on the understanding that, in the latter case, the time between the completion for the first production and the start of the second does not exceed one (1) year.

ARTICLE X

(1) Except as provided in the following paragraph, no fewer than two copies of the final projection and reproduction materials used in the production shall be made for all co-productions. Each co-producer shall be the owner of one copy of the projection and reproduction materials and shall be entitled to use it, in accordance with the terms and conditions agreed upon by the co-producers, to make the necessary reproductions. Moreover, each co-producer shall have access to the original production material in accordance with those terms and conditions.

(2) At the request of both co-producers and subject to the approval of the competent authorities in both countries, only one copy of the final projection and reproduction material need be made for those productions which are qualified as low budget productions by the competent authorities. In such cases, the material will be kept in the country of the majority co-producer. The minority co-producer will have access to the material at all times to make the necessary reproductions, in accordance with the terms and conditions agreed upon by the co-producers.

ARTICLE XI

Subject to their legislation and regulations in force, the Parties shall:

- a) facilitate the entry into and temporary residence in their respective territories of the creative and technical personnel and the performers engaged by the co-producer of the other country for the purpose of the co-production; and
- b) similarly permit the temporary entry and re-export of any equipment necessary for the purpose of the co-production.

- 3) les productions jumelées pourront être réalisées, soit simultanément, soit consécutivement, étant entendu, dans ce dernier cas, que l'intervalle entre la fin de la réalisation de la première production et le début de la seconde ne pourra excéder un (1) an.

ARTICLE X

(1) Sauf dans les cas prévus au paragraphe qui suit, chaque oeuvre réalisée en coproduction doit comporter, en deux exemplaires au moins, le matériel de projection et de reproduction employé pour la production. Chaque coproducteur est propriétaire d'un exemplaire de ce matériel et a le droit de l'utiliser pour en tirer les reproductions nécessaires, conformément aux conditions convenues entre les coproducteurs. De plus, chaque coproducteur a le droit d'accès au matériel de production original, conformément aux conditions précitées.

(2) A la demande des deux coproducteurs et sous réserve de l'approbation des autorités compétentes des deux pays, un seul exemplaire du matériel de projection et de reproduction est produit dans le cas des oeuvres qualifiées de productions à faible budget par les autorités compétentes. Le matériel est alors conservé dans le pays du coproducteur majoritaire. Le coproducteur minoritaire y a accès en tout temps pour en tirer les reproductions nécessaires, conformément aux conditions convenues entre les coproducteurs.

ARTICLE XI

Sous réserve de ses lois et règlements en vigueur, chaque partie:

- a) facilite l'entrée et le séjour sur son territoire du personnel technique et artistique et des interprètes engagés par le coproducteur de l'autre pays pour les besoins de la coproduction; et
- b) permet l'admission temporaire et la réexportation de tout équipement nécessaire à la coproduction.

ARTICLE XII

The sharing of revenues by the co-producers should, in principle, be proportional to their respective contributions to the production financing and be subject to approval by the competent authorities of both countries.

ARTICLE XIII

Approval of a co-production proposal by the competent authorities of both countries does not constitute a commitment to either or both of the co-producers that government authorities will grant a license to show the co-production.

ARTICLE XIV

(1) Where a co-production is exported to a country that has quota regulations, it shall be included in the quota of the Party:

- a) which is the majority co-producer;
- b) that has the best opportunity of arranging for its export, if the respective contributions of the co-producers are equal;
- c) of which the director is a national, if any difficulties arise with the application of sub-paragraphs a) and b) hereof.

(2) Notwithstanding Paragraph 1, in the event that one of the co-producing countries enjoys unrestricted entry of its films into a country that has quota regulations, a co-production undertaken under this Agreement shall be as entitled as any other national production of that country to unrestricted entry into the importing country if that country so agrees.

ARTICLE XV

(1) A co-production shall, when shown, be identified as a "Canada - Luxembourg Co-production" or "Luxembourg - Canada Co-production" according to the origin of the majority co-producer or in accordance with an agreement between co-producers.

ARTICLE XII

La répartition des recettes entre chaque coproducteur doit en principe être proportionnelle à la participation financière de chacun et soumise à l'approbation des autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE XIII

L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes des deux pays n'engage aucune d'entre elles à garantir aux coproducteurs l'octroi d'un permis d'exploitation de l'oeuvre réalisée.

ARTICLE XIV

(1) Dans le cas où une oeuvre réalisée en coproduction est exportée vers un pays où l'importation de telles oeuvres est contingentée, celle-ci est imputée au contingent de la partie:

- a) dont la participation est majoritaire;
- b) ayant les meilleures possibilités d'exportation, si la contribution des deux pays est égale;
- c) dont le réalisateur est ressortissant, si l'application des alinéas a) et b) pose des difficultés.

(2) Par dérogation au paragraphe 1, si l'un des pays coproducteurs peut faire entrer librement ses films dans le pays importateur, les oeuvres réalisées en coproduction en vertu de cet Accord bénéficient de plein droit de cette possibilité, au même titre que les autres productions nationales du pays coproducteur en question, si ce dernier y accorde son consentement.

ARTICLE XV

(1) Les coproductions doivent être présentées avec la mention «coproduction Canada - Luxembourg» ou «coproduction Luxembourg - Canada», selon le pays dont la participation est majoritaire, ou tel que convenu par les coproducteurs.

(2) Such identification shall appear in the credits, in all commercial advertising and promotional material and whenever this co-production is shown and shall be given equal treatment by each Party.

ARTICLE XVI

In the event of presentation at international film festivals, and unless the co-producers agree otherwise, a co-production shall be entered by the country of the majority co-producer or, in the event of equal financial participation of the co-producers, by the country of which the director is a national.

ARTICLE XVII

The competent authorities of both countries have jointly established the rules of procedure for co-productions taking into account the legislation and regulations in force in Canada and in Luxembourg. These rules of procedure are attached to the present Agreement.

ARTICLE XVIII

No restrictions shall be placed on the import, distribution and exhibition of Luxembourg film, television and video productions in Canada or that of Canadian film, television and video productions in Luxembourg other than those contained in the legislation and regulations in force in each of the two countries.

ARTICLE XIX

(1) During the term of the present Agreement, an overall balance shall be aimed for with respect to financial participation as well as creative personnel, technicians, performers, and facilities (studio and laboratory), taking into account the respective characteristics of each country.

(2) Cette mention doit figurer au générique ainsi que dans la publicité commerciale et le matériel de promotion de la coproduction et lors de sa présentation, et recevoir un traitement identique de la part des deux parties.

ARTICLE XVI

A moins que les coproducteurs n'en conviennent autrement, une coproduction doit être présentée aux festivals cinématographiques internationaux par le pays du coproducteur majoritaire ou, dans le cas de participations financières égales des coproducteurs, par le pays dont le réalisateur est ressortissant.

ARTICLE XVII

Les autorités compétentes des deux pays ont fixé conjointement les règles de procédure de la coproduction, en tenant compte de la législation et de la réglementation en vigueur au Canada et au Luxembourg. Les règles de procédure en question sont jointes au présent Accord.

ARTICLE XVIII

L'importation, la distribution et l'exploitation des productions cinématographiques, télévisuelles et vidéo luxembourgeoises au Canada et des productions cinématographiques, télévisuelles et vidéo canadiennes au Luxembourg ne sont soumises à aucune restriction, sous réserve des lois et règlements en vigueur dans les deux pays.

ARTICLE XIX

(1) Pendant la durée du présent Accord, on s'efforcera de parvenir à un équilibre général en ce qui concerne la contribution financière, la participation du personnel artistique, des techniciens et des interprètes et les installations (studios et laboratoires), en tenant compte des caractéristiques de chacun des pays.

(2) The competent authorities of both countries shall examine the terms of implementation of this Agreement as necessary in order to resolve any difficulties arising from its application. They shall, as needed, recommend possible amendments with a view to developing film and video co-operation in the best interests of both countries.

(3) A Mixed Commission is established to look after the implementation of this Agreement. The Mixed Commission shall examine if this balance has been achieved and, in case of the contrary, shall determine the measures deemed necessary to establish such a balance. A meeting of the Mixed Commission shall take place as required and it shall meet alternately in the two countries. However, it may be convened for extraordinary sessions at the request of one or both competent authorities, particularly in the case of major amendments to the legislation or the regulations governing the film, television and video industries in one country or the other, or where the application of this Agreement presents serious difficulties. The Mixed Commission shall meet within six (6) months following its convocation by one of the Parties.

ARTICLE XX

(1) The present agreement shall come into force on the date of its signing.

(2) It shall be valid for a period of five (5) years from the date of its entry into force; a tacit renewal of the Agreement for like periods shall take place unless one or the other Party gives written notice of termination six (6) months before the expiry date.

(3) Co-productions which have been approved by the competent authorities and which are in progress at the time of notice of termination of this Agreement by either Party, shall continue to benefit fully until completion from the provisions of this Agreement. After expiry or termination of this Agreement, its terms shall continue to apply to the division of revenues from completed co-productions.

(2) Les autorités compétentes des deux pays examineront au besoin les conditions d'application de cet Accord afin de résoudre toute difficulté soulevée par la mise en oeuvre des dispositions de ce dernier. Au besoin, elles recommanderont les modifications souhaitables en vue de développer la coopération dans le domaine du cinéma et de la vidéo, dans le meilleur intérêt des deux pays.

(3) Une commission mixte est instituée pour superviser la mise en oeuvre de l'Accord. Elle déterminera si l'équilibre recherché a été respecté et, dans le cas contraire, arrêtera les mesures jugées nécessaires pour rétablir cet équilibre. La commission mixte se réunira au besoin et alternativement dans chacun des pays. Cependant, des réunions extraordinaires pourront être convoquées à la demande de l'une ou des deux autorités compétentes, notamment en cas de modification importante de la législation ou de la réglementation applicable aux industries du cinéma, de la télévision et de la vidéo dans l'un ou l'autre des pays, ou si l'application de l'Accord suscite de graves difficultés. La commission mixte doit se réunir dans les six (6) mois suivant sa convocation par l'une des parties.

ARTICLE XX

(1) Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

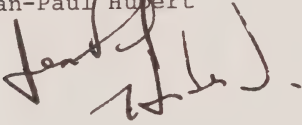
(2) L'Accord est conclu pour une période de cinq (5) ans à compter de son entrée en vigueur; il sera reconduit tacitement pour des périodes identiques à moins que l'un ou l'autre des deux pays ne signifie par écrit son intention de le résilier six (6) mois avant sa date d'expiration.

(3) Les coproductions approuvées par les autorités compétentes et en cours au moment où l'une des parties signifie son intention de résilier l'Accord continueront à bénéficier pleinement des avantages de ce dernier jusqu'à ce que leur réalisation soit terminée. Une fois résilié ou expiré, l'Accord restera applicable à la liquidation des recettes des oeuvres coproduites.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Luxembourg, this 4th day of March, 1996, in the English and French languages, each version being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA
Jean-Paul Hubert

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Jean-Paul Hubert', with a stylized flourish at the end.

FOR THE GOVERNMENT
OF THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG
Jean-Paul Zens

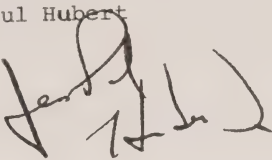
A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Jean-Paul Zens', with a long, sweeping horizontal stroke at the bottom.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en double exemplaire à Luxembourg, ce 4^e jour de mars 1996, en anglais et français, chaque version faisant également foi.

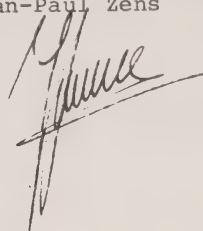
POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA

Jean-Paul Hubert

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Jean-Paul Hubert', written in a cursive style.

POUR LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Jean-Paul Zens

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Jean-Paul Zens', written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.

ANNEX

RULES OF PROCEDURE

Application for benefits under this Agreement for any co-production must be made simultaneously to both administrations at least thirty (30) days before shooting begins. The administration of the country of which the majority co-producer is a national shall communicate its proposal to the other administration within twenty (20) days of the submission of the complete documentation as described below. The administration of the country of which the minority co-producer is a national shall thereupon communicate its decision within twenty (20) days.

Documentation submitted in support of an application shall consist of the following items:

- I. The final script;
- II. Documentary proof that the copyright for the co-production has been legally acquired or, failing that, that a valid option has been granted;
- III. A copy of the co-production contract signed by the two co-producers. The contract shall include:
 1. the title of the audiovisual co-production;
 2. the synopsis;
 3. the name of the author of the script, or that of the adapter if it is drawn from a literary source;
 4. the name of the director (a substitution clause is permitted to provide for his/her replacement if necessary);
 5. the detailed budget explaining the expenses to be incurred in the respective countries of the co-producers;
 6. the financing plan;
 7. a clause establishing the sharing of revenues, markets, media or a combination of these;
 8. the participation of each co-producer in any eventual budgetary over- or underexpenditures is, in principle, proportional to the co-producer's respective contributions. However, the minority co-producer's participation in overexpenditures can be

ANNEXE

REGLES DE PROCEDURE

Les demandes d'admission aux avantages du présent Accord pour toute coproduction doivent être adressées simultanément aux deux administrations, au moins trente (30) jours avant le début du tournage. L'administration de la partie contractante du coproducteur majoritaire doit communiquer sa proposition à celle de l'autre pays dans les vingt (20) jours suivant le dépôt du dossier complet, décrit ci-dessous. L'administration de la partie contractante du coproducteur minoritaire doit à son tour notifier sa décision dans les vingt (20) jours qui suivent.

La documentation soumise à l'appui de toute demande doit comprendre les éléments suivants:

- I. Le scénario définitif;
- II. Un document prouvant que la propriété des droits d'auteur pour la coproduction a été légalement acquise, ou à défaut, qu'une option valable a été consentie;
- III. Le contrat de coproduction, signé par les deux coproducteurs. Ce contrat doit comporter:
 1. le titre de la coproduction audiovisuelle;
 2. le synopsis;
 3. le nom du scénariste ou de l'adaptateur, s'il s'agit d'un sujet inspiré d'une oeuvre littéraire;
 4. le nom du réalisateur (une clause de sauvegarde étant admise pour son remplacement éventuel);
 5. le budget détaillé expliquant les dépenses à exposer dans les pays respectifs de coproduction;
 6. le plan de financement;
 7. une clause prévoyant la répartition entre les coproducteurs des recettes, des marchés, des moyens de diffusion, ou d'une combinaison de ces éléments;
 8. la participation de chaque coproducteur aux dépassements ou économies éventuels est en principe proportionnelle à leurs apports respectifs. Toutefois, la participation du coproducteur minoritaire aux dépassements peut être limitée à un pourcentage inférieur ou à un montant déterminé, à la condition que la proposition minimale prévue à l'article VI de l'Accord soit respectée;

limited to a lower percentage or to a fixed amount, on the condition that the minimum proportion set out in Article VI of the Agreement is respected.

9. the division of copyright ownership between the co-producers;
10. a clause providing for the division of copyright ownership in proportion to the respective financial contributions of the co-producers;
11. a clause recognizing that admission to benefits under this Agreement does not constitute a commitment that government authorities in either country will grant a license to permit public exhibition of the co-production;
12. a clause prescribing the measures to be taken where:
 - (a) after full consideration of the case, the competent authorities in either country refuse to grant the benefits applied for;
 - (b) the competent authorities prohibit the exhibition of the co-production in either country or its export to a third country;
 - (c) either party fails to fulfill its commitments;
13. the date on which shooting is expected to begin;
14. a clause stipulating that the majority co-producer shall take out an insurance policy covering at least "all production risks" and "all original material production risks";

IV. The distribution contract, where this has already been signed;

V. A list of the creative and technical personnel indicating their nationalities and place of residence, and in the case of performers, the roles they are to play;

VI. The production schedule and workplan.

The competent administrations of the two countries can demand any further documents and all other additional information deemed necessary.

In principle, the final shooting script (including the dialogue) should be submitted to the competent administrations prior to the commencement of shooting.

Modifications, including the replacement of a co-producer, may be made to the original contract, but they must be submitted for approval by the competent administrations of both countries

9. la répartition de la propriété des droits d'auteur et de copyright entre les coproducteurs;
10. une clause prévoyant le partage des droits d'auteur sur base du principe de la proportionnalité relative aux contributions financières respectives des coproducteurs;
11. une clause précisant que l'admission aux avantages découlant de l'Accord n'engage pas les autorités gouvernementales des deux pays à accorder un visa d'exploitation de la coproduction;
12. une clause précisant les dispositions prévues:
 - a) dans le cas où, après examen du dossier, les autorités compétentes du Luxembourg ou du Canada n'accorderaient pas l'admission sollicitée;
 - b) dans le cas où les autorités compétentes n'autoriseraient pas l'exploitation de la coproduction dans leur pays ou son exportation dans un tiers pays;
 - c) dans le cas où l'un ou l'autre des coproducteurs ne respecterait pas ses engagements;
13. la date prévue pour le début du tournage;
14. une clause précisant que le coproducteur majoritaire doit souscrire une police d'assurance couvrant au moins «tous les risques pour la production» et «tous les risques pour le négatif».

IV. Le contrat de distribution, lorsque celui-ci est déjà signé;

V. La liste du personnel artistique et technique avec l'indication de leur nationalité, de leur lieu de résidence et des rôles attribués aux acteurs;

VI. Le calendrier et le plan de travail de production.

Les deux administrations compétentes des parties contractantes peuvent en outre demander tous les documents et toutes les précisions additionnelles jugés nécessaires.

En principe, le découpage technique et les dialogues doivent être soumis aux administrations compétentes avant le début du tournage.

Des modifications, y compris le remplacement d'un coproducteur, peuvent être apportées au contrat original. Elles doivent cependant être soumises à l'approbation des administrations compétentes des parties contractantes avant

before the co-production is finished. The replacement of a co-producer may be allowed only in exceptional cases and for reasons that are satisfactory to both competent administrations.

The competent administrations will keep each other informed of their decisions.

l'achèvement de la coproduction. Le remplacement d'un coproducteur ne peut être admis que dans des circonstances exceptionnelles, et pour des motifs reconnus valables par les deux administrations compétentes.

Les administrations compétentes s'informent mutuellement de leurs décisions.

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/13
ISBN 0-660-60047-1

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/13
ISBN 0-660-60047-1

CAI
EA 10
-T67



CANADA

TREATY SERIES 1996/14 RECUEIL DES TRAITÉS

NARCOTICS

Anti-Doping Convention (with Appendix)

Strasbourg, November 16, 1989

Signed by Canada March 6, 1996

In force for Canada May 1, 1996

STUPÉFIANTS

Convention contre le dopage (avec Annexe)

Strasbourg, le 16 novembre 1989

Signé par le Canada le 6 mars 1996

En vigueur pour le Canada le 1^{er} mai 1996





CANADA

TREATY SERIES **1996/14** RECUEIL DES TRAITÉS

NARCOTICS

Anti-Doping Convention (with Appendix)

Strasbourg, November 16, 1989

Signed by Canada March 6, 1996

In force for Canada May 1, 1996

STUPÉFIANTS

Convention contre le dopage (avec Annexe)

Strasbourg, le 16 novembre 1989

Signé par le Canada le 6 mars 1996

En vigueur pour le Canada le 1^{er} mai 1996

Preamble

The member States of the Council of Europe, the other States party to the European Cultural Convention, and other States, signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members for the purpose of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage and of facilitating their economic and social progress;

Conscious that sport should play an important role in the protection of health, in moral and physical education and in promoting international understanding;

Concerned by the growing use of doping agents and methods by sportsmen and sportswomen throughout sport and the consequences thereof for the health of participants and the future of sport;

Mindful that this problem puts at risk the ethical principles and educational values embodied in the Olympic Charter, in the International Charter for Sport and Physical Education of Unesco and in Resolution (76) 41 of the Committee of Ministers of the Council of Europe, known as the "European Sport for All Charter";

Bearing in mind the anti-doping regulations, policies and declarations adopted by the international sports organisations;

Aware that public authorities and the voluntary sports organisations have complementary responsibilities to combat doping in sport, notably to ensure the proper conduct, on the basis of the principle of fair play, of sports events and to protect the health of those that take part in them;

Recognising that these authorities and organisations must work together for these purposes at all appropriate levels;

Recalling the resolutions on doping adopted by the Conference of European Ministers responsible for Sport, and in particular Resolution No. 1 adopted at the 6th Conference at Reykjavik in 1989;

Recalling that the Committee of Ministers of the Council of Europe has already adopted Resolution (67) 12 on the doping of athletes, Recommendation No. R (79) 8 on doping in sport, Recommendation No. R (84) 19 on the "European Anti-Doping Charter for Sport", and Recommendation No. R (88) 12 on the institution of doping controls without warning outside competitions;

Recalling Recommendation No. 5 on doping adopted by the 2nd International Conference of Ministers and Senior Officials responsible for Sport and Physical Education organised by Unesco at Moscow (1988);

Determined however to take further and stronger co-operative action aimed at the reduction and eventual elimination of doping in sport using as a basis the ethical values and practical measures contained in those instruments,

Have agreed as follows:

Article 1

Aim of the Convention

The Parties, with a view to the reduction and eventual elimination of doping in sport, undertake, within the limits of their respective constitutional provisions, to take the steps necessary to apply the provisions of this Convention.

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi que les autres Etats, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Conscients que le sport doit jouer un rôle important dans la protection de la santé, dans l'éducation morale et physique et dans la promotion de la compréhension internationale ;

Préoccupés par l'emploi de plus en plus répandu de produits et de méthodes de dopage parmi les sportifs dans l'ensemble du sport et par ses conséquences pour la santé des pratiquants et pour l'avenir du sport ;

Attentifs au fait que ce problème met en danger les principes éthiques et les valeurs éducatives consacrés par la Charte olympique, la Charte internationale du sport et de l'éducation physique de l'Unesco et la Résolution (76) 41 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, connue sous le titre « Charte européenne du sport pour tous » ;

Considérant les règlements, politiques et déclarations adoptés par les organisations sportives internationales dans le domaine de la lutte contre le dopage ;

Conscients que les pouvoirs publics et les organisations sportives volontaires ont des responsabilités complémentaires dans la lutte contre le dopage dans le sport et, en particulier, dans la garantie du bon déroulement — sur la base du principe du *fair play* — des manifestations sportives, ainsi que dans la protection de la santé de ceux qui y prennent part ;

Reconnaissant que ces pouvoirs et organisations doivent collaborer à tous les niveaux appropriés ;

Rappelant les résolutions sur le dopage adoptées par la Conférence des ministres européens responsables du Sport et en particulier la Résolution n° 1 adoptée à la 6^e Conférence à Reykjavik en 1989 ;

Rappelant que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a déjà adopté la Résolution (67) 12 sur le doping des athlètes, la Recommandation n° R (79) 8 concernant le dopage dans le sport, la Recommandation n° R (84) 19 relative à la « Charte européenne contre le dopage dans le sport », et la Recommandation n° R (88) 12 concernant l'institution de contrôles antidopage sans préavis hors compétition ;

Rappelant la Recommandation n° 5 sur le dopage adoptée par la 2^e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'Education physique et du Sport, organisée par l'Unesco à Moscou (1988) ;

Résolus, toutefois, à poursuivre et à renforcer leur coopération en vue de réduire et, à terme, d'éliminer le dopage dans le sport en tenant compte des valeurs éthiques et des mesures pratiques contenues dans ces instruments,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

But de la Convention

Les Parties, en vue de la réduction et, à terme, de l'élimination du dopage dans le sport, s'engagent à prendre, dans les limites de leurs dispositions constitutionnelles respectives, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 2

Definition and scope of the Convention

1. For the purposes of this Convention :

a. "doping in sport" means the administration to sportsmen or sportswomen, or the use by them, of pharmacological classes of doping agents or doping methods ;

b. "pharmacological classes of doping agents or doping methods" means, subject to paragraph 2 below, those classes of doping agents or doping methods banned by the relevant international sports organisations and appearing in lists that have been approved by the Monitoring Group under the terms of Article 11.1.b ;

c. "sportsmen and sportswomen" means those persons who participate regularly in organised sports activities.

2. Until such time as a list of banned pharmacological classes of doping agents and doping methods is approved by the Monitoring Group under the terms of Article 11.1.b, the reference list in the appendix to this Convention shall apply.

Article 3

Domestic co-ordination

1. The Parties shall co-ordinate the policies and actions of their government departments and other public agencies concerned with combating doping in sport.

2. They shall ensure that there is practical application of this Convention, and in particular that the requirements under Article 7 are met, by entrusting, where appropriate, the implementation of some of the provisions of this Convention to a designated governmental or non-governmental sports authority or to a sports organisation.

Article 4

Measures to restrict the availability and use of banned doping agents and methods

1. The Parties shall adopt where appropriate legislation, regulations or administrative measures to restrict the availability (including provisions to control movement, possession, importation, distribution and sale) as well as the use in sport of banned doping agents and doping methods and, in particular, anabolic steroids.

2. To this end, the Parties or, where appropriate, the relevant non-governmental organisations shall make it a criterion for the grant of public subsidies to sports organisations that they effectively apply anti-doping regulations.

3. Furthermore, the Parties shall :

a. assist their sports organisations to finance doping controls and analyses, either by direct subsidies or grants, or by recognising the costs of such controls and analyses when determining the overall subsidies or grants to be awarded to those organisations ;

b. take appropriate steps to withhold the grant of subsidies from public funds, for training purposes, to individual sportsmen and sportswomen who have been suspended following a doping offence in sport, during the period of their suspension.

c. encourage and, where appropriate, facilitate the carrying out by their sports organisations of the doping controls required by the competent international sports organisations whether during or outside competitions ; and

d. encourage and facilitate the negotiation by sports organisations of agreements permitting their members to be tested by duly authorised doping control teams in other countries.

Article 2

Définition et champ d'application de la Convention

1. Aux fins de la présente Convention :

a. on entend par « dopage dans le sport » l'administration aux sportifs ou l'usage par ces derniers de classes pharmacologiques d'agents de dopage ou de méthodes de dopage ;

b. on entend par « classes pharmacologiques d'agents de dopage ou de méthodes de dopage », sous réserve du paragraphe 2 ci-dessous, les classes d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdites par les organisations sportives internationales compétentes, et figurant sur des listes qui ont été approuvées par le groupe de suivi en vertu de l'article 11.1.b ;

c. on entend par « sportifs » les personnes des deux sexes qui participent habituellement à des activités sportives organisées.

2. Tant qu'une liste des classes pharmacologiques interdites d'agents de dopage et de méthodes de dopage n'aura pas été approuvée par le groupe de suivi en vertu de l'article 11.1.b, la liste de référence contenue dans l'annexe à la présente Convention s'applique.

Article 3

Coordination au plan intérieur

1. Les Parties coordonnent les politiques et les actions de leurs services gouvernementaux et autres organismes publics concernés par la lutte contre le dopage dans le sport.

2. Elles veillent à ce qu'il y ait application pratique de cette Convention et, en particulier, à satisfaire aux exigences de l'article 7, en confiant, le cas échéant, la mise en œuvre de certaines dispositions de la présente Convention à une autorité sportive gouvernementale ou non gouvernementale désignée à cet effet, ou à une organisation sportive.

Article 4

Mesures destinées à limiter la disponibilité et l'utilisation d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdits

1. Les Parties adoptent, selon les cas, une législation, des règlements ou des mesures administratives pour réduire la disponibilité (et, notamment, des dispositions visant à contrôler la circulation, la détention, l'importation, la distribution et la vente) ainsi que l'utilisation dans le sport d'agents et de méthodes de dopage interdits et, en particulier, de stéroïdes anabolisants.

2. A cette fin, les Parties ou, le cas échéant, les organisations non gouvernementales compétentes subordonnent les critères d'octroi des subventions publiques aux organisations sportives à l'application effective, par celles-ci, des réglementations antidopage.

3. Par ailleurs, les Parties :

a. aident leurs organisations sportives à financer les contrôles et les analyses antidopage, soit par l'octroi de subventions ou de subsides directs, soit en tenant compte du coût de ces contrôles et analyses lors de la fixation du montant global des subventions ou subsides à allouer à ces organisations ;

b. prennent des mesures appropriées afin de refuser l'octroi, à des fins d'entraînement, de subventions provenant de fonds publics à des sportifs qui ont été suspendus à la suite de la découverte d'une infraction à la réglementation sur le dopage dans le sport, et ce pendant la durée de leur suspension ;

c. encouragent et, le cas échéant, facilitent l'exécution, par leurs organisations sportives, des contrôles antidopage demandés par les organisations sportives internationales compétentes, tant au cours qu'en dehors des compétitions ; et

d. encouragent et facilitent la conclusion, par les organisations sportives, d'accords autorisant des équipes de contrôle antidopage dûment agréées à faire subir des tests à leurs membres dans d'autres pays.

4. Parties reserve the right to adopt anti-doping regulations and to organise doping controls on their own initiative and on their own responsibility, provided that they are compatible with the relevant principles of this Convention.

Article 5

Laboratories

1. Each Party undertakes :
 - a. either to establish or facilitate the establishment on its territory of one or more doping control laboratories suitable for consideration for accreditation under the criteria adopted by the relevant international sports organisations and approved by the Monitoring Group under the terms of Article 11.1.b ; or
 - b. to assist its sports organisations to gain access to such a laboratory on the territory of another Party.
2. These laboratories shall be encouraged to :
 - a. take appropriate action to employ and retain, train and retrain qualified staff ;
 - b. undertake appropriate programmes of research and development into doping agents and methods used, or thought to be used, for the purposes of doping in sport and into analytical biochemistry and pharmacology with a view to obtaining a better understanding of the effects of various substances upon the human body and their consequences for athletic performance ;
 - c. publish and circulate promptly new data from their research.

Article 6

Education

1. The Parties undertake to devise and implement, where appropriate in co-operation with the sports organisations concerned and the mass media, educational programmes and information campaigns emphasising the dangers to health inherent in doping and its harm to the ethical values of sport. Such programmes and campaigns shall be directed at both young people in schools and sports clubs and their parents and at adult sportsmen and sportswomen, sports officials, coaches and trainers. For those involved in medicine, such educational programmes will emphasise respect for medical ethics.
2. The Parties undertake to encourage and promote research, in co-operation with the regional, national and international sports organisations concerned, into ways and means of devising scientifically-based physiological and psychological training programmes that respect the integrity of the human person.

Article 7

Co-operation with sports organisations on measures to be taken by them

1. The Parties undertake to encourage their sports organisations and through them the international sports organisations to formulate and apply all appropriate measures, falling within their competence, against doping in sport.
2. To this end, they shall encourage their sports organisations to clarify and harmonise their respective rights, obligations and duties, in particular by harmonising their :
 - a. anti-doping regulations on the basis of the regulations agreed by the relevant international sports organisations ;
 - b. lists of banned pharmacological classes of doping agents and banned doping methods on the basis of the lists agreed by the relevant international sports organisations ;

4. Les Parties se réservent le droit d'adopter des règlements antidopage et d'organiser des contrôles antidopage de leur propre initiative et sous leur propre responsabilité à condition qu'ils soient compatibles avec les principes pertinents de la présente Convention.

Article 5

Laboratoires

1. Chaque Partie s'engage :

a. soit à créer ou à faciliter la création sur son territoire d'un ou de plusieurs laboratoires de contrôle antidopage susceptibles d'être agréés conformément aux critères adoptés par les organisations sportives internationales compétentes et approuvés par le groupe de suivi en vertu de l'article 11.1.b ;

b. soit à aider ses organisations sportives à avoir accès à un tel laboratoire sur le territoire d'une autre Partie.

2. Ces laboratoires sont encouragés à :

a. prendre les mesures adéquates pour recruter et retenir, former et recycler un personnel qualifié ;

b. entreprendre des programmes appropriés de recherche et de développement sur les agents de dopage et les méthodes utilisées ou présumées être utilisées aux fins de dopage dans le sport, ainsi que dans les domaines de la biochimie et de la pharmacologie analytiques, pour parvenir à une meilleure compréhension des effets de diverses substances sur l'organisme humain et de leurs conséquences sur le plan des performances sportives ;

c. publier et diffuser rapidement les nouvelles données apportées par leurs recherches.

Article 6

Education

1. Les Parties s'engagent à élaborer et à mettre en œuvre, le cas échéant en collaboration avec les organisations sportives concernées et avec les moyens de communication de masse, des programmes éducatifs et des campagnes d'information mettant en relief les dangers pour la santé inhérents au dopage et l'atteinte aux valeurs éthiques du sport. Ces programmes et campagnes s'adressent à la fois aux jeunes dans les établissements scolaires et les clubs sportifs et à leurs parents, ainsi qu'aux athlètes adultes, aux responsables et directeurs sportifs, et aux entraîneurs. Pour les personnes travaillant dans le domaine médical, ces programmes éducatifs soulignent l'importance du respect de la déontologie médicale.

2. Les Parties s'engagent à encourager et à promouvoir, en collaboration avec les organisations sportives régionales, nationales et internationales concernées, des recherches relatives à l'élaboration de programmes d'entraînement physiologique et psychologique fondés sur des bases scientifiques et respectueux de l'intégrité de la personne humaine.

Article 7

Collaboration avec les organisations sportives concernant les mesures que celles-ci doivent prendre

1. Les Parties s'engagent à encourager leurs organisations sportives et, à travers celles-ci, les organisations sportives internationales, à élaborer et appliquer toutes les mesures appropriées relevant de leur compétence pour lutter contre le dopage dans le sport.

2. A cette fin, elles encouragent leurs organisations sportives à clarifier et à harmoniser leurs droits, obligations et devoirs respectifs, en particulier en harmonisant leurs :

a. règlements antidopage sur la base des règlements adoptés par les organisations sportives internationales compétentes ;

b. listes de classes pharmacologiques d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdites, sur la base des listes adoptées par les organisations sportives internationales compétentes ;

- c. doping control procedures;
 - d. disciplinary procedures, applying agreed international principles of natural justice and ensuring respect for the fundamental rights of suspected sportsmen and sportswomen; these principles will include:
 - i. the reporting and disciplinary bodies to be distinct from one another;
 - ii. the right of such persons to a fair hearing and to be assisted or represented;
 - iii. clear and enforceable provisions for appealing against any judgment made;
 - e. procedures for the imposition of effective penalties for officials, doctors, veterinary doctors, coaches, physiotherapists and other officials or accessories associated with infringements of the anti-doping regulations by sportsmen and sportswomen;
 - f. procedures for the mutual recognition of suspensions and other penalties imposed by other sports organisations in the same or other countries.
3. Moreover, the Parties shall encourage their sports organisations:
- a. to introduce, on an effective scale, doping controls not only at, but also without advance warning at any appropriate time outside, competitions, such controls to be conducted in a way which is equitable for all sportsmen and sportswomen and which includes testing and retesting of persons selected, where appropriate, on a random basis;
 - b. to negotiate agreements with sports organisations of other countries permitting a sportsman or sportswoman training in another country to be tested by a duly authorised doping control team of that country;
 - c. to clarify and harmonise regulations on eligibility to take part in sports events which will include anti-doping criteria;
 - d. to promote active participation by sportsmen and sportswomen themselves in the anti-doping work of international sports organisations;
 - e. to make full and efficient use of the facilities available for doping analysis at the laboratories provided for by Article 5, both during and outside sports competitions;
 - f. to study scientific training methods and to devise guidelines to protect sportsmen and sportswomen of all ages, appropriate for each sport.

Article 8

International co-operation

1. The Parties shall co-operate closely on the matters covered by this Convention and shall encourage similar co-operation amongst their sports organisations.
2. The Parties undertake:
 - a. to encourage their sports organisations to operate in a manner that promotes application of the provisions of this Convention within all the appropriate international sports organisations to which they are affiliated, including the refusal to ratify claims for world or regional records unless accompanied by an authenticated negative doping control report;
 - b. to promote co-operation between the staffs of their doping control laboratories established or operating in pursuance of Article 5; and
 - c. to initiate bilateral and multilateral co-operation between their appropriate agencies, authorities and organisations in order to achieve, at the international level as well, the purposes set out in Article 4.1.
3. The Parties with laboratories established or operating in pursuance of Article 5 undertake to assist other Parties to enable them to acquire the experience, skills and techniques necessary to establish their own laboratories.

c. méthodes de contrôle antidopage ;

d. procédures disciplinaires, en appliquant les principes internationalement reconnus de la justice naturelle et en garantissant le respect des droits fondamentaux des sportifs sur lesquels pèse un soupçon ; ces principes sont notamment les suivants :

- i. l'organe d'instruction doit être distinct de l'organe disciplinaire ;
- ii. ces personnes ont droit à un procès équitable et le droit d'être assistées ou représentées ;
- iii. il doit exister des dispositions claires et applicables en pratique permettant d'interjeter appel contre tout jugement rendu ;

e. procédures d'application de sanctions effectives aux responsables, médecins, vétérinaires, entraîneurs, physiothérapeutes et autres responsables ou complices d'infractions aux règlements antidopage de la part de sportifs ;

f. procédures de reconnaissance mutuelle des suspensions et autres sanctions imposées par d'autres organisations sportives dans le pays même ou dans un autre pays.

3. En outre, les Parties encouragent leurs organisations sportives à :

a. instituer, en nombre suffisant pour être efficaces, des contrôles antidopage non seulement au cours des compétitions, mais encore sans préavis à tout moment approprié hors des compétitions ; ces contrôles devront être menés de manière équitable pour tous les sportifs et comporter des tests appliqués et répétés à des sportifs pris, le cas échéant, au hasard ;

b. conclure, avec les organisations sportives d'autres pays, des accords permettant de soumettre un sportif s'entraînant dans un de ces pays à des tests pratiqués par une équipe de contrôle antidopage dûment autorisée dudit pays ;

c. clarifier et harmoniser les règlements concernant l'admissibilité aux épreuves sportives qui incluent les critères antidopage ;

d. encourager les sportifs à participer activement à la lutte contre le dopage menée par les organisations sportives internationales ;

e. utiliser pleinement et efficacement les équipements mis à leur disposition pour l'analyse antidopage dans les laboratoires mentionnés à l'article 5, tant au cours qu'en dehors des compétitions sportives ;

f. rechercher des méthodes scientifiques d'entraînement et élaborer des principes directeurs destinés à protéger les sportifs de tous âges, adaptés à chaque sport.

Article 8

Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent étroitement dans les domaines couverts par la présente Convention et encouragent une coopération analogue entre leurs organisations sportives.

2. Les Parties s'engagent à :

a. encourager leurs organisations sportives à œuvrer en faveur de l'application des dispositions de la présente Convention au sein de toutes les organisations sportives internationales auxquelles elles sont affiliées, notamment par le refus d'homologuer les records mondiaux ou régionaux qui ne sont pas assortis des résultats négatifs d'un test antidopage authentifié ;

b. promouvoir la coopération entre les personnels de leurs laboratoires de contrôle antidopage créés ou fonctionnant conformément à l'article 5 ; et

c. instituer une coopération bilatérale et multilatérale entre leurs organismes, autorités et organisations compétents, aux fins d'atteindre, également sur le plan international, les objectifs énoncés à l'article 4.1.

3. Les Parties, qui disposent de laboratoires créés ou fonctionnant conformément aux critères définis à l'article 5, s'engagent à aider les autres Parties à acquérir l'expérience, la compétence et les techniques qui leur sont nécessaires à la création de leurs propres laboratoires.

Article 9

Provision of information

Each Party shall forward to the Secretary General of the Council of Europe, in one of the official languages of the Council of Europe, all relevant information concerning legislative and other measures taken by it for the purpose of complying with the terms of this Convention.

Article 10

Monitoring Group

1. For the purposes of this Convention, a Monitoring Group is hereby set up.
2. Any Party may be represented on the Monitoring Group by one or more delegates. Each Party shall have one vote.
3. Any State mentioned in Article 14.1 which is not a Party to this Convention may be represented on the Monitoring Group by an observer.
4. The Monitoring Group may, by unanimous decision, invite any non-member State of the Council of Europe which is not a Party to the Convention and any sports or other professional organisation concerned to be represented by an observer at one or more of its meetings.
5. The Monitoring Group shall be convened by the Secretary General. Its first meeting shall be held as soon as reasonably practicable, and in any case within one year after the date of the entry into force of the Convention. It shall subsequently meet whenever necessary, on the initiative of the Secretary General or a Party.
6. A majority of the Parties shall constitute a quorum for holding a meeting of the Monitoring Group.
7. The Monitoring Group shall meet in private.
8. Subject to the provisions of this Convention, the Monitoring Group shall draw up and adopt by consensus its own Rules of Procedure.

Article 11

1. The Monitoring Group shall monitor the application of this Convention. It may in particular:
 - a. keep under review the provisions of this Convention and examine any modifications necessary;
 - b. approve the list, and any revision thereto, of pharmacological classes of doping agents and doping methods banned by the relevant international sports organisations, referred to in Articles 2.1 and 2.2, and the criteria for accreditation of laboratories, and any revision thereto, adopted by the said organisations, referred to in Article 5.1.a, and fix the date for the relevant decisions to enter into force;
 - c. hold consultations with relevant sports organisations;
 - d. make recommendations to the Parties concerning measures to be taken for the purposes of this Convention;
 - e. recommend the appropriate measures to keep relevant international organisations and the public informed about the activities undertaken within the framework of this Convention;
 - f. make recommendations to the Committee of Ministers concerning non-member States of the Council of Europe to be invited to accede to this Convention;
 - g. make any proposal for improving the effectiveness of this Convention.
2. In order to discharge its functions, the Monitoring Group may, on its own initiative, arrange for meetings of groups of experts.

Article 9

Communication d'informations

Chaque Partie transmet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe, toutes les informations pertinentes relatives aux mesures législatives ou autres qu'elle aura prises dans le but de se conformer aux dispositions de la présente Convention.

Article 10

Groupe de suivi

1. Il est constitué, aux fins de la présente Convention, un groupe de suivi.
2. Toute Partie peut se faire représenter au sein du groupe de suivi par un ou plusieurs délégués. Chaque Partie a droit à une voix.
3. Tout Etat mentionné à l'article 14.1, qui n'est pas partie à la présente Convention, peut se faire représenter au groupe de suivi par un observateur.
4. Le groupe de suivi peut, à l'unanimité, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas partie à la Convention et toute organisation sportive ou professionnelle concernée à se faire représenter par un observateur à une ou plusieurs de ses réunions.
5. Le groupe de suivi est convoqué par le Secrétaire Général. Il tient sa première réunion dans les meilleurs délais et, en tout cas, moins d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Il se réunit par la suite chaque fois que cela s'avère nécessaire, à l'initiative du Secrétaire Général ou d'une Partie.
6. La majorité des Parties constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du groupe de suivi.
7. Le groupe de suivi siège à huis clos.
8. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le groupe de suivi établit son règlement intérieur et l'adopte par consensus.

Article 11

1. Le groupe de suivi est chargé de suivre l'application de la présente Convention. Il peut en particulier:
 - a. revoir de manière permanente les dispositions de la présente Convention et examiner les modifications qui pourraient être nécessaires ;
 - b. approuver la liste, et toute révision éventuelle, des classes pharmacologiques d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdites par les organisations sportives internationales compétentes, mentionnées à l'article 2, alinéas 1 et 2, et les critères d'accréditation des laboratoires, et toute révision éventuelle, adoptés par les mêmes organisations, mentionnés à l'article 5.1.a, et fixer la date d'entrée en vigueur des décisions prises ;
 - c. engager des consultations avec les organisations sportives concernées ;
 - d. adresser aux Parties des recommandations concernant les mesures à prendre pour la mise en œuvre de la présente Convention ;
 - e. recommander les mesures appropriées pour assurer l'information des organisations internationales compétentes et du public sur les travaux entrepris dans le cadre de la présente Convention ;
 - f. adresser au Comité des Ministres des recommandations relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention ;
 - g. formuler toute proposition visant à améliorer l'efficacité de la présente Convention.
2. Pour l'accomplissement de sa mission, le groupe de suivi peut, de sa propre initiative, prévoir des réunions de groupes d'experts.

Article 12

After each meeting, the Monitoring Group shall forward to the Committee of Ministers of the Council of Europe a report on its work and on the functioning of the Convention.

Article 13

Amendments to the Articles of the Convention

1. Amendments to the Articles of this Convention may be proposed by a Party, the Committee of Ministers of the Council of Europe or the Monitoring Group.
2. Any proposal for amendment shall be communicated by the Secretary General of the Council of Europe to the States mentioned in Article 14 and to every State which has acceded to or has been invited to accede to this Convention in accordance with the provisions of Article 16.
3. Any amendment proposed by a Party or the Committee of Ministers shall be communicated to the Monitoring Group at least two months before the meeting at which it is to be considered. The Monitoring Group shall submit to the Committee of Ministers its opinion on the proposed amendment, where appropriate after consultation with the relevant sports organisations.
4. The Committee of Ministers shall consider the proposed amendment and any opinion submitted by the Monitoring Group and may adopt the amendment.
5. The text of any amendment adopted by the Committee of Ministers in accordance with paragraph 4 of this Article shall be forwarded to the Parties for acceptance.
6. Any amendment adopted in accordance with paragraph 4 of this Article shall come into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after all Parties have informed the Secretary General of their acceptance thereof.

Final clauses

Article 14

1. This Convention shall be open for signature by member States of the Council of Europe, other States party to the European Cultural Convention and non-member States which have participated in the elaboration of this Convention, which may express their consent to be bound by:
 - a. signature without reservation as to ratification, acceptance or approval, or
 - b. signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval.
2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 15

1. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date on which five States, including at least four member States of the Council of Europe, have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of Article 14.
2. In respect of any signatory State which subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of signature or of the deposit of the instrument of ratification, acceptance or approval.

Article 16

1. After the entry into force of this Convention, the Committee of Ministers of the Council of Europe, after consulting the Parties, may invite to accede to the Convention any non-member State by a decision

Article 12

Après chacune de ses réunions, le groupe de suivi transmet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention.

Article 13

Amendements aux articles de la Convention

1. Des amendements aux articles de la présente Convention peuvent être proposés par une Partie, par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ou par le groupe de suivi.
2. Toute proposition d'amendement est communiquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats mentionnés à l'article 14 et à tout Etat qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 16.
3. Tout amendement proposé par une Partie ou par le Comité des Ministres est communiqué au groupe de suivi au moins deux mois avant la réunion à laquelle l'amendement doit être étudié. Le groupe de suivi soumet au Comité des Ministres son avis concernant l'amendement proposé, le cas échéant, après consultation des organisations sportives compétentes.
4. Le Comité des Ministres étudie l'amendement proposé ainsi que tout avis soumis par le groupe de suivi et peut adopter l'amendement.
5. Le texte de tout amendement adopté par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 4 du présent article est transmis aux Parties en vue de son acceptation.
6. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 4 du présent article entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général de leur acceptation dudit amendement.

Clauses finales

Article 14

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne et des Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :
 - a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
 - b. signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 15

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date à laquelle cinq Etats, dont au moins quatre Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions de l'article 14.
2. Pour tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 16

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, après consultation des Parties, pourra inviter tout Etat non membre à adhérer à la Convention.

taken by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe and by the unanimous vote of the representatives of the Contracting States entitled to sit on the Committee.

2. In respect of any acceding State, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of the deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 17

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.

2. Any State may, at any later date, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration. In respect of such territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of receipt of such declaration by the Secretary General.

3. Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory mentioned in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General. Such withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Article 18

1. Any Party may, at any time, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

2. Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Article 19

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the Parties, the other member States of the Council of Europe, the other States party to the European Cultural Convention, the non-member States which have participated in the elaboration of this Convention and any State which has acceded or has been invited to accede to it of:

- a. any signature in accordance with Article 14;
- b. the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession in accordance with Article 14 or 16;
- c. any date of entry into force of this Convention in accordance with Articles 15 and 16;
- d. any information forwarded under the provisions of Article 9;
- e. any report prepared in pursuance of the provisions of Article 12;
- f. any proposal for amendment or any amendment adopted in accordance with Article 13 and the date on which the amendment comes into force;
- g. any declaration made under the provisions of Article 17;
- h. any notification made under the provisions of Article 18 and the date on which the denunciation takes effect;
- i. any other act, notification or communication relating to this Convention.

par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 17

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout moment ultérieur, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de réception de ladite déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration formulée en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 18

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 19

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifie aux Parties, aux autres Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, aux Etats ayant participé à l'élaboration de la présente Convention et à tout Etat qui y a adhéré ou qui a été invité à y adhérer :

- a. toute signature conformément à l'article 14 ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément à l'article 14 ou 16 ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 15 et 16 ;
- d. toute information transmise en vertu des dispositions de l'article 9 ;
- e. tout rapport établi en application des dispositions de l'article 12 ;
- f. toute proposition d'amendement et tout amendement adopté conformément à l'article 13 et la date d'entrée en vigueur de cet amendement ;
- g. toute déclaration formulée en vertu des dispositions de l'article 17 ;
- h. toute notification adressée en application des dispositions de l'article 18 et la date de prise d'effet de la dénonciation ;
- i. tout autre acte, notification ou communication se référant à la présente Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this 16th day of November 1989, in English and in French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to the other States party to the European Cultural Convention, to the non-member States which have participated in the elaboration of this Convention and to any State invited to accede to it.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 16 novembre 1989, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la présente Convention et à tout Etat invité à adhérer à celle-ci.

APPENDIX

Reference list of pharmacological classes of doping agents
and doping methods

- I. *Doping classes*
 - A. Stimulants
 - B. Narcotics
 - C. Anabolic Steroids
 - D. Beta-blockers
 - E. Diuretics
 - F. Peptide hormones and analogues
- II. *Doping methods*
 - A. Blood doping
 - B. Pharmacological, chemical and physical manipulation
- III. *Classes of drugs subject to certain restrictions*
 - A. Alcohol
 - B. Marijuana
 - C. Local anaesthetics
 - D. Corticosteroids

Examples

- I. *Doping classes*
 - A. Stimulants e.g. :
 - amfepramone
 - amfetaminil
 - amiphenazole
 - amphetamine
 - benzphetamine
 - caffeine*
 - cathine
 - chlorphentermine
 - clobenzorex
 - clorprenaline
 - cocaine
 - cropropamide (component of "micoren")
 - crothetamide (component of "micoren")
 - dimetamfetamine
 - ephedrine
 - etafedrine
 - ethamivan
 - etilamfetamine
 - fencamfamin
 - fenetylline
 - fenproporex
 - furfenorex
 - mefenorex
 - methamphetamine
 - methoxyphenamine
 - methylephedrine
 - methylphenidate
 - morazone
 - nikethamide
 - pemoline
 - pentetrazol
 - phendimetrazine
 - phenmetrazine
 - phentermine

* For caffeine, the definition of a positive depends upon the following: —, if the concentration in urine exceeds 12 micrograms/ml.

ANNEXE

Liste de référence des classes de substances dopantes
et de méthodes de dopage

- I. *Classes d'agents de dopage*
 - A. Stimulants
 - B. Narcotiques
 - C. Stéroïdes anabolisants
 - D. Bêta-bloquants
 - E. Diurétiques
 - F. Hormones peptidiques et analogues
- II. *Méthodes de dopage*
 - A. Dopage sanguin
 - B. Manipulation pharmacologique, chimique ou physique
- III. *Classes de substances soumises à certaines restrictions*
 - A. Alcool
 - B. Marijuana
 - C. Anesthésiques locaux
 - D. Corticostéroïdes

Exemples

- I. *Classes d'agents de dopage*
 - A. Stimulants tels que :
 - amfepramone
 - amfetaminil
 - amiphénazole
 - amphétamine
 - benzphétamine
 - caféine*
 - cathine
 - chlorphentermine
 - clobenzorex
 - clorprénaline
 - cocaïne
 - cropropamide (composant du « micorène »)
 - crothétamide (composant du « micorène »)
 - dimétamphétamine
 - éphédrine
 - étaphédrine
 - éthamivan
 - éthylamphétamine
 - fencamfamine
 - fénétylline
 - fenproporex
 - furfénorex
 - méfénorex
 - méthamphétamine
 - méthoxyphénamine
 - méthyléphédrine
 - méthylphénidate
 - morazone
 - nikéthamide
 - pémoline
 - pentétrazol
 - phendimétrazine
 - phenmétrazine
 - phentermine

* Pour la caféine, un échantillon sera considéré comme positif si la concentration dans les urines dépasse 12 microgrammes/ml.

phenylpropanolamine
pipradol
prolintane
propylhexedrine
pyrovalerone
strychnine

and related compounds

B. Narcotic analgesics e.g. :

alphaprodine
anileridine
buprenorphine
codeine
dextromoramide
dextropropoxyphene
diamorphine (heroin)
dihydrocodeine
dipipanone
ethoheptazine
ethylmorphine
levorphanol
methadone
morphine
nalbuphine
pentazocine
pethidine
phenazocine
trimeperidine

and related compounds

C. Anabolic steroids e.g. :

bolasterone
boldenone
clostebol
dehydrochloromethyltestosterone
fluoxymesterone
mesterolone
metandienone
metenolone
methyltestosterone
nandrolone
norethandrolone
oxandrolone
oxymesterone
oxymetholone
stanozolol
testosterone*

and related compounds

D. Beta-blockers e.g. :

acebutolol
alprenolol
atenolol
labetalol
metoprolol
nadolol
oxprenolol
propranolol
sotalol

and related compounds

* For testosterone, the definition of a positive depends upon the following : — the administration of testosterone or the use of any other manipulation having the result of increasing the ratio in urine of testosterone/epi-testosterone to above 6.

phénylpropanolamine
pipradol
prolintane
propylhexédrine
pyrovalérone
strychnine

et substances apparentées

B. Analgésiques narcotiques tels que :

alphaprodine
aniléridine
buprénorphine
codéine
dextromoramide
dextropropoxyphène
diamorphine (héroïne)
dihydrocodéine
dipipanone
éthoheptazine
éthylmorphine
lévorphanol
méthadone
morphine
nalbuphine
pentazocine
péthidine
phénazocine
trimepéridine

et substances apparentées

C. Stéroïdes anabolisants tels que :

bolastérone
boldénone
clostébol
dehydrochlorméthyltestostérone
fluoxymestérone
mestérolone
méthandiénone
méténolone
méthyltestostérone
nandrolone
noréthandrolone
oxandrolone
oxymestérone
oxymétholone
stanozolol
testostérone*

et substances apparentées

D. Bêta-bloquants tels que :

acébutolol
alprénolol
aténolol
labétalol
métoprolol
nadolol
oxprénolol
propranolol
sotalol

et substances apparentées

* Pour la testostérone, un échantillon sera considéré comme positif si l'administration de testostérone ou toute autre manipulation a pour résultat l'obtention d'un taux de testostérone/épitestostérone dans les urines supérieur à 6.

E. Diuretics e.g. :

acetazolamide
amiloride
bendroflumethiazide
benzthiazide
bumetanide
canrenone
chlormerodrin
chlortalidone
diclofenamide
ethacrynic acid
furosemide
hydrochlorothiazide
mersalyl
spironolactone
triamterene

and related compounds

F. Peptide hormones and analogues

Chorionic Gonadotrophin (HCG — human chorionic gonadotrophin)
Corticotrophin (ACTH)
Growth hormone (HGH, somatotrophin)

II. *Doping methods*

- A. Blood doping
- B. Pharmacological, chemical and physical manipulation

III. *Classes of drugs subject to certain restrictions*

- A. Alcohol
- B. Marijuana
- C. Local anaesthetics
- D. Corticosteroids

Note :

The above list is the list of Doping Classes and Methods as adopted by the International Olympic Committee in April 1989.

E. Diurétiques tels que :

acétazolamide
amiloride
bendrofluméthiazide
benzthiazide
bumétanide
canrénone
chlormérodine
chlortalidone
dichlofénamide
acide éthacrinique
furosémide
hydrochlorothiazide
mersalyl
spironolactone
triamtèrene

et substances apparentées

F. Hormones peptidiques et analogues

Gonadotrophine chorionique (HCG — gonadotrophine chorionique humaine)
Corticotrophine (ACTH)
Hormone de croissance (HGH, somatotrophine)

II. *Méthodes de dopage*

- A. Dopage sanguin
- B. Manipulation pharmacologique, chimique ou physique

III. *Classes de substances soumises à certaines restrictions*

- A. Alcool
- B. Marijuana
- C. Anesthésiques locaux
- D. Corticostéroïdes

Note :

La liste susmentionnée est la liste des Classes de substances dopantes et méthodes de dopage adoptée par le Comité international olympique en avril 1989.

Sales agents for publications of the Council of Europe Agents de vente des publications du Conseil de l'Europe

AUSTRALIA / AUSTRALIE

Hunter Publications
58A, Gipps Street
AUS-3066 COLLINGWOOD, Victoria

AUSTRIA / AUTRICHE

Gerold und Co.
Graben 31
A-1011 VIENNA 1

BELGIUM / BELGIQUE

La Librairie européenne S.A.
50, avenue Albert-Jonnart
B-1200 BRUSSELS

CYPRUS / CHYPRE

MAM
The House of the Cyprus Book
P.O. Box 1722
CY-NICOSIA

DENMARK / DANEMARK

Munksgaard
Book and Subscription Service
P.O. Box 2148
DK-1016 COPENHAGEN K

**FEDERAL REPUBLIC
OF GERMANY /
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE**

D'ALLEMAGNE
Verlag Dr. Hans Heger
Herderstraße 56
Postfach 20 13 63
D-5300 BONN

FINLAND / FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1
P.O. Box 128
SF-00101 HELSINKI

GREECE / GRÈCE

Librairie Kauffmann
28, rue Stadiou
GR-ATHENS 132

ICELAND / ISLANDE

Snaebjörn Jonsson & Co. A.F.
The English Bookshop
Hafnarstroeti 9
IS-REYKJAVIK 101

IRELAND / IRLANDE

Government Stationery Office
Publications Section
Bishop Street
IRL-DUBLIN 8

ITALY / ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Benedetto Fortini, 120/10
Casella Postale 552
I-50125 FLORENCE

MALAYSIA / MALAISIE

Library Building
University of Malaya
P.O. Box 1127
Jalan Pantai Baru
59700 KUALA LUMPUR

**NEW ZEALAND /
NOUVELLE-ZÉLANDE**

Government Printing Office
Mulgrave Street
(Private Bag)
NZ-WELLINGTON

PAKISTAN

Tayyab M.S. Commercial Services
P.O. Box 16006
A-2/3, Usman Ghani Road
Manzoor Colony
PAK-KARACHI-44

PORTUGAL

Livraria Portugal
Rua do Carmo, 70
P-1200 LISBON

SPAIN / ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros S.A.
Castelló 37
E-28001 MADRID

Libreria de la Generalitat
Rambla dels Estudis, 118
E-08002 BARCELONA

SRI LANKA

Centre for Curriculum Advancement
78 Eachamottai Road
CL-JAFFNA

SWEDEN / SUÈDE

Aktiebolaget C.E. Fritzes
Regeringsgatan 12
Box 163 56
S-10327 STOCKHOLM

SWITZERLAND / SUISSE

Buchhandlung Heinemann & Co.
Kirchgasse 17
CH-8001 ZURICH

Librairie Payot

6, rue Grenus
CH-1211 GENEVA 11

TURKEY / TURQUIE

Librairie Haset Kitapevi A.S.
469, Istiklâl Caddesi
Beyoglu
TR-ISTANBUL

UNITED KINGDOM /

ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office
Agency Section
51 Nine Elms Lane
GB-LONDON SW8 5DR

UNITED STATES and CANADA /

ÉTATS-UNIS et CANADA
Manhattan Publishing Company
1 Croton Point Avenue, P.O. Box 650
CROTON, N.Y. 10520

STRASBOURG

Mésange S.A.
Groupe Berger-Levrault
23, place Broglie
F-67081 STRASBOURG Cedex

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/14
ISBN 0-660-60040-4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/14
ISBN 0-660-60040-4

CAI
EA10
T67



CANADA

TREATY SERIES 1996/15 RECUEIL DES TRAITÉS

EXTRADITION

Treaty between CANADA and the SWISS CONFEDERATION on
Extradition

Berne, October 7, 1993

In force March 19, 1996

EXTRADITION

Traité d'extradition entre le CANADA et la CONFÉDÉRATION
SUISSE

Berne, le 7 octobre 1993

En vigueur le 19 mars 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/15 RECUEIL DES TRAITÉS

EXTRADITION

Treaty between CANADA and the SWISS CONFEDERATION on
Extradition

Berne, October 7, 1993

In force March 19, 1996

EXTRADITION

Traité d'extradition entre le CANADA et la CONFÉDÉRATION
SUISSE

Berne, le 7 octobre 1993

En vigueur le 19 mars 1996

TABLE OF CONTENTS

Treaty between Canada and the Swiss Confederation on Extradition

| | | |
|------------|--|----|
| ARTICLE 1 | - Obligation to Extradite | 4 |
| ARTICLE 2 | - Extraditable Offences | 6 |
| ARTICLE 3 | - Exceptions to Extradition | 12 |
| ARTICLE 4 | - Channels of Communication | 18 |
| ARTICLE 5 | - The Request and Supporting Documents | 20 |
| ARTICLE 6 | - Authentication of Supporting Documents | 26 |
| ARTICLE 7 | - Language | 26 |
| ARTICLE 8 | - Additional Information | 26 |
| ARTICLE 9 | - Simplified Extradition | 28 |
| ARTICLE 10 | - Provisional Arrest | 30 |
| ARTICLE 11 | - Conflicting Requests | 34 |
| ARTICLE 12 | - Decision and Surrender | 36 |
| ARTICLE 13 | - Postponed or Temporary Surrender | 38 |
| ARTICLE 14 | - Surrender of Property | 40 |
| ARTICLE 15 | - Rule of Speciality | 42 |
| ARTICLE 16 | - Re-extradition to a Third State | 46 |
| ARTICLE 17 | - Transit | 48 |
| ARTICLE 18 | - Expenses | 50 |
| ARTICLE 19 | - Conduct of Proceedings | 50 |
| ARTICLE 20 | - Other Obligations | 52 |
| ARTICLE 21 | - Consultation | 52 |
| ARTICLE 22 | - Entry into Force and Termination | 54 |

TABLE DES MATIERES

Traité d'extradition entre le Canada et la Confédération suisse

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| Article premier Obligation d'extrader | 5 |
| Article 2 Infractions donnant lieu à extradition | 5 |
| Article 3 Exceptions à l'extradition | 9 |
| Article 4 Voies de transmission | 13 |
| Article 5 Demande et pièces à l'appui | 15 |
| Article 6 Légalisation des pièces à l'appui | 19 |
| Article 7 Langues | 19 |
| Article 8 Renseignements supplémentaires | 19 |
| Article 9 Extradition simplifiée | 19 |
| Article 10 Arrestation provisoire | 21 |
| Article 11 Concours de demandes | 23 |
| Article 12 Décision et remise | 25 |
| Article 13 Remise différée ou temporaire | 27 |
| Article 14 Remise d'objets | 29 |
| Article 15 Règle de la spécialité | 31 |
| Article 16 Réextradition à un Etat tiers | 33 |
| Article 17 Transit | 33 |
| Article 18 Frais | 35 |
| Article 19 Conduite des procédures | 35 |
| Article 20 Autres obligations | 35 |
| Article 21 Consultation | 37 |
| Article 22 Entrée en vigueur et dénonciation | 37 |

TREATY BETWEEN CANADA AND THE SWISS CONFEDERATION
ON EXTRADITION

Canada and the Swiss Confederation,

DESIRING to provide for more effective co-operation in the
suppression of crime and to facilitate the relations between
the two States in the area of extradition,

REAFFIRMING their respect for each other's legal systems and
judicial institutions,

HAVE AGREED as follows:

**Traité d'extradition
entre le Canada et la Confédération suisse**

Le Canada et la Confédération suisse,

Désireux d'assurer une coopération plus efficace entre les deux Etats dans la lutte contre la criminalité et de faciliter leurs relations en matière d'extradition,

Réaffirmant le respect réciproque de leurs systèmes juridiques et de leurs institutions judiciaires,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Obligation to Extradite

Each Contracting State agrees to extradite to the other, in accordance with the provisions of this Treaty, persons who are wanted for prosecution or the imposition or enforcement of a sentence or an order for deprivation of liberty in the Requesting State for an extraditable offence.

ARTICLE PREMIER

OBLIGATION D'EXTRADER

Les Etats contractants conviennent de se livrer réciproquement, conformément aux dispositions du présent Traité, les personnes réclamées dans l'Etat requérant aux fins de poursuite, ou de l'application ou de l'exécution d'une peine ou d'une mesure privative de liberté, à l'égard d'une infraction donnant lieu à extradition.

ARTICLE 2

INFRACTIONS DONNANT LIEU A EXTRADITION

1. L'extradition est accordée pour des faits qui constituent, au regard des lois de l'un et l'autre des Etats contractants, une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement ou d'une autre mesure privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus sévère. Lorsque la demande d'extradition concerne une personne condamnée pour une telle infraction et recherchée aux fins d'exécution d'une peine d'emprisonnement ou d'une autre mesure privative de liberté, l'extradition est accordée s'il reste à purger six mois de la peine d'emprisonnement ou d'une autre mesure privative de liberté.
2. Si la demande d'extradition porte sur plusieurs infractions dont chacune est punissable au regard des lois des deux Etats, mais que certaines ne répondent pas aux autres exigences du paragraphe 1, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour ces dernières infractions.
3. Si la demande d'extradition porte sur une peine d'emprisonnement ou une autre mesure privative de liberté, comme prévu au paragraphe 1, ainsi que sur une peine pécuniaire, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour l'exécution de la peine pécuniaire.

ARTICLE 2

Extraditable Offences

1. Extradition shall be granted for conduct which constitutes, under the laws of both States, offences that are punishable by imprisonment or other deprivation of liberty for a maximum period of at least one year, or by a more severe penalty. Where the request for extradition relates to a person convicted of such an offence who is wanted for the enforcement of a sentence of imprisonment or other deprivation of liberty, extradition shall be granted if a period of at least six months of imprisonment or other deprivation of liberty remains to be served.
2. If the request for extradition relates to a number of offences, each of which is punishable under the laws of both States, but some of which do not meet the other requirements of paragraph 1, the Requested State may also grant extradition for such offences.
3. If the request for extradition relates to a sentence of both imprisonment or other deprivation of liberty as provided in paragraph 1 and a pecuniary sanction, the Requested State may also grant extradition for the enforcement of the pecuniary sanction.

4. Si l'infraction qui fait l'objet de la demande d'extradition a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée si la personne dont l'extradition est demandée est un ressortissant de cet Etat. Si la personne dont l'extradition est demandée n'est pas un ressortissant de l'Etat requérant, l'Etat requis a la faculté d'accorder l'extradition.
5. Aux fins du présent article,
 - a) une infraction est considérée comme donnant lieu à extradition, peu importe que les lois des Etats contractants la range dans la même catégorie d'infractions ou qu'elle la qualifie selon une terminologie différente;
 - b) l'ensemble des actes ou des omissions imputés à la personne dont l'extradition est demandée doit être pris en considération afin d'établir si les faits constituent une infraction donnant lieu à extradition dans l'Etat requis.
6. L'extradition peut être accordée sans égard à la date de commission de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, à condition que les faits:
 - a) aient constitué une infraction dans l'Etat requérant au moment où ils ont été commis; et
 - b) à supposer qu'ils aient été commis dans l'Etat requis, aient constitué, au moment de la demande d'extradition, une infraction au regard des lois en vigueur dans cet Etat.

4. If the offence for which extradition is requested has been committed outside the territory of the Requesting State, extradition shall be granted if the person whose extradition is requested is a national of the Requesting State. If the person whose extradition is requested in respect of such an offence is not a national of the Requesting State, the Requested State may, in its discretion, grant extradition.
5. For the purpose of this Article:
 - (a) an offence shall be an extraditable offence whether or not the laws of the Contracting States place the offence within the same category or denominate the offence by different terminology;
 - (b) the totality of the acts or omissions alleged against the person whose extradition is requested shall be taken into account in determining whether the conduct would amount to an extraditable offence in the Requested State.
6. Extradition may be granted irrespective of when the offence in relation to which extradition is requested was committed, provided that the conduct:

ARTICLE 3

EXCEPTIONS A L'EXTRADITION

1. L'extradition est refusée dans les cas suivants:
 - a) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'Etat requis comme une infraction politique;
 - b) lorsqu'il existe des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour une infraction de droit commun a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir la personne réclamée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques;
 - c) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée constitue une infraction selon la loi militaire sans être une infraction de droit commun;
 - d) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a fait l'objet d'un jugement définitif dans l'Etat requis; ou
 - e) lorsque la personne dont l'extradition est demandée ne peut être poursuivie ou punie, selon les lois de l'un des Etats contractants, en raison de la prescription de la poursuite ou de la peine.
2. L'extradition peut être refusée dans les cas suivants:
 - a) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'Etat requis comme une infraction fiscale;
 - b) lorsque la personne dont l'extradition est demandée est ressortissante de l'Etat requis. Si l'Etat requis refuse d'extrader l'un de ses ressortissants, il devra, sur demande de l'autre Etat, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes afin qu'elles engagent des poursuites à l'égard de la personne réclamée pour toutes ou

(a) was an offence in the Requesting State at the time it occurred; and

(b) would, if it had occurred in the Requested State at the time of the making of the request for extradition, have constituted an offence against the laws in force in that State.

parties des infractions à raison desquelles l'extradition a été demandée. La nationalité se détermine au moment de la commission de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée;

- c) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est de la compétence de l'Etat requis, et que cet Etat entend poursuivre l'infraction. En pareil cas, avant d'opposer un refus, l'autorité compétente de l'Etat requis décidera, après avoir consulté l'autorité compétente de l'Etat requérant, soit d'extrader la personne réclamée, soit de soumettre l'affaire à ses propres autorités compétentes en vue d'engager des poursuites. Avant de prendre une décision, l'Etat requis tiendra compte de tous les facteurs pertinents, notamment:
- de la date et du lieu de commission de chaque infraction ou du lieu où il était prévu de la commettre;
 - du lieu où le résultat s'est produit ou du lieu où il devait se produire;
 - des intérêts respectifs des Etats contractants;
 - de la nationalité de la personne réclamée et de celle de la victime;
 - du lieu de résidence habituelle de la personne réclamée; et
 - de l'accessibilité des preuves et du lieu où elles se trouvent;
- d) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, ou toute autre infraction pour laquelle la personne peut être détenue ou jugée en vertu du présent Traité, est punissable de la peine de mort en vertu des lois de l'Etat requérant, à moins que cet Etat s'engage à ce que la peine de mort ne soit pas exécutée; ou
- e) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a fait l'objet d'un jugement définitif dans un Etat tiers:
- si le jugement a prononcé l'acquittement de la personne réclamée; ou
 - si la peine d'emprisonnement ou une autre mesure privative de liberté à laquelle la personne réclamée a été condamnée a été entièrement purgée ou a fait l'objet d'une grâce ou d'une amnistie.

ARTICLE 3

Exceptions to Extradition

1. Extradition shall not be granted in any of the following circumstances if:
 - (a) the offence for which extradition is requested is regarded by the Requested State as a political offence;
 - (b) there are substantial grounds for believing that a request for extradition for an ordinary criminal offence has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of that person's race, religion, nationality or political belief;
 - (c) the offence for which extradition is requested constitutes an offence under military law which is not an offence under ordinary criminal law;
 - (d) final judgment has been rendered in the Requested State in respect of the offence for which the person's extradition is requested; or
 - (e) the person whose extradition is requested cannot, according to the laws of either Contracting State, be prosecuted or punished by reason of prescription.

ARTICLE 4

VOIES DE TRANSMISSION

Les demandes d'extradition et toute correspondance ultérieure font l'objet de communications entre les Ministères de la Justice des Etats contractants; la voie diplomatique demeure cependant réservée.

2. Extradition may be refused in any of the following circumstances if:

- (a) the offence for which extradition is requested is regarded by the Requested State as a fiscal offence;
- (b) the person whose extradition is requested is a national of the Requested State. Where the Requested State refuses to extradite a national of that State it shall, if the other State so requests, submit the case to the competent authorities in order that proceedings for the prosecution of the person in respect of all or any of the offences for which extradition has been requested may be taken. Nationality shall be determined at the time of the commission of the offence for which extradition is requested;
- (c) the offence for which extradition is requested is subject to the jurisdiction of the Requested State and that State will prosecute that offence. In such a case, before refusing, the competent authority of the Requested State, after consulting with the competent authority of the Requesting State, shall decide whether to extradite the person or to submit the case to its competent authorities for the purpose of prosecution. In making its decision, the Requested State shall consider all relevant factors, including but not limited to:

ARTICLE 5

DEMANDE ET PIECES A L'APPUI

1. Toutes les demandes d'extradition sont formulées par écrit et appuyées:
 - a) d'indications concernant l'identité de la personne réclamée et, si possible, sa nationalité, son lieu de séjour présumé, son signalement, sa photographie et ses empreintes digitales;
 - b) d'un résumé des faits, y compris la date et le lieu de l'infraction;
 - c) d'un énoncé des dispositions légales contenant les principaux éléments constitutifs de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, la désignation de cette infraction, la peine prévue pour cette infraction ainsi que les délais de prescription de l'action pénale ou de la peine; et
 - d) d'une mention portant sur la juridiction de l'Etat requérant, si l'infraction a été commise en dehors de son territoire.
2. La demande d'extradition d'une personne poursuivie ou condamnée par défaut est appuyée:
 - a) d'une copie de l'ordre d'arrestation; et
 - b) si le droit de l'Etat requis l'exige, des preuves qui justifieraient son "renvoi à procès" si les faits étaient survenus dans l'Etat requis. A cette fin, un exposé des faits en cause, décrivant les éléments de preuve réunis, y compris la preuve de l'identité de l'auteur de l'infraction, peu importe que ces éléments aient ou non été réunis ou obtenus sur le territoire de l'Etat requérant, fait preuve des faits qui y sont exposés, que ces éléments soient ou non autrement admissibles d'après le droit de l'Etat requis, pourvu que

- the time and place of commission of each offence or place of intended commission;
 - the place where the effects occurred or were intended to occur;
 - the respective interests of the Contracting States;
 - the nationality of the person sought and victim;
 - the habitual place of residence of the person sought; and
 - the availability and location of the evidence;
- (d) the offence for which the extradition is requested or any other offence for which the person may be detained or tried in accordance with this Treaty, is punishable by death under the laws of the Requesting State, unless that State undertakes that the death penalty will not be carried out; or
- (e) final judgment has been rendered in a Third State in respect of the offence for which the person's extradition is requested:
- if the judgment resulted in the person's acquittal;
 - or

cet exposé soit signé par une autorité judiciaire ou par un procureur certifiant que les éléments décrits dans l'exposé ont été réunis conformément au droit de l'Etat requérant. L'Etat requérant peut incorporer à l'exposé toute déclaration, rapport, reproduction ou autre documentation utile.

3. La demande d'extradition d'une personne faisant l'objet d'une condamnation est appuyée:
 - a) d'une copie du jugement pénal ou, si la personne a été reconnue coupable mais que la peine n'a pas encore été prononcée, d'une déclaration y relative de l'autorité judiciaire;
 - b) d'une copie ou d'une mention de l'acte d'accusation en raison duquel la personne réclamée a été condamnée;
 - c) d'une copie de l'ordre d'arrestation ou d'une mention que la personne réclamée est passible d'emprisonnement en raison du jugement pénal; et
 - d) si la peine a été prononcée, d'une copie de cette décision et d'une mention de la partie de la peine restant à purger.
4. Toutes les pièces et copies conformes présentées à l'appui d'une demande d'extradition, dont il apparaît qu'elles ont été certifiées, délivrées ou signées par une autorité judiciaire ou un fonctionnaire de l'Etat requérant, sont admises en tant qu'éléments de preuve dans la procédure d'extradition de l'Etat requis, sans qu'elles soient établies sous serment ou déclaration solennelle et sans qu'il soit nécessaire d'attester la signature ou la qualité du signataire.
5. Toute traduction des pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition, produite par l'Etat requérant, est admise à toutes fins utiles dans la procédure d'extradition.

- if the term of imprisonment or other deprivation of liberty to which the person was sentenced has been completely enforced or has been the subject of a pardon or an amnesty.

ARTICLE 4

Channels of Communication

Requests for extradition and any subsequent correspondence shall be communicated between the Departments of Justice of the Contracting States; however, use of the diplomatic channel is not excluded.

ARTICLE 6

LEGALISATION DES PIECES A L'APPUI

Aucune légalisation ou autre attestation des pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition n'est requise.

ARTICLE 7

LANGUES

Toutes les pièces produites en vertu du présent Traité seront établies ou traduites dans l'une des langues officielles de l'Etat requis que celui-ci désignera de cas en cas.

ARTICLE 8

RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES

Si l'Etat requis estime que les pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition sont insuffisantes pour permettre d'accorder l'extradition, ce dernier exigera que des renseignements complémentaires lui soient fournis dans le délai qu'il indiquera.

ARTICLE 9

EXTRADITION SIMPLIFIEE

Si la personne réclamée donne son consentement, elle peut être extradée en vertu du présent Traité sans égard aux exigences des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 5.

ARTICLE 5

The Request and Supporting Documents

1. All requests for extradition shall be in writing and supported by:
 - (a) information concerning the identity, and if available, nationality, probable location of the person sought, a physical description, photograph and fingerprints;
 - (b) a summary of the facts of the case, including the time and location of the offence;
 - (c) the texts of the laws describing the essential elements and the designation of the offence for which extradition is requested, the punishment for the offence, and any period of prescription relating to the prosecution or the execution of the punishment for the offence; and
 - (d) a statement of the jurisdiction of the requesting State over the offence if it was committed outside its territory

ARTICLE 10

ARRESTATION PROVISOIRE

1. En cas d'urgence, un Etat contractant peut demander l'arrestation provisoire de la personne réclamée, soit par l'entremise de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), soit par une autre voie. La demande peut être transmise par tout moyen permettant d'en conserver une trace écrite.
2. La demande d'arrestation provisoire comprend:
 - a) des indications concernant l'identité de la personne réclamée et, si possible, sa nationalité, son lieu de séjour présumé et son signalement;
 - b) la mention que l'extradition sera demandée;
 - c) la date, le lieu et la désignation de l'infraction ainsi qu'une brève description des faits s'y rapportant;
 - d) la mention qu'un ordre d'arrestation est en vigueur ou qu'une condamnation a été prononcée ainsi que la date, le lieu et le nom de l'autorité émettrice; et
 - e) la mention du maximum de la peine privative de liberté qui peut être imposée ou qui a été effectivement prononcée et, le cas échéant, la partie de la peine qu'il reste à purger.
3. Dès réception de la demande d'arrestation provisoire, l'Etat requis prend, conformément à ses lois, les mesures nécessaires pour faire arrêter la personne réclamée et informe promptement l'Etat requérant des suites données à sa demande.
4. L'arrestation provisoire prend fin si, dans les quarante jours à compter de l'arrestation de la personne réclamée, l'autorité compétente canadienne ou suisse n'a pas reçu la

2. A request for extradition which relates to a person charged with an offence or convicted in absentia shall be supported by:

- (a) a copy of the order of arrest; and

- (b) in the event that the law of the Requested State so requires, evidence that would justify committal for trial if the conduct had been committed in the Requested State. For this purpose a summary of the facts of the case setting out the evidence, including evidence of identity of the offender, whether or not the evidence was gathered or obtained in the Requesting State, shall be admitted in evidence as proof of the facts contained therein, whether or not this evidence would otherwise be admissible under the law of the Requested State, provided that the summary is signed by a judicial authority or a prosecutor who certifies that the evidence described in the summary was obtained in accordance with the law of the Requesting State. The Requesting State may include as part of the summary of the facts, any statements, reports, reproductions or other useful documentation.

3. A request for extradition which relates to a person who has been convicted shall be supported by:

demande formelle d'extradition et les pièces à son appui. Sur demande motivée, ce délai peut être prolongé exceptionnellement d'un délai de vingt jours au plus.

5. La mise en liberté de la personne réclamée, conformément au paragraphe 4 du présent article, n'empêche pas d'engager ou de poursuivre une procédure d'extradition à son égard, en cas de réception ultérieure d'une demande et des pièces à son appui.

ARTICLE 11

CONCOURS DE DEMANDES

1. Lorsque l'extradition d'une personne est demandée par deux ou plusieurs Etats, l'Etat requis détermine l'Etat auquel l'extradition sera accordée et communique sa décision aux Etats requérants.
2. Pour déterminer l'Etat auquel la personne doit être extradée, l'Etat requis tient compte de l'ensemble des circonstances, notamment de la gravité proportionnelle des faits si les demandes se rapportent à plusieurs infractions, de la date et du lieu de commission de chacune d'elles, des dates respectives des demandes, de la nationalité de la personne réclamée, de son lieu de résidence habituelle et des possibilités de réextradition à un Etat tiers.

- (a) a copy of the judgment of conviction or, if the person has been convicted but not yet sentenced, a statement by a judicial authority to that effect;
 - (b) a copy or a statement of the charge upon which the person has been convicted;
 - (c) a copy of the order of arrest or a statement that the person is subject to detention on the basis of the judgment of conviction; and
 - (d) if the sentence has been pronounced, a statement of the sentence or the remainder to be served.
4. All documents and copies thereof submitted in support of a request for extradition and appearing to have been certified, issued or signed by a judicial authority or a public official of the Requesting State shall be admitted as evidence in extradition proceedings in the Requested State without having to be taken under oath or affirmation and without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed them.
5. Any translation of documents submitted in support of a request for extradition provided by the Requesting State shall be admitted for all purposes in extradition proceedings.

ARTICLE 12

DECISION ET REMISE

1. Dès qu'une décision au sujet de la demande d'extradition a été prise, l'Etat requis en fait part à l'Etat requérant. Tout rejet complet ou partiel de la demande d'extradition doit être motivé.
2. Si l'extradition est accordée, l'Etat requis communique à l'Etat requérant la durée de la détention extraditionnelle de la personne réclamée.
3. Si l'extradition est accordée, l'Etat requis remet la personne en un lieu de son territoire convenant à l'Etat requérant.
4. L'Etat requérant prend en charge la personne réclamée dans le délai raisonnable fixé par l'Etat requis; si la personne réclamée n'est pas prise en charge au terme de ce délai, l'Etat requis peut refuser de l'extrader pour la même infraction.
5. En cas de force majeure empêchant un Etat contractant de remettre ou de prendre en charge la personne à extrader, l'autre Etat contractant en est informé. Les Etats contractants conviennent d'une nouvelle date de remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent article seront applicables.

ARTICLE 6

Authentication of Supporting Documents

No authentication or further certification of documents submitted in support of the request for extradition shall be required.

ARTICLE 7

Language

All documents submitted in accordance with this Treaty shall be in or translated into an official language of the Requested State, to be specified by the Requested State in each case.

ARTICLE 8

Additional Information

If the Requested State considers that the documentation furnished in support of a request for extradition is not sufficient to enable extradition to be granted, that State shall request that additional information be furnished within such time as it specifies.

ARTICLE 13

REMISE DIFFEREE OU TEMPORAIRE

1. Lorsque la personne réclamée fait l'objet de procédures ou purge une peine dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle pour laquelle l'extradition est demandée, l'Etat requis peut remettre la personne réclamée ou ajourner sa remise jusqu'à la conclusion des procédures ou jusqu'à ce que soit purgée, en tout ou en partie, la peine qui a pu être imposée. L'Etat requis informe l'Etat requérant de tout report.
2. Dans la mesure permise par le droit de l'Etat requis, la personne réclamée dont l'extradition a été prononcée peut être remise temporairement par cet Etat à l'Etat requérant aux fins de poursuite, dans les conditions déterminées par les Etats contractants. La personne restituée à l'Etat requis après remise temporaire peut être remise définitivement, conformément aux dispositions du présent Traité, pour purger la peine qui lui a été imposée.

ARTICLE 9

Simplified Extradition

Extradition may be granted with the consent of the person sought pursuant to the provisions of this Treaty notwithstanding that the requirements of paragraphs 1, 2 and 3 of Article 5 have not been complied with.

ARTICLE 14

REMISE D'OBJETS

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis saisit et remet, dans la mesure permise par son droit, les objets:
 - a) qui peuvent servir de pièces à conviction; ou
 - b) qui, provenant de l'infraction, auraient été trouvés au moment de l'arrestation en la possession de la personne réclamée ou seraient découverts ultérieurement.
2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent article sera effectuée même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait pas avoir lieu par suite de la mort ou de l'évasion de la personne réclamée.
3. Lorsque lesdits objets sont susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'Etat requis, ce dernier **peut**, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.
4. Sont toutefois réservés les droits que l'Etat requis ou des tiers auraient acquis sur ces objets. Si de tels droits existent, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

ARTICLE 10

Provisional Arrest

1. In case of urgency, a Contracting State may apply through the facilities of the International Criminal Police Organization (INTERPOL) or by any other means for the provisional arrest of the person sought. The application may be transmitted by any means affording a record in writing.
2. The application for provisional arrest shall include:
 - (a) information concerning the identity, and if available, nationality, probable location of the person sought, and a physical description;
 - (b) a statement that extradition will be requested;
 - (c) the name, date and place of the offence and a brief description of the facts of the case;
 - (d) a statement indicating that an order of arrest exists or a conviction was pronounced with the date, place and issuing authority; and

ARTICLE 15

REGLE DE LA SPECIALITE

1. La personne qui a été extradée ne peut être ni poursuivie, ni jugée, ni détenue, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour une infraction commise antérieurement à sa remise, autre que celle ayant motivé son extradition, sauf dans les cas suivants:
 - a) lorsque l'Etat requis y consent;
 - b) lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, cette personne n'a pas quitté l'Etat requérant dans les quarante-cinq jours qui suivent son élargissement définitif, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté;
ou
 - c) lorsque la personne extradée y consent devant une autorité judiciaire de l'Etat requérant.
2. La demande de consentement de l'Etat requis aux termes du paragraphe 1 de cet article doit être accompagnée des pièces requises à l'article 5, ainsi que de toute déclaration consignée de la personne extradée au sujet de l'infraction en cause.
3. Si l'inculpation pour laquelle la personne a été extradée est subséquentement modifiée, cette personne peut être poursuivie ou condamnée à une peine pourvu que l'infraction, selon sa nouvelle qualification, soit:
 - a) fondée substantiellement sur les mêmes faits que ceux exposés dans la demande d'extradition et dans ses pièces justificatives; et
 - b) punissable d'une peine maximale équivalente, ou d'une peine maximale moindre que l'infraction pour laquelle cette personne a été extradée.

- (e) a statement indicating the maximum deprivation of liberty that may be imposed or that was imposed and, where applicable, that remains to be served.
3. On receipt of an application for provisional arrest the Requested State shall, subject to its laws, take necessary steps to secure the arrest of the person sought and the Requesting State shall be promptly notified of the result of its request.
4. Provisional arrest shall be terminated if, within a period of forty days after the apprehension of the person sought, the Competent Authority of Canada or of Switzerland has not received the formal request for extradition and the supporting documents. Upon an application setting out the grounds for extension, this period may be extended as an exception for a maximum of twenty days.
5. The release of a person pursuant to paragraph 4 of this Article shall not prevent the institution or continuation of extradition proceedings if the request and the supporting documents are received subsequently.

ARTICLE 16

REEXTRADITION A UN ETAT TIERS

1. La personne remise à l'Etat requérant ne peut être réextradée à un Etat tiers pour une infraction antérieure à sa remise, sauf:
 - a) lorsque l'Etat requis y consent;
 - b) lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, cette personne n'a pas quitté l'Etat requérant dans les quarante-cinq jours qui suivent son élargissement définitif en raison de l'infraction ayant motivé sa remise, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté; ou
 - c) lorsque la personne extradée y consent devant une autorité judiciaire de l'Etat requérant.
2. L'Etat requis peut demander la production des pièces mentionnées à l'article 5 à l'égard de tout consentement donné aux termes du paragraphe 1, lettre a, du présent article.

ARTICLE 17

TRANSIT

Dans la mesure permise par son droit, chaque Etat contractant accorde le transit sur son territoire si l'autre Etat contractant en fait la demande par écrit. La demande de transit:

- a) peut être transmise par tout moyen permettant d'en conserver une trace écrite; et
- b) doit contenir en outre les renseignements mentionnés au paragraphe 2 de l'article 10.

ARTICLE 11

Conflicting Requests

1. Where requests are received from two or more states for the extradition of the same person, the Requested State shall determine to which of those States the person is to be extradited and shall notify the requesting states of its decision.
2. In determining to which State a person is to be extradited, the Requested State shall have regard to all relevant circumstances and, in particular, the relative seriousness of the offences if the requests relate to different offences, the time and place of commission of each offence, the respective dates of the requests, the nationality of the person, the habitual place of residence of the person, and the possibility of re-extradition to a third state.

ARTICLE 18

FRAIS

1. L'Etat requis prend toutes mesures nécessaires et assume les frais de toutes les procédures découlant d'une demande d'extradition, y compris les frais relatifs à la poursuite entamée suite à un refus d'accorder l'extradition en raison de la nationalité de la personne réclamée.
2. L'Etat requis assume les frais occasionnés sur son territoire par l'arrestation et la détention de la personne dont l'extradition est demandée, jusqu'à la prise en charge de cette dernière par les agents de l'Etat requérant.
3. L'Etat requérant assume les frais de transport de la personne remise à partir du territoire de l'Etat requis.

ARTICLE 19

CONDUITE DES PROCEDURES

1. En cas de demande d'extradition présentée par les autorités suisses, la procédure d'extradition est conduite par le Procureur général du Canada.
2. En cas de demande d'extradition présentée par les autorités canadiennes, la procédure d'extradition est conduite par l'Office fédéral de la police.

ARTICLE 20

AUTRES OBLIGATIONS

Le présent Traité n'affecte pas les obligations découlant ou pouvant découler de toute convention multilatérale liant les deux Etats contractants.

ARTICLE 12

Decision and Surrender

1. The Requested State shall, as soon as a decision on the request for extradition has been made, communicate that decision to the Requesting State. Reasons shall be given for any complete or partial rejection of an extradition request.
2. Where extradition is granted, the Requested State shall inform the Requesting State of the length of time for which the person claimed was detained in custody as a result of the extradition request.
3. Where extradition is granted, the Requested State shall surrender the person from a point of departure in its territory convenient to the Requesting State.
4. The Requesting State shall remove the person from the Requested State within such reasonable period as the Requested State specifies and, if the person is not removed within that period, the Requested State may refuse to extradite that person for the same offence.

ARTICLE 21

CONSULTATION

1. Si un Etat contractant le demande, une consultation est organisée, en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Traité, ou en rapport avec un cas particulier.
2. Tout différend qui n'aura pas été résolu par les Etats contractants fera l'objet de négociations portant sur l'interprétation ou l'application du présent Traité.

ARTICLE 22

ENTREE EN VIGUEUR ET DENONCIATION

1. Le présent Traité entrera en vigueur cent quatre-vingt jours après que les Etats contractants se seront notifiés par écrit que les conditions d'entrée en vigueur du Traité sont remplies pour chacun d'eux.
2. Lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, les dispositions:
 - a) du Traité d'extradition conclu à Berne le 26 novembre 1880 entre la Grande-Bretagne et la Suisse; et
 - b) de la Convention additionnelle audit Traité, conclue à Londres le 29 juin 1904;

sont abrogées dans les relations entre le Canada et la Suisse, sauf pour les demandes reçues antérieurement à cette date.

3. Chacun des deux Etats contractants peut dénoncer le présent Traité en tout temps, moyennant notification écrite; la dénonciation prendra effet cent quatre-vingt jours après la notification de la dénonciation.

5. If circumstances beyond its control prevent a Contracting State from surrendering or removing the person to be extradited it shall notify the other Contracting State. The Contracting States shall decide upon a new date of surrender and the provisions of paragraph 4 of this Article shall apply.

ARTICLE 13

Postponed or Temporary Surrender

1. When the person sought is being proceeded against or is serving a sentence in the Requested State for an offence other than that for which extradition is requested, the Requested State may surrender the person sought or postpone surrender until the conclusion of the proceedings or the service of the whole or any part of the sentence imposed. The Requested State shall inform the Requesting State of any postponement.
2. To the extent permitted by its law, where a person has been found extraditable the Requested State may temporarily surrender the person sought for the purposes of prosecution to the Requesting State in accordance with conditions to be determined between the Contracting States. A person who is returned to the Requested State following a temporary surrender may be finally surrendered to serve any sentence imposed, in accordance with the provisions of this Treaty.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Traité.

FAIT à *Berne*, le ... *7 octobre 1993*

en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement

du Canada:

Jacques S. Roy

Jacques S. Roy

Pour la Confédération

suisse:

Arnold Koller

A. Koller

ARTICLE 14

Surrender of Property

1. The Requested State shall, in so far as its law permits and at the request of the Requesting State, seize and surrender property:
 - (a) that may be required as evidence; or
 - (b) that has been acquired as a result of the offence and which, at the time of the arrest, is found in the possession of the person claimed or is discovered subsequently.
2. The property mentioned in paragraph 1 of this Article shall be surrendered even if extradition having been granted to, cannot be carried out owing the death or escape of the person sought.
3. When the property is liable to seizure or confiscation in the Requested State, the latter may, in connection with pending criminal proceedings, temporarily retain or surrender it over on condition that it be returned.
4. Any rights that the Requested State or third parties may have acquired in the property shall be preserved. Where these rights exist, the property shall be returned without charge to the Requested State as soon as possible after the trial.

ARTICLE 15

Rule of Speciality

1. A person who has been extradited shall not be prosecuted, sentenced or detained for any offence committed prior to the surrender other than that for which that person was extradited, nor shall the person's liberty be restricted for any other reason, except in the following cases:
 - (a) where the Requested State consents;
 - (b) where the person, having had an opportunity to leave the Requesting State, has not done so within forty-five days of final discharge, or has returned to that State after having left it; or
 - (c) where the person extradited consents before a judicial authority in the Requesting State.
2. A request for the consent of the Requested State under paragraph 1 of this Article shall be accompanied by the documents required by Article 5 as well as a record of any statement made by the extradited person in respect of the offence concerned.

3. If the charge for which the person was extradited is subsequently changed, that person may be prosecuted or sentenced provided the offence under its new description is:

(a) based on substantially the same facts contained in the extradition request and its supporting documents; and

(b) punishable by the same maximum penalty as, or a lesser maximum penalty than, the offence for which that person was extradited.

ARTICLE 16

Re-extradition to a Third State

1. Where a person has been surrendered to the Requesting State that State shall not extradite the person to any Third State for an offence committed before that person's surrender unless:
 - (a) the Requested State consents to that extradition;
 - (b) the person has had an opportunity to leave the Requesting State and has not done so within forty-five days of final discharge in respect of the offence for which that person was surrendered or has returned to the Requesting State after having left it; or
 - (c) the person consents before a judicial authority in the Requesting State.
2. The Requested State may request the production of the documents required by Article 5 in relation to any consent pursuant to paragraph 1 (a) of this Article.

ARTICLE 17

Transit

To the extent permitted by its law, transit through the territory of one of the Contracting States shall be granted on a request in writing by the other Contracting State. The request for transit:

- (a) may be transmitted by any means affording a record in writing; and
- (b) shall contain the information referred to in paragraph 2 of Article 10.

ARTICLE 18

Expenses

1. The Requested State shall make all necessary arrangements for and meet the cost of any proceeding arising out of a request for extradition including a prosecution as a result of a refusal to grant extradition on the basis of nationality.
2. The Requested State shall bear the expenses incurred in its territory in the arrest and detention of the person whose extradition is requested until the person is surrendered to a person nominated by the Requesting State.
3. The Requesting State shall bear the expenses incurred in conveying the person from the territory of the Requested State.

ARTICLE 19

Conduct of Proceedings

1. In the case of a request for extradition presented by the Swiss authorities, the Attorney General of Canada shall conduct the extradition proceedings.
2. In the case of a request for extradition presented by Canadian authorities, the Federal Office for Police Matters shall conduct the extradition proceedings.

ARTICLE 20

Other Obligations

This Treaty shall not affect any obligation that the Contracting States may have undertaken or may undertake under any multilateral convention to which they are both party.

ARTICLE 21

Consultation

1. The Contracting States shall consult, at the request of either, concerning the interpretation or application of this Treaty or with respect to a specific case.
2. Any difference that is not resolved by the Contracting States shall be the subject of negotiations as to the interpretation or application of this Treaty.

ARTICLE 22

Entry into Force and Termination

1. This Treaty shall enter into force one hundred eighty days after the date on which the Contracting States have notified each other in writing that their respective requirements for the entry into force of this Treaty have been met.
2. On the entry into force of this Treaty, the provisions of:
 - (a) the Treaty between Great Britain and Switzerland for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals, signed in Berne on 26 November 1880; and
 - (b) the Supplementary Convention to that Treaty, done at London on 29 June 1904;shall cease to have effect between Canada and Switzerland, except with respect to formal requests received prior to that date.

3. Either Contracting Party may terminate this Treaty by notice in writing at any time and it shall cease to be in force on the one hundred and eightieth day after the day on which notice is given.

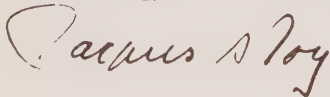
IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Treaty.

DONE AT *Berne* on this *7th* day of *October*, in English and French, both texts being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT OF

CANADA

Jacques S. Roy



FOR THE SWISS

CONFEDERATION

Arnold Koller



© Minister of Public Works and Government Services Canada 1996

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/15
ISBN 0-660-60140-0

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/15
ISBN 0-660-60140-0

COMMERCE

Softwood Lumber Agreement between the Government of CANADA
and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA

Washington, May 29, 1996

In force May 29, 1996 with effect from
April 1, 1996

COMMERCE

Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le gouvernement du
CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Washington, le 29 mai 1996

En vigueur le 29 mai 1996 avec effet à compter
du 1^{er} avril 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/16 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Softwood Lumber Agreement between the Government of CANADA
and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA

Washington, May 29, 1996

In force May 29, 1996 with effect from
April 1, 1996

COMMERCE

Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le gouvernement du
CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Washington, le 29 mai 1996

En vigueur le 29 mai 1996 avec effet à compter
du 1^{er} avril 1996

SOFTWOOD LUMBER AGREEMENT**BETWEEN****THE GOVERNMENT OF CANADA****AND****THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA**

The Government of Canada and the Government of the United States of America (hereinafter referred to as the Parties):

HAVE AGREED AS FOLLOWS:**ARTICLE I****ACTIONS BY THE UNITED STATES**

1. This Agreement is intended to ensure that there is no material injury or threat thereof to an industry in the United States from imports of softwood lumber from Canada. Domestic producers accounting for more than 60 percent of the total U.S. production of softwood lumber, within the meaning of 19 U.S.C. 1671a(c)(4)(D) and 1673a(c)(4)(D), have submitted the letters attached at Annex 1 and the Department of Commerce will rely on the representations contained in those letters. Title VII of the *Tariff Act of 1930* sets out possible independent additional grounds on which the Department may dismiss a petition if the Department finds such grounds exist.
2. The United States shall not self-initiate an investigation under Title VII of the *Tariff Act of 1930*, as amended, or any successor law, with respect to imports of softwood lumber from Canada. If a petition is filed under Title VII of the *Tariff Act of 1930*, as amended, or any successor law, with respect to imports of softwood lumber from Canada, the Department of Commerce shall dismiss the petition.
3. The United States shall not take action under sections 201-204 of the *Trade Act of 1974*, as amended, or any successor law, with respect to imports of softwood lumber from Canada.
4. The United States shall not take action under section 204 of the *Agricultural Act of 1956*, as amended, or any successor law, with respect to imports of softwood lumber from Canada, except as required for the collection of permit numbers under Article IV(1)(l).
5. The United States shall not initiate an investigation or take action under sections 301-305 of the *Trade Act of 1974*, as amended, or any successor law, with respect to imports of softwood lumber from Canada.

ACCORD SUR LE BOIS D'OEUVRE RÉSINEUX
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET
LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique
(ci-après dénommés « les Parties »),

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER
MESURES DES ÉTATS-UNIS

1. Le présent Accord a pour but d'assurer que les importations de bois d'oeuvre résineux en provenance du Canada ne causent aucun dommage important à une industrie aux États-Unis ou ne menacent de causer un tel dommage. Les producteurs nationaux responsables de plus de 60 pour cent de toute la production américaine de bois d'oeuvre résineux, au sens des dispositions 1671a(c)(4)(D) et 1673a(c)(4)(D) de 19 U.S.C., ont soumis les lettres figurant à l'Annexe 1, et le Département du commerce s'appuiera sur les déclarations contenues dans ces lettres. Le titre VII du « *Tariff Act* » de 1930 énonce d'autres motifs possibles, distincts, pour lesquels le Département peut rejeter une requête s'il estime que de tels motifs existent.

2. Les États-Unis ne doivent pas d'eux-mêmes ouvrir une enquête en application du titre VII du « *Tariff Act* » de 1930, modifié, ou de toute loi qui le remplace, sur les importations de bois d'oeuvre résineux canadiens. Une requête présentée en application du titre VII du « *Tariff Act* » de 1930, modifié, ou de toute loi qui le remplace, qui se rapporte aux importations de bois d'oeuvre résineux canadiens sera rejetée par le Département du commerce.

3. Les États-Unis ne peuvent prendre de mesures en vertu des articles 201 à 204 du « *Trade Act* » de 1974, modifié, ou de toute loi qui le remplace, au regard des importations de bois d'oeuvre résineux canadiens.

4. Les États-Unis ne peuvent prendre de mesures en vertu de l'article 204 de « *L'Agricultural Act* » de 1956, modifié, ou de toute loi qui le remplace, au regard des importations de bois d'oeuvre résineux canadiens, sauf celles nécessaires pour obtenir les numéros de licence en vertu de l'alinéa IV(1)(l).

5. Les États-Unis n'ouvrent aucune enquête ni ne prennent de mesures en vertu des articles 301 à 305 du « *Trade Act* » de 1974, modifié, ou de toute loi qui le remplace, au regard des importations de bois d'oeuvre résineux canadiens.

ARTICLE II

CANADIAN EXPORT PERMIT

1. Canada shall place softwood lumber on the Export Control List under the *Export and Import Permits Act*, as amended, and require a federal export permit for each exportation to the United States of softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta and shall require any person to which such a permit is issued to keep records relating to its issuance for 60 months after the date of issuance of the permit.

2. Canada shall collect a fee on issuance of a permit for export to the United States of softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta for quantities above the established base in a given year. The fee shall be determined in accordance with the following schedule:

| Exports (Yearly) | Fee |
|--|---------------------------------|
| (a) 14.7 billion board feet (the established base) or less | Free |
| (b) More than 14.7 and less than or equal to 15.35 billion board feet (the lower fee base) | US\$50 per thousand board feet |
| (c) Amounts in excess of 15.35 billion board feet (the upper fee base) | US\$100 per thousand board feet |

3. The fees described in paragraph 2 shall be adjusted for inflation on April 1 each year, beginning in 1997, based on the annual percentage change in the simple average of the annual value in:

- (a) the Consumer Price Index, All Urban Consumers, All items less food and energy, published by the U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics; and
- (b) the Consumer Price Index for Canada, All-Items, published by Statistics Canada, catalogue no. 62-010-XPB,

over the previous calendar year.

4. Prior to the beginning of each year, Canada shall allocate the established base and the lower fee base for that year among Canadian softwood lumber exporters, except that Canada shall make every effort to make the allocation for the first year of this Agreement by July 1, 1996, but in no event later than September 30, 1996.

5. Subject to paragraph 9, until Canada makes the first allocation referred to in paragraph 4, Canada shall collect the fee under subparagraph 2(b) during a calendar quarter from each exporter who exports softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta to the United States following the date on which exports from Canada in that quarter equal or exceed 28.75 percent of the established base (excluding any additional quantities of exports allowed under Article III -Trigger Price). For quantities in excess of 650,000,000 board feet that are subject to a fee under this paragraph, Canada shall collect the fee set out in subparagraph 2(c), in lieu of the fee set out in subparagraph 2(b).

ARTICLE II

LICENCE D'EXPORTATION CANADIENNE

1. Le Canada inscrit le bois d'oeuvre résineux sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, modifiée, et il exige une licence d'exportation fédérale pour chaque exportation, aux États-Unis, de bois d'oeuvre résineux transformé une première fois soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta; il exige également de toute personne à qui est délivrée une licence qu'elle conserve les documents se rapportant à sa délivrance durant 60 mois à compter du jour de cette délivrance.

2. Le Canada perçoit, au moment de sa délivrance, un prix pour la licence d'exportation, aux États-Unis, du bois d'oeuvre résineux transformé une première fois soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta, pour des quantités supérieures au régime de base établi au cours d'une année donnée. Le prix de la licence est établi conformément au tableau suivant :

| Exportations (annuelles) : | Prix de licence |
|--|------------------------------------|
| a) 14,7 milliards de pieds-planche (régime de base) ou moins : | Aucun. |
| b) De 14,7 à 15,35 milliards de pieds-planche inclusivement (régime de prix inférieur) : | 50 \$ US les mille pieds-planche. |
| c) Plus de 15,35 milliards de pieds-planche (régime de prix supérieur) : | 100 \$ US les mille pieds-planche. |

3. Les prix de licence prévus au paragraphe 2 sont rajustés pour tenir compte de l'inflation le 1^{er} avril de chaque année, à compter de 1997, suivant la variation percentuelle annuelle de la moyenne simple de la valeur annuelle :

- a) du *Consumer Price Index, All Urban Consumers, all items less food and energy*, publié par le *U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics*; et
- b) du *Prix à la consommation et indices des prix, Ensemble*, publié par Statistique Canada, Catalogue n° 62-010-XPB,

au cours de l'année civile précédente.

4. Avant le début de chaque année, le Canada accorde une attribution au titre du régime de base et du régime de prix inférieur pour l'année aux divers exportateurs canadiens de bois d'oeuvre résineux, sous réserve que le Canada, pour la première année d'application de l'Accord, fasse tout ce qui est en son pouvoir pour procéder à cette attribution avant le 1^{er} juillet 1996 ou, en tout état de cause, au plus tard le 30 septembre 1996.

5. Sous réserve du paragraphe 9, jusqu'à ce que le Canada procède à la première attribution mentionnée au paragraphe 4, le Canada perçoit le prix prévu à l'alinéa 2 b), au cours d'un trimestre d'année civile, de chaque exportateur aux États-Unis de bois d'oeuvre résineux transformé une première fois soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta, à la date suivant celle où les exportations canadiennes sont égales ou supérieures à 28,75 pour cent du régime de base au cours du trimestre (toute quantité exportée additionnelle autorisée en vertu de l'article III, « Prix de déclenchement », étant exclue). Pour les quantités dépassant 650

6. Subject to paragraph 9, upon allocation by Canada of the established base and the lower fee base among Canadian softwood lumber exporters, Canada shall collect the applicable fee under subparagraph 2(b) or (c), as determined in accordance with paragraph 7, during a calendar quarter from each exporter of softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta whose exports to the United States in that quarter exceed 28.75 percent of its yearly allocation of the established base (excluding any additional quantities of exports allowed under Article III -Trigger Price). The fee shall apply with respect to the quantity of the exporter's exports of softwood lumber to the United States during the calendar quarter that exceeds 28.75 percent of the exporter's yearly allocation of the established base (fee quantity).

7. The exports on which a fee is payable under paragraph 6 shall be deemed to be exports within the lower fee base set out in subparagraph 2(b), except that if the sum of:

- (a) the exporter's fee quantity for the then calendar quarter, and
- (b) the exporter's fee quantities in previous calendar quarters of the same year

exceeds the exporter's lower fee base allocation, such exports, to the extent of the excess, shall be deemed to be exports within the upper fee base set out in subparagraph 2(c).

8. Canada may remit, following collection:

- (a) at the end of a calendar quarter, fees collected under paragraph 6, to the extent that such fees were collected on exports of softwood lumber to the United States not in excess of 28.75 percent of the established base;
- (b) at the end of the year, one-half the amount of the fees collected under paragraph 2, if exports of softwood lumber to the United States did not exceed 28.75 percent of the established base in any calendar quarter of that year, to the extent that such fees were collected on exports not in excess of the established base;
- (c) at the end of the year, one-third the amount of the fees collected under paragraph 2, if exports of softwood lumber to the United States exceeded 28.75 percent of the established base in any calendar quarter of that year, to the extent that such fees were collected on exports not in excess of the established base.

The quantity of exports for which fees have been remitted under subparagraph (a) shall be counted against an exporter's allocation of the established base, up to the point that the exporter has used up its allocation of the established base, in which case all further quantities shall be counted against the exporter's lower fee base allocation.

9. Canada shall not be required to collect a fee under paragraph 5 or 6 at any time from an exporter:

- (a) whose production of softwood lumber was less than 10 million board feet in the previous calendar year, or
- (b) whose production of softwood lumber during the preceding calendar quarter was substantially disrupted (*i.e.*, reduced by at least 25 percent by comparison to the same quarter of the previous year) due to a worker

000 000 pieds-planche qui sont assujetties à un prix en vertu du présent alinéa, le Canada perçoit le prix prévu à l'alinéa 2 c) et non pas le prix prévu à l'alinéa 2 b).

6. Sous réserve du paragraphe 9, après les attributions par le Canada au titre des régime de base et de prix inférieur aux divers exportateurs canadiens de bois d'oeuvre résineux, le Canada perçoit le prix prévu en vertu des alinéas 2 b) ou c), déterminés conformément au paragraphe 7, au cours d'un trimestre d'année civile, de chaque exportateur de bois d'oeuvre résineux transformé une première fois soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta, dont les exportations aux États-Unis, au cours du trimestre, sont supérieures à 28,75 pour cent de son attribution annuelle au titre du régime de base (toute quantité exportée additionnelle autorisée en vertu de l'article III, « Prix de déclenchement », étant exclue). Le prix est applicable à la quantité de bois d'oeuvre résineux exportée aux États-Unis par l'exportateur au cours de ce trimestre d'année civile qui est supérieure à 28,75 pour cent de l'attribution annuelle du régime de base accordée à l'exportateur (prix-quantité).

7. Les exportations pour lesquelles un prix de licence est payable en vertu du paragraphe 6 sont réputées être des exportations au titre du régime de prix inférieur de l'alinéa 2 b), sous réserve que, si la somme :

- a) du prix-quantité de l'exportateur pour ce trimestre d'année civile; et
- b) du prix-quantité de l'exportateur pour les trimestres d'année civile antérieurs de la même année,

dépasse l'attribution au titre du régime de prix inférieur accordée à l'exportateur, ces exportations, dans la mesure de leur excédent, sont réputées être des exportations au titre du régime de prix supérieur prévu à l'alinéa 2 c).

8. Le Canada peut remettre, après les avoir perçus :

- a) à la fin d'un trimestre d'année civile, les prix perçus en vertu du paragraphe 6, dans la mesure où ces prix ont été perçus pour des exportations de bois d'oeuvre résineux aux États-Unis n'ayant pas dépassé 28,75 pour cent du régime de base;
- b) à la fin de l'année, la moitié du montant des prix perçus en vertu du paragraphe 2, si les exportations de bois d'oeuvre résineux aux États-Unis n'ont dépassé 28,75 pour cent du régime de base dans aucun trimestre d'année civile de l'année, dans la mesure où ces prix ont été perçus pour des exportations ne dépassant pas le régime de base;
- c) à la fin de l'année, un tiers du montant des prix perçus en vertu du paragraphe 2, si les exportations de bois d'oeuvre résineux aux États-Unis ont été supérieures à 28,75 du régime de base, au cours d'un trimestre d'année civile de l'année, dans la mesure où ces prix ont été perçus pour des exportations ne dépassant pas le régime de base.

Le volume des exportations pour lequel les prix sont remis en vertu de l'alinéa a) est imputé à l'attribution au titre du régime de base de l'exportateur jusqu'à épuisement, par l'exportateur, de son attribution, accordée au titre du régime de base; toutes les quantités excédentaires sont imputées à l'attribution accordée à l'exportateur au titre du régime de prix inférieur.

9. Le Canada n'est à aucun moment requis de percevoir un prix de licence en vertu des paragraphes 5 ou 6 d'un exportateur :

strike, or a mill fire, forest fire or other *force majeure*, provided that Canada provides notice and documentation to the United States within 60 days following the event.

10. The fees collected under this article shall be calculated based on the prevailing conversion rate of the Bank of Canada as published in the Bank of Canada Daily Memorandum of Exchange Rates.

11. Nothing in this Agreement shall prevent the transferability of allocations referred to in paragraph 4 between exporters of softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta.

ARTICLE III

TRIGGER PRICE

1. For each calendar quarter that the average price per thousand board feet as published in Random Lengths for Spruce-Pine-Fir, Eastern, Kiln Dried, 2x4 random length, Standard & Better, Great Lakes delivered, equals or exceeds:

- (a) US \$405, in any calendar quarter during the period April 1, 1996 through March 31, 1998, or
- (b) US \$410, in any subsequent calendar quarter,

Canada may export to the United States, without a fee, 92 million additional board feet of softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta. The average U.S. price during a quarter shall be the simple average of the weekly price, as published in Random Lengths, for the weeks that end within the three months that comprise the quarter.

2. The 92 million board feet that results from the application of paragraph 1 to a particular quarter may be exported during the four quarters following that quarter.

ARTICLE IV

INFORMATION COLLECTION AND COOPERATION

Collection of Information

1. Canada shall require exporters to the United States of softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta, in connection with the issuance of a permit under the *Export and Import Permits Act*, as amended, or any successor law, and the United States shall require importers of such softwood lumber in connection with the customs entry of the softwood lumber into the United States under section 484 of the *Tariff Act of 1930*, as amended, or any successor law, to furnish to it the:

- (a) name of manufacturer/mill;
- (b) name of exporter;
- (c) province of first manufacture;

- a) dont la transformation en bois d'oeuvre résineux a été inférieure à 10 millions de pieds-planche au cours de l'année civile précédente; ou
- b) dont la transformation en bois d'oeuvre résineux au cours du trimestre civil précédent a été gravement perturbée (c.-à-d., réduite d'au moins 25 pour cent par rapport au même trimestre de l'année précédente) par suite d'une grève, ou d'un incendie de scierie, d'un feu de forêt ou de toute autre cas de force majeure, pourvu que le Canada en donne avis, pièces justificatives à l'appui, aux États-Unis dans les 60 jours de la survenance de l'événement.

10. Les prix perçus en vertu du présent article sont établis en fonction du taux de conversion prévalant à la Banque du Canada, publié dans le *Bulletin quotidien des taux de change* de la Banque du Canada.

11. Rien au présent Accord ne vient interdire la transférabilité des attributions mentionnées au paragraphe 4 entre exportateurs de bois d'oeuvre résineux transformé une première fois, soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta.

ARTICLE III

PRIX DE DÉCLENCHEMENT

1. Pour tout trimestre d'année civile où le prix moyen par millier de pieds-planche (publié dans *Random Lengths*) d'épinette-pin-sapin de l'Est, séché au four, de dimensions 2x4 longueurs assorties, de qualité standard ou supérieure et livré dans la région des Grands Lacs est égal ou supérieur à :

- a) 405 \$ US, dans tout trimestre d'année civile durant la période débutant le 1^{er} avril 1996 et se terminant le 31 mars 1998; ou
- b) 410 \$ US, dans tout trimestre d'année civile ultérieur,

le Canada peut exporter aux États-Unis, sans qu'il y ait un prix de licence à payer, 92 millions de pieds-planche supplémentaires de bois d'oeuvre résineux transformé une première fois, soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta. Le prix moyen en vigueur aux États-Unis durant un trimestre est égal à la moyenne simple du prix hebdomadaire (publié dans *Random Lengths*) durant les semaines qui prennent fin au cours des trois mois qui forment le trimestre.

2. Les 92 millions de pieds-planche applicables, en vertu du paragraphe 1, à un trimestre particulier peuvent être exportés au cours des quatre trimestres qui le suivent.

ARTICLE IV

COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS ET COLLABORATION

Collecte de renseignements

1. Le Canada demande aux exportateurs, aux États-Unis, de bois d'oeuvre résineux transformé une première fois soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta, pour ce qui concerne la délivrance d'une licence en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, modifiée, ou

- (d) 10 digit U.S. H.S. Commodity Code and product description;
- (e) quantity in board feet, cubic metres or square metres;
- (f) value (US\$);
- (g) U.S. port of entry;
- (h) U.S. Customs entry number;
- (i) U.S. entry date;
- (j) name of importer (Canada to begin collection after July 1, 1996);
- (k) mode of transportation (Canada to begin collection after July 1, 1996);
- (l) export permit number (United States to begin collection as soon as practicable after the entry into force of this Agreement); and
- (m) indication of whether the importation for which the permit has been issued pertains to quantities described in subparagraph (a), (b) or (c) of Article II(2), or Article III (United States only - collection to begin as soon as practicable after the entry into force of this Agreement),

of the softwood lumber subject to the exportation or importation.

Cooperation

2. Unless the Parties otherwise agree, representatives of the Parties shall exchange, on a monthly basis, aggregated data collected pursuant to paragraph 1, for the purpose of reconciling quarterly their data covering the preceding calendar quarter and the year to date.
3. Canada shall provide to the United States, on a monthly basis, data on the total fees collected and remitted pursuant to Article II covering the preceding calendar month and the year to date, broken down by lower fee base and upper fee base.
4. If the Parties cannot reconcile their aggregated data, they shall exchange information regarding exports by specific exporters, importers or manufacturers, and if necessary, regarding specific exports and imports in order to achieve reconciliation.
5. The Parties shall cooperate for purposes of detection and prevention of false designations of province of first manufacture and quantities exported. Where the U.S. Customs Service has reason to believe that an exporter has failed to obtain a permit as required or has made a false designation of province of first manufacture or quantities exported, it may request the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade (Bureau) to visit the premises of the exporter to review the records referred to in Article II (1) and the premises of the manufacturer of goods at issue, in order to ensure compliance with the *Export and Import Permits Act*, as amended, or any successor law. The Bureau will conduct the visit following consultations between the Parties to define the nature of the problem and to agree on the information required. Canada shall share information relating to any such visit with the U.S. Customs Service.
6. Nothing in this Agreement shall be construed to prevent a Party from imposing criminal, civil or administrative penalties for violations of its laws and regulations relating to the implementation of this article.

de toute loi qui la remplace, et les États-Unis demandent aux importateurs de ces bois d'oeuvre résineux, pour ce qui concerne l'entrée douanière du bois d'oeuvre résineux aux États-Unis en vertu de l'article 484 du *Tariff Act* de 1930, modifié, ou de toute loi qui le remplace, les renseignements suivants à l'égard du bois d'oeuvre résineux exporté ou importé:

- a) le nom du fabricant ou de la scierie;
- b) le nom de l'exportateur;
- c) le nom de la province de première transformation;
- d) le code du produit à 10 chiffres du S.H. des États-Unis et la description du produit;
- e) la quantité en pieds-planche, en mètres cubes ou en mètres carrés;
- f) sa valeur (\$ US);
- g) le point d'entrée aux États-Unis;
- h) le numéro de la déclaration des douanes américaines;
- i) la date d'entrée aux États-Unis;
- j) le nom de l'importateur (recueilli par le Canada après le 1^{er} juillet 1996);
- k) le mode de transport (recueilli par le Canada après le 1^{er} juillet 1996);
- l) le numéro de la licence d'exportation (les États-Unis devant commencer la collecte dès qu'il est possible après l'entrée en vigueur de l'Accord); et
- m) une indication que l'importation pour laquelle une licence d'exportation a été délivrée se rapporte à des quantités mentionnées soit aux alinéas a), b) ou c), du paragraphe 2 de l'article II, soit à l'article III (au regard des États-Unis uniquement : il doit être procédé à la collecte dès qu'il est possible après l'entrée en vigueur de l'Accord).

Coopération

2. À moins que les Parties n'en conviennent autrement, leurs représentants s'échangent mensuellement les données agrégées recueillies conformément au paragraphe 1, dans le but de concilier trimestriellement leurs données se rapportant au trimestre d'année civile précédent et celles accumulées depuis le début de l'année.

3. Le Canada communique mensuellement aux États-Unis ses données sur le total des prix de licence perçus ou remboursés en vertu de l'article II durant le mois d'année civile précédent et accumulés depuis le début de l'année, ventilés selon le régime de prix inférieur et le régime de prix supérieur.

4. Si les Parties ne réussissent pas à concilier leurs données agrégées, elles s'échangent des informations sur les exportations de divers exportateurs, importateurs ou fabricants particuliers et, si nécessaire, au sujet d'exportations ou d'importations particulières afin de les concilier.

5. Les Parties coopèrent afin de déceler ou de prévenir les cas de fausse désignation de la province de première transformation ou des quantités exportées.

7. The aggregated data collected under subparagraphs 1(c) through (g), and the aggregated data pertaining to fees collected and remitted pursuant to Article II, need not be treated as confidential under Article VI.

ARTICLE V

DISPUTE RESOLUTION

Consultations

1. Either Party may request in writing consultations with the other Party regarding any matter referred to in subparagraph 16(a) or (b) or that the Party considers may constitute a breach of this Agreement. Consultations shall commence within 20 days of the date following delivery of the request.

2. The Parties shall make every attempt to arrive at a mutually satisfactory resolution of the matter through consultations. To this end, the Parties shall:

- (a) provide sufficient information to enable a full examination of the issue;
- (b) treat any confidential information exchanged in the course of consultations in accordance with the provisions of Article VI,

and may mutually agree to have the matter resolved through the assistance of an appropriate neutral third party.

Referral to Arbitration

3. If, within 35 days following the delivery of a request for consultations, the Parties fail to resolve a matter that the requesting Party considers to constitute a breach of this Agreement, other than the taking of an action by the United States inconsistent with Article I, the requesting Party may initiate arbitral proceedings by delivering written notice of arbitration to the other Party. The notice shall specify the nature of the alleged breach. Arbitral proceedings may not be initiated or proceed with respect to any matter that has been referred to an auditor under paragraph 16, except where such matter has been referred to an arbitral panel under paragraph 17.

Appointment of Arbitral Panel

4. Arbitral panels shall be composed of three panelists who may be selected from any of the following:

- (a) the WTO indicative list of governmental and non-governmental panelists;
- (b) the roster established under Article 1124(4) of the NAFTA; and
- (c) the roster established under Article 2009(1) of the NAFTA.

5. The Parties shall endeavour to agree on the panel chair within 15 days following the date of delivery of the notice of arbitration. If the Parties fail to agree on the selection of a chair by that date, the Parties shall decide by lot which of them shall select the chair. That Party shall select the chair within five days thereafter from among those roster members who are not citizens of that Party.

Lorsque le Service des douanes des États-Unis a des raisons de croire qu'un exportateur n'a pas obtenu la licence requise ou a fait une fausse désignation de la province de première transformation ou de quantités exportées, il peut demander à la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (ci-après dénommée la Direction générale) de visiter l'établissement de l'exportateur afin d'examiner les documents mentionnés au paragraphe 1 de l'article II, ainsi que l'établissement de transformation des produits en litige, pour s'assurer du respect de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, modifiée, ou de toute loi qui l'aura remplacée. La Direction générale procédera à la visite après que les Parties se seront consultées pour définir la nature du problème et s'entendre sur les informations requises. Le Canada fait part des informations qu'il a recueillies dans le cadre de toute visite de ce genre au Service des douanes des États-Unis.

6. Le présent Accord ne saurait interdire à l'une des Parties d'infliger des sanctions pénales, civiles ou administratives pour la violation de ses lois et de ses règlements se rapportant à la mise en application du présent article.

7. Les données agrégées recueillies en vertu des alinéas 1 c) à g) et celles se rapportant aux prix de licence perçus ou remboursés en vertu de l'article II n'ont pas à être considérées comme confidentielles au regard de l'article VI.

ARTICLE V

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Consultations

1. L'une des Parties, ou l'autre, peut demander par écrit des consultations avec la Partie d'autre part au sujet de toute question dont il est fait mention à l'alinéa 16 a) ou b), ou qu'elle considère comme pouvant constituer une violation du présent Accord. Les consultations débutent dans les vingt (20) jours du jour où la demande a été transmise.

2. Les Parties mettent tout en oeuvre pour en arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question par la voie des consultations. À cette fin, les Parties doivent :

- a) fournir suffisamment d'information pour permettre un examen complet de la question;
- b) traiter toute information confidentielle échangée dans le cours des consultations conformément aux dispositions de l'article VI;

et elles peuvent convenir mutuellement du règlement de la question en recourant à l'aide d'un tiers, considéré comme une partie neutre appropriée.

Règlement arbitral

3. Si, dans les trente-cinq (35) jours de la transmission de la demande de consultations, les Parties n'ont pu parvenir à régler un différend que la Partie requérante qualifie d'une violation de l'Accord — hors le cas d'une mesure incompatible avec l'article I prise par les États-Unis —, la Partie requérante peut introduire une instance arbitrale en transmettant une notification écrite d'arbitrage à la Partie d'autre part. La notification doit préciser quelle est la nature d'une violation prétendue. L'instance arbitrale ne peut être introduite ni se poursuivre au regard de

6. Within 10 days after the panel chair is selected, each Party shall select a panelist from among those roster members who are citizens of the other Party. If a Party fails to select a panelist within the time periods specified, the panelist shall be selected by lot from among the roster members who are citizens of the other Party.

7. Panelists shall be independent of, and not be affiliated with or take instructions from, a Party, including a state or provincial government. Panelists shall be selected strictly on the basis of objectivity, reliability, sound judgment and to the extent possible, expertise appropriate to the substance of the matter in dispute. Panelists shall comply with the *Code of Conduct for Dispute Settlement Procedures under Chapters 19 and 20 of the North American Free Trade Agreement* ("*Code of Conduct*"), and in particular shall be free of any conflict of interest or appearance of such a conflict.

8. If a Party believes that a panelist is in violation of the *Code of Conduct*, the Parties shall consult and, if they agree, the panelist shall be removed and a new panelist shall be selected in accordance with this article. If a member of the arbitral panel withdraws from the panel prior to completing his or her duties, a replacement panelist shall be appointed in the same manner as the panelist who has withdrawn from the panel.

9. The remuneration of panelists, their travel and lodging expenses and all general expenses of the panel shall be borne equally by the Parties. Panelists shall be remunerated and their expenses paid in accordance with the rates established by the NAFTA Commission for panelists appointed to dispute settlement panels under the NAFTA. Each panelist shall keep a record and render a final account of his or her time and expenses, and the panel shall keep a record and render a final account of all general expenses.

Submissions

10. Within 15 days following the appointment of the third panelist, the complaining Party shall deliver to the panel and to the responding Party a written submission outlining its position and all documents relied on in support of its claim, which may include information supplied to the Party by industry representatives.

11. Within 20 days following the receipt of the submission, the responding Party shall deliver to the panel and to the complaining Party a written counter-submission outlining its position and all documents relied on, which may include information supplied to the Party by industry representatives.

12. The arbitral panel shall conduct the arbitration in the manner it considers appropriate, including establishing procedures to ensure the protection of confidential information and relating to matters such as the participation of experts and whether oral hearings should be held.

Decision

13. No later than 30 days after it receives the counter-submission, the arbitral panel shall issue a written decision, together with its findings and reasons therefor, with regard to whether the matter complained of constitutes a breach of this Agreement. The decision shall contain no recommendation or instruction to the Parties. A decision of the arbitral panel shall be by majority vote and based on the votes of all members of the panel.

tout différend qui a été déféré à un vérificateur en vertu du paragraphe 16, hors le cas où l'affaire a été déferée à un groupe spécial en vertu du paragraphe 17.

Formation d'un groupe spécial arbitral

4. Les groupes spéciaux d'arbitrage se composent de trois membres, qui peuvent être choisis à partir des listes suivantes :

- a) la liste indicative des membres gouvernementaux et non gouvernementaux de groupes spéciaux de l'OMC;
- b) la liste de candidats établie en vertu du paragraphe 4 de l'article 1124 de l'ALÉNA; et
- c) la liste de candidats établie en vertu du paragraphe 1 de l'article 2009 de l'ALÉNA.

5. Les Parties s'efforcent de convenir du choix du président du groupe spécial dans les quinze (15) jours qui suivent le jour de la transmission de la notification de l'arbitrage. Si les Parties ne peuvent s'entendre au sujet du choix d'un président dans ce délai, elles tirent au sort pour décider laquelle d'entre elles nommera le président. Celle-ci doit désigner le président dans les cinq (5) jours qui suivent, à même les candidats inscrits sur les listes, qui ne sont pas ses citoyens.

6. Dans les dix (10) jours du choix du président du groupe spécial, chacune des Parties nomme un membre du groupe spécial parmi les candidats inscrits sur les listes, candidats qui possèdent la citoyenneté de la Partie d'autre part. Si une Partie ne nomme pas un membre du groupe spécial dans les délais impartis, il est choisi par tirage au sort parmi les candidats inscrits sur les listes qui ont la citoyenneté de la Partie d'autre part.

7. Les membres d'un groupe spécial siègent à titre individuel, ils ne sont pas affiliés à une Partie ni ne reçoivent d'instructions d'elle, ni, même, du gouvernement d'un État américain ou d'une province canadienne. Ils sont choisis strictement en fonction de leur objectivité, de leur fiabilité, de leur discernement et, dans la mesure où cela est possible, de leurs compétences au regard de la matière faisant l'objet du différend. Les membres du groupe spécial doivent se conformer au *Code de conduite relatif aux procédures de règlement des différends prévues aux chapitres 19 et 20 de l'Accord nord-américain de libre-échange (Code de conduite)*; ils devront en particulier ne pas se trouver en conflit d'intérêts ni porter à croire qu'ils pourraient l'être.

8. Si l'une des Parties est d'avis qu'un membre du groupe spécial viole le *Code de conduite*, les Parties se consultent et, si elles en conviennent, il sera relevé de ses fonctions et un nouveau membre sera nommé en conformité avec le présent article. Si un membre du groupe spécial d'arbitrage se dessaisit avant de s'être complètement déchargé de ses fonctions, un autre sera nommé pour le remplacer de la même manière qu'a été nommé celui qui s'est dessaisi.

9. La rémunération des membres, leurs frais de déplacement et de séjour, et tous les frais généraux du groupe spécial sont supportés à parts égales par les Parties. Le traitement des membres et leurs débours sont payés en conformité avec les taux fixés par la Commission de l'ALÉNA pour les membres des groupes spéciaux institués pour le règlement des différends en vertu de l'ALÉNA. Les membres doivent chacun tenir le compte et faire reddition de compte finale de leur temps et de leurs débours, et le groupe spécial doit tenir le compte et faire reddition de compte finale de tous ses frais généraux.

14. Where the arbitral panel finds that the responding Party has breached this Agreement, the arbitral panel shall provide in its decision a reasonable period of time for that Party to cure its breach. The period established shall be the shortest reasonable time period feasible. If the Parties have not agreed by the expiry of that period that the breach has been cured, the complaining Party may request the panel to decide whether the breach has been cured by delivering the request in writing to the panel chair and, concurrently, to the responding Party. The panel shall issue its decision within 15 days after the request is delivered. Paragraph 12 shall apply to proceedings initiated under this paragraph.

Referral to Auditor

15. At the request of either Party, the Parties shall appoint an independent accounting firm ("auditor") to examine data furnished by the Parties regarding exports from Canada to the United States of softwood lumber pursuant to a request under paragraph 16. The Parties shall ensure that the auditor is free from any conflict of interest, or appearance of conflict of interest, and shall require the auditor to protect any confidential information furnished to the auditor by the Parties. The costs of the auditor shall be borne equally by the Parties.

16. At any time after a Party requests consultations under paragraph 1, a Party may request in writing that the auditor provide an opinion:

- (a) regarding whether Canada has failed to comply with its obligation to collect fees with respect to exports of softwood lumber first manufactured in the province of Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta, as provided under Article II; or
- (b) where both Parties agree, regarding whether a Party has failed to comply with the Agreement in some other respect.

The requesting Party shall concurrently provide a copy of the request to the other Party.

17. Within 10 days after delivery of the request, each Party shall furnish to the auditor any data that the Party considers relevant, which may include information supplied to the Party by industry representatives, and shall provide to the auditor any further information or assistance that it may require. Within 20 days after receiving the request, the auditor shall render an opinion to the Parties on the matter. If, in considering the data, and having made every effort to resolve the issue, the auditor determines that there are questions of interpretation of this Agreement that are essential for its decision and that it considers it is not competent to resolve, it shall so advise the Parties. In any such case, the auditor shall make such findings as are practicable regarding the matter. A Party may refer any such question of interpretation to an arbitral panel pursuant to this article, and in its decision the panel shall apply the findings of the auditor to the extent that the panel considers them applicable.

18. In the event the Parties agree pursuant to consultations that Canada has failed to collect fees as provided under Article II, or the auditor determines that Canada has failed to collect such fees or that a Party has failed to comply with the Agreement in some other respect, the Party not in compliance shall:

- (a) with respect to a matter referred to in subparagraph 16(a), collect the foregone fees within 65 days following the start of consultations;
- (b) with respect to a matter referred to in subparagraph 16(b), take action to remedy the non-compliance within 65 days following the start of consultations or such other period of time as the Parties may agree; or

Mémoires

10. Dans les quinze (15) jours qui suivent la nomination du troisième membre du groupe spécial, la Partie requérante présente au groupe spécial et à la Partie intimée un mémoire écrit donnant sa position, soutenu de toutes les pièces justificatives de sa demande, y compris éventuellement des informations fournies à cette Partie par des représentants de l'industrie.

11. Dans les vingt (20) jours de la réception du mémoire, la Partie intimée doit présenter au groupe spécial et à la Partie requérante un contre-mémoire écrit donnant sa position, soutenu de toutes les pièces sur lesquelles elle se fonde, y compris éventuellement des informations fournies à cette Partie par les représentants de l'industrie.

12. Le groupe spécial d'arbitrage instruit l'affaire de la manière qu'il juge indiquée, y compris en fixant sa procédure, notamment de façon à assurer la sauvegarde de l'information confidentielle, la participation d'experts à l'instance et, éventuellement, en décidant s'il y aura procédure orale.

Décision

13. Au plus tard trente (30) jours après qu'il a reçu le contre-mémoire, le groupe spécial d'arbitrage doit rendre une décision par écrit, à laquelle il joint ses constatations et les motifs qui les soutiennent, sur le point de savoir si l'objet de la plainte constitue ou non une violation du présent Accord. La décision ne comporte ni recommandation ni instruction pour les Parties. Les décisions du groupe de travail se prendront à la majorité, tous les membres étant tenus de participer au vote.

14. Lorsque le groupe spécial d'arbitrage constate qu'il y a eu violation de l'Accord par la Partie intimée, il doit, dans sa décision, prévoir un délai raisonnable pendant lequel celle-ci pourra remédier à une violation. Le délai imparti devra être le plus court raisonnablement possible permettant de ce faire. Si les Parties ne sont pas convenues au terme de ce délai qu'il a été remédié à la violation, la Partie requérante peut demander au groupe spécial de statuer sur le point de savoir s'il a été remédié à la violation par une demande écrite en ce sens faite au président du groupe spécial et remise concurremment à la Partie intimée. Le groupe spécial doit rendre sa décision à cet égard dans les quinze (15) jours de la transmission de la demande. Le paragraphe 12 s'applique à une instance introduite sur le fondement du présent alinéa.

Expertise par vérificateur

15. Les Parties, à la demande de l'une d'entre elles, ou de l'autre, chargent une firme de comptables indépendante (ci-après dénommée le « vérificateur ») d'étudier les données produites par les Parties au sujet des exportations du Canada aux États-Unis de bois d'oeuvre résineux, conformément à une demande faite en vertu du paragraphe 16. Les Parties veillent à ce que le vérificateur ne soit pas en conflit d'intérêt, ni ne donne à penser qu'il est en conflit d'intérêt, et elles requièrent du vérificateur qu'il assure la sauvegarde de toute information confidentielle qu'elles lui fournissent. Les frais du vérificateur sont supportés à parts égales par les Parties.

16. En tout temps après que l'une des Parties a demandé des consultations sur le fondement du paragraphe 1, l'une des Parties peut demander, par écrit, un avis au vérificateur sur les points de savoir :

- a) si le Canada n'a pas manqué à ses obligations de percevoir les prix des licences d'exportation des bois d'oeuvre résineux transformé une première fois soit dans la province de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta, comme il est prévu à l'article II; ou

- (c) with respect to matters referred to in subparagraphs 16(a) and (b), take such other action as the Parties may agree within such period of time as the Parties may agree.

19. Beginning as soon as practicable after the date on which the collection or action is initiated under paragraph 18, the auditor shall monitor such collection or action, as the case may be. Within 25 days after the deadline for returning to compliance, the auditor shall provide an opinion to the Parties on whether the Party not in compliance is in compliance with paragraph 18.

Action Following Breach or Auditor Determination

20. If,

- (a) an arbitral panel finds that Canada has breached this Agreement, and the panel decides under paragraph 14, or the Parties agree by the expiry of the time period for cure of the breach, that the breach has not been cured; or
- (b) the auditor determines, under paragraph 19, that Canada has not complied with paragraph 18,

the United States may suspend its obligations under Articles I and IV. The United States shall endeavour to avoid any suspension that is manifestly excessive.

21. If,

- (a) an arbitral panel finds that the United States has breached this Agreement, and the panel decides under paragraph 14, or the Parties agree by the expiry of the time period for cure of the breach, that the breach has not been cured;
- (b) the auditor determines, under paragraph 19, that the United States has not complied with paragraph 18; or
- (c) the United States takes action inconsistent with Article I, other than pursuant to paragraph 20,

Canada may suspend its obligations under Articles II and IV. Canada shall endeavour to avoid any suspension that is manifestly excessive.

Other Procedures

22. The Parties may agree to modify the procedures set out in this article for the purpose of expediting, enhancing or facilitating the resolution of controversies, including with respect to a particular proceeding or matter.

- b) lorsque les deux Parties en conviennent, si l'une des Parties n'a pas respecté quelque autre point de l'Accord.

La Partie requérante donne concurremment copie de sa demande à l'autre Partie.

17. Dans les dix (10) jours de la transmission de la demande, les Parties fournissent chacune au vérificateur toute donnée qu'elles considèrent comme pertinente, y compris, éventuellement, des informations qui leur sont apportées par les représentants de l'industrie, et elles donnent au vérificateur toute l'information supplémentaire et toute l'aide dont il peut avoir besoin. Dans les vingt (20) jours de la réception de la demande, le vérificateur doit donner un avis aux Parties sur la question. Si, après examen des données, et après avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour régler la question, le vérificateur constate que se posent des questions d'interprétation de l'Accord sur des points essentiels, nécessaires à sa décision, et qu'il ne s'estime pas compétent pour en décider, il en avise les Parties. Pour un tel cas, le vérificateur rend ses constatations selon ce qui peut se faire en pratique en l'espèce. L'une des Parties peut déférer toute question d'interprétation de ce genre à un groupe spécial arbitral sur le fondement du présent article; dans sa décision, le groupe spécial applique les constatations du vérificateur, dans la mesure où il les juge applicables.

18. Dans le cas où les Parties conviennent à la suite de consultations que le Canada n'a pas perçu les prix de licence prévus à l'article II, que le vérificateur constate qu'il en est ainsi ou que l'une des Parties n'a pas respecté un autre aspect de l'Accord, la Partie contrevenante doit :

- a) dans le cas mentionné à l'alinéa 16 a), percevoir les prix de licence échus dans les soixante-cinq (65) jours qui suivent le début des consultations;
- b) dans celui mentionné à l'alinéa 16 b), prendre des mesures afin de remédier à une violation dans les soixante-cinq (65) jours qui suivent le début des consultations, ou dans tout autre délai dont les Parties seront convenues; ou
- c) dans les cas mentionnés à l'alinéa 16 a) et à l'alinéa 16 b), prendre les autres mesures dont les Parties seront convenues, dans le délai dont elles seront convenues.

19. Dès qu'il lui est possible de le faire après la date de la perception effectuée ou de la mise en place des mesures prises en vertu du paragraphe 18, le vérificateur supervise cette perception ou la mise en application de ces mesures, selon le cas. Dans les 25 jours qui suivent le terme du délai imparti pour revenir au respect de l'accord, il donne un avis aux Parties sur le point de savoir si la Partie contrevenante s'est conformée au paragraphe 18 .

Mesures à la suite d'une inobservation ou d'une décision du vérificateur

20. Si,

- a) un groupe spécial d'arbitrage constate que le Canada n'a pas respecté l'Accord, et qu'il décide, en vertu du paragraphe 14, ou que les Parties conviennent au terme du délai imparti pour y remédier, qu'il n'a pas été remédié à la violation; ou
- b) si le vérificateur juge, en vertu du paragraphe 19, que le Canada ne s'est pas conformé au paragraphe 18,

ARTICLE VI

CONFIDENTIALITY

1. Each Party shall treat as confidential, in accordance with its law, business proprietary information, and any information designated as confidential by the Party providing it, that is not otherwise available, provided under this Agreement or during the consultative process or negotiation of this Agreement.
2. Information referred to in paragraph 1:
 - (a) may be used by and disclosed to government officials solely in connection with the implementation or operation of this Agreement, except as compelled under law;
 - (b) shall not, without the permission of the Party or person providing it, be used or disclosed in any trade action or investigation of the type referred to in Article I; and
 - (c) shall be returned by the Party who has received it to the Party or person who provided it on termination of this Agreement.

ARTICLE VII

GENERAL PROVISIONS

1. This Agreement is without prejudice to the position of either Party as to whether the programs and practices of either Party in respect of forest management constitute countervailable subsidies under domestic or international law.
2. Neither Party shall take action to circumvent or offset the commitments set out in this Agreement, including action having the effect of reducing or offsetting the export fees provided for in Article II (2) or undermining the commitments set out in Article I.
3. Canada shall provide to the United States notice of any new, or amendment to a, federal or Ontario, Quebec, British Columbia or Alberta law, regulation or order-in-council governing stumpage charges or forest management systems related to softwood lumber, within 45 days after such law, regulation or order-in-council or amendment thereto, is adopted, or as soon thereafter as practicable. Each Party shall endeavour to respond to requests from the other Party for other information that is relevant to the operation of this Agreement.
4. Canada shall, based on sufficient information that it obtains, certify to the United States each quarter that it has no basis to believe that:
 - (a) the timber pricing and forest management systems of the provinces of Ontario, Quebec, British Columbia and Alberta have been modified other than as notified under paragraph 3; and
 - (b) these provinces are collecting revenues at levels lower than called for under those systems.

The sufficiency of the information that Canada obtains shall not be subject to dispute resolution under Article V, nor shall requests under paragraph 3 be used for the purpose of obtaining the information on which Canada renders its certifications.

les États-Unis peuvent suspendre l'exécution de leurs obligations aux termes des articles I et IV. Les États-Unis doivent chercher à éviter toute suspension dont les effets sont manifestement excessifs.

21. Si,

- a) un groupe spécial d'arbitrage constate que les États-Unis ne se sont pas conformés au présent Accord, et qu'il décide, en vertu du paragraphe 14, ou que les Parties conviennent au terme du délai imparti pour y remédier, qu'il n'a pas été remédié à la violation,
- b) le vérificateur juge, sur le fondement du paragraphe 19, que les États-Unis n'ont pas respecté l'alinéa 18; ou
- c) si les États-Unis prennent des mesures incompatibles avec l'article premier, sauf en vertu du paragraphe 20,

le Canada peut suspendre l'exécution de ses obligations aux termes des articles II et IV. Le Canada doit chercher à éviter toute suspension dont les effets sont manifestement excessifs.

Autre procédure

22. Les Parties peuvent convenir de modifier la procédure prévue au présent article afin d'expédier, d'améliorer ou de faciliter le règlement des controverses, y compris au regard d'une instance ou d'un différend particuliers.

ARTICLE VI

CONFIDENTIALITÉ

1. Chaque Partie considère comme confidentielle, en conformité avec sa loi, les renseignements commerciaux de nature exclusive, et toute information désignée comme étant confidentielle par la Partie qui la fournit, ou qu'on ne peut se procurer d'une autre manière, qui a été fournie en application de l'Accord ou au cours de la procédure de consultation ou de négociation de l'Accord.

2. L'information dont il est fait mention au paragraphe 1 :

- a) ne peut être utilisée par les fonctionnaires d'un gouvernement, ni leur être divulguée, qu'en rapport seulement avec la mise en oeuvre ou l'application de l'Accord, à moins que la loi l'exige;
- b) ne doit pas, sans l'autorisation de la Partie ou de la personne qui la fournit, servir ni être divulguée au regard de toute mesure commerciale ou d'une enquête du genre de celle dont il est fait mention à l'article I; et
- c) doit être rendue par la Partie qui l'a reçue à la Partie ou à la personne qui l'a fournie au moment de l'extinction de l'Accord.

5. In October of each year, Canada shall provide the United States with yearly province-by-province aggregations of the volume of Crown softwood timber harvested and revenues collected for that timber in the provinces of Ontario, Quebec, British Columbia and Alberta.
6. Annexes 1 and 2 are incorporated as an integral part of this Agreement.

ARTICLE VIII

AMENDMENT

The Parties may amend this Agreement by mutual agreement in writing.

ARTICLE IX

DEFINITIONS

For purposes of this Agreement and the Annexes:

aggregated data means data compiled in a manner that is not associated with, and could not be used to identify, operations of a particular person;

board feet means a unit of measurement equal to 12" x 12" x 1". One thousand board feet = 2.36 cubic metres of lumber. One thousand board feet = 92.91 square metres of lumber. For the purposes of this Agreement all conversions of board feet to cubic metres or to square metres, as the case may be, shall be made on a nominal measurement basis and shall not be rounded up to the nearest cubic metre or square metre;

day means a calendar day;

person includes a natural person, sole proprietorship, partnership, corporation and association;

province of first manufacture means the province where the mill, at which the softwood lumber product was first manufactured into such a product, is situated, whether or not that product was further processed (for example, planing or kiln drying) or was transformed from one softwood lumber product into another such product (for example, a remanufactured product) in another province;

softwood lumber means articles classified under:

- (1) tariff item 4407.10.00 of the Harmonized Tariff Schedule of the United States (1996) (United States International Trade Commission Pub. 2937, 19 U.S.C. 1202 (1988)); (for purposes of description only, coniferous wood sawn or chipped lengthwise, sliced or peeled, whether or not planed, sanded or finger-jointed, of a thickness exceeding 6 mm);
- (2) tariff items 4409.10.10, 4409.10.20 and 4409.10.90 of the Harmonized Tariff Schedule of the United States (1996) (United States International Trade Commission Pub. 2937, 19 U.S.C. 1202 (1988)); (for purposes of description only, coniferous wood (including strips and friezes for parquet flooring, not assembled) continuously shaped (tongued, grooved, rebated, chamfered, V-jointed, beaded, moulded, rounded or the like) along any of

ARTICLE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent Accord est sans préjudice de la position respective des Parties sur la question de savoir si leurs programmes et leurs pratiques respectifs en matière de gestion des forêts constituent des subventions ouvrant à des mesures compensatoires en vertu du droit national ou du droit international.

2. Les Parties ne peuvent, ni l'une ni l'autre, prendre des mesures pour tourner ou compenser les engagements pris en vertu du présent Accord, notamment les mesures ayant pour effet de réduire ou de compenser les prix des licences d'exportation prévus au paragraphe 2 de l'article II ou de porter atteinte aux engagements pris en vertu de l'article I.

3. Le Canada avise les États-Unis de toute nouvelle loi, de tout nouveau règlement ou décret fédéral, ontarien, québécois, britanno-colombien ou albertain, ou de toute modification de ceux-ci, régissant les droits de coupe ou les usages de gestion forestière se rapportant aux bois d'oeuvre résineux, dans les quarante-cinq (45) jours de l'adoption de la loi, du règlement ou du décret, ou de sa modification, ou dans les meilleurs délais possibles. Les Parties s'efforceront chacune de répondre aux autres demandes d'information de la Partie d'autre part se rapportant à l'application du présent Accord.

4. Le Canada, sur la foi d'informations suffisantes obtenues par lui, certifie trimestriellement aux États-Unis que rien ne lui permet de penser :

- a) que les régimes de tarification du bois et de gestion forestières des provinces de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ont été modifiés, outre ce qui a été notifié en vertu du paragraphe 3; et
- b) que les provinces perçoivent des revenus à des niveaux inférieurs que ceux prévus par ces régimes.

Le point de savoir si l'information que le Canada obtient est suffisante n'est pas un différend pouvant être réglé selon la procédure de l'article V et les demandes d'information fondées sur le paragraphe 3 ne peuvent servir à obtenir l'information sur laquelle le Canada se fonde pour ses certifications.

5. En octobre de chaque année, le Canada fait part aux États-Unis des volumes cumulatifs annuels, province par province, des coupes de bois d'oeuvre résineux faites sur le domaine public et des revenus perçus pour ces bois, dans les provinces de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

6. Les Annexes 1 et 2 font partie intégrante du présent Accord.

ARTICLE VIII

RÉVISION

Les Parties peuvent modifier le présent Accord par consentement mutuel écrit.

its edges or faces (other than wood mouldings and wood dowel rods), whether or not planed, sanded or finger-jointed); and

year means a twelve month period beginning April 1 and ending the following March 31.

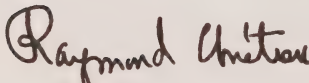
ARTICLE X

ENTRY INTO FORCE

This Agreement shall enter into force on the date of signature, with effect from April 1, 1996, and shall remain in force for a period of five years after the effective date. It may be extended for a further period on written agreement of the Parties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised for this purpose by their respective governments, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Washington, this 29th day of May 1996, in the English and French languages, each text being equally authentic.



Raymond Chrétien
**FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA**



Ira S. Shapiro
**FOR THE GOVERNMENT OF
THE UNITED STATES OF AMERICA**

ARTICLE IX

DÉFINITIONS

Aux fins du présent Accord et de ses Annexes, les termes :

Année désigne une période de douze mois commençant le premier avril et se terminant le 31 mars suivant.

Bois d'oeuvre résineux s'entend des items classés sous :

- 1) le numéro 4407.10.00 du *Harmonized Tariff Schedule of the United States* (ou Liste tarifaire harmonisée des États-Unis) (1996), (*United States International Trade Commission Pub. 2937, 19 U.S.C. 1202 (1988)*), (Pour fin de description seulement : bois de conifères sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, rabotés, poncés ou assemblés par entures multiples ou non, d'une épaisseur excédant 6 mm);
- 2) les numéros 4409.10.10, 4409.10.20 et 4409.10.90 du *Harmonized Tariff Schedule of the United States* (ou Liste tarifaire harmonisée des États-Unis (1996), (*United States International Trade Commission Pub. 2937, 19 U.S.C. 1202 (1988)*), (Pour fin de description seulement : bois de conifères (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languetés, rainurés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, à joints en V, moulurés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou de plusieurs rives ou faces (autres que les moulures et les tiges pour chevilles en bois) rabotés, poncés ou assemblés par entures multiples ou non);

Données agrégées désignent des données compilées de telle manière qu'il ne peut y avoir association avec les activités d'une personne en particulier, et qu'il n'est pas possible de l'identifier;

Jour désigne un jour de l'année civile;

Personne s'entend d'une personne physique, d'une entreprise individuelle, d'une société de personnes, d'une société, et des autres formes de regroupement;

Pied-planche désigne une unité de mesure égale à 12 pouces sur 12 pouces sur 1 pouce de bois d'oeuvre. Mille pieds-planche égalent 2,36 mètres cubes ou 92,91 mètres carrés de bois d'oeuvre. Aux fins du présent Accord, toutes les conversions de pieds-planche en mètres cubes ou en mètres carrés, selon le cas, se font sur la base de mesures nominales non arrondies au mètre cube ou au mètre carré supérieur près;

Province de première transformation désigne la province où est située la scierie où a été effectuée la première transformation en un produit de bois d'oeuvre résineux, que ce produit soit ou non retransformé (rabotage ou séchage au four par exemple) ou transformé en un autre produit de bois d'oeuvre résineux (un produit retransformé par exemple) dans une autre province;

ARTICLE X**ENTRÉE EN VIGUEUR**

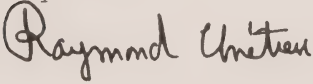
Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature, avec effet à compter du 1^{er} avril 1996, et il demeurera en vigueur durant cinq ans à partir de la date de prise d'effet. Il peut être reconduit pour une autre période avec l'accord écrit des Parties.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cette fin par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en double exemplaire, à Washington, ce 29^{ième} jour de mai 1996, en langues française et anglaise, chaque texte faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA**

Raymond Chrétien

Handwritten signature of Raymond Chrétien in dark ink.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Ira S. Shapiro

Handwritten signature of Ira S. Shapiro in dark ink.

© Minister of Public Works and Government Services Canada 1997

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/16
ISBN 0-660-60205-9

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1997

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/16
ISBN 0-660-60205-9



CANADA

TREATY SERIES 1996/17 RECUEIL DES TRAITÉS

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between CANADA and the UNITED
MEXICAN STATES (With Administrative Arrangement)

Ottawa, April 27, 1995

In force May 1, 1996

SÉCURITÉ SOCIALE

Accord sur la sécurité sociale entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
DU MEXIQUE (avec Arrangement administratif)

Ottawa, le 27 avril 1995

En vigueur le 1^{er} mai 1996





CANADA

TREATY SERIES 1996/17 RECUEIL DES TRAITÉS

SOCIAL SECURITY

Agreement on Social Security between CANADA and the UNITED
MEXICAN STATES (With Administrative Arrangement)

Ottawa, April 27, 1995

In force May 1, 1996

SÉCURITÉ SOCIALE

Accord sur la sécurité sociale entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
DU MEXIQUE (avec Arrangement administratif)

Ottawa, le 27 avril 1995

En vigueur le 1^{er} mai 1996

AGREEMENT ON SOCIAL SECURITY
between
Canada and the United Mexican States

The Government of Canada

and

the Government of the United Mexican States,

Resolved to co-operate in the field of social security,

Have decided to conclude an agreement for this purpose, and

Have agreed as follows:

ACCORD SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
entre
le Canada et les États-Unis du Mexique

Le Gouvernement du Canada

et

le Gouvernement des États-Unis du Mexique,

Résolus à coopérer dans le domaine de la sécurité sociale,

Ont décidé de conclure un accord à cette fin, et

Sont convenus des dispositions suivantes :

PART I

GENERAL PROVISIONS

Article 1

Definitions

1. For the purposes of this Agreement:

"benefit" means, as regards a Party, any cash payment, pension or allowance for which provision is made in the legislation of that Party and includes any supplements or increases applicable to such a benefit;

"competent authority" means, as regards Canada, the Minister or Ministers responsible for the application of the legislation of Canada; and, as regards Mexico, the Instituto Mexicano del Seguro Social (Mexican Social Security Institute);

"competent institution" means, as regards a Party, the competent authority of that Party;

"creditable period" means, as regards Canada, a period of contributions or residence used to acquire the right to a benefit under the legislation of that Party, and includes a period during which a disability pension is payable under the *Canada Pension Plan*; and, as regards Mexico, a period of contributions used to acquire the right to a benefit under the legislation of that Party;

"Government of Canada" means the Government in its capacity as representative of Her Majesty the Queen in right of Canada and represented by the Minister of Human Resources Development;

"legislation" means, as regards a Party, the laws and regulations specified in Article 2;

"Mexico" means the United Mexican States;

TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Définitions

1. Aux fins du présent Accord :

«autorité compétente» désigne, pour le Canada, le ou les ministres chargés de l'application de la législation du Canada; et, pour le Mexique, l'Instituto Mexicano del Seguro Social (l'Institut mexicain de sécurité sociale);

«Gouvernement du Canada» désigne le Gouvernement en sa capacité de représentant de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et représenté par le ministre du Développement des ressources humaines;

«institution compétente» désigne, pour une Partie, l'autorité compétente de ladite Partie;

«législation» désigne, pour une Partie, les lois et règlements visés à l'article 2;

«Mexique» désigne les États-Unis du Mexique;

«période admissible» désigne, pour le Canada, toute période de cotisation ou de résidence ouvrant droit à une prestation aux termes de la législation de ladite Partie; cette expression désigne en outre toute période où une pension d'invalidité est payable aux termes du *Régime de pensions du Canada*; et, pour le Mexique, toute période de cotisation ouvrant droit à une prestation aux termes de la législation de ladite Partie;

«personne occupant un emploi au service d'un gouvernement» désigne, pour le Canada, une personne qui est employée par le gouvernement du Canada ou par une province ou une municipalité du Canada; et, pour le

"national" means, as regards Canada, a Canadian citizen; and, as regards Mexico, a person born or naturalized as a Mexican;

"person in government employment" means, as regards Canada, a person employed by the Government of Canada, or by a province or municipality of Canada; and, as regards Mexico, a person working for the federal government, or a state or municipal government;

"territory" means, as regards Canada, the territory of Canada; and, as regards Mexico, the national territory as defined in Article 42 of the *Political Constitution of the United Mexican States*.

2. Any term not defined in this Article has the meaning assigned to it in the applicable legislation.

Article 2

Legislation to Which the Agreement Applies

1. This Agreement shall apply to the following legislation:

- (a) with respect to Canada:

- (i) the *Old Age Security Act* and the regulations made thereunder, and

- (ii) the *Canada Pension Plan* and the regulations made thereunder;

- (b) with respect to Mexico:

the mandatory and voluntary schemes for which provision is made in the *Ley del Seguro Social* (Social Security Act) and the regulations made thereunder, as they relate to benefits derived from insurance against invalidity, old age, mandatory retirement and death.

Mexique, une personne qui travaille pour le gouvernement fédéral, le gouvernement d'un état ou d'une municipalité;

«prestation» désigne, pour une Partie, toute prestation en espèces, pension ou allocation prévue par la législation de ladite Partie, y compris toute majoration ou tout supplément qui y sont applicables;

«ressortissant» désigne, pour le Canada, un citoyen canadien; et, pour le Mexique, une personne mexicaine de naissance ou par naturalisation;

«territoire» désigne, pour le Canada, le territoire du Canada; et, pour le Mexique, le territoire national tel qu'il est défini à l'article 42 de la *Constitution politique des États-Unis du Mexique*.

2. Tout terme non défini au présent article a le sens qui lui est attribué par la législation applicable.

Article 2

Législation à laquelle l'Accord s'applique

1. Le présent Accord s'applique à la législation suivante :

a) pour le Canada :

- (i) la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et les règlements qui en découlent, et
- (ii) le *Régime de pensions du Canada* et les règlements qui en découlent;

b) pour le Mexique :

les régimes obligatoires et volontaires prévus dans la *Ley del Seguro Social* (Loi sur la sécurité sociale) et les règlements qui en découlent, en ce qui a trait aux prestations provenant de

2. This Agreement shall also apply to laws and regulations which, in the future, amend or replace those specified in paragraph 1.
3. This Agreement shall further apply to laws and regulations which extend the legislation of a Party to new categories of beneficiaries or to new benefits unless an objection on the part of that Party has been communicated to the other Party not later than three months following the entry into force of such laws and regulations.

Article 3

Persons to Whom the Agreement Applies

This Agreement shall apply to any person who is or who has been subject to the legislation of Canada or Mexico, and to the dependants and survivors of such a person within the meaning of the applicable legislation of either Party.

Article 4

Equality of Treatment

Any person who is or who has been subject to the legislation of a Party, and the dependants and survivors of such a person, shall be eligible for the benefits, and subject to the obligations, of the legislation of the other Party under the same conditions as nationals of the latter Party.

Article 5

Payment of Benefits Abroad

1. Unless otherwise provided in this Agreement, benefits payable under the legislation of a Party to any person described in Article 3, including benefits acquired by virtue of this Agreement, shall not be subject to any reduction, modification, suspension, cancellation or confiscation by

l'assurance contre l'invalidité, la vieillesse, la retraite obligatoire et le décès.

2. Le présent Accord s'applique également aux lois et règlements qui modifieront ou remplaceront à l'avenir la législation visée au paragraphe 1.
3. Le présent Accord s'applique de plus aux lois et règlements qui étendent la législation d'une Partie à de nouvelles catégories de bénéficiaires ou à de nouvelles prestations sauf objection d'une Partie communiquée à l'autre Partie pas plus de trois mois après l'entrée en vigueur desdites lois et desdits règlements.

Article 3

Personnes à qui l'Accord s'applique

Le présent Accord s'applique à toute personne qui est ou qui a été assujettie à la législation du Canada ou du Mexique ainsi qu'aux personnes à charge et aux survivants de ladite personne au sens de la législation applicable de l'une ou l'autre Partie.

Article 4

Égalité de traitement

Toute personne qui est ou qui a été assujettie à la législation d'une Partie, ainsi que les personnes à charge et les survivants de ladite personne, sont admis aux bénéfices et sont soumis aux obligations de la législation de l'autre Partie selon les mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière Partie.

reason only of the fact that the person resides in the territory of the other Party, and they shall be paid in the territory of the other Party.

2. If a person described in Article 3 resides in a third State, benefits payable under the legislation of a Party, including benefits acquired by virtue of this Agreement, shall be paid to that person under the same conditions, and to the same extent, as to nationals of that Party who reside in that third State.

PART II

PROVISIONS CONCERNING THE APPLICABLE LEGISLATION

Article 6

General Rule for Employed Persons

Subject to Articles 8, 9 and 10, an employed person who works in the territory of a Party shall, in respect of that work, be subject solely and in its entirety to the legislation of that Party.

Article 7

General Rule for Self-Employed Persons

A person who resides in the territory of a Party and who works for his or her own account in the territory of the other Party or in the territories of both Parties shall, in respect of that work, be subject solely and in its entirety to the legislation of the Party in whose territory he or she resides.

Article 5

Versement des prestations à l'étranger

1. Sauf dispositions contraires du présent Accord, toute prestation payable aux termes de la législation d'une Partie à toute personne visée à l'article 3, y compris toute prestation acquise aux termes du présent Accord, ne peut subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du seul fait que ladite personne réside sur le territoire de l'autre Partie, et ladite prestation est versée sur le territoire de l'autre Partie.
2. Si une personne visée à l'article 3 réside dans un état tiers, les prestations payables aux termes de la législation d'une Partie, y compris les prestations acquises aux termes du présent Accord, sont versées à ladite personne selon les mêmes conditions et dans la même mesure que les ressortissants de ladite Partie qui résident dans ledit état tiers.

TITRE II

DISPOSITIONS CONCERNANT LA LÉGISLATION APPLICABLE

Article 6

Règle générale concernant les travailleurs salariés

Sous réserve des articles 8, 9 et 10, tout travailleur salarié qui travaille sur le territoire d'une Partie est assujetti, relativement à ce travail, uniquement et entièrement à la législation de ladite Partie.

Article 8

Detached Workers

A person who is subject to the legislation of a Party and who is temporarily sent by his or her employer to work in the territory of the other Party for a period that does not exceed sixty months shall, in respect of that work, be subject only to the legislation of the first Party during the period of the detachment.

Article 9

Persons in Government Employment

1. A person in government employment for a Party who is posted to work in the territory of the other Party shall, in respect of that employment, be subject only to the legislation of the first Party.
2. A person who resides in the territory of a Party and who is engaged therein in government employment for the other Party shall, in respect of that employment, be subject only to the legislation of the first Party. However, if that person is a national of the employing Party, he or she may, within six months of the start of that employment or of the entry into force of this Agreement, elect to be subject only to the legislation of the latter Party.
3. Nothing in this Agreement shall be interpreted as modifying the provisions of the *Vienna Convention on Diplomatic Relations* of 18 April 1961 or of the *Vienna Convention on Consular Relations* of 24 April 1963.

Article 7

Règle générale concernant les travailleurs autonomes

Une personne qui réside sur le territoire d'une Partie et qui travaille à son propre compte sur le territoire de l'autre Partie ou sur le territoire des deux Parties est assujettie, relativement à ce travail, uniquement et entièrement à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle elle réside.

Article 8

Travailleurs détachés

Une personne qui est assujettie à la législation d'une Partie et qui est envoyée temporairement par son employeur pour travailler sur le territoire de l'autre Partie pendant une période n'excédant pas soixante mois n'est assujettie, relativement à ce travail, qu'à la législation de la première Partie pendant la durée du détachement.

Article 9

Personnes occupant un emploi au service d'un gouvernement

1. Une personne qui occupe un emploi au service d'un gouvernement d'une Partie et qui est affectée à un travail sur le territoire de l'autre Partie n'est assujettie, relativement à cet emploi, qu'à la législation de la première Partie.
2. Une personne qui réside sur le territoire d'une Partie et qui occupe un emploi au service d'un gouvernement de l'autre Partie n'est assujettie, relativement à cet emploi, qu'à la législation de la première Partie. Cependant, si cette personne est un ressortissant de la Partie qui l'emploie, il ou elle peut dans les six mois suivant le début de cet emploi ou l'entrée en vigueur du présent Accord, choisir d'être assujettie seulement à la législation de la deuxième Partie.

Article 10

Exceptions to the Provisions Regarding Coverage

The competent authorities of the Parties may, by common agreement, make exceptions to the provisions of Articles 6, 7, 8 and 9 with respect to any person or any category of persons.

Article 11

Definition of Certain Periods of Residence with Respect to the Legislation of Canada

For the purpose of calculating the amount of benefits under the *Old Age Security Act*, the following rules shall apply:

- (a) If a person is subject to the *Canada Pension Plan* or to the comprehensive pension plan of a province of Canada during any period of residence in the territory of Mexico, that period shall be considered as a period of residence in Canada for that person as well as for that person's spouse and dependants who reside with him or her and who are not subject to the legislation of Mexico by reason of employment.
- (b) If a person is subject to the legislation of Mexico during any period of residence in the territory of Canada, that period shall not be considered as a period of residence in Canada for that person and for that person's spouse and dependants who reside with him or her and who are not subject to the *Canada Pension Plan* or to the comprehensive pension plan of a province of Canada by reason of employment.

3. Aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme étant une modification des dispositions de la *Convention de Vienne sur les relations diplomatiques* du 18 avril 1961 ou de la *Convention de Vienne sur les relations consulaires* du 24 avril 1963.

Article 10

Exception aux dispositions relatives à l'assujettissement

Les autorités compétentes des Parties peuvent, d'un commun accord, prévoir des exceptions aux dispositions des articles 6, 7, 8 et 9 relativement à toute personne ou à toute catégorie de personnes.

Article 11

Définition de certaines périodes de résidence à l'égard de la législation du Canada

Aux fins du calcul du montant des prestations aux termes de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, les règles suivantes s'appliquent :

- a) Si une personne est assujettie au *Régime de pensions du Canada* ou au régime général de pensions d'une province du Canada pendant une période quelconque de résidence sur le territoire du Mexique, ladite période est considérée comme une période de résidence au Canada relativement à ladite personne, ainsi qu'à son conjoint et aux personnes à sa charge qui demeurent avec elle et qui ne sont pas assujettis à la législation du Mexique en raison d'emploi.
- b) Si une personne est assujettie à la législation du Mexique pendant une période quelconque de résidence sur le territoire du Canada, ladite période n'est pas considérée comme une période de résidence au Canada relativement à ladite personne, ainsi qu'à son conjoint et aux personnes à sa charge qui demeurent avec elle et qui ne sont pas

PART III
PROVISIONS CONCERNING BENEFITS

CHAPTER 1
TOTALIZING

Article 12

Periods under the Legislation of Canada and Mexico

1. If a person is not entitled to the payment of a benefit because he or she has not completed sufficient creditable periods under the legislation of a Party, the entitlement of that person to the payment of that benefit shall be determined by totalizing these periods and those specified in paragraphs 2 through 4, provided that the periods do not overlap.
2.
 - (a) For purposes of determining entitlement to the payment of a benefit under the *Old Age Security Act* of Canada, a creditable period under the legislation of Mexico shall be considered as a period of residence in the territory of Canada.
 - (b) For purposes of determining entitlement to the payment of a benefit under the *Canada Pension Plan*, a calendar year including at least thirteen weeks which are creditable periods under the legislation of Mexico shall be considered as a year which is creditable under the *Canada Pension Plan*.
3. For purposes of determining entitlement to the payment of a benefit for old age or mandatory retirement under the legislation of Mexico:
 - (a) a calendar year which is a creditable period under the *Canada Pension Plan* shall be considered as fifty-two weeks which are creditable under the legislation of Mexico; and
 - (b) a week which is a creditable period under the *Old Age Security Act* of Canada and which is not part of a creditable period under

assujettis au *Régime de pensions du Canada* ou au régime général de pensions d'une province du Canada en raison d'emploi.

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS

SECTION 1

TOTALISATION

Article 12

*Périodes aux termes de la législation
du Canada et du Mexique*

1. Si une personne n'a pas droit au versement d'une prestation vu l'insuffisance de périodes admissibles aux termes de la législation d'une Partie, le droit de ladite personne au versement de ladite prestation est déterminé par la totalisation desdites périodes et de celles spécifiées aux paragraphes 2 à 4, pour autant que lesdites périodes ne se superposent pas.
2.
 - a) Aux fins de déterminer l'ouverture du droit au versement d'une prestation aux termes de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* du Canada, une période admissible aux termes de la législation du Mexique est considérée comme une période de résidence sur le territoire du Canada.
 - b) Aux fins de déterminer l'ouverture du droit au versement d'une prestation aux termes du *Régime de pensions du Canada*, une année civile comptant au moins treize semaines qui sont des périodes admissibles aux termes de la législation du Mexique est considérée comme une année admissible aux termes du *Régime de pensions du Canada*.

the *Canada Pension Plan* shall be considered as a week which is creditable under the legislation of Mexico.

4. For purposes of determining entitlement to the payment of a benefit for invalidity or death under the legislation of Mexico, a calendar year which is a creditable period under the *Canada Pension Plan* shall be considered as fifty-two weeks which are creditable under the legislation of Mexico.

Article 13

Periods under the Legislation of a Third State

If a person is not entitled to the payment of a benefit on the basis of the creditable periods under the legislation of the Parties, totalized as provided in Article 12, the entitlement of that person to the payment of that benefit shall be determined by totalizing these periods and creditable periods under the legislation of a third State with which both Parties are bound by social security agreements which provide for totalizing periods.

Article 14

Creditable Periods of Less Than One Year

Notwithstanding any other provision of this Agreement, if the creditable periods completed by a person under the legislation of a Party total less than one year and if, taking into account only those periods, no right to a benefit exists under that legislation, the competent institution of that Party shall not be required to award a benefit to that person in respect of those periods by virtue of this Agreement.

3. Aux fins de déterminer l'ouverture du droit au versement d'une prestation de vieillesse ou de retraite obligatoire aux termes de la législation du Mexique :
 - a) une année civile qui est une période admissible aux termes du *Régime de pensions du Canada* est considérée comme cinquante-deux semaines admissibles aux termes de la législation du Mexique; et
 - b) une semaine qui est une période admissible aux termes de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* du Canada et qui ne fait pas partie d'une période admissible aux termes du *Régime de pensions du Canada* est considérée comme une semaine admissible aux termes de la législation du Mexique.
4. Aux fins de déterminer l'ouverture du droit au versement d'une prestation d'invalidité ou de décès aux termes de la législation du Mexique, une année civile qui est une période admissible aux termes du *Régime de pensions du Canada* est considérée comme cinquante-deux semaines admissibles aux termes de la législation du Mexique.

Article 13

Périodes aux termes de la législation d'un état tiers

Si une personne n'a pas droit au versement d'une prestation en fonction des périodes admissibles aux termes de la législation des Parties, totalisées conformément à l'article 12, le droit de ladite personne au versement de ladite prestation est déterminé par la totalisation desdites périodes et des périodes admissibles aux termes de la législation d'un état tiers avec lequel les Parties sont liées par des accords de sécurité sociale prévoyant la totalisation de périodes.

CHAPTER 2

BENEFITS UNDER THE LEGISLATION OF CANADA

Article 15

Benefits under the Old Age Security Act

1. If a person is entitled to the payment of a pension or a spouse's allowance solely through the application of the totalizing provisions of Chapter 1, the competent institution of Canada shall calculate the amount of the pension or spouse's allowance payable to that person in conformity with the provisions of the *Old Age Security Act* governing the payment of a partial pension or a spouse's allowance, exclusively on the basis of the periods of residence in Canada which may be considered under that Act.
2. Paragraph 1 shall also apply to a person who is entitled to the payment of a pension in Canada but who has not resided in Canada for the minimum period required by the *Old Age Security Act* for entitlement to the payment of a pension outside Canada.
3. Notwithstanding any other provision of this Agreement:
 - (a) an Old Age Security pension shall be paid to a person who is outside Canada only if that person's periods of residence, when totalized as provided in Chapter 1, are at least equal to the minimum period of residence in Canada required by the *Old Age Security Act* for entitlement to the payment of a pension outside Canada; and
 - (b) a spouse's allowance and a guaranteed income supplement shall be paid to a person who is outside Canada only to the extent permitted by the *Old Age Security Act*.

Article 14

Périodes admissibles de moins d'un an

Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, si la durée totale des périodes admissibles accumulées par une personne aux termes de la législation d'une Partie est inférieure à une année, et si, compte tenu de ces seules périodes, le droit à une prestation n'est pas acquis aux termes de ladite législation, l'institution compétente de ladite Partie n'est pas tenue, aux termes du présent Accord, d'accorder des prestations à ladite personne au titre desdites périodes.

SECTION 2

PRESTATIONS AUX TERMES DE LA LÉGISLATION DU CANADA

Article 15

Prestations aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse

1. Si une personne a droit au versement d'une pension ou d'une allocation au conjoint uniquement en vertu de l'application des dispositions relatives à la totalisation énoncées à la section 1, l'institution compétente du Canada détermine le montant de la pension ou de l'allocation au conjoint payable à ladite personne conformément aux dispositions de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* qui régissent le versement de la pension partielle ou de l'allocation au conjoint, uniquement en fonction des périodes de résidence au Canada admissibles aux termes de ladite Loi.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également à une personne qui a droit au versement d'une pension au Canada mais qui n'a pas résidé au Canada pendant la période de résidence minimale exigée par

Article 16

Benefits under the Canada Pension Plan

If a person is entitled to the payment of a benefit solely through the application of the totalizing provisions of Chapter 1, the competent institution of Canada shall calculate the amount of benefit payable to that person in the following manner:

- (a) the earnings-related portion of the benefit shall be determined in conformity with the provisions of the *Canada Pension Plan*, exclusively on the basis of the pensionable earnings under that Plan; and
- (b) the flat-rate portion of the benefit shall be determined by multiplying:
 - (i) the amount of the flat-rate portion of the benefit determined in conformity with the provisions of the *Canada Pension Plan*

by
 - (ii) the fraction which represents the ratio of the periods of contributions to the *Canada Pension Plan* in relation to the minimum qualifying period required under that Plan to establish entitlement to that benefit, but in no case shall that fraction exceed the value of one.

la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* pour l'ouverture du droit au versement d'une pension hors du Canada.

3. Nonobstant toute autre disposition du présent Accord :
- a) une pension de la Sécurité de la vieillesse est versée à une personne qui est hors du Canada uniquement si les périodes de résidence de ladite personne, totalisées conformément à la section 1, sont au moins égales à la période minimale de résidence au Canada exigée par la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* pour l'ouverture du droit au versement de la pension hors du Canada; et
 - b) l'allocation au conjoint et le supplément de revenu garanti sont versés à une personne qui est hors du Canada uniquement dans la mesure permise par la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*.

Article 16

Prestations aux termes du Régime de pensions du Canada

Si une personne a droit au versement d'une prestation uniquement en vertu de l'application des dispositions relatives à la totalisation énoncées à la section 1, l'institution compétente du Canada détermine le montant de la prestation payable à ladite personne comme suit :

- (a) la composante liée aux gains de la prestation est calculée conformément aux dispositions du *Régime de pensions du Canada*, uniquement en fonction des gains ouvrant droit à pension crédités aux termes dudit Régime; et

CHAPTER 3

BENEFITS UNDER THE LEGISLATION OF MEXICO

Article 17

Calculating the Amount of Benefit Payable

A worker who has been successively or alternately subject to the legislation of both Parties shall be entitled to benefits included in this Agreement according to the following terms:

1. If the worker meets the requirements of the legislation of Mexico for entitlement to a benefit, the competent institution of Mexico shall take into account only the creditable periods completed under that legislation.
2. If the worker does not meet the requirements of the legislation of Mexico for entitlement to a benefit, the competent institution of Mexico shall totalize creditable periods under that legislation and creditable periods as provided in Chapter 1. When totalization results in entitlement to a benefit, the amount payable shall be calculated as follows:
 - (a) The competent institution of Mexico shall determine the amount of the benefit to which the person concerned would be entitled if all the totalized creditable periods had been completed under its own legislation (theoretical benefit).
 - (b) The amount of the benefit that Mexico shall be required to pay shall be determined by applying, to the theoretical benefit calculated according to its legislation, the same proportion as that between the creditable periods completed under the legislation of Mexico and the total creditable periods as provided in Chapter 1 (pro-rated benefit).
 - (c) If the resulting amount of the benefit is less than the legal minimum pension, the person concerned can opt to receive, in

- (b) la composante à taux uniforme de la prestation est déterminée en multipliant :
- (i) le montant de la composante à taux uniforme de la prestation déterminé conformément aux dispositions du *Régime de pensions du Canada*

par
 - (ii) la fraction qui exprime le rapport entre les périodes de cotisations au *Régime de pensions du Canada* et la période minimale d'admissibilité à ladite prestation aux termes dudit Régime, mais ladite fraction n'excède en aucun cas la valeur de un.

SECTION 3

PRESTATIONS AUX TERMES DE LA LÉGISLATION DU MEXIQUE

Article 17

Calcul du montant de la prestation payable

Un travailleur ayant été assujetti successivement ou alternativement à la législation des deux Parties a droit aux prestations prévues dans le présent Accord selon les conditions suivantes :

1. Si le travailleur répond aux exigences de la législation du Mexique quant au droit à une prestation, l'institution compétente du Mexique tient compte seulement des périodes admissibles qui sont accomplies aux termes de ladite législation.
2. Si le travailleur ne répond pas aux exigences de la législation du Mexique quant au droit à une prestation, l'institution compétente du Mexique totalise les périodes admissibles aux termes de la législation mexicaine ainsi que les périodes admissibles mentionnées à la section 1.

place of the benefit, a lump-sum payment equal to the benefit that would be payable over a period of five years.

Article 18

Conditions for the Maintenance of Rights

1. When the acquisition of the right to a benefit under the legislation of Mexico is conditional on being subject to that legislation at the time of the occurrence of the event giving rise to the benefit, that condition shall be deemed to be met if, at that time, the person concerned is subject to the legislation of Canada or, if this is not the case, is receiving a benefit under the legislation of Canada of the same type or of a different type but based on creditable periods completed by that person. The same principle shall apply to the granting of death and survivors benefits for which, if necessary, account is taken of the status of the deceased person as being insured or the recipient of a benefit at the time of death.
2. When, for the acquisition of the right to a benefit under the legislation of Mexico, a person must have completed a creditable period in a prescribed period immediately before the occurrence of the event giving rise to the benefit, that condition shall be deemed to be met if the competent institution of Canada certifies that the person concerned has completed a creditable period under the legislation of Canada during that same period.

Si, par suite de la totalisation, on accorde le droit à une prestation, le montant payable est calculé comme suit :

- a) L'institution compétente du Mexique détermine le montant de la prestation à laquelle la personne visée aurait droit si toutes les périodes admissibles totalisées étaient accomplies aux termes de sa propre législation (prestation théorique).
- b) Le montant de la prestation que le Mexique doit verser est déterminé en appliquant, à la prestation théorique calculée selon la législation mexicaine, le même rapport que celui qui existe entre les périodes admissibles accomplies aux termes de la législation du Mexique et les périodes admissibles totales prévues à la section 1 (prestation au prorata).
- c) Si le montant de la prestation est moindre que la pension minimale prévue par la loi, la personne visée peut choisir de recevoir, au lieu de la prestation, un versement forfaitaire équivalant à la prestation qui serait payable sur une période de cinq ans.

Article 18

Conditions liées au maintien des droits

1. Si l'acquisition du droit à une prestation aux termes de la législation du Mexique est subordonnée à l'assujettissement à ladite législation au moment où se produit l'événement qui donne lieu à une prestation, cette condition est réputée respectée si, à ce moment-là, la personne visée est assujettie à la législation du Canada ou, si tel n'est pas le cas, elle reçoit une prestation aux termes de la législation du Canada qui est semblable ou différente, mais fondée sur les périodes admissibles accomplies par cette personne. Le même principe s'applique à l'attribution de prestations de décès et de survivant pour lesquelles, au besoin, l'on tient compte du statut de la personne décédée qui est

PART IV
ADMINISTRATIVE AND
MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 19

Administrative Arrangement

1. A general administrative arrangement, concluded by the competent authorities of the Parties, shall establish the measures necessary for the application of this Agreement.
2. That arrangement shall designate the liaison agencies of the Parties.

Article 20

Exchange of Information and Mutual Assistance

1. The competent authorities and institutions responsible for the application of this Agreement:
 - (a) shall, to the extent permitted by the legislation which they administer, communicate to each other any information necessary for the application of this Agreement;
 - (b) shall lend their good offices and furnish assistance to one another with regard to any matter related to the application of this Agreement, or the legislation to which it applies, as if the matter involved the application of their own legislation; and
 - (c) shall communicate to each other, as soon as possible, all information about the measures taken by them for the application of this Agreement or about changes in their respective legislation in so far as these changes affect the application of this Agreement.

considérée comme étant assurée ou comme étant bénéficiaire d'une prestation au moment du décès.

2. Si, aux fins de l'acquisition du droit à une prestation versée aux termes de la législation du Mexique, une personne doit avoir accompli une période admissible au cours d'une période visée précédant immédiatement l'événement qui donne lieu au versement d'une prestation, cette condition est réputée respectée si l'institution compétente du Canada certifie que la personne visée a accompli une période admissible aux termes de la législation du Canada au cours de la même période.

TITRE IV

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET DIVERSES

Article 19

Arrangement administratif

1. Les autorités compétentes des Parties fixent, au moyen d'un arrangement administratif général, les modalités requises pour l'application du présent Accord.
2. Les organismes de liaison des Parties sont désignés dans ledit arrangement.

2. The assistance referred to in subparagraph 1(b) shall be provided free of charge, subject to any arrangement that the competent authorities of the Parties may conclude for the reimbursement of certain types of expenses.
3. Unless disclosure is required under the laws of a Party, any information about a person which is transmitted in accordance with this Agreement to that Party by the other Party is confidential and shall be used only for purposes of implementing this Agreement and the legislation to which this Agreement applies.

Article 21

Exemption or Reduction of Taxes or Charges

1. Any exemption from or reduction of taxes, legal dues, consular fees or administrative charges for which provision is made in the legislation of a Party in connection with the issuing of any certificate or document required to be produced for the application of that legislation shall be extended to certificates or documents required to be produced for the application of the legislation of the other Party.
2. Any documents of an official nature required to be produced for the application of this Agreement shall be exempt from any authentication by diplomatic or consular authorities or other similar formality.

Article 22

Language of Communication

For the application of this Agreement, the competent authorities and institutions of the Parties may communicate directly with one another in any official language of either Party.

Article 20

Échange de renseignements et assistance mutuelle

1. Les autorités et institutions compétentes chargées de l'application du présent Accord :
 - a) se communiquent, dans la mesure où la législation qu'elles appliquent le permet, tout renseignement requis aux fins de l'application du présent Accord;
 - b) s'offrent leurs bons services et se fournissent mutuellement assistance relativement à toute question touchant l'application du présent Accord ou de la législation à laquelle le présent Accord s'applique tout comme si ladite question touchait l'application de leur propre législation; et
 - c) se transmettent mutuellement, dès que possible, tout renseignement concernant les mesures qu'elles ont adoptées aux fins de l'application du présent Accord ou les modifications apportées à leur législation respective dans la mesure où lesdites modifications influent sur l'application du présent Accord.
2. L'assistance visée à l'alinéa 1(b) est fournie gratuitement, sous réserve de tout arrangement administratif conclu par les autorités compétentes des deux Parties concernant le remboursement de certaines catégories de frais.
3. Sauf si sa divulgation est requise aux termes des lois d'une Partie, tout renseignement relatif à une personne, transmis conformément au présent Accord à ladite Partie par l'autre Partie est confidentiel et ne peut être utilisé qu'aux seules fins de l'application du présent Accord et de la législation à laquelle le présent Accord s'applique.

Article 23
Submitting and Transmitting Documents,
and Their Legal Effects

1. Any claim, notice or appeal concerning the determination or payment of a benefit under the legislation of a Party which should, for the purposes of that legislation, have been presented within a prescribed period to a competent authority or institution of that Party, but which is presented within the same period to a competent authority or institution of the other Party, shall be treated as if it had been presented within the prescribed time to the competent authority or institution of the first Party.
2. Subject to the second sentence of this paragraph, a claim for benefit under the legislation of a Party made after the date of entry into force of this Agreement shall be deemed to be a claim for the corresponding benefit under the legislation of the other Party, provided that the applicant:
 - (a) requests that it be considered an application under the legislation of the other Party, or
 - (b) provides information at the time of application indicating that creditable periods have been completed under the legislation of the other Party.

The preceding sentence shall not apply if the applicant requests that his or her claim to the benefit under the legislation of the other Party be delayed.

3. In any case to which paragraph 1 or 2 applies, the authority or institution to which the claim, notice or appeal has been submitted shall transmit it without delay to the authority or institution of the other Party.

Article 21

Exemption ou réduction de taxes, de droits ou de frais

1. Toute exemption ou réduction de taxes, de droits judiciaires, de droits de chancellerie ou de frais administratifs prévue par la législation d'une Partie, relativement à la délivrance d'un certificat ou d'un document à produire aux fins de l'application de ladite législation, est étendue aux certificats et aux documents à produire aux fins de l'application de la législation de l'autre Partie.
2. Tout document à caractère officiel à produire aux fins de l'application du présent Accord est exempté de toute légalisation par les autorités diplomatiques ou consulaires et de toute autre formalité similaire.

Article 22

Langue de communication

Aux fins de l'application du présent Accord, les autorités et les institutions compétentes des Parties peuvent communiquer directement entre elles dans l'une de leurs langues officielles.

Article 23

Présentation et transmission de documents, et incidence juridique

1. Les demandes, avis ou appels touchant la détermination du droit à une prestation ou le versement d'une prestation aux termes de la législation d'une Partie qui, aux fins de l'application de ladite législation, auraient dû être présentés dans un délai prescrit à l'autorité ou à l'institution compétente de ladite Partie, mais qui sont présentés dans le même délai à l'autorité ou à l'institution compétente de l'autre Partie, sont réputés

Article 24
Means of Payment of Benefits
and Guarantee of Payment

1. The authorities and institutions of a Party responsible for the payment of benefits shall discharge their obligations under this Agreement in the currency of that Party.
2. Benefits shall be paid to beneficiaries free from any deduction for administrative or other expenses that may be incurred in paying the benefits.
3. If provisions restricting the transfer of currencies come into effect in either Party, the Parties shall immediately take the measures necessary to ensure the implementation of the rights arising from this Agreement.

Article 25
Resolution of Disputes

1. The competent authorities of the Parties shall resolve, to the extent possible, any difficulties which arise in interpreting or applying this Agreement according to its spirit and fundamental principles.
2. The Parties shall consult promptly at the request of either Party concerning matters which have not been resolved by the competent authorities in accordance with paragraph 1.
3. Any dispute between the Parties concerning the interpretation of this Agreement which has not been resolved or settled by consultation in accordance with paragraph 1 or 2 shall, at the request of either Party, be submitted for resolution by an arbitral tribunal.
4. Unless the Parties mutually determine otherwise, the arbitral tribunal shall consist of three arbitrators, of whom each Party shall appoint one

avoir été présentés à l'autorité ou à l'institution compétente de la première Partie.

2. Sous réserve de la deuxième phrase du présent paragraphe, une demande de prestation aux termes de la législation d'une Partie, présentée après l'entrée en vigueur du présent Accord, est réputée être une demande de prestation correspondante aux termes de la législation de l'autre Partie, à condition que le requérant, au moment de la demande :
 - a) demande qu'elle soit considérée comme une demande aux termes de la législation de l'autre Partie, ou
 - b) fournisse des renseignements indiquant que des périodes admissibles ont été accomplies aux termes de la législation de l'autre Partie.

La phrase susmentionnée ne s'applique pas si le requérant a demandé que sa demande de prestation aux termes de la législation de l'autre Partie soit différée.

3. Dans tout cas où les dispositions du paragraphe 1 ou 2 s'appliquent, l'autorité ou l'institution qui a reçu la demande, l'avis ou l'appel le transmet sans tarder à l'autorité ou à l'institution de l'autre Partie.

Article 24

Mode de versement des prestations et garantie de versement

1. Les autorités et institutions d'une Partie qui sont responsables du versement de prestations s'acquittent de leurs obligations aux termes du présent Accord dans la monnaie de ladite Partie.
2. Les prestations sont versées aux bénéficiaires exemptes de toute retenue pour frais administratifs ou autres frais qui peuvent être engagés relativement au versement des prestations.

and the two arbitrators so appointed shall appoint a third who shall act as president; provided that if the two arbitrators fail to agree, the President of the International Court of Justice shall be requested to appoint the president.

5. The arbitral tribunal shall determine its own procedures.
6. The decision of the arbitral tribunal shall be final and binding.

Article 26

Understandings with a Province of Canada

The authorities of Mexico and of a province of Canada may conclude understandings concerning any social security matter within provincial jurisdiction in Canada in so far as those understandings are not inconsistent with the provisions of this Agreement.

PART V

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article 27

Transitional Provisions

1. Any creditable period completed before the date of entry into force of this Agreement shall be taken into account for the purpose of determining the right to a benefit under the Agreement.
2. This Agreement shall confer rights to benefits in respect of events that took place before the date of its entry into force, except when an event gives rise to a lump-sum or one-time payment. However, the payment of those benefits shall, in no case, have retroactive effect before the coming into force of the Agreement.

3. Si les dispositions limitant le transfert de devises entrent en vigueur dans l'une des Parties, les Parties adopteront immédiatement les mesures nécessaires afin de s'assurer de la mise en oeuvre des droits découlant du présent Accord.

Article 25

Résolution des différends

1. Les autorités compétentes des Parties s'engagent à résoudre, dans la mesure du possible, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, conformément à son esprit et à ses principes fondamentaux.
2. Les Parties se consulteront, sans délai, à la demande d'une Partie concernant tout sujet qui n'a pas été résolu par les autorités compétentes conformément aux dispositions du paragraphe 1.
3. Tout différend entre les Parties relatif à l'interprétation du présent Accord qui n'a pas été résolu ou réglé suite à la consultation conformément aux dispositions du paragraphe 1 ou 2 doit être, à la demande de l'une des Parties, soumis à un tribunal arbitral.
4. À moins que les Parties en décident autrement, le tribunal arbitral sera composé de trois arbitres, desquels un sera nommé par chacune des Parties et ces deux arbitres nommeront une tierce personne qui agira à titre de président; toutefois, si les deux arbitres ne peuvent s'entendre, on doit demander au Président de la Cour internationale de Justice de nommer le président.
5. Le tribunal arbitral fixe ses propres procédures.
6. La décision du tribunal arbitral est obligatoire et définitive.

Article 28

Entry into Force and Termination

1. Following the conclusion of the general administrative arrangement to which reference is made in Article 19, this Agreement shall enter into force on the first day of the fourth month following the month in which each Party shall have received from the other Party written notification that it has complied with all legal requirements for the entry into force of this Agreement.
2. This Agreement shall remain in force without any limitation on its duration. It may be denounced at any time by either Party by giving twelve months' notice in writing to the other Party.
3. In the event of the termination of this Agreement, any right acquired by a person in accordance with its provisions shall be maintained and negotiations shall take place for the settlement of any rights then in course of acquisition by virtue of those provisions.

Article 26

Ententes avec une province du Canada

Les autorités du Mexique et d'une province du Canada peuvent conclure des ententes portant sur toute matière de sécurité sociale relevant de la compétence provinciale au Canada pour autant que ces ententes ne soient pas contraires aux dispositions du présent Accord.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 27

Dispositions transitoires

1. Toute période admissible accomplie avant la date d'entrée en vigueur du présent Accord est prise en considération aux fins de déterminer l'ouverture du droit à une prestation aux termes du présent Accord.
2. Le présent Accord confère le droit à des prestations relativement à des événements qui ont eu lieu avant la date de son entrée en vigueur, sauf dans le cas d'un événement qui donne lieu à un versement forfaitaire ou unique. Cependant, le versement desdites prestations ne devra comporter aucun effet rétroactif qui permette de remonter à une date antérieure à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord.

Article 28

Entrée en vigueur et dénonciation

1. À la suite de la conclusion de l'arrangement administratif général auquel on renvoie à l'article 19, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant celui où chaque Partie aura

reçu de l'autre Partie une notification écrite indiquant qu'elle s'est conformée à toutes les exigences législatives relatives à l'entrée en vigueur du présent Accord.

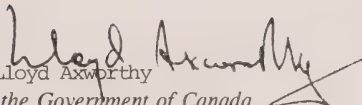
2. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée. Il pourra être dénoncé en tout temps par l'une des Parties par notification écrite à l'autre Partie avec un préavis de douze mois.
3. En cas de dénonciation du présent Accord, tout droit acquis par une personne aux termes des dispositions dudit Accord est maintenu et des négociations sont engagées pour le règlement de tout droit alors en cours d'acquisition aux termes desdites dispositions.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.


Done in two copies at Ottawa, this 27th day of April, 1995, in the English, French and Spanish languages, each text being equally authentic.

Fait en deux exemplaires à Ottawa, ce 27^e jour d'avril 1995, dans les langues française, anglaise et espagnole, chaque texte faisant également foi.



Lloyd Axworthy

*For the Government of Canada
Pour le Gouvernement du Canada*



Genaro Borrego Estrada
*For The Government of the United Mexican States
Pour le Gouvernement des États-Unis du Mexique*

**ADMINISTRATIVE ARRANGEMENT
for the Implementation of the
Agreement on Social Security
between
Canada and the United Mexican States
signed at Ottawa on 27 April 1995**

*Pursuant to Article 19 of the Agreement on Social Security between
Canada and the United Mexican States, signed at Ottawa on
27 April 1995, the competent authorities:*

for Canada,

the Minister of Human Resources Development

for the United Mexican States,

*the Instituto Mexicano del Seguro Social
(Mexican Social Security Institute)*

have agreed on the following provisions:

**ARRANGEMENT ADMINISTRATIF
pour l'application de l'Accord sur la
sécurité sociale entre
le Canada et les États-Unis du Mexique
signé à Ottawa le 27 avril 1995**

*Conformément à l'article 19 de l'Accord sur la sécurité sociale entre le
Canada et les États-Unis du Mexique, signé à Ottawa le 27 avril 1995,
les autorités compétentes :*

pour le Canada,

le Ministre du Développement des ressources humaines

pour les États-Unis du Mexique,

*l'Instituto Mexicano del Seguro Social
(l'Institut mexicain de sécurité sociale)*

sont convenues des dispositions suivantes :

PART I

GENERAL PROVISIONS

Article 1

Definitions

1. For the purposes of this Administrative Arrangement, "Agreement" means the Agreement on Social Security between Canada and the United Mexican States, signed at Ottawa on 27 April 1995.
2. Any other term will have the meaning given to it in the Agreement.

Article 2

Liaison Agencies

Pursuant to Article 19 of the Agreement, the following are designated as liaison agencies:

for Canada:

International Operations Division,
Income Security Programs Branch,
Department of Human Resources Development;

for Mexico:

Unidad de Asuntos Internacionales
del Instituto Mexicano del Seguro Social
(International Affairs Unit of the Mexican Social Security Institute).

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Définitions

1. Aux fins de l'application du présent Arrangement administratif, «Accord» désigne l'Accord sur la sécurité sociale entre le Canada et les États-Unis du Mexique, signé à Ottawa le 27 avril 1995.
2. Les autres termes auront le sens qui leur est attribué par l'Accord.

Article 2

Organismes de liaison

Sont désignés comme organismes de liaison conformément à l'article 19 de l'Accord :

pour le Canada :

la Division des Opérations internationales,
Direction générale des programmes de la
sécurité du revenu,
Ministère du Développement des ressources humaines;

pour le Mexique :

Unidad de Asuntos Internacionales
del Instituto Mexicano del Seguro Social
(l'Unité des Affaires internationales de l'Institut
mexicain de sécurité sociale).

PART II
PROVISIONS CONCERNING THE APPLICABLE
LEGISLATION

Article 3

1. The following are designated as "institutions" for the purposes of this Article:
 - (a) where the legislation of Canada applies, the Source Deductions Division, Department of National Revenue;
 - (b) where the legislation of Mexico applies, el Instituto Mexicano del Seguro Social (the Mexican Social Security Institute).
2. In cases involving detachments, elections or exceptions, as provided for in Article 8, paragraph 2 of Article 9 and Article 10, respectively, of the Agreement, the institution of the Party whose legislation applies will, on request, issue a certificate of fixed duration certifying, in respect of the work in question, that the employed person and that person's employer are subject to that legislation.
3.
 - (a) The election referred to in paragraph 2 of Article 9 of the Agreement must be made by giving notice thereof within six months after the duties are undertaken or, if the employed person is already performing the duties at the date of the entry into force of the Agreement, within six months after that date.
 - (b) Such notices must be directed to the institution of the Party whose legislation is to apply.
4. In the case of government employment described in paragraph 2 of Article 9 of the Agreement, the employer in question will respect all the requirements prescribed for all other employers by the applicable legislation.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À LA LÉGISLATION APPLICABLE

Article 3

1. Sont désignées comme «institutions» aux fins du présent article:
 - (a) lorsque la législation applicable est celle du Canada, la Division des retenues à la source du ministère du Revenu national;
 - (b) lorsque la législation applicable est celle du Mexique, el Instituto Mexicano del Seguro Social, (l'Institut mexicain de sécurité sociale).
2. Dans les cas de détachements, d'options ou d'exceptions prévus respectivement, à l'article 8, au paragraphe 2 de l'article 9 et à l'article 10 de l'Accord, l'institution de la Partie dont la législation s'applique délivrera sur demande un certificat d'une durée déterminée attestant, relativement à ce travail, que le travailleur et son employeur sont assujettis à ladite législation.
3.
 - (a) L'option prévue au paragraphe 2 de l'article 9 de l'Accord devra être exercée à l'aide d'un avis donné dans un délai de six mois suivant le début des fonctions ou, dans le cas d'un travailleur déjà en fonction à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, dans un délai de six mois suivant ladite date.
 - (b) Les avis devront être transmis à l'institution de la Partie à laquelle s'appliquera la législation.
4. Relativement aux emplois au service d'un gouvernement visés au paragraphe 2 de l'article 9 de l'Accord, l'employeur en cause devra respecter toutes les exigences que la législation applicable impose à tout autre employeur.

5. The certificates referred to in paragraph 2 will be issued on forms that are acceptable to the institution of the other Party. The employed person in question as well as that person's employer and the institution of the other Party will be entitled to receive a copy.

PART III

PROVISIONS CONCERNING BENEFITS

Article 4

Processing an Application

1. If the liaison agency of a Party receives a claim for a benefit under the legislation of the other Party, it will, without delay, send the claim to the liaison agency of the other Party.
2. Along with the claim, the liaison agency of the first Party will also transmit any documentation available to it which may be necessary for the competent institution of the other Party to establish the entitlement of the claimant to the benefit.
3. The personal information regarding an individual contained in the claim will be duly certified by the liaison agency of the first Party which will confirm that the information is corroborated by documentary evidence; the transmission of the form so certified will exempt the liaison agency from sending the corroboratory documents. The type of information to which this paragraph applies will be agreed upon by the liaison agencies of the Parties.
4. In addition to the claim and documentation referred to in paragraphs 1 and 2, the liaison agency of the first Party will send to the liaison agency of the other Party a liaison form which will indicate, in particular, the creditable periods under the legislation of the first Party. The liaison agencies of the Parties will, by common agreement, prescribe the liaison forms which each will use for this purpose.

5. Les certificats prévus au paragraphe 2 seront émis sur des formulaires jugés acceptables à l'institution de l'autre Partie. Le travailleur visé ainsi que son employeur et l'institution de l'autre Partie seront en droit d'en recevoir une copie.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Article 4

Traitement d'une demande

1. L'organisme de liaison d'une Partie qui reçoit une demande de prestation aux termes de la législation de l'autre Partie transmettra, sans délai, ladite demande à l'organisme de liaison de l'autre Partie.
2. En sus du formulaire de demande, l'organisme de liaison de la première Partie transmettra toutes pièces justificatives qui pourraient être requises par l'institution compétente de l'autre Partie afin de déterminer le droit du requérant à la prestation.
3. Les données sur l'état civil que comporte le formulaire de demande seront dûment authentifiées par l'organisme de liaison de la première Partie, qui confirmera que des pièces justificatives originales corroborent ces données; la transmission du formulaire ainsi authentifié dispensera l'organisme de liaison de transmettre les pièces justificatives. Les données visées par le présent paragraphe seront déterminées d'un commun accord par les organismes de liaison des Parties.
4. En sus du formulaire de demande et des pièces justificatives visés aux paragraphes 1 et 2, l'organisme de liaison de la première Partie transmettra à l'organisme de liaison de l'autre Partie, un formulaire de liaison indiquant, notamment, les périodes admissibles aux termes de la législation de la première Partie. Les organismes de liaison des Parties s'entendront sur le formulaire de liaison qui sera utilisé à cette fin.

5. The competent institution of the other Party will subsequently determine the claimant's eligibility and, through its liaison agency, notify the liaison agency of the first Party of the benefits, if any, granted to the claimant.
6. The liaison agencies of the Parties will, by common agreement, prescribe the forms on which a claim described in paragraph 1 may be submitted. The liaison agency of a Party may refuse to accept a claim for a benefit under the legislation of the other Party if that claim is not submitted on the prescribed form.

Article 5

Medical Examinations

1. The liaison agency of a Party will, to the extent permitted by the legislation which it administers, provide, upon request, to the liaison agency of the other Party such medical information and documentation as are available concerning the disability of a claimant or beneficiary.
2. If the competent institution of a Party requires that a claimant or a beneficiary who resides in the territory of the other Party undergo a medical examination, the liaison agency of the latter Party, at the request of the liaison agency of the first Party, will make arrangements for carrying out this examination according to the rules applied by the liaison agency making the said arrangements and at the expense of the agency which requests the medical examination.
3. On receipt of a detailed statement of the costs incurred, the liaison agency of the first Party will, without delay, reimburse the liaison agency of the other Party for the amounts due as a result of applying the provisions of paragraph 2.

5. L'institution compétente de l'autre Partie déterminera subséquemment les droits du requérant et, par l'entremise de son organisme de liaison, avisera l'organisme de liaison de la première Partie de toutes prestations, le cas échéant, accordées au requérant.
6. Les organismes de liaison des Parties s'entendront sur les formulaires sur lesquels une demande de prestation visée au paragraphe 1 sera présentée. L'organisme de liaison d'une Partie pourra refuser une demande de prestation aux termes de la législation de l'autre Partie si ladite demande n'est pas présentée sur le formulaire prescrit.

Article 5

Examens médicaux

1. Dans la mesure où la législation qui s'applique le permet, l'organisme de liaison d'une Partie transmettra, sur demande, à l'organisme de liaison de l'autre Partie, les constatations médicales et les documents disponibles relatifs à l'invalidité d'un requérant ou d'un bénéficiaire.
2. Si l'institution compétente d'une Partie exige qu'un requérant ou qu'un bénéficiaire qui réside sur le territoire de l'autre Partie subisse un examen médical additionnel et si l'organisme de liaison de la première Partie en fait la demande, l'organisme de liaison de l'autre Partie prendra les dispositions nécessaires pour que ledit examen soit effectué conformément aux règles appliquées par l'organisme de liaison qui prend lesdites dispositions et aux frais de l'organisme qui demande ledit examen médical.
3. Sur réception d'un état détaillé des frais encourus, l'organisme de liaison de la première Partie remboursera, sans délai, à l'organisme de liaison de l'autre Partie les sommes dues suite à l'application des dispositions du paragraphe 2.

Article 6

Exchange of Statistics

The competent institutions of the Parties will exchange statistics on an annual basis regarding the payments which each has made under the Agreement. These statistics will include data on the number of beneficiaries and the total amount of benefits paid, by type of benefit.

PART IV

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 7

Forms and Detailed Procedures

Subject to this Administrative Arrangement, the liaison agencies of the Parties will agree on the forms and detailed procedures necessary to implement the Agreement.

Article 8

Entry into Effect

This Administrative Arrangement will take effect on the date of entry into force of the Agreement and will have the same period of duration.

Article 6***Échange de statistiques***

Les institutions compétentes des Parties échangeront annuellement des statistiques relatives aux prestations versées aux termes de l'Accord. Ces statistiques incluront des données sur le nombre de bénéficiaires et le montant global des prestations, ventilées selon leur nature.

TITRE IV**DISPOSITIONS DIVERSES****Article 7*****Formulaires et procédures détaillées***

Sous réserve des dispositions du présent Arrangement administratif, les organismes de liaison des Parties s'entendront sur les formulaires et procédures détaillées nécessaires à la mise en application de l'Accord.

Article 8***Entrée en vigueur***

Le présent Arrangement administratif prendra effet le jour de l'entrée en vigueur de l'Accord et aura effet pendant la même période.

*Done in two copies at Ottawa, this 27th day of April, 1995 in the English,
French and Spanish languages, each text being equally authentic.*

*Fait en deux exemplaires à Ottawa, ce 27^e jour d'avril 1995, dans les langues
française, anglaise et espagnole, chaque texte faisant également foi.*



Lloyd Axworthy

*For the competent authority of Canada
Pour l'autorité compétente du Canada*



Genaro Borrego Estrada

*For the competent authority of the United Mexican States
Pour l'autorité compétente des États-Unis du Mexique*

© Minister of Public Works and Government Services Canada 1997

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/17
ISBN 0-660-16876-6

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1997

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/17
ISBN 0-660-16876-6

CAI
EA10
-T67



CANADA

TREATY SERIES 1996/18 RECUEIL DES TRAITÉS

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between CANADA and the Republic of HUNGARY on Mutual Assistance in Criminal Matters

Budapest, December 7, 1995

In force September 1, 1996

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE DE HONGRIE

Budapest, le 7 décembre 1995

En vigueur le 1^{er} septembre 1996





CANADA

TREATY SERIES **1996/18** RECUEIL DES TRAITÉS

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

Treaty between CANADA and the Republic of HUNGARY on Mutual Assistance in Criminal Matters

Budapest, December 7, 1995

In force September 1, 1996

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE DE HONGRIE

Budapest, le 7 décembre 1995

En vigueur le 1^{er} septembre 1996

TREATY BETWEEN CANADA AND

THE REPUBLIC OF HUNGARY

ON MUTUAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS

Canada and the Republic of Hungary

Desiring to improve the effectiveness of both countries in the investigation, prosecution and suppression of crime through cooperation and mutual assistance in criminal matters,

Have agreed as follows:

TRAITÉ D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

ENTRE

LE CANADA

ET

LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE

Le Canada et la République de Hongrie

Désireux de rendre plus efficaces dans les deux pays les enquêtes, les poursuites et la répression criminelles par la coopération et l'entraide en matière pénale,

Sont convenus de ce qui suit:

PART I - GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1OBLIGATION TO GRANT MUTUAL ASSISTANCE

(1) The Contracting Parties shall, in accordance with this Treaty, grant each other the widest measure of mutual assistance in criminal matters.

(2) Mutual assistance for the purpose of paragraph 1 shall be any assistance given by the Requested State in respect of investigations or proceedings in the Requesting State in a criminal matter, irrespective of whether the assistance is sought or to be provided by a court or some other authority.

(3) Criminal matters for the purpose of paragraph 1 mean, for Canada, investigations or proceedings relating to any offence created by a law of Parliament or by the legislature of a province and, for the Republic of Hungary, investigations or proceedings relating to any offence created by Acts of Parliament.

(4) Assistance shall include:

- (a) location of persons and objects, including their identification;
- (b) service of documents, including documents seeking the attendance of persons;
- (c) provision of information, documents and other records, including criminal records, judicial records and local and central administration records;

PREMIÈRE PARTIE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1

OBLIGATION D'ENTRAIDE

1) Les Parties contractantes, en conformité avec le présent Traité, se portent mutuellement aide et assistance, dans la plus large mesure possible, dans les affaires criminelles.

2) Pour les fins du paragraphe 1, par aide et assistance mutuelles, il faut entendre toute forme d'aide ou d'assistance apportée par l'État requis, en rapport avec une enquête criminelle ou une instance pénale se déroulant dans l'État requérant relativement à une affaire criminelle, que ce soit ou non à un tribunal ou à quelque autre autorité auquel il est demandé de prêter aide et assistance.

3) Pour les fins de paragraphe 1, par affaires criminelles, il faut entendre, pour le Canada, les enquêtes criminelles ou les instances pénales se rapportant à toute infraction adoptée par une loi du Parlement fédéral ou par la législature d'une province et, pour la République de Hongrie, les enquêtes criminelles ou les instances pénales se rapportant à toute infraction aux termes des lois du Parlement.

4) Sont considérées comme des formes d'aide ou d'assistance:

a) la localisation de personnes et d'objets, et leur identification;

b) la signification d'actes, y compris d'actes d'assignation et de citations à comparaître;

- (d) delivery of property, including lending of exhibits;
- (e) taking of evidence and obtaining statements of persons;
- (f) search and seizure;
- (g) making detained persons and others available to give evidence or assist investigations;
- (h) measures to locate, restrain and forfeit the proceeds of crime; and
- (i) other assistance consistent with the objects of this Treaty.

ARTICLE 2

EXECUTION OF REQUESTS

- (1) Requests for assistance shall be executed promptly in accordance with the law of the Requested State. Insofar as it is not prohibited by that law, requests for assistance shall be executed in the manner requested by the Requesting State.
- (2) The Requested State shall, upon request, inform the Requesting State of the time and place of execution of the request for assistance.
- (3) The Requested State shall provide banking documents, records and information which may be subject to bank secrecy to the same extent and under the same conditions as would be available to its own law enforcement and judicial authorities.

c) la transmission d'informations, de documents et d'autres formes de dossiers, dont les casiers judiciaires, les dossiers des tribunaux et des administrations locales et centrale;

d) la transmission de biens, dont le prêt de pièces matérielles;

e) la consignation de témoignages et l'obtention de dépositions de personnes;

f) les perquisitions, fouilles et saisies;

g) la mise à disposition de détenus et d'autres personnes pour qu'elles témoignent ou fassent avancer l'enquête;

h) les mesures nécessaires pour retrouver, saisir et confisquer les fruits ou produits de la criminalité;

i) toute autre forme d'aide compatible avec les fins du présent Traité.

ARTICLE 2

EXÉCUTION DES DEMANDES

1) Les demandes d'entraide judiciaire sont exécutées promptement, conformément à la loi de l'État requis et, dans la mesure où cette loi ne l'interdit pas, de la manière dont l'État requérant le demande.

ARTICLE 3

REFUSAL OR POSTPONEMENT OF ASSISTANCE

(1) Assistance may be refused if, in the opinion of the Requested State, the execution of the request would impair its sovereignty, security, public order or essential public interest or prejudice the safety of any person.

(2) Assistance may be refused if the offence is regarded by the Requested State as an offence only under military law.

(3) Assistance may be postponed by the Requested State if execution of the request would interfere with an ongoing investigation or prosecution in the Requested State.

(4) The Requested State shall promptly inform the Requesting State of a decision of the Requested State not to comply in whole or in part with a request for assistance, or to postpone execution, and shall give reasons for that decision.

(5) Before refusing to grant a request for assistance or before postponing the grant of such assistance, the Requested State shall consider whether assistance may be granted subject to such conditions as it deems necessary. If the Requesting State accepts assistance subject to these conditions, it shall comply with them.

PART II - SPECIFIC PROVISIONS

ARTICLE 4

LOCATION AND IDENTIFICATION OF PERSONS AND OBJECTS

2) L'État requis, sur demande, informe l'État requérant du jour et du lieu d'exécution de la demande d'entraide.

3) L'État requis fournit les documents bancaires, les dossiers et reçus et les informations que peut couvrir le secret bancaire dans la même mesure et aux mêmes conditions qu'à ses organes de répression des infractions à ses lois et autorités judiciaires propres.

ARTICLE 3

REFUS OU REPORT DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE

1) L'entraide judiciaire peut être refusée si, de l'avis de l'État requis, l'exécution de la demande porterait atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à quelque intérêt public essentiel, ou porterait préjudice à la sécurité de quelque personne.

2) L'entraide judiciaire peut être refusée si l'infraction est qualifiée par l'État requis d'infraction purement et simplement militaire.

3) L'entraide peut être reportée par l'État requis si l'exécution de la demande devait nuire à quelque enquête ou poursuite pénale en cours dans l'État requis.

4) L'État requis informe sans délai l'État requérant de sa décision de ne pas se conformer, en tout ou en partie, à la demande d'entraide, ou d'en reporter l'exécution, et il donne les raisons de cette décision.

5) Avant de refuser de faire droit à la demande d'entraide ou d'en reporter l'exécution, l'État requis examine s'il lui est possible d'accorder l'aide sous réserve des

The competent authorities of the Requested State shall make best efforts to ascertain the location and identity of persons or the location of objects specified in the request.

ARTICLE 5

SERVICE OF DOCUMENTS

(1) The Requested State shall serve any document transmitted to it for the purpose of service.

(2) The Requesting State shall transmit a request for the service of a document pertaining to a response or appearance in the Requesting State within a reasonable time before the scheduled response or appearance.

(3) The Requested State shall return a proof of service in the manner required by the Requesting State.

ARTICLE 6

TRANSMISSION OF DOCUMENTS AND OBJECTS

(1) When the request for assistance concerns the transmission of records or documents, the Requested State may transmit certified copies thereof, unless the Requesting State expressly requests the originals.

conditions qu'il estime nécessaires. Si l'État requérant accepte l'aide à ces conditions, il doit s'y conformer.

DEUXIÈME PARTIE - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 4

LOCALISATION ET IDENTIFICATION DE PERSONNES ET DE PIÈCES MATÉRIELLES

Les autorités compétentes de l'État requis prennent toutes les mesures à leur disposition pour retrouver et identifier les personnes ou localiser les pièces matérielles indiquées dans la demande.

ARTICLE 5

SIGNIFICATION D'ACTES

1) L'État requis fera signifier les actes que lui transmet à cette fin l'État requérant.

2) L'État requérant transmet la demande de signification d'un acte se rapportant à une réplique ou à une assignation à comparaître sur le territoire de l'État

(2) The original records or documents or objects transmitted to the Requesting State shall be returned to the Requested State as soon as possible, upon the latter's request.

(3) Insofar as not prohibited by the law of the Requested State, records, documents or objects shall be transmitted in a form or accompanied by such certification as may be requested by the Requesting State in order to make them admissible according to the law of the Requesting State.

ARTICLE 7

PRESENCE OF PERSONS INVOLVED IN THE PROCEEDINGS IN THE REQUESTED STATE

(1) A person requested to testify and produce documents, records or other articles in the Requested State shall be compelled, if necessary by subpoena or order, to appear and testify and produce such documents, records and other articles, in accordance with the requirements of the law of the Requested State.

(2) To the extent not prohibited by the law of the Requested State, judges or officials of the Requesting State and other persons concerned in the investigation or proceedings shall be permitted to be present at the execution of the request and to participate in the proceedings in the Requested State.

requérant dans un délai raisonnable avant la date prévue de production de la réplique ou de la comparution.

3) L'État requis retransmet la preuve de la signification que demande l'État requérant.

ARTICLE 6

TRANSMISSION DE PIÈCES LITTÉRALES ET MATÉRIELLES

1) Lorsque la demande d'entraide a pour objet la transmission de dossiers ou de documents, l'État requis peut transmettre des copies certifiées conformes de ceux-ci, à moins que l'État requérant n'exige expressément les originaux.

2) Les dossiers et les documents originaux et les pièces matérielles transmis à l'État requérant sont remis à l'État requis dès que cela devient possible, sur demande de ce dernier.

3) Dans la mesure où la loi de l'État requis ne l'interdit pas, les dossiers, les documents ou les pièces matérielles sont transmis dans une forme ou avec les certificats de conformité que l'État requérant peut demander, afin qu'ils puissent être admissibles selon la loi de l'État requérant.

ARTICLE 7

PRÉSENCE DES PERSONNES EN CAUSE DANS UNE INSTANCE SE DÉROULANT SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT REQUIS

1) Les personnes citées à témoigner et à produire des documents, dossiers

(3) The right to participate in the proceedings shall include the right of any person present to pose questions. The persons present at the execution of a request shall be permitted to make a verbatim transcript of the proceedings. The use of technical means to make such a verbatim transcript shall be permitted.

ARTICLE 8

INVITATION TO APPEAR IN THE REQUESTING STATE

(1) The Requesting State may request that a person be made available to testify or to assist an investigation.

(2) The Requested State shall invite the person to assist in the investigation or to appear as a witness in the proceedings and seek that person's concurrence thereto. That person shall be informed of any expenses and allowances payable.

(3) The Requested State shall promptly inform the Requesting State of the person's response.

ARTICLE 9

SEARCH AND SEIZURE

(1) The Requested State shall execute a request for the search, seizure, and delivery of any item, including, but not limited to any document, record, or article of evidence, if the request includes the information justifying such action under the law of the Requested State.

ou autres pièces sur le territoire de l'État requis sont contraintes, si nécessaire par assignation ou autre ordonnance judiciaire, de comparaître, de témoigner et de produire ces documents, dossiers et autres pièces, conformément aux dispositions prévues à cet effet par la loi de l'État requis.

2) Dans la mesure où la loi de l'État requis ne l'interdit pas, les juges ou les agents de l'État requérant et les autres personnes concernées par l'enquête ou l'instance sont autorisés à être présents lors de l'exécution de la demande et à intervenir dans l'instance se déroulant sur le territoire de l'État requis.

3) Le droit d'intervenir dans l'instance implique le droit, pour toute personne présente, de poser des questions. Les personnes présentes lors de l'exécution de la demande sont autorisées à prendre transcription littérale des débats. Le recours à des moyens techniques pour la prise de cette transcription est autorisé.

ARTICLE 8

INVITATION À COMPARAÎTRE SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT REQUÉRANT

1) L'État requérant peut demander qu'une personne soit invitée à témoigner sur son territoire ou à prêter son concours à une enquête.

2) L'État requis invite l'intéressé à prêter son concours à l'enquête ou à aller témoigner dans l'instance et il recherche son consentement à cet égard. L'intéressé doit être informé des frais et indemnités qui lui seront versés.

3) L'État requis communique sans délai à l'État requérant la réponse donnée par l'intéressé.

(2) The competent authority that has executed a request for search and seizure shall provide such information as may be required by the Requesting State concerning, but not limited to, the identity, condition, integrity and continuity of possession of the documents, records or things seized and the circumstances of the seizure.

(3) The Requested State may require that the Requesting State agree to terms and conditions to protect third party interests in the item to be transferred.

(4) The Requesting State shall observe any conditions imposed by the Requested State in relation to any seized documents, records or things which may be delivered to the Requesting State.

ARTICLE 10

TRANSFER OF PERSONS IN CUSTODY

(1) A person in custody in the Requested State shall, at the request of the Requesting State, be temporarily transferred to the Requesting State to assist investigations or to give evidence in proceedings provided both the person and the Requested State consent to the transfer.

(2) The Requesting State shall return the person transferred to the custody of the Requested State as soon as circumstances permit or as otherwise agreed by them.

ARTICLE 9

PERQUISITION, FOUILLE ET SAISIE

1) L'État requis exécute une demande de perquisition, de fouille et de saisie, de transmission de toute pièce, y compris, à titre non limitatif, de toute pièce littéraire documents, dossiers, etc. ou matérielle, pouvant servir de preuve pourvu que la demande fournisse les informations qui justifient de prendre une telle mesure en vertu de la loi de l'État requis.

2) L'autorité compétente qui exécute une demande de perquisition, de fouille et de saisie fournit les informations que demande l'État requérant sur, à titre non limitatif, la nature, la condition, l'intégrité et la possession continue des pièces littérales documents, dossiers, etc. ou matérielles saisies, et sur les circonstances dans lesquelles il a été procédé à la saisie.

3) L'État requis peut demander que l'État requérant accepte certaines conditions, pour la protection des droits des tiers sur la pièce à transmettre.

4) L'État requérant respecte toute condition posée par l'État requis à l'égard de toute saisie de pièce littéraire documents, dossiers, etc. ou matérielle destinée à être transmise à l'État requérant.

ARTICLE 10

TRANSFÈREMENT DE DÉTENUS

1) Un détenu sur le territoire de l'État requis est, à la demande de l'État requérant, transféré provisoirement à l'État requérant pour faire avancer une enquête

(3) The Requested State shall have the authority and the obligation to keep the person transferred in custody, unless otherwise authorized by the Requested State, in which case that person shall be treated as a person present in the Requesting State pursuant to Article 8.

(4) The person transferred shall receive credit for service of the sentence imposed in the Requested State for the time served in custody in the Requesting State.

ARTICLE 11

SAFE CONDUCT

(1) Subject to Article 10 paragraph 3, a person present in the Requesting State in response to a request seeking that person's attendance shall not be prosecuted, detained or subjected to any other restriction of personal liberty in that State for any acts or omissions which preceded that person's departure from the Requested State, nor shall that person be obliged to give evidence in any proceeding other than the proceedings to which the request relates.

(2) Paragraph 1 of this Article shall cease to apply if a person, being free to leave the Requesting State, has not left it within a period of thirty days after being officially notified that the person's attendance is no longer required, or having left the territory, has voluntarily returned.

(3) Any person who fails to appear in the Requesting State may not be subjected to any sanction or compulsory measure in the Requested State.

ou pour fins de témoignage dans une instance s'y déroulant, pourvu que le détenu et l'État requis consentent au transfèrement.

2) L'État requérant remet le détenu transféré à la garde de l'État requis dès que les circonstances le permettent ou selon ce qui a été convenu entre eux.

3) L'État requis a le pouvoir et l'obligation de maintenir en détention le détenu transféré, sauf autorisation contraire de l'État requis, auquel cas le détenu transféré est traité comme une personne se trouvant sur le territoire de l'État requis en vertu de l'article 8.

4) Est crédité au détenu transféré le temps de la peine infligée par l'État requis qui est purgé en détention sur le territoire de l'État requérant.

ARTICLE 11

SAUF CONDUIT

1) Sous réserve de l'article 10, paragraphe 3, une personne qui est présente sur le territoire de l'État requérant en réponse à une demande l'y invitant, ne saurait être poursuivi devant une instance pénale, ni détenue ni soumise à quelque autre privation de sa liberté individuelle dans cet État pour tout fait d'action ou omission antérieur à son départ de l'État requis, ni ne saurait-elle être forcée de témoigner dans toute autre instance que celle à laquelle la demande se rapporte.

2) Le paragraphe premier du présent article cesse de s'appliquer si l'intéressé, libre de quitter le territoire de l'État requérant, ne l'a pas quitté dans les

ARTICLE 12

PROCEEDS OF CRIME

(1) The Requested State shall, upon request, endeavour to ascertain whether any proceeds of a crime are located within its jurisdiction and shall notify the Requesting State of the results of its inquiries. In making the request, the Requesting State shall notify the Requested State of the basis of its belief that such proceeds may be located in the latter's jurisdiction.

(2) Where, pursuant to paragraph 1 of this Article, suspected proceeds of crime are found, the Requested State shall take such measures as are permitted by its law to freeze, seize and confiscate such proceeds.

PART III - PROCEDURE

ARTICLE 13

CONTENTS OF REQUESTS

- (1) In all cases requests for assistance shall include:
- (a) the competent authority conducting the investigation or proceedings to which the request relates;
 - (b) a description of the nature of the investigation or proceedings, including a copy or summary of the relevant facts and laws;

trente (30) jours de la notification officielle qui lui a été faite que sa présence n'était plus requise ou si, l'ayant quitté, il y est volontairement revenu.

3) Aucune sanction ne peut être infligée, ni aucune mesure de contrainte prise, sur le territoire de l'État requis à l'encontre de toute personne qui ne comparaît pas sur le territoire de l'État requérant.

ARTICLE 12

LES FRUITS OU LE PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ

1) L'État requis, sur demande, cherche à établir si les fruits ou le produit de quelques crimes sont dans sa juridiction et il notifie l'État requérant des résultats de ses recherches. L'État requérant doit informer l'État requis sur les motifs qui portent à croire que le produit de crimes est situé sur le territoire de l'État requis.

2) Lorsque, en application du paragraphe 1 du présent article, les fruits ou le produit de quelques crimes sont retrouvés, l'État requis prend les mesures qu'autorise sa loi pour les bloquer, les saisir et les confisquer.

TROISIÈME PARTIE - PROCÉDURE

ARTICLE 13

CONTENU DES DEMANDES

1) Doivent apparaître dans toute demande d'entraide judiciaire:

- (c) the purpose for which the request is made and the nature of the assistance sought;
- (d) the need, if any, for confidentiality and the reasons therefor; and
- (e) any time limit within which compliance with the request is desired.

(2) Requests for assistance shall also contain the following information:

- (a) where possible, the identity, nationality and location of the person or persons who are the subject of the investigation or proceedings;
- (b) where necessary, details of any particular procedure or requirement that the Requesting State wishes to be followed and the reasons therefor;
- (c) in the case of requests for the taking of evidence or search and seizure, a statement indicating the basis for belief that evidence may be found in the jurisdiction of the Requested State;
- (d) in the case of requests to take evidence from a person, a statement as to whether sworn or affirmed statements are required, and a description of the subject matter of the evidence or statement sought;
- (e) in the case of lending of exhibits, the person or class of persons who will have custody of the exhibit, the place to which the exhibit is to be removed, any tests to be conducted and the date by which the exhibit will be returned; and
- (f) in the case of making detained persons available, the person or class of persons who will have custody during the transfer, the place to which the detained person is to be transferred and the date of that person's return.

a) le nom de l'autorité compétente menant l'enquête ou l'instance à laquelle la demande se rapporte;

b) une description de la nature de l'enquête ou de l'instance, y compris une copie ou un résumé des faits pertinents et du droit applicable;

c) l'indication des fins pour lesquelles la demande est faite et la nature de l'aide ou de l'assistance recherchées;

d) le cas échéant, l'indication, motivée, que la confidentialité s'impose;

e) l'indication de tout délai que l'on voudrait impartir à l'exécution de la demande.

2) Les demandes d'entraide judiciaire doivent également donner les informations suivantes:

a) lorsque cela est possible, l'identité et la nationalité de la ou des personnes qui font l'objet de l'enquête ou de l'instance, et le lieu où elles se trouvent;

b) lorsque cela est nécessaire, le détail de toute procédure particulière ou de toute exigence que l'État requérant veut voir respectées, et les raisons de cela;

c) dans le cas de demandes de réunion de preuves ou de perquisition, de fouille et de saisie, l'indication des motifs qui

(3) If the Requested State considers that the information contained in the request is not sufficient to enable the request to be dealt with, it may request that additional details be furnished.

(4) A request shall be made in writing. In urgent circumstances or where otherwise permitted by the Requested State, a request may be made orally but shall be confirmed in writing promptly thereafter.

ARTICLE 14

CENTRAL AUTHORITIES

Central Authorities shall transmit and receive all requests and responses thereto for the purposes of this Treaty. The Central Authority for Canada shall be the Minister of Justice or an official designated by that Minister; the Central Authority for the Republic of Hungary shall be the Minister of Justice and the Chief Public Prosecutor or officials designated by them.

ARTICLE 15

CONFIDENTIALITY

(1) The Requested State may require, after consultation with the Requesting State, that information or evidence furnished or the source of such information or evidence be kept confidential or be disclosed or used only subject to such terms and conditions as it may specify.

autorisent à croire que les éléments de preuve recherchés se trouvent dans la juridiction de l'État requis;

d) dans le cas de demandes de consignation de témoignages, l'indication que des dépositions sous serment ou avec affirmation solennelle sont ou non requises et la description de l'objet, du témoignage ou de la déposition recherché;

e) dans le cas de prêt de pièces, l'identité de la personne ou de la catégorie de personnes qui assureront la garde de la pièce, le lieu où la pièce sera conservée, tout test auquel la pièce sera soumise et la date de remise de la pièce;

f) dans les cas de mise à disposition de détenus, l'identité de la personne ou de la catégorie personnes qui assureront leur garde au cours du transfèrement, le lieu où ils seront transférés et la date de leur retour.

3) Si l'État requis estime que l'information fournie dans la demande est insuffisante pour lui permettre de lui donner effet, il peut demander des détails supplémentaires.

4) La demande est faite par écrit. En cas d'urgence ou si l'État requis l'autorise, la demande peut être faite oralement, mais elle doit par la suite être confirmée promptement par écrit.

ARTICLE 14

AUTORITÉS CENTRALES

Les autorités centrales transmettent et reçoivent toutes les requêtes et leurs

(2) The Requested State shall, to the extent requested, keep confidential a request, its contents, supporting documents and any action taken pursuant to the request except to the extent necessary to execute it

ARTICLE 16

LIMITATION OF USE

The Requesting State shall not disclose or use information or evidence furnished for purposes other than those stated in the request without the prior consent of the Central Authority of the Requested State.

ARTICLE 17

AUTHENTICATION

Evidence or documents transmitted pursuant to this Treaty shall not require any form of authentication, save as is specified in Article 6.

ARTICLE 18

LANGUAGE

Requests and supporting documents shall be accompanied by a translation into one of the official languages of the Requested State.

réponses pour les fins du présent traité. Dans le cas du Canada, c'est le ministre de la Justice, ou le fonctionnaire qu'il a désigné, qui agissent à titre d'autorité centrale; dans le cas de la République de Hongrie, c'est le ministre de la Justice et le Procureur public en chef ou les fonctionnaires qu'ils ont désignés.

ARTICLE 15

CONFIDENTIALITÉ

1) L'État requis peut exiger, après consultation de l'État requérant, que l'information ou les preuves fournies, ou la source de cette information ou de ces preuves, demeurent confidentielles ou ne soient divulguées ou utilisées qu'aux conditions qu'il aura la faculté de poser.

2) L'État requis, dans la mesure exigée, garde confidentiels une demande, son contenu, les documents qui la soutiennent et tout acte accompli sur son fondement, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter.

ARTICLE 16

USAGE LIMITATIF

L'État requérant ne se sert pas de l'information ou des preuves fournies, ni ne les divulgue, à d'autres fins que celles indiquées dans la demande sans le consentement préalable de l'autorité centrale de l'État requis.

ARTICLE 19

CONSULAR OFFICIALS

Consular officials may, in accordance with Article 5 paragraph (j) of the Vienna Convention on Consular Relations, take evidence from a witness on a voluntary basis without a formal request. Prior notice shall be given to the Receiving State. That State may refuse its consent for any reason provided in Article 3.

ARTICLE 20

EXPENSES

(1) The Requested State shall meet the cost of executing the request for assistance, except that the Requesting State shall bear:

- (a) the expenses associated with conveying any person to or from the territory of the Requested State, at the request of the Requesting State, and any allowance or expenses payable to that person while in the Requesting State pursuant to a request under Articles 8 or 10 of this Treaty; and
- (b) the expenses and fees of experts either in the Requested State or the Requesting State.

(2) If it becomes apparent that the execution of the request requires expenses of an extraordinary nature, the Contracting Parties shall consult to

ARTICLE 17

LÉGALISATION

Les preuves ou les pièces littérales transmises en vertu du présent Traité ne requièrent aucune forme de légalisation, sauf ce qui est stipulé à l'article 6.

ARTICLE 18

LANGUES

Il sera annexé aux demandes et aux pièces qui les soutiennent une traduction dans l'une des langues officielles de l'État requis.

ARTICLE 19

AGENTS CONSULAIRES

Les agents consulaires peuvent, conformément à l'article 5, alinéa j) de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, recevoir un témoignage donné volontairement sans qu'une demande officielle à cet effet n'ait à être faite. Préavis doit en être donné à l'État accréditaire. Cet État peut refuser d'accorder son consentement pour tout motif stipulé à l'article 3.

determine the terms and conditions under which the requested assistance can be provided.

PART IV - FINAL PROVISIONS

ARTICLE 21

OTHER ASSISTANCE

This Treaty shall not derogate from obligations subsisting between the Contracting Parties whether pursuant to other treaties or arrangements, or otherwise, or prevent the Contracting Parties providing or continuing to provide assistance to each other pursuant to other treaties or arrangements, or otherwise.

ARTICLE 22

SCOPE OF APPLICATION

This Treaty shall apply to any request presented after its entry into force even if the relevant acts or omissions occurred before that date.

ARTICLE 23

CONSULTATIONS

The Contracting Parties shall consult promptly, at the request of either Party, concerning the interpretation and the application of this Treaty.

ARTICLE 20

FRAIS

1) L'État requis assume les frais d'exécution de la demande d'entraide judiciaire, mais l'État requérant doit payer :

a) les frais du transport de toute personne à destination ou en provenance du territoire de l'État requis, à la demande de l'État requérant, et tout frais ou indemnité à verser à cette personne au cours de son séjour sur le territoire de l'État requérant à la suite d'une demande faite sur le fondement des articles 8 ou 10 du présent Traité;

b) les frais et les honoraires des experts, à verser tant sur le territoire de l'État requis que sur celui de l'État requérant.

2) S'il appert que l'exécution de la demande entraîne des dépenses extraordinaires, les Parties contractantes se consultent afin d'établir les conditions dans lesquelles l'aide et l'assistance demandées peuvent être fournies.

QUATRIÈME PARTIE - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 21

AUTRES FORMES D'ENTRAIDE

Il n'y a pas, par le présent Traité, dérogation aux obligations subsistant entre les

ARTICLE 24ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

(1) This Treaty shall enter into force on the first day of the second month after the date on which the Contracting Parties have notified each other that their legal requirements have been complied with.

(2) Either Contracting Party may terminate this Treaty. The termination shall take effect one year from the date on which it was notified to the other Contracting Party.

In Witness thereof the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Treaty.

Done at Budapest, on the 7th day of December.....One
Thousand nine hundred and ninety ~~five~~ in two copies, in English, French and
Hungarian each version being equally authentic.



For Canada:
André Ouellet



For the Republic of Hungary:
Vastagh Pál

Parties contractantes soit en vertu d'autres traités et arrangements, soit sur quelque autre fondement, et ce Traité n'empêche pas les Parties contractantes de se porter, ou de continuer de se porter, mutuellement aide et assistance en vertu d'autres traités ou arrangements, ou sur quelque autre fondement.

ARTICLE 22

CHAMP D'APPLICATION

Le présent Traité s'applique à toute demande postérieure à son entrée en vigueur même si les faits actes ou omissions en cause sont survenus avant celle-ci.

ARTICLE 23

CONSULTATIONS

Les Parties contractantes se consultent sans délai, à la demande de l'une ou de l'autre, au sujet de l'interprétation et de l'application du présent Traité.

ARTICLE 24

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DÉNONCIATION

- 1) Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du second mois

suivant le jour où les Parties contractantes se seront notifiées mutuellement que leurs obligations légales ou constitutionnelles à cet effet sont remplies.

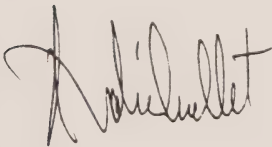
2) Les Parties contractantes peuvent chacune dénoncer unilatéralement le présent Traité. La dénonciation prend effet un an après le jour où elle a été notifiée à la Partie cocontractante.

En Foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Traité.

Fait à Budapest, ce ^{7^{ème}} jour de... ~~decembre~~mille neuf cent quatre-vingt ~~quatre~~ ^{vingt}
en deux exemplaires, en français, en anglais et en hongrois, chaque version faisant également foi.

Pour le Canada
André Ouellet

Pour la République de Hongrie
Vastagh Pau



© Minister of Public Works and Government Services Canada 1997

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1996/18
ISBN 0-660-16875-8

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1997

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1996/18
ISBN 0-660-16875-8



3 1761 11549064 1